ENQUÊTE SUR
l'histoire
Trimestriel ▲ Été 93 ▲ N° 7 ▲ 38 F

LES CRIMES POLITIQUES
1889-1989

MAYERLING
FRANÇOIS FEJTÖ

SARAJEVO
ALAIN DECAUX

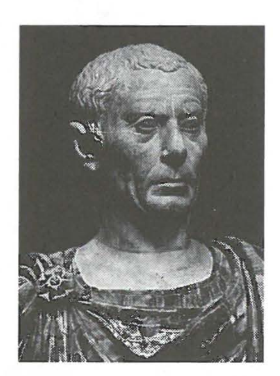
EKATERINBOURG
DOMINIQUE VENNER

ALGER-DARLAN
JEAN-BERNARD D'ASTIER



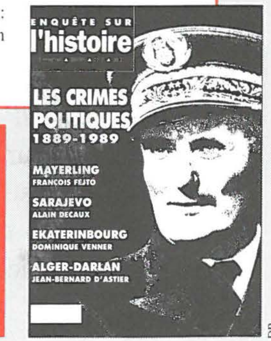
S O M M A I R E

les crimes politiques 1889-1989





En couverture :
L'amiral Darlan



DR

Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :
Nicolas Andrassy, Jean-Paul Angelelli, Boris Boldyrev, Anne Brassié, Guy Chambarlac, Bruno Chossat, Éric Coutances, Alain Decaux, Jean-François Gautier, Arnaud Imatz, Jean Mabire, Jean-Jacques Mourreau, Xavier Rihoit, Antoine de Saint-Hélie, Jennifer Scott, Frédéric Valloire, Eric Vatré, Charles Vaugeois, Wolfgang Venohr.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél.: (1) 47.03.91.68.
Imprimerie Berger-Levrault, Toul.
N° de commission paritaire 80171. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés non numérotés entre les pages 66 et 67 et entre les pages 34 et 35.

L'histoire est

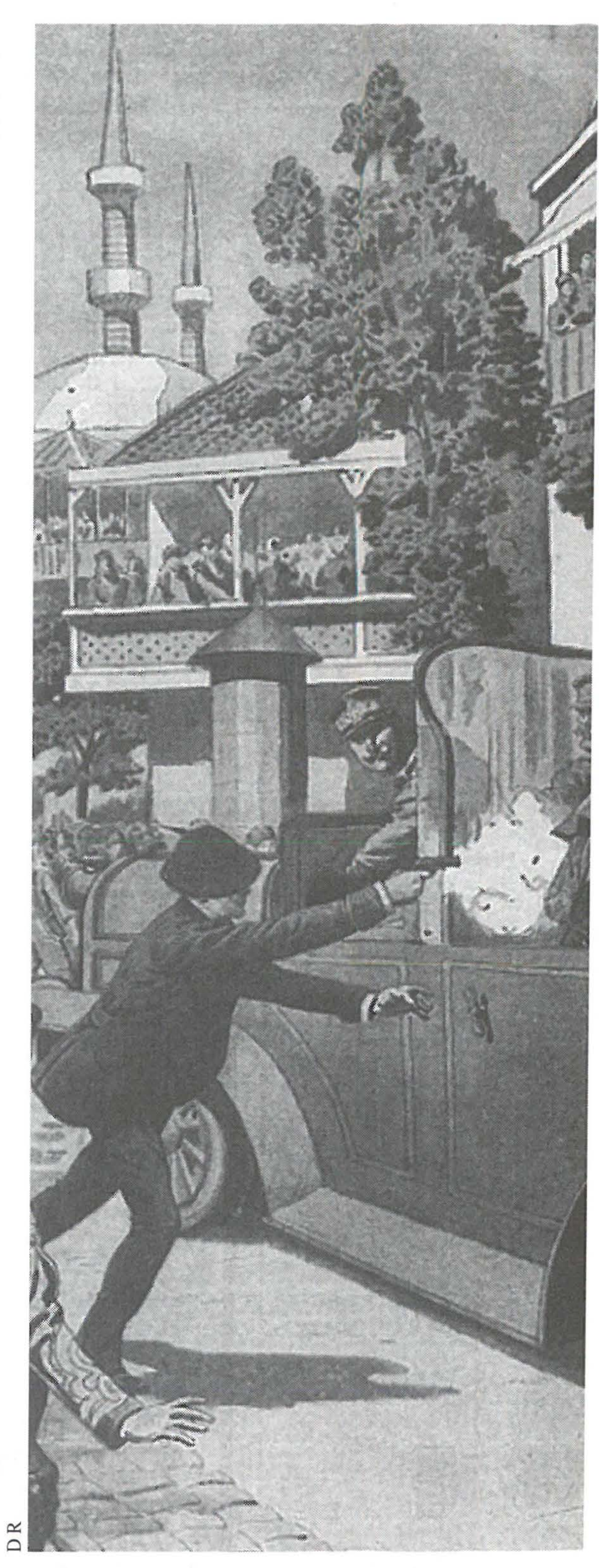
Comme les tragédies classiques, les grands crimes politiques sont des révélateurs de paroxysmes. Si l'attentat de Sarajevo nous intéresse ici, comme ceux qui coûtèrent la vie au Premier ministre Stolypine, au comte Tisza ou au roi Alexandre de Yougoslavie, c'est que chacun nous introduit dans la connaissance d'un passé qui resurgit. Les événements qui agitent aujourd'hui les Balkans et l'Europe de l'Est, l'ex-Yougoslavie ou la Russie, y trouvent souvent leurs racines et leur explication. L'histoire, mieux que jamais, aide à comprendre le présent.

L'assassinat politique fut de tous les temps et de tous les pays. Les hommes ont toujours fait usage de ce procédé expéditif pour assouvir une vengeance, faire place nette d'un concurrent, frapper un ennemi ou se débarrasser d'un quidam encombrant. Jamais pourtant la « liquidation physique » ne fut plus massivement utilisé et avec autant de bonne conscience qu'à l'époque contemporaine. Le siècle qui a le plus vanté l'amour universel est celui au cours duquel on s'est le plus férocement entre-tué, toutes opinions confondues. Le paradoxe n'est qu'apparent. Les transports sentimentaux poussent à la haine plus sûrement que le réalisme. Dès lors que l'on porte un jugement *moral* sur des faits politiques, les acteurs sont jugés suivant les critères absolus du bien ou du mal. Malheur à celui qui est désigné comme un « méchant ».

Il en est de l'assassinat politique comme du terrorisme. Chacun en condamne hautement le principe tout en se réjouissant secrètement quand des gens qu'il déteste sont frappés. En leur temps, ceux que révolta le meurtre du duc de Guise n'ont certainement pas pleuré Henri III.

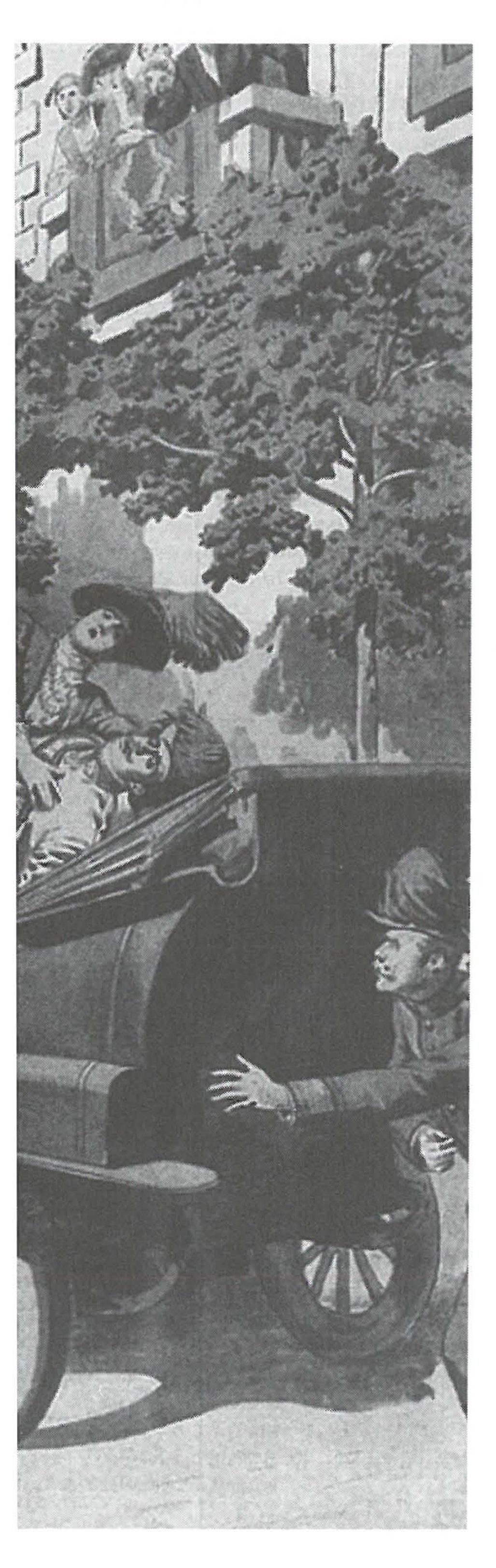
Appuyée sur les Écritures, la justification morale du meurtre avait fait des ravages durant les guerres de Religion. Elle heurtait néanmoins un vieux fond de chevalerie. Dans l'Europe médiévale, on s'estourbissait, sans doute, mais à petite dose et sans haine. Tout a vraiment changé avec la Révolution française et plus encore avec cette autre révolution que fut la Première Guerre mondiale.

Dans les jours qui suivirent le meurtre de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, se produisit un incident qui souligne avec force cette rupture. La crise qui se développait soudain entre l'Autriche et la Serbie, surprit le commandant en chef de l'armée serbe, le général Putnik, alors qu'il prenait les eaux dans l'une des nombreuses stations thermales de l'Empire austro-hongrois. Hasard providentiel pour Vienne à la veille du conflit ! Les autorités militaires de la double monarchie prirent sur elles de retenir le général Putnik. Pourtant, dès qu'il en fut avisé, l'empereur François-Joseph ordonna de libérer le généralissime serbe et de le reconduire à la frontière avec les honneurs dus à son rang. (1)



DR

mprévisible



Avec le recul du temps, ce geste chevaleresque apparaît comme l'un des derniers signes que l'ancienne Europe adressait à la postérité avant de disparaître. Il fait mesurer l'abîme qui nous sépare d'une époque où survivait encore l'esprit de gentilhommerie. Après l'été 1914, l'Europe allait basculer dans une autre logique.

De tous les assassinats de l'histoire, celui de Sarajevo fut certainement le plus gros de conséquences. La plupart des historiens en conviennent, la Première Guerre mondiale n'était pas une fatalité. Il a fallu que se trouvent réunis à ce moment précis un faisceau de circonstances particulières et fortuites pour que l'Europe, par l'automatisme des alliances, basculât dans la guerre. La première des imprévisibles fatalités fut d'abord le succès même de l'attentat de Sarajevo. Alain Decaux rappelle ici (p. 23) à quels hasards vraiment incroyables celui-ci a tenu. Il est possible d'ajouter que sans l'assassinat du Premier ministre russe Stolypine en 1911 (p. 17), et sans celui de Joseph Calmette par Mme Caillaux (p. 27), les données politiques de l'été 1914 eussent été fort différentes. De façon affreuse et spectaculaire, ces crimes attirent l'attention sur le caractère imprévisible de l'avenir.

Quand il n'est pas simple vengeance ou révolte élémentaire, l'assassinat politique a pour ambition de modifier le cours de l'histoire. De fait, il y parvient parfois, Sarajevo en est la preuve. Les Serbes voulaient la destruction de l'Empire autrichien. Ils l'ont obtenue, mais ce fut l'effet du hasard plus que celui du crime. Les meurtriers de l'amiral Darlan, croyant travailler à une restauration monarchique, œuvrèrent sans le savoir à une toute autre solution. John Booth, assassin du président Lincoln à la fin de la guerre de Sécession, voulait venger les Sudistes et supprimer la cause de leurs malheurs. Il ne fit que les aggraver. À l'époque, Lincoln était partisan d'une réconciliation que sa mort écarta au profit d'une politique d'écrasement et de vindicte. Dans leurs conséquences, les assassinats vont souvent à l'encontre du but qu'ils espéraient atteindre.

Sans que les assassins y songent jamais, leur acte constitue un hommage implicite à la personne de la victime. On tue rarement dans le but de sanctionner la médiocrité. Malgré tout ce qu'il a de haïssable, le crime politique recèle, à la façon des fables, une morale inattendue. Qu'atteste-t-il en effet, sinon que le meurtrier, fût-il adepte de la théorie marxiste du rôle contingent de la personne dans l'histoire, reste au fond de lui convaincu que ladite personne y joue un rôle déterminant ? Sinon, pourquoi prendrait-il la peine – et le risque – d'un acte qu'il paiera vraisemblablement de sa propre vie ?

DOMINIQUE VENNER

(1) Cf Jean-Paul Bled, *François Joseph*, Fayard 1987.

Illustration : Sarajevo, 28 juin 1914.

Actualité de l'histoire

MANIFESTATIONS ET ANNIVERSAIRES



Christine de Suède (1626-1689)

La Suède et la France

Avant même l'accession de Bernadotte sur son trône, la Suède a été très proche de la France et plusieurs de ses souverains ont été sensibles à la culture française. Des relations politiques privilégiées existaient au XVII[e] siècle. Sanctionnées par plusieurs traités, elles furent marquées, sous le règne de Gustave-Adolphe, par l'alliance de la France catholique à la Suède protestante durant la guerre de Trente Ans. Maintenues sous le règne de Christine la fantasque, disciple et protectrice de Descartes, lorsqu'il mourut à Stockholm où la Reine de Suède l'avait invité à rejoindre sa cour, ces relations se prolongèrent au XVIII[e] siècle. À l'issue du coup d'État de 1772, conduit par Gustave III appuyé par Louis XV, la Suède se donna même une nouvelle Constitution inspirée de Montesquieu. Politiques, mais aussi culturelles, ces relations ne furent pas sans effet sur les arts et les styles. Elles font l'objet actuellement d'une grande exposition au National-museum de Stockholm, que Paris accueillera en mars prochain au Grand Palais. Intitulée « Le Soleil et l'Étoile du Nord », elle prolongera les découvertes sur l'intensité des liens entre la France et le monde scandinave que l'exposition « Lumière du Nord » avait favorisées en 1987.

Jean de La Varende

Après la parution de la biographie d'Anne Brassié, *La Varende, pour Dieu et le Roi* (Perrin) et la réédition des *Manants du Roi* et de *Nez de cuir* et *Les Masques* (Livre de Poche), l'association Présence de La Varende annonce diverses initiatives destinées à célébrer l'œuvre et la personnalité de l'écrivain normand.
M[e] André Boscher, 16, rue La Varende, 14250 Tilly-sur-Seulles (tél : 31.80.84.67.).

Saint-Trudon

Au nord-ouest de Liège, la belle ville de Saint-Trond (Sint-Truiden) porte le nom du noble Trudon, fondateur au VII[e] siècle d'une communauté religieuse à l'origine de la cité. Pour le treize centième anniversaire de son saint protecteur, Saint-Trudon multiplie les festivités. Point d'orgue : le cortège historique des dimanches 12 et 19 septembre prochain. Avec tableaux vivants : danses des femmes du Moyen Âge, fêtes des récoltes fruitières, entrée triomphale de Charles Quint...
Programme détaillé et informations : Office du tourisme, Hôtel de Ville, Grand-Place, B-3800 Sint Truiden, Tél. 19/32 11 68 62.

Napoléon aux Amériques

Memphis, dans le Tennessee, accueille, jusqu'au 22 septembre prochain, une exposition exceptionnelle consacrée à Napoléon Bonaparte. Près de cinquante musées et collections privées ont contribué à cette évocation que les organisateurs décrivent comme la plus importante jamais présentée en Amérique du Nord.

Vercingétorix

Éclipsé par l'histoire dite non-événementielle, le chef arverne, héros malheureux de l'indépendance gauloise, revient. Le Musée des Antiquités nationales – une création de Napoléon III qui se passionna d'ailleurs pour l'identification du site de Gergovie – lui consacre une exposition à l'automne prochain au château de Saint-Germain-en-Laye.

Trésors du Kunstmuseum de Leipzig

La capitale saxonne où naquit Richard Wagner est, depuis le séjour de Jean-Sébastien Bach, l'un des hauts lieux de la musique européenne. Ville d'art, Leipzig possède aussi de prestigieuses collections. À l'automne prochain, le Petit Palais à Paris présentera certains des plus précieux trésors de son célèbre Kunstmuseum : une soixantaine de peintures et plus d'une centaine de dessins, dont des œuvres de Holbein, Cranach et Schongauer, des maîtres hollandais du XVII[e] siècle, des maîtres italiens des XVI[e] et XVII[e] siècles, et des romantiques allemands.

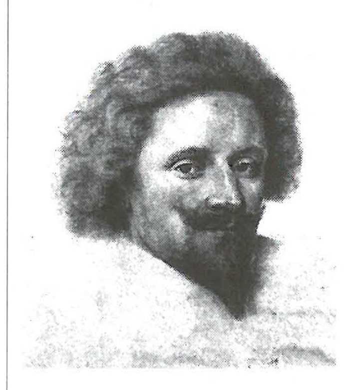
Landshut

Entre Munich et Ratisbonne, Landshut est une charmante cité médiévale sur les bords de l'Isar. Ancienne capitale de la Basse Bavière, elle entretient le souvenir des ducs de Wittelsbach de la branche d'Ingolstadt et Landshut qui, jusqu'au XVI[e] siècle, rivalisèrent avec leurs cousins de Munich. Du 26 juin au 18 juillet, Landshut commémore la Fürstenhochzeit : le mariage princier célébré en 1475 qui unit le comte de Landshut, fils de Louis le Riche à Hedwige, la fille du roi de Pologne.
Renseignement : Office allemand du tourisme, Tél. (1) 40 20 01 88.

Giordano Bruno

Né au pied du Vésuve, ce Napolitain avait l'esprit trop hardi pour demeurer dans un couvent de Dominicains. Giordano Bruno (1548-1600) erra d'Italie en Allemagne, de Genève à Toulouse et Paris – où il enseigna. Avant Galilée, il osa proclamer que notre planète n'était pas le centre de l'univers. Il professait que le divin n'était pas hors du monde et refusait de séparer l'âme de la matière. Il saluait *« la Toute-présence infinie »*. Cet esprit magnifiquement rebelle s'intéressait à tout et même aux plaisirs de la vie. Il fut condamné par les calvinistes, les luthériens et l'Église romaine. Après l'avoir détenu sept ans, cette dernière le livra au bûcher érigé sur le Campo dei Fiori à Rome. L'édition française vient de s'intéresser à lui. Outre l'ouvrage de Nuccio Ordine, *Le mystère de l'Âne : essai sur Giordano Bruno* (Belles Lettres), le lecteur francophone peut désormais accéder à ses *Œuvres complètes* (tome 1, Belles Lettres), à *L'Expulsion de la Bête triomphante* et à *La Cabale du cheval Pégase* (Éditions Michel de Maule).

Le connétable de Montmorency



Anne de Montmorency (1493-1567)

Les Montmorency dont les origines sont contemporaines d'Hugues Capet, ont marqué l'histoire de France. Leurs chefs portèrent le titre de « premiers barons chrétiens de France ». Anne de Montmorency (1493-1567) a illustré la grandeur de leur nom. Ami d'enfance du futur François Ier, il partagea sa captivité après le désastre de Pavie. Maréchal de France à vingt-neuf ans et connétable à quarante-cinq, il connut la puissance et la gloire, mais aussi l'exil et l'amertume de la défaite. Il livra sa dernière bataille contre Condé et y trouva la mort à soixante-quatorze ans. Pour le cinquième centenaire de sa naissance, le Musée Condé à Chantilly annonce pour l'automne une exposition sur l'historique de la seigneurie de Montmorency, ainsi que sur les œuvres d'art commandées par le connétable.

Azincourt

Le 25 octobre 1415, sept mille Anglais commandés par Henry V, un roi de vingt-neuf ans, l'emportent sur les quarante mille Français de Charles VI. Shakespeare a immortalisé la bataille. Les Anglais déployèrent leurs archers, lesquels eurent raison des fantassins et des chevaliers adverses. Depuis un an, sur le site même du combat, le Centre médiéval d'Azincourt propose l'organisation de visites guidées du champ de bataille avec reconstitution de scènes historiques. Azincourt (Pas-de-Calais) n'est qu'à une heure de route de Calais, de Boulogne et d'Amiens.

Information : Centre médiéval d'Azincourt, Tél. 21 04 42 90.

EXPOSITIONS

Balzac dans l'Empire russe

Le titan avait un cœur. S'il traversa l'Europe, ce fut pour retrouver Mme Hanska, rencontrée dix ans plus tôt, enfin libre. Avant d'accomplir ce long périple, Balzac s'était nourri du monde russe. Près de Kiev, il put enfin épouser l'élue de son cœur. Quelques mois après ce mariage, Balzac meurt âgé seulement de cinquante ans. Une réunion de documents, émouvants dans cette demeure qui fut sa retraite et le lieu fécond de sa création.

Maison de Balzac (47, rue Raynouard, 75016 Paris). Tél. (1) 42 24 56 38. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 11 juillet.

Trésors de l'orfèvrerie russe

Mille ans d'histoire russe racontée par plus de deux cents objets précieux provenant des collections peu connues du Musée historique de Moscou. Du baptême de Vladimir au règne du dernier tsar, les maîtres orfèvres russes n'ont cessé de créer de superbes chefs-d'œuvres. Pour travailler l'or, l'argent et même l'acier, leurs techniques varient (ciselure, niellure, martelage, filigrane, émail), mais toujours ils cultivent la splendeur des formes. De l'orfèvrerie, ils ont fait un art majeur. Une éblouissante permanence.

Musée du Petit Palais (avenue Winston Churchill, 75008 Paris). Tél. (1) 42 65 12 73. Tous les jours, sauf lundis et jours fériés, de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 18 juillet.

Henri Gervex (1852-1929)

Proche des impressionnistes, puis rallié au réalisme social, Gervex scandalise ses contemporains avec *Rolla*, une peinture jugée impudique, restée plus célèbre que lui. Introduit dans les milieux gouvernementaux, il bénéficia de grandes commandes de la IIIe République triomphante, dont une immense toile représentant le *Couronnement de Nicolas II*. En même temps, il fut l'ami de Proust et le peintre des mondanités et de la vie parisienne. Comblé d'honneurs de son vivant, puis ignoré par les historiens d'art, il illustre – lui aussi – les revirements du goût. Cette rétrospective a déjà été présentée à Bordeaux et à Paris.

Musée des Beaux Art de Nice (33, avenue des Baumettes 06000 Nice).
Tél. 93 13 23 30. Jusqu'au 29 août.

Rétrospective Louis-Ernest Meissonier

Tout en prédisant *« une révolution du goût »*, Dali annonçait le retour de Meissonier qu'il tenait pour *« le peintre le plus adroit du monde »*. Adulé de son vivant et dénigré durant un siècle, celui que les historiens d'art qualifient encore de *« peintre du détail »*, montre ici qu'il échappe au registre mineur de peintre militaire dans lequel il a été injustement confiné.

Musée des Beaux-Arts (20, place des Terreaux, 69001 Lyon). Tél. 78 28 07 66. Tous les jours, sauf lundi et mardi, de 10 h 30 à 17 h 50. Jusqu'au 27 juin.

La reine Hortense : une femme artiste

Reine de Hollande et mère de Napoléon III, fille du premier mariage de l'impératrice Joséphine, Hortense de Beauharnais regroupe écrivains, peintres et musiciens au temps de sa gloire, mais aussi durant son exil au château d'Arenenberg, sur les rives suisses du lac de Constance. Elle pratique le dessin, l'aquarelle, la peinture et la sculpture, s'intéresse à la toute jeune technique de la lithographie. Musicienne, elle composa des *Romances* restées célèbres, puisque l'une d'elles inspira *Partant pour la Syrie, le Beau Dunois*, l'hymne national sous le Second Empire. Belle évocation d'une figure attachante et talentueuse.

Musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau (92500 Rueil-Malmaison). Tél. (1) 47 49 20 07. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures. Jusqu'au 27 septembre.

Le mémorial de Vendée

Pour que les habitants de l'Ouest de la France et les touristes puissent trouver en Vendée un lieu de référence présentant objectivement les événements de la période 1793-1796, le Conseil général, avec le concours de la Région des Pays de Loire a créé le Mémorial de Vendée. Cet ensemble s'articule autour de deux sites, le Logis de La Chabotterie, reconstitution historique du lieu qui a connu la capture de Charette et le Chemin de la Mémoire des Lucs-sur-Boulogne, création architecturale et artistique contemporaine.

Logis de La Chabotterie

REVUES CATALOGUES

– *Hérodote*, revue trimestrielle de géopolitique consacre son n°68 à la *Question allemande*, à sa place en Europe et dans le monde après la réunification.

– Dans le numéro de *Krisis* (5, impasse Carrière-Mainguet, 75011 Paris) sur l'Europe (printemps 1993), deux études approfondies sur l'histoire contrastée des Serbes et des Croates.

– La revue *Réaction* (51, avenue Gambetta, 75020 Paris) publie un important numéro spécial sur Jacques Perret avec des textes de Pierre Boutang, Jean Raspail, Pol Vandromme, etc.

– La librairie ancienne Les Oies Sauvages (BP 16 – 77343 Pontault-Combault Cedex) réalise régulièrement des catalogues consacrés à des ouvrages historiques anciens et introuvables offerts à des prix raisonnables. Envoi sur simple demande.

– La Société des études nordiques (SEN), animée par François-Xavier Dillmann, publiera en novembre prochain le premier numéro d'une revue annuelle intitulée *Proxima Thule*. On y trouvera des articles de synthèse sur la Scandinavie ancienne et médiévale et l'antiquité indo-européenne.

SEN : c/o École pratique des hautes études, 45-47 rue des Écoles, 75005 Paris.

Pages réalisées par Jean-Jacques Mourreau

Agenda de l'histoire

Juin

1er juin
1794 – Création à Paris de l'École de Mars.

3 juin
548 – Mort à Tours de sainte Clotilde, reine des Francs, fille de Chilpéric et épouse de Clovis.

4 juin
1920 – Le Traité de Trianon ampute le Royaume de Hongrie des deux tiers de son territoire et place trois millions de Magyars sous la coupe étrangère.

6 juin
1950 – À Varsovie, Walter Ulbricht, vice-Premier ministre de la République démocratique allemande, reconnaît la ligne Oder-Neisse comme frontière définitive entre l'Allemagne et la Pologne. La République fédérale s'y refusera jusqu'à l'avènement, en 1969, du gouvernement de Willy Brandt.

7 juin
1654 – Après la Fronde et tandis que la guerre avec l'Espagne continue, sacre de Louis XIV à Reims. Le Roi n'a que quinze ans. Désormais, il prendra part à toutes les campagnes sous l'œil paternel de Turenne.



Louis XIV (1638-1715).

8 juin
632 – Mort de Mahomet le Prophète.
979 – Lothaire associe son fils Louis à la couronne, il le fait sacrer roi.

9 juin
1923 – En Bulgarie, un coup d'État nationaliste renverse la dictature paysanne d'Alexandre Stambolijski, lequel est fusillé quelques jours après.

10 juin
1190 – L'Empereur Frédéric Ier dit Barberousse se noie en traversant le Sélef, en Cilicie. Avec cent mille hommes, il avait quitté Ratisbonne deux ans plus tôt. Il venait de battre les Turcs à Quonya, délivrant les Arméniens du joug de l'Islam et forçant Saladin à battre en retraite. Sa disparition fait naître le mythe de l'Empereur endormi.

11 juin
1974 – Mort à Rome de l'écrivain Julius Evola.

12 juin
1734 – Berwick meurt frappé d'un boulet de canon devant Philisbourg. Ce fameux chef de guerre était le fils naturel de Jacques II, roi d'Angleterre, et d'Anabella, sœur de Marlborough.

13 juin
1525 – Mariage de Martin Luther.

14 juin
1791 – La loi Le Chapelier interdit toute association ou coalition entre les citoyens d'une même profession.

15 juin
1467 – Mort de Philippe le Bon, duc de Bourgogne. Charles le Téméraire devient le grand duc d'Occident.

16 juin
1856 – Alexis de Tocqueville publie l'*Ancien Régime et la Révolution.*

17 juin
1953 – Révolte ouvrière à Berlin-Est. Les blindés soviétiques interviennent pour l'écraser. Selon les sources est-allemandes, la répression fait vingt-et-un morts et cent quatre-vingt sept blessés.

18 juin
1429 – Jeanne d'Arc écrase les Anglais à Patay.

19 juin
1757 – Mort à Mannheim du compositeur allemand Johann Wenzel Anton Stamitz. Précurseur direct de Haydn et de Mozart, il a été l'un des fondateurs de la célèbre école instrumentale de Mannheim, matrice féconde du style classique.

20 juin
1791 – Louis XVI et sa famille quittent Paris au soir, dans le plus grand secret. Le 21 au soir, le Roi et les siens sont arrêtés à Varennes.

21 juin
1421 – Jean Le Meigne dit Boucicaut meurt en captivité à Londres. Maréchal de France à vingt-cinq ans, il avait été fait prisonnier à Azincourt.
1791 – Licenciement des Gardes du corps du Roi, lesquels se reforment bientôt à Coblence.

22 juin
1476 – À Morat, au nord de Fribourg, les Suisses l'emportent sur Charles le Téméraire.
1932 – Parution chez Berger-Levrault du *Fil de l'Épée*. L'auteur, le commandant de Gaulle, le dédie au maréchal Pétain.

24 juin
1436 – À Tours, Louis de Valois, futur Louis XI, rencontre, pour la première fois, celle qu'il va épouser le lendemain. Fille de Jacques Ier, le roi poète, la petite Marguerite d'Écosse n'a que onze ans.
1527 – Mort à Florence de Nicolas Machiavel.
1535 – Prise de Münster : le massacre des Anabaptistes dure plusieurs jours.
1812 – La Grande Armée et la Garde franchissent le Niémen.

25 juin
1880 – Naissance à Lesneven, en Bretagne, de Charles Huntzinger. Le maréchal Pétain le désignera pour présider la délégation française chargée de négocier l'armistice signé le 17 juin 1940.

26 juin
1859 – Bataille de Solférino. Bouleversé par le spectacle du carnage, le Suisse Henri Dunant va s'efforcer d'alerter l'opinion sur le sort des blessés de guerre. De ses efforts vont naître la conférence de Genève et la Croix-Rouge.

28 juin
1519 – À Francfort, élection massive de Charles d'Autriche-Bourgogne, contre le roi de France François Ier. Charles Quint va régner sur un empire où jamais le soleil ne se couche.

29 juin
1809 – Première conspiration du général Malet.

30 juin
1451 – Dunois occupe Bordeaux.

Juillet

1er juillet

1836 – Émile de Girardin lance le quotidien *La Presse*, un journal populaire qui paraîtra jusqu'en 1928.
1863 – Bataille de Gettysburg, en Pennsylvanie : les Nordistes l'emportent sur les Sudistes.
1903 – Départ du premier Tour de France cycliste.
1916 – Bataille de la Somme.
1961 – Louis-Ferdinand Céline est terrassé par une congestion cérébrale, alors qu'il terminait *Rigodon*. Ses proches tiennent sa mort secrète. Le 4 juillet, l'écrivain est mis en terre quasi clandestinement au cimetière de Meudon, en bordure de la voie ferrée.

2 juillet

1798 – Prise d'Alexandrie par Bonaparte.
1877 – Naissance de l'écrivain Hermann Hesse.



La bataille de Königgrätz-Sadowa, 3 juillet 1866.

3 juillet

1866 – Le roi de Prusse Guillaume et Moltke battent les Autrichiens commandés par Benedek. La bataille de Königgrätz-Sadowa provoque la surprise dans plusieurs pays d'Europe, notamment en France. Elle marque le début de l'hégémonie prussienne sur l'Allemagne et, en même temps, la sujétion de l'Autriche à la nouvelle puissance.

4 juillet

1807 – Naissance à Nice de Giuseppe Garibaldi, fils d'un marin ligure.

5 juillet

1770 – Victoire de Tchesmé sur les Turcs, la première de son histoire que la Russie ait remportée sur mer.
1948 – Mort à Paris de Georges Bernanos.

6 juillet

848 – Sacre à Orléans de Charles III dit le Chauve.
1415 – Le réformateur Jean Huss est brûlé vif à Constance.
1439 – Le Concile de Ferrare s'achève à Florence par la proclamation de l'Union des Églises, laquelle suscita de violentes controverses au sein des Églises orthodoxes qui la considèrent comme une trahison de la vraie foi.

7 juillet

1887 – Le Sobranié de la principauté de Bulgarie élit le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, petit-fils de Louis-Philippe par sa mère. La candidature de cet officier de l'armée austro-hongroise a été appuyée par Vienne et par Berlin. Elle contrarie la Russie qui rompt avec l'Allemagne pour se rapprocher de la France.

9 juillet

1809 – Victoire de Napoléon à Wagram.

11 juillet

1888 – Naissance à Plettenberg-Passel, en Westphalie, de Carl Schmitt. Théoricien du politique et spécialiste du droit public, il sera l'une des grandes figures de la Révolution conservatrice allemande.

13 juillet

1024 – Mort de l'Empereur Henri II.

15 juillet

1606 – Naissance à Leyde, dans les Pays-Bas, du peintre Harmensz van Rijn dit Rembrandt.
1410 – Bataille de Tannenberg : les chevaliers teutoniques sont défaits par Jagellon. Leur grand-maître est tombé dans la mêlée.

17 juillet

1439 – Charles VII, le « roi de Bourges », est conduit à Reims par Jeanne d'Arc, pour y être sacré.

20 juillet

1004 – Basile, le Bulgarochtone, bat Samuel sur les bords de la Stroumitza.
1880 – Naissance en Livonie du comte Herrmann von Keyserling.

21 juillet

1718 – Paix de Passarowitz entre l'Autriche, Venise et la Sublime Porte. Les Turcs cèdent à l'Empereur le Banat, le nord de la Bosnie et de la Serbie (avec Belgrade), ainsi que la Valachie jusqu'à l'Aluta. Les Turcs conservent la Morée que leur disputait Venise, mais celle-ci garde ses places de Dalmatie et l'Albanie.

22 juillet

1898 – Nadejda Konstantinova Kroupskaïa épouse Lénine. Issue d'une famille de la bourgeoisie, elle partagera toute sa vie de révolutionnaire.

23 juillet

1951 – Mort à l'île d'Yeu, de Philippe Pétain, maréchal de France.

24 juillet

1704 – Au cours de la guerre de Succession d'Espagne, les Anglais s'emparent de Gilbratar par surprise. Du Rocher transformé en forteresse, l'Espagne réclame aujourd'hui encore la restitution.
1922 – La Société des Nations approuve les mandats britanniques sur la Palestine et l'Égypte.

25 juillet

1593 – En la basilique Saint-Denis, l'archevêque de Bourges reçoit l'abjuration solennelle du roi Henri IV.
1689 – Louis XIV déclare la guerre à l'Angleterre.
1772 – Premier partage de la Pologne entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.



Henri IV (1553-1610).

27 juillet

1214 – À Bouvines, au sud-est de Lille, Philippe Auguste l'emporte sur le roi d'Angleterre, le comte de Flandre et l'Empereur Othon IV. Plus tard, il enverra à Frédéric, le Roi des Romains, les aigles qu'il avait prises lors de cette mémorable bataille.
1675 – Près de Sasbach, mort au combat du Prince Henry de La Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, maréchal-général des troupes et armées du roi, et colonel-général de la cavalerie légère. En recevant la triste nouvelle, Louis XIV dit qu'il eût préféré perdre deux batailles ou même vingt mille soldats. Quant à son adversaire, le grand Montecuccoli, il le salue par ces mots de grande estime : *« il est mort aujourd'hui un homme qui faisait honneur à l'homme. »*

28 juillet

754 – Sacre à Saint-Denis de Pépin le Bref.
1402 – Bataille d'Angora : Tamerlan (Timourleng) défait les Turcs et capture Bajazet.

29 juillet

1836 – À Paris, inauguration de l'Arc de Triomphe.
1890 – Loin du soleil d'Arles, Vincent Van Gogh met fin à ses jours à Auvers-sur-Oise. Sa vie tourmentée, hantée par la mort, va inspirer à Drieu La Rochelle les *Mémoires de Dirk Raspe*.

30 juillet

1904 – Rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège.

31 juillet

1896 – Veillé par Cosima, sa fille, et Richard Wagner, son gendre, le compositeur et virtuose hongrois Franz Liszt s'éteint à Bayreuth.

Août

1er août

1291 – Serment du Rütli sur une prairie dominant le lac des Quatre-Cantons. Les représentants des cantons de Schwyz, Uri et Unterwald (les « cantons primitifs ») font le serment de se prêter assistance mutuelle, de n'accepter aucun juge étranger à leurs communautés et de soumettre à l'arbitrage leurs éventuels conflits. Cette conjuration d'hommes libres est l'acte fondateur de la Confédération helvétique, célébré chaque année à cette date.
1664 – Sous le haut commandement du comte Raimondo Montecuccoli, les Impériaux, renforcés par un petit corps français, remportent l'éclatante victoire de Saint-Gotthard sur les Turcs, en Hongrie.

2 août

1589 – À Saint-Cloud, le moine Jacques Clément assassine Henri III.
1934 – Le maréchal Hindeburg s'éteint à l'âge de quatre vingt sept ans. Sa disparition ouvre la voie au pouvoir absolu d'Adolf Hitler.

3 août

1108 – Sacre à Orléans de Louis VI dit le Gros.

6 août

1870 – Bataille de Froeschwiller-Woerth, dans la partie septentrionale de l'Alsace. Marquée par la folle charge des cuirassiers de Reichshoffen, elle ne peut empêcher la défaite de Mac-Mahon et la perte de l'Alsace.

8 août

1815 – Napoléon s'embarque pour l'île de Sainte-Hélène.
1918 – Offensive franco-anglaise sur la Somme.

9 août

1297 – Canonisation de Louis IX, mort de la peste devant Tunis.
1842 – En Angleterre, une loi proposée par Lord Ashley interdit le travail des femmes et des enfants de moins de dix ans au fond des mines.

10 août

995 – Au Lechfeld, près d'Augsbourg, victoire du Saxon Othon Ier sur les Hongrois. D'après le témoignage du chroniqueur Widukind, Othon est aussitôt proclamé empereur par les acclamations de son armée.

11 août

353 – À Lyon, suicide de Magnence, officier d'origine germanique proclamé empereur romain trois ans plus tôt à Autun.

13 août

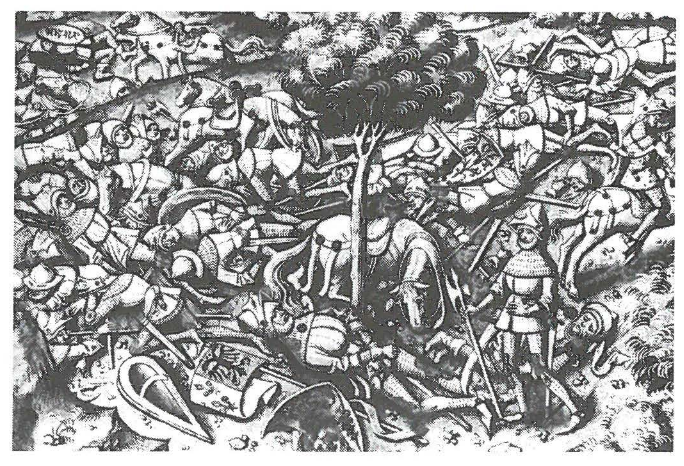
1521 – Le conquistador Hernado Cortez s'empare de Mexico.
1961 – Afin d'arrêter les vagues de réfugiés quittant le « paradis socialiste », les autorités est-allemandes ferment la Porte de Brandebourg et font ériger un mur entre les secteurs occidentaux et orientaux de Berlin.

14 août

1811 – Le Paraguay se déclare indépendant de l'Espagne.

15 août

778 – Dans la vallée de Roncevaux (Roncesvalles, en Navarre) ; l'arrière-garde franque qui repasse les Pyrénées au retour d'une expédition malheureuse contre les princes musulmans du nord de l'Espagne, est taillée en pièces par les Basques. Parmi les victimes de cette embuscade meurtrière : Roland, neveu de Charlemagne et préfet maritime de la marche de Bretagne. L'épisode, relativement mineur sera magnifié par la *Chanson de Roland* qui transformera les Basques en Sarrazins.



Mort de Roland à Roncevaux, 15 août 778.

16 août

1787 – Seconde déclaration de guerre de la Porte à la Russie.

17 août

1304 – Pendant la guerre de Flandre, le roi Philippe le Bel donne à la France sa première victoire navale à Ziericksee.

18 août

1227 – Mort de Gengis Khan, fondateur du premier empire mongol.

19 août

1701 – En tentant de reconquérir Mandzikert, l'empereur byzantin Romain IV Diogène est fait prisonnier par le chef seldjoukide Alp Arslan.

20 août

1119 – Bataille de Bréhule : Louis VI est vaincu par Henri Ier Beau Clerc, roi d'Angleterre.
1791 – Le navigateur danois Vitus Jons Bering découvre la Russie et en prend possession au nom du tsar de Russie.
1908 – Le roi Léopold II remet le Congo, jusqu'alors sa propriété personnelle, à l'État belge.

21 août

1810 – Jean-Baptiste Bernadotte, maréchal d'Empire, est élu prince héritier de Suède par le Riksdag. Simple soldat en 1780, colonel dix ans plus tard, général de division en 1794 lors de la victoire de Fleurus, il avait été surnommé « Belle-Jambe » lorsqu'il était sergent-major au Royal-Marine. Carl XI Gustaf, l'actuel roi de Suède, est le septième Bernadotte sur le trône.

22 août

1485 – Bataille de Bosworth : le roi d'Angleterre Richard III est tué. Sa mort met fin à la guerre des Deux Roses.
1520 – Charles Quint fait son entrée à cheval dans Aix-la-Chapelle, pour être couronné roi des Romains.

23 août

1840 – Gustave Flaubert est reçu bachelier. Quelques jours plus tard, il entreprend un voyage dans les Pyrénées et en Corse.

24 août

410 – Le Wisigoth Alarich s'empare de Rome. Pire que la dévastation de l'antique capitale, le choc psychologique est considérable.

25 août

1718 – En Louisiane, des Français fondent la ville de la Nouvelle-Orléans.
1841 – Prosper Mérimée s'embarque à Marseille pour l'Orient. Athènes, Ephèse, Constantinople, Magnésie du Méandre sont les principales étapes de ce long périple.

27 août

1928 – Signature à Paris du Pacte Briand-Kellog, lequel prétend interdire le recours à la guerre pour régler les conflits internationaux.

28 août

1749 – Naissance à Francfort-sur-le-Main de Goethe.

29 août

1526 – Bataille de Mohacs : triomphe de Soliman le Magnifique, cette victoire est considérée comme le tombeau de la Hongrie.

30 août

1811 – Naissance à Tarbes de Pierre-Jules-Théophile Gautier.

31 août

1823 – Le corps expéditionnaire français en Espagne, conduit par le duc d'Angoulême reprend la position fortifiée du Trocadéro et obtient la reddition de Cadix.

2000 ans de crimes politiques

Jules César
15 mars 44 av. J-C.

Découvrant parmi ses meurtriers son favori, Brutus, il s'écrie en expirant : *« Tu quoque filii ! »* (Toi aussi, mon fils !). Son héritage politique fut recueilli par son neveu Octave (le futur empereur Auguste). Plusieurs empereurs, après lui, périront assassinés : **Caligula** (41), **Domitien** (96), **Commode** (192), etc.

Chilpéric Ier
Octobre 584

Roi des Francs en 561, poète et théologien, assassiné par vengeance semble-t-il du meurtre de sa propre femme par sa maîtresse, la très ambitieuse Frédégonde. **Childéric II** périt également assassiné en 675.

Thomas Becket
29 décembre 1170

Chancelier et ami d'Henri II Plantagenêt. Devenu archevêque de Canturbury et chef de l'Église d'Angleterre, il s'oppose au roi qui le fait poignarder dans sa cathédrale.

Conradin
29 octobre 1268

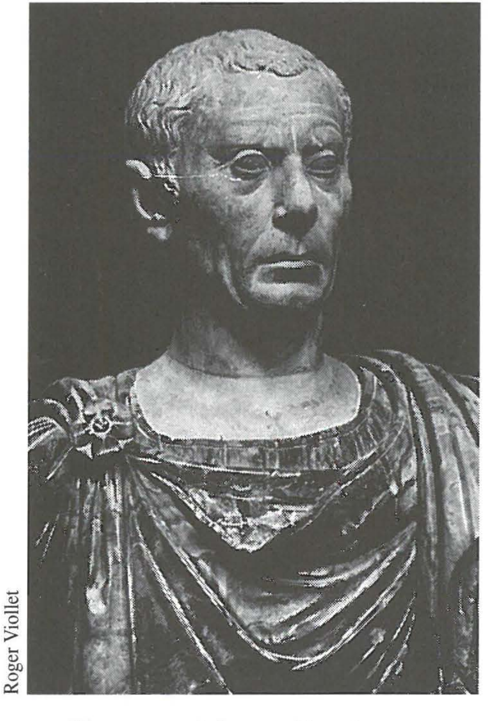
Dernier descendant des Hohenstaufen que la papauté poursuit de sa vindicte mortelle, le jeune roi Conradin est exécuté à Naples sur ordre de Charles d'Anjou après un simulacre de procès.

Louis Ier d'Orléans
25 novembre 1407

Son meurtre à Paris, sur ordre de Jean sans Peur, déclenche la guerre entre Armagnacs et Bourguignons.

Guillaume Le Taciturne
17 juillet 1584

Prince d'Orange. Chef des insurgés néerlandais contre l'Espagne. Assassiné par un catholique fanatique. Son œuvre sera reprise et achevée par son fils, Maurice de Nassau.



Roger Viollet

César, assassiné aux Ides de mars, en 44 avant J.-C.

Henri Ier de Lorraine, duc de Guise
23 décembre 1588

Chef du parti catholique, soutenu par l'Espagne et prétendant au trône, il complote contre Henri III qui le fait tuer à Blois par ses gentilshommes.

Henri III
1er août 1589

Le roi de France est mortellement poignardé par le moine Jacques Clément.

Henri IV
14 mai 1610

Tué à Paris, rue Saint-Honoré, de deux coups de couteau par Ravaillac, instrument d'une coterie ecclésiastique.

Concini
23 avril 1617

Intrigant devenu maître de la France durant la minorité de Louis XIII, il est tué à coup de pistolet par les gardes du jeune roi qui affirme ainsi la réalité de son pouvoir.

Pierre III
17 juillet 1762

Petit-fils de Pierre le Grand. Son épouse, la future Catherine II, encouragée par l'ambassadeur d'Angleterre, le fait déposer puis étrangler par les frères Orlov, officiers de la garde.

Marat
13 juillet 1793

Poignardé dans son bain par Charlotte Corday, pour venger les Girondins.

Paul Ier
23 mars 1801

Empereur de Russie, fils de Pierre III et de Catherine II, il est étranglé avec la complicité de son fils, le futur Alexandre Ier.

Pichegru
6 avril 1804

Rival de Bonaparte, rallié à la cause monarchiste, compagnon de Cadoudal, il est étranglé au Temple après sa capture.

Charles, duc de Berry
13 février 1820

Deuxième fils du comte d'Artois (Charles X). Il est poignardé par le bonapartiste Louvel, dont il demande la grâce avant de mourir. Son fils posthume sera le comte de Chambord.

Abraham Lincoln
14 avril 1865

Assassiné à la fin de la guerre de Sécession par John W. Booth pour venger le Sud. Lincoln est le premier d'une longue série de présidents des États-Unis assassinés.

Des énigmes récentes

John F. Kennedy
22 novembre 1963

C'est à Dallas que le président est assassiné par Lee Harvey Oswald. L'exécution du meurtrier dans les locaux de la police et certains silences de l'enquête officielle accréditeront les hypothèses les plus folles, dont le film *JFK* est une parfaite illustration. **Robert Kennedy**, frère du président sera assassiné de plusieurs coups de revolver, le 5 juin 1968 par un Jordanien, nommé Shiran.

Ben Barka
29 octobre 1965

Enlevé à Paris par deux policiers français travaillant pour le compte des services spéciaux en collaboration avec des truands, Ben Barka, opposant marocain et chef de file du tiers-monde, disparaît pour toujours. L'un des complices, Georges Figon, ayant fait des confidences au journal *Minute* est retrouvé « suicidé » par la police.

Martin Luther King
4 avril 1968

Prix Nobel de la paix et vedette du mouvement noir américain bien que fortement combattu par les fractions extrémistes, le pasteur King est tué à Memphis d'un coup de carabine. Le meurtrier présumé, un repris de justice nommé James Earl Ray, a été condamné sans preuves flagrantes et sans mobile apparent.

Joseph Fontanet
31 janvier 1980

Ancien ministre du général de Gaulle, tué devant son domicile avec un pistolet de gros calibre, « par un automobiliste irascible » dira la police.

Olof Palme
28 février 1986

Premier ministre social-démocrate suédois assassiné en plein centre de Stockholm d'un coup de pistolet dans le dos. Son meurtrier n'a jamais été retrouvé.

Alexandre II
13 mars 1881

Le « tsar libérateur » des Slaves du Sud et des serfs de Russie est tué à Saint-Pétersbourg par les bombes des nihilistes.

Sadi Carnot
24 juin 1894

Président de la République, artisan de l'alliance franco-russe, poignardé à Lyon par l'anarchiste Casério.

Sissi impératrice
10 septembre 1898

Épouse de François-Joseph, l'impératrice Elisabeth d'Autriche, dite « Sissi », est poignardée à Genève par l'anarchiste Luccheni.

Alexandre Ier Obrenovitch
11 juin 1903

Roi de Serbie. Assassiné dans son palais avec son épouse par des officiers qui portent sur le trône la dynastie rivale des Karageorges favorables à la Russie.

Jean Jaurès
31 juillet 1914

Assassiné par le jeune Raoul Villain qui assimile le pacifisme du dirigeant socialiste à une trahison.

Raspoutine
30 décembre 1916

Tué à Petrograd par le prince Youssoupof et le député de droite Pourichkévitch qui espèrent ainsi sauver le trône compromis par la sombre réputation du starets.

Walter Rathenau
24 juin 1922

Homme fort de Weimar, tué par deux jeunes officiers, Kern et Fischer, qui voient en lui *« le seul homme capable de transformer l'Allemagne en une copie des démocraties anglo-saxonnes »*.

Marius Plateau
22 janvier 1923

Le secrétaire général des Camelots du roi est tué par l'anarchiste Germaine Berton.

Paul Doumer
6 mai 1932

Le président de la République est assassiné par Gorguloff, dont les mobiles sont restés mystérieux.

Chancelier Dollfuss
25 juillet 1934

Homme fort de la république autrichienne, soutenu par Mussolini, il est tué par des nazis au cours d'une tentative de putsch.

Trotsky
20 août 1940

Assassiné à Mexico sur ordre de Staline par Ramon Mercader. L'arme du meurtre est un piolet.

Reinhard Heydrich
27 mai 1942

Protecteur de Bohême-Moravie et haut dignitaire SS, assassiné par des agents tchèques du SOE britannique.

Philippe Henriot
27 juin 1944

Ministre de l'Information de Vichy, il est tué chez lui, à Paris, par un commando de résistants. En représailles, des miliciens assassinent Georges Mandel le 7 juillet 1944.

Sujets traités dans ce numéro

DRAME PRIVÉ OU ASSASSINAT POLITIQUE ?

Le mystère de Mayerling

ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS FEJTÖ



Jean-Loup Charmet

Maria Vetsera et l'archiduc Rodolphe de Habsbourg. La fin tragique de ce couple énigmatique suscita toute une littérature, d'un goût parfois discutable.



Jean-Loup Charmet

Le matin du 30 janvier 1889, au pavillon de chasse de Mayerling, à trente kilomètres au sud de Vienne, on découvre le corps de l'archiduc-héritier Rodolphe de Habsbourg dans une mare de sang. Près de ce premier cadavre, le corps sans vie de la jeune baronnesse Maria Vetsera.

Cette double mort alimentera les rumeurs les plus folles. Il est vrai que la Cour en a donné deux versions : une attaque d'apoplexie, d'abord et, deux jours plus tard, un suicide dans un moment d'égarement mental.

De la jeune femme, la Cour n'a dit mot. La malheureuse a été inhumée, en grand secret, dans le cimetière de Heilingkreus, proche du lieu du drame. En apprenant la présence de la jeune fille à Mayerling, l'Empereur crut un temps qu'elle avait empoisonné Rodolphe. Jusqu'à la chute de la Double-Monarchie, la Cour garda le silence à son sujet et le pavillon de chasse fut rasé.

Le couple de Mayerling n'a pourtant cessé d'enflammer les imaginations, inspirant des écrivains comme Alexander Lernet-Holenia, mais aussi des récits extravagants, voire franchement scabreux. Il fut question du rôle des archiducs Jean-Salvator et François-Ferdinand, d'un énigmatique comte néerlandais, de braconniers et d'un duel américain. Des témoignages, parfois contradictoires, deux hypo-

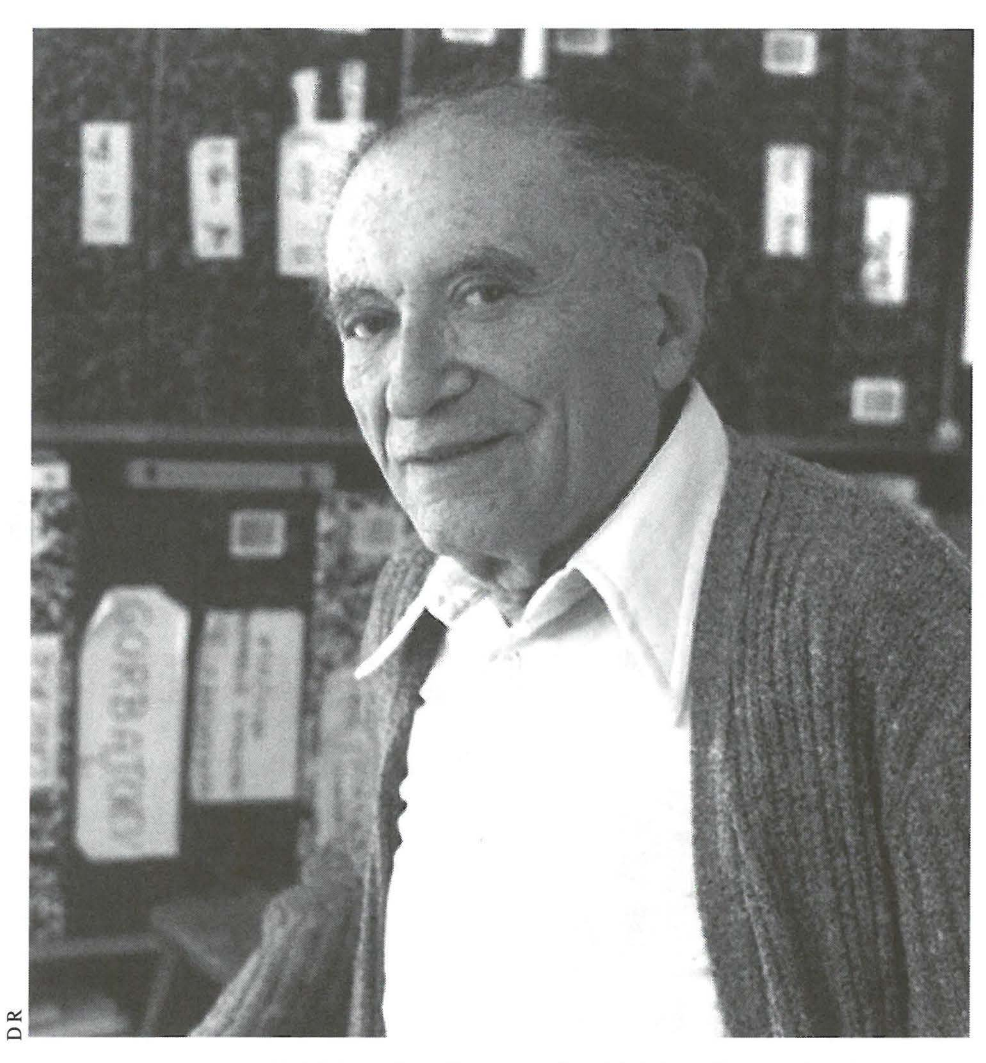
thèses paraissent s'imposer : le double suicide ou l'assassinat.

Pour Jean-Paul Bled, biographe français de François-Joseph et de Rodolphe, la première s'impose. Miné par une maladie qu'il croyait fatale et brisé par une série d'échecs politiques, l'archiduc-héritier s'est suicidé, après avoir tué sa jeune maîtresse qui souhaitait le suivre dans la mort. Sa personnalité – porteuse de la fragilité des Wittelsbach, héritée de sa mère, l'impératrice Sissi – expliquerait ce geste d'un romantisme sombre.

Le vol du cercueil de Maria Vetsera, survenu voici quatre ans et constaté seulement en décembre dernier, a relancé la version de l'assassinat. En effet, l'examen des restes contenus dans le cercueil redécouvert et supposés être ceux de la jeune baronnesse, aurait permis de constater que le crâne ne portait aucune trace de balle, mais présentait en revanche des traces de coups.

La thèse du double assassinat n'est pas nouvelle. Dès 1889, l'ambassadeur d'Allemagne auprès de la Cour de Vienne adressait une note à Berlin faisant état d'informations susceptibles de mettre en doute la version officielle. Un siècle plus tard, en mars 1983, l'Impératrice Zita, dernière souveraine de l'Aigle bicéphale, livrait son témoignage dans la *Neue Kronen Zeitung* et faisait état d'un complot politique auquel Georges Clemenceau, adversaire acharné de la Monarchie danubienne lors de la Grande Guerre, ne serait pas étranger. Né sous le long règne de François-Joseph et fin connaisseur de l'Autriche-Hongrie, François Fejtö propose une autre lecture. S'il privilégie la thèse du crime politique, il écarte toute responsabilité française.

JEAN-JACQUES MOURREAU



DR

Selon François Fejtö, Rodolphe et Maria Vetsera auraient été victimes d'un complot, plus probablement fomenté par Berlin que par Paris.

Enquête sur l'histoire : Votre intime conviction est, depuis longtemps, que le drame de Mayerling résulte d'un complot politique. Sur quoi la fondez-vous ?

François Fejtö : Intime conviction est trop fort, je dirais plutôt hypothèse. Parmi les innombrables versions, la plus sérieuse est le récit donné par l'impératrice Zita sur ce qu'elle avait entendu en dire. Zita a confié à l'historien Erich Feigl, son biographe (1), une relation écrite par elle-même. Ce texte, dont j'ai pu prendre connaissance, livre beaucoup de détails sur la mise en scène opérée à Mayerling après la découverte des deux corps. A l'évidence, tout a été fait pour camoufler un assassinat.

– Un assassinat suppose un ou des assassins, mais aussi un mobile. A qui et à quoi songez-vous ?

– L'impératrice Zita se fait l'écho des rumeurs qui circulèrent à la Cour de Vienne. Elle privilégie celles qui firent de Clemenceau l'organisateur et le responsable de la mort de Rodolphe. Au contraire ! Il connaissait les opinions politiques de Rodolphe et sans doute aussi les projets de l'archiduc-héritier : changer fondamentalement la politique extérieure de la monarchie danubienne. Il connaissait ses sympathies libérales, ses sympathies pour la France, dont il avait pu prendre la mesure lors des rencontres secrètes qu'il eut avec lui. Clemenceau, en effet, fit de fréquents séjours en Autriche-Hongrie. Son frère avait épousé la fille d'un journaliste libéral viennois et lui-même était lié à sa belle-sœur.

La disparition de Rodolphe portait un coup à la réorientation de la politique de la Monarchie. Elle ne servait en rien les intérêts de la France. Accuser Clemenceau tient de l'absurde. La vérité est à rechercher ailleurs : à Berlin, où était connue l'hostilité absolue de Rodolphe à Guillaume II ; dans les milieux antilibéraux, militaristes de Vienne.

– La thèse de l'assassinat politique n'est pas nouvelle. Pourquoi a-t-elle été écartée si longtemps ?

– C'est que les organisateurs de l'assassinat ont réussi à faire disparaître tout ce qui aurait pu conduire à en dévoiler les acteurs. Il

est même probable que devant François-Joseph, l'assassinat fut occulté. Les rumeurs font état d'un long rapport que l'Empereur aurait fait remettre au pape sur les circonstances de la mort de son fils, en vue d'obtenir l'enterrement religieux. Ce qui a été obtenu, alors même que les règles de l'Église s'y opposent pour un suicide. Interrogée à ce sujet, la direction des archives du Saint-Siège m'a répondu ne rien savoir sur ce document dont la connaissance permettrait probablement d'établir la vérité.

– Il ne s'agit toujours là que d'une rumeur. Quels sont les éléments tangibles qui accréditent un assassinat ?

– Au cours des années qui précédèrent sa mort, Rodolphe débordait d'activité. Il avait financé un journal libéral et anti-allemand en Autriche. Il condamnait sévèrement la politique de la classe dirigeante hongroise de l'époque, sa politique de discrimination à l'égard des minorités nationales. Il avait bonne plume et aimait à s'exercer au journalisme.

Seulement six mois avant sa mort, il faisait publier un pamphlet sous la forme d'une lettre ouverte à Sa Majesté François-Joseph. Dans cette brochure éditée en Allemand à Paris, Rodolphe qui signait Julius Felix, un pseudonyme transparent pour tout le monde, exprimait sa préoccupation à l'égard du renversement des alliances et plaidait clairement pour un retour à la politique de Marie-Thérèse, c'est-à-dire en faveur d'une réconciliation avec la France, comme la maison d'Autriche l'avait conduite au temps du chancelier Kaunitz. C'était en avril 1888 et Rodolphe écrivait : *« Éloignez-vous de l'Allemagne pendant qu'il est encore temps. Abandonnez les Balkans pendant qu'il est encore temps. »*

Un homme qui a des projets si importants, est-il imaginable de le voir sombrer dans une soudaine dépression, tuer une jeune femme follement amoureuse de lui et se suicider ? Même s'il est vrai que Rodolphe menait une vie dissipée et que ses rapports avec sa femme s'étaient dégradés, sa grande passion était de nature politique et non érotique.

– Chaque homme est un mystère. Une soudaine dépression a pu changer Rodolphe ?

– Était-il seulement véritablement amoureux de la jeune et belle Maria Vetsera ? Cela n'est pas démontré. Par contre, j'observe que sa mort a marqué le renforcement sensible de l'alliance avec l'Allemagne des Hohenzollern


Cinémagence

Catherine Deneuve dans le rôle de Marie Vetsera et Omar Sharif incarnant un improbable Rodolphe. Bluette franco-britannique de Terence Young (1967).

et aussi celui du parti militariste et expansionniste dans les Balkans. Je retiens aussi que Rodolphe, de son vivant, était détesté par le parti clérical, lequel a contribué à ternir sa réputation, car l'archiduc-héritier n'avait d'amis que parmi les libéraux autrichiens, hongrois et tchèques. Rodolphe gênait les pangermanistes, car il voulait une fédéralisation de la Double-Monarchie, ce qui aurait augmenté le poids des Slaves et des Roumains.

Si l'intervention de Clemenceau est à écarter, il ne faut pas exclure l'œuvre de services étrangers, notamment de l'Allemagne, agissant avec la complicité de la police autrichienne. Certes, nous sommes dans le domaine des hypothèses et n'avons comme argument fort que le récit de l'impératrice Zita, laquelle affirme – cela est troublant – que Rodolphe et Maria Vetsera n'occupaient pas la même aile du pavillon de chasse, que des traces de lutte ont été observées et que le corps et le visage de Rodolphe portaient des traces de coups.

– La personnalité de l'archiduc-héritier est très controversée. Certains en font la clé de la tragédie.

– A mon avis, le style de ses lettres et de ses écrits ne correspond pas à l'image de l'homme fragile qui a été forgée par toute une littérature. Rodolphe se préparait à régner. Il avait le même âge que Guillaume II et son avènement était redouté à Berlin. Dans la *Hofburg*, Rodolphe était plutôt isolé. Son père le tenait à l'écart de la direction des affaires tant intérieures qu'extérieures. Il l'orientait vers l'armée. Cependant, l'archiduc-héritier était très populaire dans les milieux de la bourgeoisie libérale autrichienne, dans l'opposition hongroise.

Son biographe français Jean-Paul Bled en fait un personnage dépressif pour justifier la thèse du suicide, alors même que l'ouvrage très documenté qu'il lui consacre – parmi les meilleurs que j'ai jamais lus – met en évidence un *hiatus* entre l'homme porteur d'un véritable programme politique et celui qui se donne la mort (2).

– Peut-on écarter la fameuse « malédiction » des Wittelsbach dont témoignent la fragilité mentale de Louis II de Bavière et de sa cousine, l'impératrice Elisabeth, Sissi, mère de Rodolphe ?

– L'imagination populaire a naturellement associé la fin tragique de l'impératrice Elisabeth à celle de son fils Rodolphe et certains auteurs ont expliqué le suicide par le tempérament névropathique hérité par Rodolphe de sa mère, de la famille Wittelsbach. Sissi aimait les poètes – sa préférence allait à Heine, détesté des pangermanistes – et écrivait elle-même de la poésie. Fantasque et narcissique, elle ne se sentait pas à l'aise dans la Cour rigide de Vienne. Néanmoins, elle ne présentait aucun signe pathologique. Quant à Rodolphe, il n'était point replié sur lui-même, avait de nombreux amis et maîtresses.

Les explications pathologiques pour justifier son suicide me paraissent suspectes. En tant qu'historien, je préfère m'interroger sur

les conséquences des événements. A qui et à quoi servent-ils ? Ce qui m'importe, c'est le fait incontestable que la disparition de Rodolphe a renforcé l'alliance avec la Prusse, entraînant l'Autriche-Hongrie vers le désastre, ce que Rodolphe justement pressentait.

– Pourquoi voulait-il renverser la politique austro-hongroise si fortement établie ? Et pourquoi François-Joseph était-il aussi attaché à l'alliance avec l'Allemagne ?

– D'abord, on ne peut pas dire que la politique pro-allemande avait un grand passé en Autriche. La politique allemande de l'Autriche était, depuis des siècles, opposée à la Prusse, considérée comme rivale pour l'hégémonie en Allemagne et même ennemie naturelle. Quant à la seconde question, les événements vécus par le père et le fils apportent des éléments de réponse.

Pour François-Joseph, la bataille de Solférino a été le grand traumatisme, celui d'une défaite imputable aux Français et aux Italiens. Pour Rodolphe, le choc déterminant est en Bohême, celui de Königgrätz (Sadowa pour les Français) qui consacre la victoire de la Prusse sur l'Autriche. François-Joseph a composé avec l'habile Bismarck. Rodolphe, qui parlait des « reptiles prussiens », ne le voulait plus.

– Rodolphe aurait-il pu changer le destin de l'Autriche-Hongrie ?

– En combattant l'idée d'une prédestination à l'éclatement de la Double-Monarchie, je crois avoir livré une réponse avec mon *Requiem pour un Empire défunt* (3). Avec Rodolphe – comme plus tard avec François-Ferdinand qui a partagé son aversion pour l'Allemagne de Guillaume II –, la monarchie danubienne aurait eu une chance de ne pas faire la guerre contre l'Entente et la Russie, et d'être sauvée. Mais il est certain que, succédant à son père, Rodolphe aurait eu fort à faire pour neutraliser le parti pro-allemand en Autriche et en Hongrie.

– L'opposition de Rodolphe à François-Joseph n'a-t-elle pas donné lieu à l'une des supputations sur le drame de Mayerling ?

– Il a été question, effectivement, d'une « conspiration » contre François-Joseph. Avec l'appui des libéraux et de Clemenceau, Rodolphe aurait projeté de faire assassiner son père. Pris de remords, il aurait confessé à son oncle le meurtrier projet, et c'est pour l'avoir éventé que Clemenceau l'aurait fait exécuter.



Roger Viollet

L'empereur François-Joseph, et l'impératrice Elisabeth, dite « Sissi ». Rodolphe était leur seul fils, sur quatre enfants. La fragilité psychologique de sa mère a été avancée pour expliquer le suicide présumé de l'archiduc-héritier.

Mais, comme je l'ai dit, cette hypothèse ne tient pas. De plus, nous avons affaire aux Habsbourg. Rodolphe, tout en rêvant d'une politique diamétralement opposée à celle de l'Empereur, portait à son père – les témoignages abondent – un très profond respect. Quant à François-Joseph, sous ses allures bourrues, il avait une grande et sincère affection pour ce fils qui était l'avenir de la Double-Monarchie.

Certes, l'opposition du fils au père s'était manifestée à plusieurs reprises. Les historiens font état d'une entrevue orageuse. Rodolphe s'était montré hostile à « l'hégémonie et aux privilèges nationaux ». Il voulait une Autriche protectrice des peuples d'Europe centrale et rejetait « toute oppression nationale ». Il croyait à la mission historique de l'Autriche en Europe centrale. De telles idées ne poussent pas au suicide...

– Parmi les hypothèses, il en est une, défendue par un médecin viennois qui soutient, dans un ouvrage récent, que l'archiduc-héritier se serait donné la mort après que Maria Vetsera eut succombé à des manœuvres abortives (4). Ce qui expliquerait l'invocation à l'honneur qui figure dans les ultimes messages de Rodolphe.

– Rodolphe ne fit la connaissance de Maria Vetsera que le 5 novembre 1888, lors d'une réception à l'ambassade d'Allemagne. Nous savons seulement qu'ils se rencontrèrent à plusieurs reprises par la suite et qu'ils se retrouvèrent à Mayerling à la fin du mois de janvier 1889. Il n'est pas prouvé que Maria Vetsera fut la maîtresse de Rodolphe. En l'admettant et en supposant que la jeune fille ait été enceinte des œuvres de Rodolphe, l'archiduc-héritier ne manquait pas de relations dans le monde médical pour éviter l'issue supposée. L'avortement se pratiquait beaucoup dans les hautes sphères de Vienne.

La tragédie de Mayerling a été transformée en histoire pour concierges. Le mystère suscite fatalement les mystifications. La défiguration de l'histoire a dissimulé ce qu'il y a derrière le drame : une affaire d'État et le destin de la monarchie danubienne. Si avortement il y eut à Mayerling, c'est celui d'un grand projet.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

---

(1) Zita de Habsbourg. *Mémoires d'un empire disparu* (préface de François Fejtö, Criterion, 1991).

(2) *Rodolphe et Mayerling* (Fayard, 1989).

(3) *Requiem pour un Empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie* (Lieu commun, 1988 : nouvelle édition chez Le Seuil/Points, 1993).

(4) Docteur Gerd Holler : *Meyerling, die Lösung des Rätsels. Des Tod des Kronprinzen Rudolf und der Baronesse Vetsera aus medizinischer Sicht* (Verlag Fritz Molden, Vienne et Zurich, 1980).

Stolypine, le réformateur désarmé

PAR DOMINIQUE VENNER

En Pierre Stolypine s'incarne une image à la fois traditionnelle et moderne de la Russie, celle du réformateur puissant qui aurait pu changer le destin de ce pays et le nôtre par conséquent. Devenu Premier ministre en 1906, en plein chaos révolutionnaire, il écrase les soulèvements, puis il instaure par le haut une vraie démocratie nationale, entreprend la réforme fondamentale de la paysannerie et développe fortement la colonisation de la Sibérie. Son œuvre fut brutalement interrompue, le 14 septembre 1911, par le pistolet d'un terroriste.

Depuis la fin du XIX[e] siècle, la Russie était entrée dans une époque de bouleversements. Structures anachroniques, brusques transformations sociales et modes intellectuelles d'importation composaient un mélange explosif. En 1881, l'assassinat d'Alexandre II fut le prélude sanglant d'un nouveau « temps des troubles ». À l'avènement du jeune Nicolas II, en 1894, la soif de réformes ne pouvait plus être contenue. Mais ce pauvre empereur, excellent homme dans la vie privée, était démuni des qualités qu'exigeait l'époque.

En 1905, les effets de la guerre désastreuse contre le Japon et l'absurde fusillade d'une foule pacifique à Saint-Pétersbourg allaient provoquer des soulèvements en chaîne dans tout l'Empire. Des soviets se substituaient aux anciennes autorités. Des troupes se mutinaient. Dans l'État, rien ne tenait plus. Des ministres affolés firent pression sur Nicolas II pour qu'il cède aux revendications de la rue. Le 30 octobre, contraint et forcé, l'empereur signait un Manifeste qui mettait fin à l'absolutisme, établissant la liberté d'expression et annonçant une constitution.



Roger Viollet

Pierre Stolypine (1862-1911). Le seul homme capable de modifier le destin de la Russie.

Le Manifeste fut accueilli comme un aveu de faiblesse. Les émeutes reprirent de plus belle. En pleine insurrection, le 9 mai 1906, Pierre Stolypine fut appelé à diriger le ministère de l'Intérieur. Deux mois plus tard, il devenait Premier ministre.

« Nous voulons une grande Russie ! »

D'emblée, écrira Soljenitsyne dans sa biographie fervente de Stolypine (1), celui-ci apporta dans le gouvernement impérial un souffle puissant de jeunesse et de vigueur. Débordant d'énergie physique, direct et franc, il avait fait toute sa carrière dans les provinces rurales, loin des intrigues et de l'agitation de Saint-Pétersbourg. Il entendait s'attaquer aux racines du mal qui minait sa patrie. La loyauté de ses sentiments monarchistes le faisait haïr des révolutionnaires. Mais sa volonté d'adapter le gouvernement autocratique à l'évolution de la société russe le faisait également détester des conservateurs bornés.

Tandis que d'une main ferme il écrasait les soulèvements révolutionnaires, il entreprenait la réforme fondamentale de la propriété paysanne et la transformation de l'autocratie en un type de gouvernement ouvert à la représentation populaire.

« Vous ne me faites pas peur... », rugissait-il, tourné vers les députés de la gauche révolutionnaire, dans la seconde Douma. *« Vous voulez de grands cataclysmes. Nous voulons, nous, une grande Russie ! »*

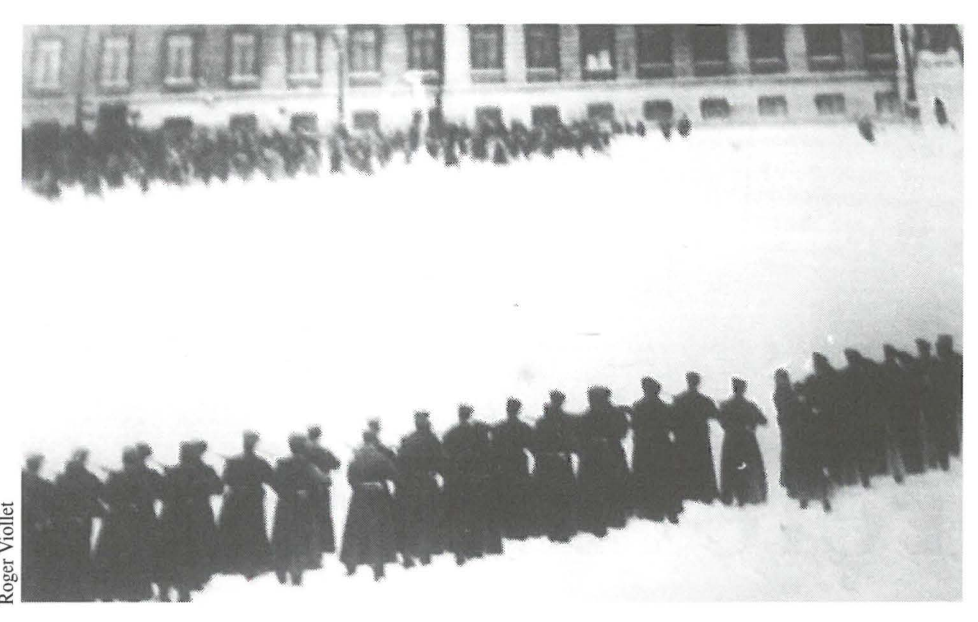
L'ami des paysans

Pierre Arkadievitch Stolypine était né en 1862 dans une famille de la noblesse rurale qui comptait Souvorov parmi ses ancêtres. Il ne s'apparentait ni à la haute aristocratie cosmopolite ni à la bureaucratie fossilisée de l'empire. De son grand-père, officier de la Garde à cheval et gentilhomme campagnard, il avait hérité un immense amour pour le paysan russe. Mais il n'ignorait rien des maux qui rongeaient son pays. L'immense empire était composé à 80 % de populations rurales à peine sorties du servage et en partie analphabètes, il est vrai attachées à leurs traditions et à leur foi. Dans les villes une petite bourgeoisie récente, tout acquise aux utopies révolutionnaires, côtoyait une classe de nobles plus ou moins occidentalisés et irresponsables. Au-dessus, une lourde bureaucratie, peu faite aux initiatives et passablement corrompue. Cet édifice archaïque souffrait de l'absence d'étages intermédiaires, et oscillait de façon dangereuse du despotisme à l'anarchie.

La technique de l'économie agraire restait primitive. L'émancipation de 1861 n'avait rien réglé. Les moujiks demeuraient misérables. La propriété familiale restait l'exception. Le système collectif du *mir* et son égalitarisme forcé enchaînaient les paysans à la commune. La redistribution périodique des terres décourageait l'effort et l'initiative, par la multiplication des parcelles souvent éloignées, et s'opposait à tout travail efficace.

Quand Pierre Stolypine devint étudiant, la passion de la terre lui fit choisir la faculté des Sciences naturelles à l'Université de Saint-Pétersbourg. Il entra ensuite au ministère de l'Agriculture et fit toute sa carrière dans l'administration d'une province paysanne de l'Ouest.

La propriété personnelle y était plus développée qu'ailleurs. Il put en constater les effets heureux. Partout où subsistait le *mir*, le jeune administrateur encourageait les paysans à procéder au partage définitif des terres. Il vit que c'était bénéfique. Il fuyait les paperasses et consacrait le plus clair de son temps à la surveillance des semailles, à l'élevage des chevaux ou à la création de sociétés agricoles. Botté, vêtu d'une simple veste, il sillonnait à cheval le vaste territoire qui lui était confié, interrogeant, conseillant, parlant aux paysans leur propre langage.



Roger Viollet

Symbole d'incohérence d'un pouvoir qui se défait. Le 9 janvier 1905, à Saint-Pétersbourg, devant le palais d'Hiver (vide), la troupe tire sur une foule venue manifester sa fidélité... Cette fusillade brisa le lien mystique qui unissait le tsar et son peuple. Elle inaugurait une ère de troubles qui ne cessa qu'en 1907 grâce à Stolypine.

À 40 ans, il devint, à la tête de la province de Saratov, le plus jeune gouverneur de Russie. Peu après sa nomination en 1904, la guerre qui opposait la Russie au Japon tourna au désastre sur mer et sur terre. Ce conflit qui désorganisait l'économie eut rapidement des conséquences dramatiques. En juillet, le ministre de l'Intérieur Pléhvé, homme fort du gouvernement, fut assassiné et les troubles commencèrent. Les partis révolutionnaires étaient actifs dans sa province. La violence monta comme la pression dans une machine emballée. À l'automne 1905, le général Sakharov, aide de camp de l'empereur envoyé à Saratov pour réprimer les émeutes, fut tué par une bombe dans la propre maison de Stolypine.

Ce n'était pas le premier attentat essuyé par le jeune gouverneur. Au début de l'été, on avait tiré sur lui deux coups de revolver sans l'atteindre. En pleine ville, une bombe avait été lancée à ses pieds, tuant plusieurs personnes sans même l'égratigner. Une troisième fois, un terroriste pointa sur lui un pistolet à bout portant. Stolypine le regarda dans les yeux, ouvrant son manteau : *« Tire ! »* L'homme laissa tomber son arme.

Les menaces semblaient le stimuler. Suivi de quelques cosaques, il galopait là où éclataient des émeutes. Il entrait seul et sans arme dans la foule furieuse, jetait son manteau à l'homme le plus agressif : *« Tiens-moi ça ! »*. Et il parlait, d'une voix pleine et puissante.

Il savait que les émeutes paysannes qui roulaient en incendie, de domaine en domaine, n'étaient pas seulement le fruit de l'agitation révolutionnaire. Elles étaient des explosions de désespoir causées par un système aberrant. Les bonnes récoltes de 1904 n'avaient pas été utilisées pour améliorer les exploitations : à quoi bon ? Les gains avaient été bus au cabaret. Tout était sapé par le *mir* qui interdisait au paysan d'être maître sur sa terre et d'y consacrer son avoir.

Une cible pour les terroristes

Le bruit de ses exploits était parvenu jusqu'à Saint-Pétersbourg. Le 9 mai 1906, à la veille de l'ouverture de la première Douma, alors que le pays sombrait dans le chaos, Nicolas II nomma Pierre Stolypine ministre de l'Intérieur, poste conduisant plus rapidement au cimetière que tout autre. La Russie était à feu et à sang. Avant de songer aux réformes, il fallait vaincre la terreur.

Le « Manifeste » impérial d'octobre 1905, promulgué sous l'influence de l'émeute, avait institué les libertés de la presse, d'association et de réunion. On était ainsi passé, sans transition et sans préparation, du silence et de la censure à une licence sans frein, alors que le pouvoir ne disposait d'aucun moyen d'expression approprié et d'aucun relais avec l'opinion.


Roger Viollet

Stolypine entreprit de changer le sort des paysans, en favorisant leur accession à la propriété. Sous le nom de koulaks, les petits propriétaires ruraux seront massacrés par les communistes entre 1929 et 1933.

La propagande révolutionnaire s'étalait au grand jour, incitant au soulèvement armé dans les villes et aux jacqueries dans les campagnes. Les socialistes-révolutionnaires (SR), les bolcheviks, les mencheviks, les anarchistes et les maximalistes voyaient leurs effectifs gonfler en tempête. Des réseaux spécialisés, disposant de moyens financiers considérables, acheminaient des armes de contrebande à l'intérieur de la Russie. Au début de 1907, l'ingénieur Krassine, créateur du laboratoire d'explosifs du parti bolchevik, pouvait se féliciter de fabriquer plus d'une centaine de bombes par jour... Les attentats se comptaient par milliers contre les gendarmes et les agents du gouvernement.

Après la dissolution de la première Douma (9 juillet 1906), qui s'était révélée totalement impropre au gouvernement, le terrorisme et les émeutes s'intensifièrent. Tous les partis révolutionnaires misaient alors sur l'insurrection.

Le 12 août 1906, une énorme explosion détruisait en partie la résidence de Pierre Stolypine à Saint-Pétersbourg. L'attentat, dirigé par Salomon Ryss, fit 32 tués et 27 blessés, dont la fille du ministre qui restera infirme. Stolypine lui-même, bien que travaillant à sa table au moment de l'explosion, n'avait eu que quelques égratignures. La chance continuait de le favoriser, mais il ne nourrissait aucune illusion. Il *savait* qu'il ne mourrait pas de mort naturelle. Plusieurs fois il avait dit aux siens : *« Je veux être enterré là où je serai tué ».*

Les villes et les campagnes sombraient dans le chaos. On vit se multiplier les « ex » (expropriation = vols à main armée en jargon révolutionnaire), sans que l'on sache bien où se situait la frontière entre la pègre, qui utilisait le prétexte de la révolution, et les révolutionnaires, qui épousaient les mœurs de la pègre.

Une profonde réforme politique

Pour restaurer la paix, Stolypine établit des tribunaux d'exception. Moins de trois jours après leur arrestation, les assassins se balançaient au bout d'une corde. Six cents furent pendus avant la fin de l'été 1906 à ces *« cravates Stolypine ».* Dans la même période, seize cents fonctionnaires, soldats et gendarmes du tsar étaient tombés sous les balles ou les bombes des terroristes.

Le 7 juillet 1906, à la veille de la dissolution de la première Douma, Stolypine avait été nommé Premier ministre. Dès lors, tout en poursuivant le rétablissement de l'ordre, il se consacra de plus en plus aux réformes qui lui tenaient à cœur.

La seconde Douma se réunit en février 1907. En raison d'un système électoral aberrant, elle était plus inapte encore que la précédente au travail législatif. Les partis révolutionnaires, tout en continuant de lancer des bombes, avaient pu en toute légalité participer aux élections en bénéficiant de leur écrasante supériorité dans la pratique de la propagande et de l'intimidation. Les débats sombrèrent dans les empoignades et la violence. Après qu'à la tribune, un certain Zourabov eut ouvertement appelé la troupe à se mutiner, la Douma fut une nouvelle fois dissoute le 16 juin 1907. On cria au coup d'État.

La Russie s'était lancée dans l'aventure parlementaire sans aucune expérience des pièges ou des roueries de ce système de gouvernement. Elle faisait son difficile apprentissage. La troisième Douma fut élue en novembre 1907, mais cette fois avec un système électoral capable de lui donner une majorité de gouvernement.

Stolypine ne partageait pas la répugnance du tsar à l'égard de l'assemblée. Il ne craignait pas d'intervenir fréquemment dans les débats pour défendre sa politique. Il savait que c'était la condition pour recueillir l'adhésion du pays. Mais il voyait également dans le travail sérieux en commission l'occasion de former une pépinière de futurs hommes d'État qui faisaient dramatiquement défaut à la Russie.

Longtemps après, l'un de ses plus féroces adversaires, Maklakov, lui rendra justice : *« Le coup d'État du 16 juin a inauguré une période de collaboration entre le pouvoir et la société dans le cadre de la Constitution. Si la guerre n'avait pas embrasé l'Europe en 1914, la Russie aurait pu poursuivre sans secousse sa convalescence... »*

Stolypine et Nicolas II

Maklakov ne se trompait pas. La dissolution de la seconde Douma mit fin à la période révolutionnaire commencée en janvier 1905. Les appels à l'insurrection ne rencontraient plus aucun écho. Les « masses » étaient démobilisées et les effectifs des partis révolutionnaires étaient en pleine décrue.

Le désastre était particulièrement sensible dans l'intelligentsia. L'indifférence et le repliement sur soi avaient remplacé l'exaltation des années précédentes. Nombre d'écrivains échappaient désormais aux stupéfiants de l'idéologie.

Pour tous ceux qui rêvaient de « grands cataclysmes », l'ère Stolypine fut celle du découragement. Démoralisé, Trotsky avait regagné les États-Unis. Lénine, réfugié en France, errait, désenchanté, de bibliothèque en bibliothèque.

Les relations du tsar et de son Premier

ministre furent d'abord confiantes. Stolypine avait une grande dévotion pour la fonction impériale et une sorte d'affection à la fois respectueuse et protectrice pour la personne fragile et incertaine de Nicolas II. Gagné par la vigueur contagieuse de son ministre, l'empereur ne semblait plus douter de lui-même ni de l'avenir. Aussi avait-il soutenu sans équivoque la grande réforme de la paysannerie.

Par les lois du 9 novembre 1906 et du 14 juin 1910, Stolypine avait aboli les entraves du monde rural. Les paysans eurent désormais la faculté de sortir du *mir* et de réclamer à la commune la cession de leur lot d'un seul tenant en propriété privée. Une banque paysanne reçut un fonds de terres provenant de la couronne, afin de les morceler et de les revendre aux paysans avec d'importantes facilités de crédit. Avant 1917, plus de neuf millions de paysans devinrent ainsi propriétaires. Le rendement des terres privées se révéla très supérieur à celui des terres restées dans le système du *mir*. Ce sont ces petits propriétaires ruraux, éléments pilotes d'une agriculture d'avenir, que les bolcheviks extermineront en priorité sous le nom de *koulaks*, de 1929 à 1933.

Stolypine fut aussi l'homme du développement industriel et plus encore celui de la colonisation de la Sibérie. Soljenitsyne le montre, un an avant son assassinat, parcourant une Sibérie prospère qu'il a peuplé d'hommes solides, *« drus surgeons du peuple russe, aussi étrangers que possible aux embrouilles révolutionnaires... »*

En fait d'embrouilles, Stolypine rencontrait celles des grands-ducs qui s'étaient prononcés contre l'aliénation des terres du domaine privé du tsar et des apanages. L'empereur soutint d'abord son ministre, mais, avec le temps, plusieurs influences devaient contribuer à troubler leurs relations.

À la Cour, une camarilla de laissés-pour-compte murmurait que Stolypine était un traître, complice de la Douma pour arracher au tsar les prérogatives qu'il tenait de Dieu. De tels propos devaient à la longue influencer Nicolas qui n'avait jamais accepté au fond de lui-même les institutions nées du « Manifeste » d'octobre 1905. Ce n'est pas le goût du pouvoir qui le portait vers un retour à l'absolutisme, mais l'idée qu'il s'en faisait. Un tsar sûr de lui eût affronté avec audace une évolution constitutionnelle. Mais celle-ci répugnait d'autant plus à Nicolas II qu'elle le terrorisait. Elle l'exposait aux coups des luttes partisanes et du débat public pour lesquels il n'était pas armé. Par contraste, l'autocratie lui paraissait



Kharbine Tapabor

Le tsar, la tsarine, les quatre grandes-duchesses et le tsarévitch. Stolypine ignorait que celui-ci était hémophile.

un rempart sécurisant. Oubliant le passé récent, l'empereur se laissa même persuader qu'il n'y avait jamais eu de véritable danger révolutionnaire. Il n'y avait donc pas lieu d'être redevable à Stolypine de l'avoir écarté.

Ces rumeurs étaient relayées dans le pays par les « Cent Noirs », surnom donné à l'Union du Peuple russe, mouvement antisémite dirigé par Doubrovine et représenté à la Douma par le député Pourichkevitch – futur meurtrier de Raspoutine – qui ne cessa de combattre Stolypine considéré comme un révolutionnaire masqué.

Pour son malheur, Stolypine s'était fait, bien malgré lui, un autre ennemi, l'impératrice.

Le drame de la famille impériale

Le tsar et son épouse étaient parvenus à tenir secret le drame intime qui devait les miner et provoquer finalement la chute de la dynastie. On savait, naturellement, que le tsarévitch était de santé fragile, mais en dehors de l'étroit cercle familial, personne ne soupçonnait que l'enfant impérial fût hémophile. Aussi incroyable que cela paraisse, Stolypine lui-même l'ignorait. Ainsi le Premier ministre ne s'expliquait-il pas la présence au Palais d'un personnage aussi douteux que Raspoutine, sur qui couraient les rumeurs les plus scandaleuses. Il ne pouvait imaginer que le *starets*, grâce à ses talents de guérisseur, était la seule personne capable de calmer les douleurs atroces du tsarévitch et de faire reculer son mal. Il ne soupçonna jamais que, pour cette raison, Alexandra vouait à Raspoutine une sorte de dévotion mystique que l'habile ruffian savait encourager. L'eût-il su, sans doute eût-il agi autrement.

Stolypine était seulement inquiet pour la réputation de la famille impériale qui se dégradait dangereusement. Il ordonna une enquête et en présenta les résultats peu édifiants au souverain. Nicolas lut le rapport, conserva le silence sur la maladie de son fils et ne fit rien. Voyant le scandale grossir, Stolypine, de sa propre autorité, décida d'éloigner Raspoutine de Saint-Pétersbourg. L'exécution de cet ordre fut confiée au colonel Guérassimov. L'impératrice conçut alors une haine inexpiable à l'encontre du ministre. Il lui semblait que Stolypine avait intentionnellement tranché le lien auquel était suspendu la vie de son fils.

Faute de pouvoir atteindre le Premier ministre, les puissants amis de Raspoutine décidèrent d'écarter le colonel Guérassimov, l'homme qui avait maté la révolution et brisé le terrorisme à Saint-Pétersbourg, et de placer l'une de leurs créatures à la tête de l'Okhrana, la police politique. Leur choix se porta sur le général Kourlov, gouverneur de Minsk, qui avait su gagner la faveur de la Cour en désapprouvant la « mollesse » et le « libéralisme » de Stolypine. Celui-ci s'opposa tout d'abord à la nomination de Kourlov qui traînait une réputation d'intrigant et d'incapable. Mais, devant les pressions exercées par l'impératrice, il dut bientôt s'incliner.

Au début de l'été 1909, Kourlov devint donc maître de l'Okhrana avec rang de vice-ministre. Raspoutine fit sa rentrée à Saint-Pétersbourg. Deux ans plus tard, Stolypine

était tombé en complète disgrâce. Nicolas II avait résolu de le renvoyer. Il n'eut pas à le faire.

En septembre 1911, le Premier ministre dut accompagner le couple impérial à Kiev pour l'inauguration solennelle d'un monument à Alexandre II. Kourlov avait obtenu de prendre personnellement en charge toute la sécurité du déplacement. Il avait à Kiev un homme à lui, son beau-frère, le lieutenant-colonel Kouliabko, personnage plus que médiocre, mais rompu aux affaires d'argent. Kourlov avait favorisé sa promotion à la tête de l'Okhrana locale. Un tel voyage offrait d'innombrables avantages. Il permettait de se mettre en valeur aux yeux de Leurs Majestés. Il plaçait également à la discrétion de l'organisateur un budget coquet, qu'il n'était pas humain d'abandonner à d'autres.

Sur les importants effectifs de police mis à sa disposition, Kourlov refusa de distraire un seul agent pour assurer la sécurité personnelle de Stolypine. Pendant tout son déplacement à Kiev, le Premier ministre allait donc être sans garde, mais également sans voiture. Un simple fiacre lui était destiné. Kourlov, qui le haïssait, soulignait ainsi sa disgrâce.

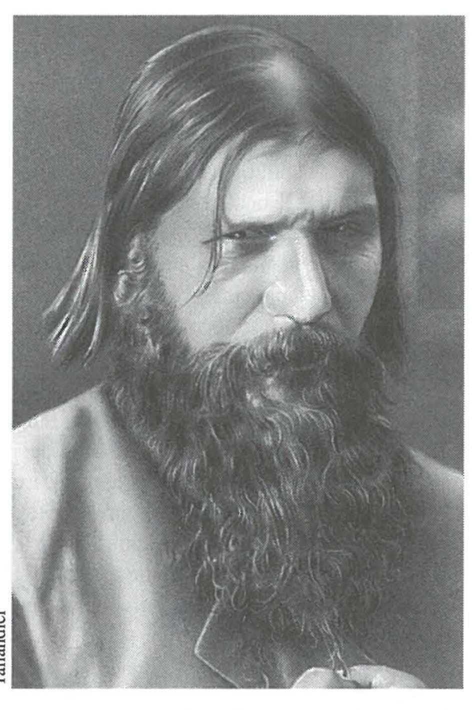
L'informateur Bogrov

Pourtant le risque d'une action terroriste était toujours à craindre. Justement, le 8 septembre 1911, Kouliabko reçut un message d'un de ses indicateurs les plus précieux, un nommé Bogrov.

Nordko Guerchévitch Bogrov jouissait de tous les attributs du fils de famille dévoyé par le frisson de la révolution. Son arrière-grand-père avait fait fortune dans le commerce des boissons. Son grand-père s'était acquis une petite célébrité avec la publication de ses *Mémoires d'un Juif*. Quant à son père, avocat richissime et influent, il avait poursuivi l'ascension familiale et, après une conversion de pure forme à l'orthodoxie, il avait même accédé au très exclusif Club de la noblesse de Kiev.

Dans la zoologie révolutionnaire, Bogrov appartenait à l'espèce cérébrale : pensées torrides et cœur polaire. Le genre moderne si l'on veut, plus porté sur la haine de ses ennemis que sur l'amour des déshérités. Il était aussi de la race des solitaires, et d'autant plus avide de briller par quelque coup d'éclat stupéfiant.

Le pogrom déclenché à Kiev après le Manifeste impérial d'octobre 1905 avait enflammé sa rage contre l'ancienne société



Tallandier

Grigori Efimovitch Raspoutine (1872-1916). Saint homme pour les uns, ignoble débauché pour les autres, il exerçait un empire tout puissant sur l'impératrice qui voyait en lui un envoyé de Dieu. N'était-il pas le seul homme capable de guérir instantanément les terribles crises du petit tsarévitch ?

russe qui lui semblait irrémédiablement hostile aux Juifs. Bogrov avait alors proposé à ses camarades de riposter par la terreur au centre : « *Inutile de s'en prendre aux lampistes, c'est à la tête qu'il faut frapper...* » Chacun prit ça pour des paroles en l'air et on n'y pensa plus. Sauf Bogrov.

L'ennemi, c'était Stolypine, l'homme qui avait brisé la révolution et avait redonné vie à l'État. Cet ennemi, Bogrov en était convaincu, n'était pas invulnérable. Un homme seul pouvait faire mal, très mal, comme venait de le prouver Salomon Ryss. En juin 1906, ce maximaliste avait été arrêté à Kiev l'arme à la main. Il risquait sa tête. Spontanément, il proposa de travailler pour l'Okhrana en échange de sa peau et de la liberté. Le chef local de la police, qui n'avait aucune pratique personnelle des indicateurs, accepta le marché. Tous les policiers de haut grade rêvaient d'avoir leurs propres informateurs, dans l'espoir de révélations fracassantes propices à l'avancement. On simula donc une évasion. Deux mois plus tard, en août 1906, Ryss organisait l'attentat sanglant contre la villa de Stolypine. L'audacieux terroriste s'était joué de la police. (2)

Ce que Ryss a fait, pourquoi pas moi ? songeait Bogrov. Ces policiers sont des imbéciles faciles à berner. Devenir indicateur privilégié, gagner leur confiance serait un jeu d'enfant. Ensuite, il suffirait d'aviser au gré des occasions. Quelle griserie ce serait d'être seul maître du jeu, indicateur parfait aux yeux des policiers, et militant exemplaire pour les révolutionnaires.

À la fin de 1907, Bogrov devint ainsi par sa propre volonté collaborateur secret de Kouliabko, à l'époque capitaine et déjà beau-frère du général Kourlov.

Au début, le jeune terroriste s'efforça de rester dans des généralités peu compromettantes. Ragots sur les conflits de tendances, rumeurs imprécises d'attentats. Mais Kouliabko exigea du concret. Et Bogrov se vit contraint de lui donner au fil des mois quelques gros poissons.

Il s'offrait ainsi le luxe de tirer secrètement vengeance des avanies que lui avait values son caractère difficile. Se laissant gagner au jeu, il découvrait la jouissance intense et perverse de la délation. Un mot de lui et la foudre s'abattait sur les « camarades » qui, naguère, l'avaient tant méprisé. Ces gens-là n'étaient rien à ses yeux. Ils pouvaient être sacrifiés sans scrupule à son grand dessein, l'assassinat du Premier ministre en personne, ce Stolypine tant haï.

Chez les révolutionnaires de Kiev, ce fut une hécatombe. Kouliabko exultait. Peu d'officiers de l'Okhrana pouvaient justifier un tel rendement.

Deux coups de pistolet

Au mois d'août 1911, alors que se précisent les préparatifs de la visite impériale, Bogrov est à Kiev. Ses parents sont en vacances. L'immense maison et ses domestiques sont à lui. Dans un coin de sa chambre, il a constitué un petit arsenal. Avec la protection de l'Okhrana, tout est permis. Pour l'action qu'il médite, il choisit un puissant pistolet Browning modèle 1903, calibre 9 mm long, fabriqué en Belgique.

Sans omettre aucun détail, la presse a publié le programme des festivités. Bogrov dispose de tous les renseignements pour arrêter un plan.

Prétextant un complot imaginaire, dont il démasquera sur place les auteurs, il obtient de Kouliabko une invitation pour la soirée de gala du 14 septembre (3).

À l'entracte, Bogrov fouille la salle dans ses jumelles de théâtre. Soudain, il voit le Premier ministre, massif dans sa redingote blanche, debout sous la loge impériale, sans protection, en conversation avec un vieux dignitaire.

STOLYPINE, L'HOMME À ABATTRE

« Changer le cours d'un immense pays ne peut être le fait que de la terreur au centre, et non pas au niveau d'une province. Et c'est en Stolypine que s'est concentrée toute la force inattendue de l'État, dont il était impossible, il y a deux ans, de croire qu'elle allait renaître. Et le chef impérieux de cette sauvage réaction, c'est précisément Stolypine, l'homme le plus dangereux et le plus nuisible de Russie. Qui, sinon Stolypine, a brisé l'échine de la révolution ? Le régime, inopinément, a eu la chance de trouver un homme de talent. Celui-ci change la Russie de façon ineffaçable, mais pas dans le sens européen, ce n'est qu'une apparence, il régénère l'échine autocratique de la Russie médiévale pour lui permettre de se redresser, de se tenir ; plus aucun mouvement authentique de libération ne pourra plus se répandre. Intelligent, fort, persévérant, ferme sur ses positions – cet homme a bien tout ce qu'il faut pour faire une cible incontestable de la terreur.

« Stolypine, semble-t-il, n'a rien entrepris contre les Juifs ? Mais il a créé une situation générale dépressive. C'est bien depuis l'ère Stolypine et depuis sa troisième Douma à la législation obéissante que les Juifs se sont laissés gagner par la morosité et le désespoir, qu'il leur est impossible en Russie d'accéder à une existence d'homme normale. Stolypine n'a rien fait directement contre les Juifs, il a même procédé à quelques adoucissements, mais rien là-dedans qui vienne du cœur. L'ennemi des Juifs doit être considéré en profondeur, pas seulement en surface. Il met en avant de façon bien trop obsédante, ouverte, provocante, les intérêts de la nation *russe*, la représentation *russe* à la Douma, l'État *russe*. Ce qu'il construit, ce n'est pas un pays de liberté universelle, mais une monarchie nationale. Ainsi l'avenir des Juifs en Russie dépend d'une volonté qui n'est pas bienveillante, l'évolution à la Stolypine ne promet aux Juifs aucune prospérité. »

ALEXANDRE SOLJENITSYNE

***Août Quatorze*, Fayard, 1983, p. 521.**

Le moment est venu. Bogrov marche, s'efforçant au naturel, maîtrisant le tremblement qui l'agite. Il tient son programme pour masquer la bosse que fait le pistolet sous la veste du frac. Personne ne s'interpose. Se peut-il qu'il n'y ait aucun garde ? Le voici à quatre pas de l'imposante silhouette. Ils sort vivement le Browning, avance d'un pas encore.

Stolypine devine-t-il une menace ? Il se retourne et voit un jeune homme au teint bistre, les yeux incroyablement brillants derrière ses lorgnons, un pistolet dans la main. Le ministre fait un geste vers lui pour l'arrêter, comme il l'a déjà fait avec d'autres dans le passé. Un choc, et le fracas d'une détonation, une brûlure dans la poitrine, puis un second choc qui le rejette en arrière.

Une silhouette qui s'enfuit. Des cris : *« Arrêtez-le ! »*

Stolypine se tient encore debout. Cette fois, ils l'ont eu. Une étoile rouge perce sous la neige du plastron. Il tourne les yeux vers la loge impériale. Le tsar est là, muet, qui regarde. Ultime satisfaction, son sacrifice a protégé l'empereur. Il veut le bénir, lève la main et, lentement, se renverse…

Bogrov fut arrêté un peu plus loin. La police dut se battre pour le soustraire à la colère de la foule.

Stolypine mourut quatre jours plus tard à l'hôpital de Kiev. Durant ces quatre jours d'agonie, le tsar vint s'enquérir de son état. Mais les cérémonies se poursuivirent comme si rien ne s'était passé.

Jugé par un tribunal militaire, Bogrov fut condamné à mort et pendu sans délai.

L'homme de la paix en Europe

L'enquête prescrite par le nouveau Premier ministre se révéla accablante pour les policiers Kourlov et Kouliabko. Pourtant, les hautes relations de Raspoutine jouèrent en leur faveur. Par décision impériale, le cas de Kourlov fut classé sans suite. Kouliabko fut condamné à seize mois de prison, peine ramenée à quatre mois par ordre du souverain.

Conformément à sa volonté, Pierre Stolypine fut enterré dans la ville où il avait été tué. Les habitants de Kiev ouvrirent une souscription pour élever un monument à sa mémoire.

C'est à l'étranger que l'on prit la mesure exacte de l'attentat. On comprit que ce n'était pas un individu qui avait été frappé, mais la nation russe. Toute la presse européenne souligna la perte du plus grand homme d'État de l'Empire. Chacun sentait que la disparition de cet homme ferme et avisé aurait en politique étrangère d'aussi graves conséquences que pour la stabilité intérieure de la Russie.

Bien qu'il se fût surtout voué à la remise en état de son pays, Stolypine avait su sagement influencer la diplomatie russe sans jamais laisser les rênes longues à ses ministres. C'est sous son ministère que s'était déroulée la grave crise bosniaque de 1909. Dans des circonstances fort voisines de celles que connaîtra la Russie en juillet 1914, il sut alors maintenir la paix qui lui paraissait pour son pays une nécessité vitale. Il obtint de la Serbie qu'elle négociât avec l'Autriche-Hongrie. Et jamais, à la suite de cette crise, les relations germano-russes ne furent plus cordiales et confiantes, sans que l'alliance avec la France fût pour autant compromise.

En recevant l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, M. Georges Louis, en 1909, Stolypine lui avait dit : *« Monsieur l'Ambassadeur, donnez-moi la main ; pendant dix ans je voudrais procéder par évolutions nécessaires pour le bien du peuple, concevoir et réaliser les lois agricoles qui lui donneront un tel bien-être que la Russie deviendra alors puissante et forte, et qu'avec la France son alliée, elle pourra pendant de longues années éviter toute secousse guerrière et révolutionnaire ».*

Avec un Stolypine aux affaires durant l'été 1914, l'Europe n'eût pas dérivé comme elle le fit. Le grand ministre eut certainement conforté le tsar dans ses intentions pacifiques, s'opposant aux débordements de l'état-major. La paix eût été vraisemblablement sauvegardée et la révolution évitée.

DOMINIQUE VENNER

---

(1) Alexandre Soljenitsyne a consacré à Stolypine le cœur de son ouvrage *Août Quatorze, La Roue rouge, premier nœud* (Fayard, 1983). Cette biographie inspirée est aussi une méditation profonde sur l'histoire de la Russie, *« histoire rompue »* et *« mémoire cassée »*, comme il l'écrit. La figure de Stolypine est évoquée avec justesse dans l'ouvrage de Robert K. Massie, *Nicolas et Alexandra* (Stock, 1971) ainsi que dans *La Misère et la gloire, histoire culturelle du monde russe* d'André Ropert (Armand Colin, 1992). On peut également consulter Marc Ferro, *Nicolas II* (Payot 1991).

(2) Salomon Ryss fut arrêté par la suite, jugé à Kiev et pendu.

(3) Jusqu'au 31 janvier 1918, la Russie utilisa le calendrier julien en retard de treize jours sur le calendrier grégorien que nous avons adopté ici pour la datation.

LE DRAME DE SARAJEVO

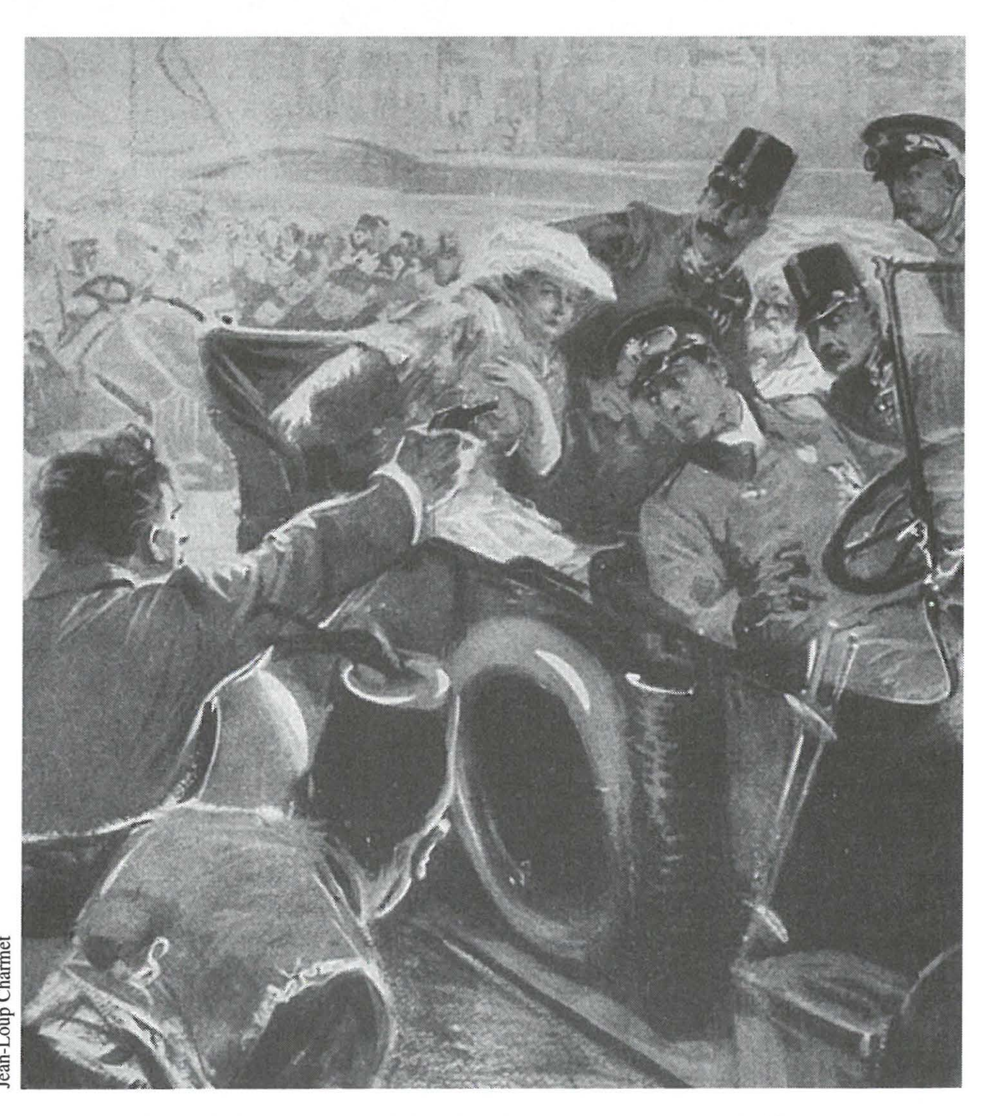
Un coup de pistolet, dix millions de morts

PAR ALAIN DECAUX
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le 28 juin 1914, à Sarajevo, tombent les premières victimes de la Grande Guerre : l'archiduc-héritier d'Autriche, François-Ferdinand et son épouse, la duchesse Sophie de Hohenberg. L'acte meurtrier de Gavrilo Princip sera le détonateur d'un conflit qui modifiera le cours de l'histoire du monde.

Un soleil éclatant, une foule pressée, avide, qui se bouscule pour mieux voir l'automobile de l'archiduc François-Ferdinand, héritier présomptif de l'Empire austro-hongrois. Et, tout à coup, des coups de feu. L'archiduc, dans sa belle automobile, s'écroule, assassiné.

Cela se passait le 28 juin 1914. Un fait divers ? Sur l'instant, on a pu le croire. Or les coups de feu de Sarajevo vont se trouver à l'origine de l'une des plus effroyables tragédies de tous les temps. C'est de la Première Guerre mondiale que notre destin est issu. Sans elle et les conditions qu'elle a créées,


Jean-Loup Charmet

Reconstitution de l'attentat de Sarajevo dans un journal allemand de l'époque.

l'histoire n'aurait pas changé de visage, Hitler et Staline n'auraient jamais conquis le pouvoir.

Tout cela parce qu'un patriote bosniaque a tiré sur un archiduc ? Tout cela.

En 1914 régnait sur l'Autriche-Hongrie un empereur de 84 ans, François-Joseph. Ce long, trop long règne, avait été semé de drames familiaux dont l'accumulation ne peut, aujourd'hui encore, que nous frapper. Le frère de François-Joseph, Maximilien, avait été fusillé au Mexique. A l'annonce de sa mort, sa femme, Charlotte, avait perdu la raison. Le fils unique de l'empereur, Rodolphe, était mort à Mayerling. La belle-sœur de François-Joseph, duchesse d'Alençon, avait péri, brûlée vive, dans l'incendie du Bazar de la Charité. Son épouse, Elisabeth – Sissi – avait perdu la vie sous le poignard d'un assassin. L'un de ses neveux, Louis II de Bavière, était devenu fou. Et lui – lui seul – survivait.

Depuis 1896, l'héritier du trône était son neveu François-Ferdinand. A vrai dire, on n'avait guère préparé le jeune homme, dans son enfance, à cette éventualité : il avait peu de chances de succéder au trône. Cependant qu'il poursuivait une carrière militaire, traditionnelle chez les Habsbourg, on s'était acharné, dans son entourage, à écarter de lui toute influence libérale.



Roger Violet

Trois des conjurés : Princip, Ciganovic et Cabrinovic, avant l'attentat du 28 juin 1914.

Mésalliance avec une comtesse tchèque

A 30 ans, on le voyait comme un célibataire endurci. En 1895, il avait songé à épouser la princesse Mary, la fille aînée du futur Edouard VII d'Angleterre. Pour l'héritier d'un trône impérial, un mariage logique. Mais, la même année, à un bal donné à Prague, il avait rencontré Sophie Chotek. Qui était cette Sophie ? Dame d'honneur de l'archiduchesse Isabelle, elle-même cousine de François-Ferdinand, elle appartenait à la petite aristocratie tchèque, mais avait le malheur de sortir d'une famille ruinée. Elle était grande, un peu forte, non sans charme, avec de beaux yeux gris et un teint que beaucoup de femmes auraient pu lui envier. A vingt-sept ans, elle se résignait à rester célibataire. Qui aurait pu jeter le moindre regard sur une fille pauvre et reléguée dans une condition totalement subalterne ?

C'est alors que l'inattendu arriva. L'archiduc François-Ferdinand s'éprit d'elle.

Mis au courant, l'empereur François-Joseph fit aussitôt entendre un avis qui était un verdict : cette demoiselle Chotek n'était pas, pour l'héritier du trône, une épouse possible.

Les rapports se tendirent entre l'oncle et le neveu. François-Ferdinand annonça tranquillement qu'il attendrait, pour se marier, la mort de François-Joseph. L'archiduchesse Marie-Thérèse plaida sa cause. Finalement, François-Joseph accepta le mariage, mais il exigea qu'il fût morganatique. Comprenez que, par serment, François-Ferdinand dut renoncer, pour les enfants qu'il aurait de Sophie, à toute prétention au trône. En 1900, il épousait enfin la femme qu'il aimait depuis cinq ans. Elle avait 32 ans, lui 37.

Pauvre Sophie ! A chaque instant, elle va se heurter au protocole. En 1909, l'empereur fera d'elle une duchesse de Hohenberg, mais spécifiera qu'elle devra prendre rang après les archiduchesses les plus jeunes.

Une telle situation aurait pu distendre les liens qui unissaient François-Ferdinand et Sophie. C'est le contraire qui se produit. Le pape Pie X dira : *« L'archiduc ne voit que par les yeux de sa femme. »*

En 1913, François-Ferdinand devient inspecteur général des Forces armées. Il prend sa tâche extrêmement au sérieux. En ce temps-là, l'archiduc est un homme solitaire, en conflit avec tout le monde : François-Joseph, les archiducs, les chambellans. Mais aussi avec les Magyars et les groupes nationaux des Slaves du Sud.

Pour tenter de comprendre ce problème, il nous faut quitter l'archiduc et mettre nos pas dans ceux d'un autre homme : ceux de son assassin, Gavrilo Princip. Car ce Princip est originaire de Bosnie.

La Bosnie sous influence serbe

Il faut savoir que, dans des temps très reculés, existait déjà un royaume de Serbie, que celui-ci avait même absorbé toute la péninsule balkanique, y compris la Grèce. Que l'on avait sacré alors un empereur des Serbes et des Grecs. Il faut savoir aussi qu'avait existé un royaume indépendant de Bosnie. Tout cela il y a bien longtemps, au Moyen Age. Après quoi étaient venus les Turcs. Ils avaient occupé les Balkans. Adieu la Bosnie !

Une différence pourtant : sous l'occupation turque, la Serbie avait gardé son originalité. Tout au long des siècles, des hors-la-loi, des rebelles avaient surgi de son sol. Les Serbes étaient resté orthodoxes et ils avaient mis la violence dans la proclamation de leur loi. La Bosnie, elle, était peuplée d'un mélange de Slaves islamisés, de Serbes orthodoxes et de Croates catholiques qui se détestaient mutuellement.

Entre les deux pays, un trait commun : l'amer regret de la liberté perdue.

Le XIX[e] siècle tout entier avait été marqué

par d'incessantes révoltes serbes. La première, en 1804, menée par Karageorges ; la seconde, en 1815, par Milos Obrenovitch. Après une dernière guerre, le congrès de Berlin de 1878 avait édifié une Serbie indépendante, laquelle, en 1882, était devenue royaume

Toutes ces années avaient vu naître aussi d'inexpiables rivalités entre les familles Karageorgevitch favorables à la Russie et Obrenovitch favorables à l'Autriche. Des assassinats, des coups d'État. En 1903, Alexandre Obrenovitch, roi de Serbie, et son épouse, Draga, étaient assassinés. La couronne passait à Pierre Karageorgevitch, qui devenait Pierre I[er].

Ainsi la Serbie devenait le premier État balkanique à avoir conquis son indépendance. Comment les Bosniaques, toujours asservis, n'auraient-ils pas regardé avec envie de son côté ? D'autant que beaucoup de Bosniaques étaient des Serbes.

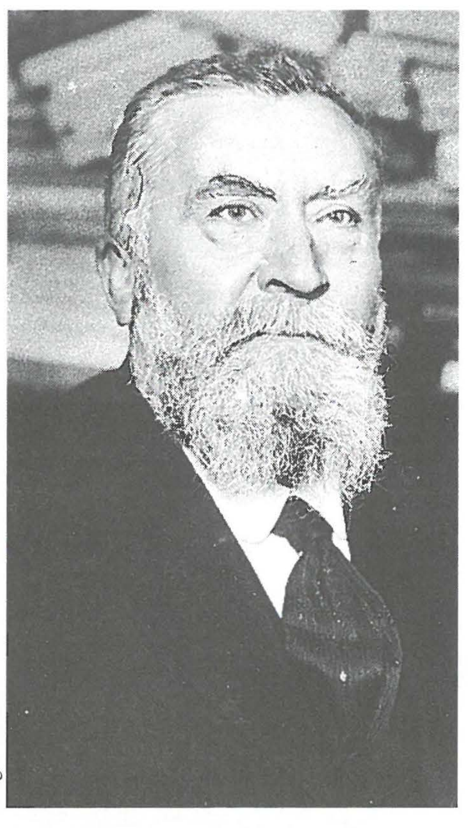
Ainsi en avait-il été des Princip. Ceux-ci, une famille de serfs, vivaient dans une vallée, à huit cents mètres d'altitude. Ils étaient orthodoxes, ils étaient pauvres. La situation des serfs en Bosnie se révélait si misérable qu'en 1875, ils s'étaient soulevés. Contre les Turcs bien sûr. La répression avait été terrible. Les femmes et les enfants des Princip avaient dû se réfugier en Autriche-Hongrie, où ils habitaient dans des grottes. Ils n'étaient rentrés chez eux qu'après le congrès de Berlin de 1878, qui avait confié l'administration de la Bosnie à l'Autriche-Hongrie. Ils avaient reconstruit leur maison, repris la culture de leurs deux hectares. Un fils leur était venu en 1894. Il était né le jour de la Saint-Gabriel, on l'avait donc appelé Gavrilo.

Gavrilo Princip, la tentation de la violence

Un enfant sérieux, ce Gavrilo, mais bagarreur. Il va quitter la vallée à 13 ans, après avoir terminé ses études à l'école primaire. A Sarajevo, il entre à l'Ecole de commerce. L'été, il travaille aux champs. Il adore la lecture. Il est tout petit – ce qui fait naître chez lui un évident complexe – mince avec des épaules étroites, une tête toute ronde et des yeux tristes. Ses professeurs le notent comme très sensible, peut-être instable. En 1911, il obtient son diplôme.

De cette année-là, il dira qu'elle est restée pour lui essentielle. C'est en 1911 qu'il se découvre amoureux platonique et qu'il adhère aux groupes secrets des Jeunes bosniaques.

Que sont les Jeunes bosniaques ? Avant



Roger Violet

Jean Jaurès. D'un assassinat l'autre. Son opposition à la Première Guerre mondiale lui vaut, au lendemain du drame de Sarajevo, d'être tué le 31 juillet 1914, par Raoul Villain, au café du Croissant. Villain, acquitté en 1919, sera à son tour assassiné aux Baléares, pendant la guerre civile espagnole, en 1936.

tout des intellectuels, qui ont résolu de consacrer tous leurs efforts à libérer la Bosnie des Autrichiens. Car, pour les Serbes, l'occupant haï, maintenant, c'est l'Autrichien. En 1908, la Bosnie a été annexée à l'empire.

Le meilleur ami de Gavrilo se nomme Danilo Ilitch, un instituteur. Comme Danilo est membre des Jeunes bosniaques, Gavrilo Princip le sera aussi.

Au printemps de 1912, Princip se jette dans des manifestations véhémentes contre les autorités de Sarajevo. On le renvoie du lycée. Ce jour-là, son destin est scellé. Car il décide de gagner Belgrade. A pied.

Belgrade, pour lui, c'est la liberté.

Il va y végéter avec le peu d'argent que lui envoie son frère. Il a faim. Il s'inscrit au lycée. En juin 1912, Il rate son examen et sollicite son engagement dans les troupes qui partent en guerre contre la Turquie. Il est refusé à cause de sa petite taille.

L'idée peu à peu s'impose à lui d'entreprendre un jour quelque chose d'héroïque pour montrer aux autres qu'il est leur égal sinon par la taille, du moins par le courage.

À l'été de 1913, il passe ses examens de cinquième et sixième année. Mais déjà il a adhéré à une société secrète, « Narodna Obdrana » autrement dit : « Défense de la nation ». Une société secrète « serbe »

Elle a été fondée en 1908, lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche. Son but : enrôler les volontaires, les entraîner, organiser une force susceptible de lutter contre l'Autriche. Ils créent même un « tunnel » entre la Serbie et la Bosnie, avec un réseau d'agents, de passeurs, d'estafettes.

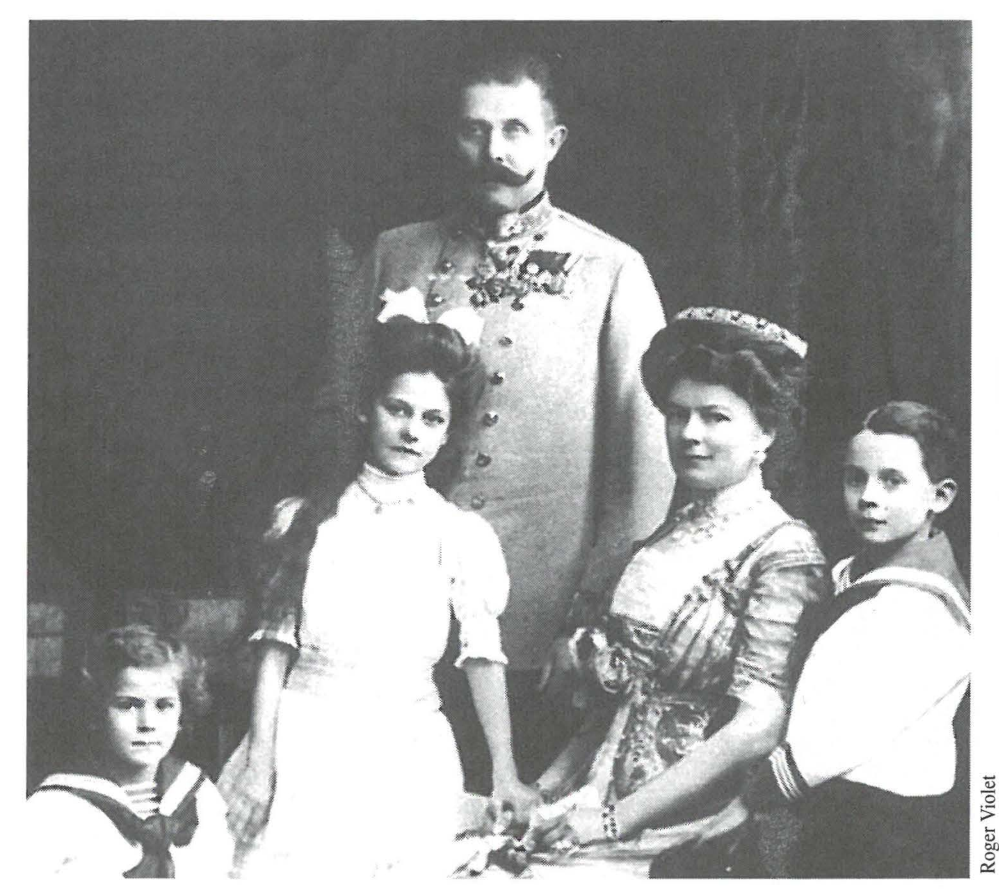
Le colonel « Apis » et la Main noire

En 1911, les officiers qui ont assassiné le roi Alexandre et la reine Draga trouvent trop tiède la Narodna Obdrana. Ils forment une nouvelle société secrète, Union ou Mort, qu'on appellera bientôt la « Main noire ». Son modèle : la charbonnerie italienne. La Main noire est ultra-secrète et, d'évidence, terroriste. Peu à peu, la Main noire va reprendre les hommes de confiance de la « Narodna Obdrana » On réorganise le fameux tunnel. Surtout on décide de passer à l'action. Désormais, ceux qui seraient tentés de désobéir savent qu'ils risquent la mort.

Le plus zélé animateur de la Main noire, c'est le colonel Dimitriévitch, appelé aussi le colonel Apis. Il ne se cache nullement d'avoir été le principal auteur de l'assassinat du roi Alexandre en 1903. Il a tranquillement tué le couple royal à coups de revolver, précipité les cadavres par la fenêtre ; égorgé les deux frères de la reine ainsi que les principaux courtisans. Pour ces hauts faits, il a été proclamé par le Parlement « sauveur de la patrie ». C'est un organisateur de grande valeur. Dans la guerre balkanique, il a obtenu des résultats remarquables. Il ne s'embarrasse d'aucun scrupule. Il brûle d'une fièvre nationaliste inextinguible. Ce qu'il veut, c'est la Grande Yougoslavie. Non seulement il est, dans le secret, chef de la Main noire, mais il occupe d'importantes fonctions officielles : il est chef du bureau d'informations au Grand état-major serbe. En fait, il est maître de tout l'espionnage de son pays. Quelle puissance !

Princip a-t-il lui-même prêté le serment de la Main noire ? C'est loin d'être sûr. Mais il semble avoir adhéré à une autre société secrète : la Mort ou la Vie. L'un de ses amis a même évoqué le serment que Princip avait prêté au fond d'une cave. C'est de celui-ci qu'allait découler l'assassinat de François-Ferdinand.

En fait, c'est depuis les manifestations de


Roger Violet

L'archiduc François-Ferdinand en famille. Il avait forcé la main de François-Joseph pour épouser Sophie Chotek, issue de la petite aristocratie tchèque. Devenue duchesse de Hohenberg, celle-ci fut tuée au côté de son mari, le 28 juin 1914. L'archiduc, disait-on, ne voyait que par les yeux de sa femme.

lycéens de 1912 que Princip nourrit l'idée de mettre à mort un Habsbourg. Au cours de ces années-là, plusieurs attentats ont été fomentés contre des personnalités autrichiennes. Certains ont réussi, d'autres échoué. Chaque fois qu'il en a reçu la nouvelle, Princip a traversé la même exaltation. Nous avons la preuve qu'il s'en est entretenu avec plusieurs Jeunes bosniaques, notamment Danilo Ilitch.

La Main noire fournit les armes

Dès l'automne de 1913, la nécessité d'un attentat tourmente un autre Jeune bosniaque, un ouvrier imprimeur du nom de Chabrinovitch. En 1912, Princip l'a rencontré à Sarajevo. Ils ont sympathisé. En mars 1914, ils vont se retrouver à Belgrade.

Il semble que le comité de la Mort ou la Vie se soit réuni quelques jours plus tôt, sous la présidence du Bosniaque Charac. C'est alors qu'il aurait pris la décision de désigner Princip comme agent d'exécution. À noter que Charac avait été garde du corps du major Tankositch, l'un des chefs de la Main noire, indication confirmative de l'influence des sociétés secrètes.

L'important, maintenant, c'est de trouver des armes.

Princip sait qu'un certain Ciganovitch est à même de procurer des bombes et des pistolets. Il s'adresse à lui. Ciganovitch répond qu'il faut obtenir l'accord d'un « monsieur ». Lequel n'est autre que le major Tankositch. Toujours la même filière. Toujours la Main noire, les sociétés secrètes. Ciganovitch, ayant reçu le feu vert, procurera six bombes et quatre pistolets.

Un grave problème : comment va-t-il se rendre à Sarajevo ? Comment fera-t-on franchir la frontière de Bosnie, très surveillée, à des hommes porteurs de bombes et de pistolets ? A cet endroit, la douane et la police sont particulièrement vigilantes. Tankositch va résoudre le problème : on utilisera le fameux tunnel, c'est-à-dire la filière clandestine de Belgrade à Sarajevo.

Le 4 juin, les trois hommes parviennent à Sarajevo. Alors Chabrinovitch révèle à Princip et à Ilitch que François-Ferdinand sera dans la ville le 28 juin.

François-Ferdinand est-il conscient des risques ? Assurément. Les avertissements lui sont venus de tous côtés. Mais l'archiduc est brave. Et fataliste. Deux mois avant sa mort, parlant de sa sécurité, il a haussé les épaules et déclaré :

– *Des précautions ? Des précautions de*

UN AUTRE AVENIR POUR L'AUTRICHE

Parmi les familiers de François-Ferdinand, on trouve en bonne place un Slovaque, Milan Hodza, futur Premier ministre de la République tchécoslovaque, un Croate, Josip Frank, le chef du Parti du droit qui développe un programme à la fois hostile aux Magyars et aux Serbes, plusieurs Roumains, Vajda-Voevod, Juliu Maniu, Aurel Popovici. [...]

Contrairement à une légende longtemps colportée sur son compte, François-Ferdinand n'a rien d'un va-t-en-guerre. On le voit au contraire défendre régulièrement une ligne prudente, lors des différentes crises de la période. Il lui arrive même d'être en retrait par rapport à François-Joseph. Ainsi, quand il déconseille, en 1908, d'annexer la Bosnie-Herzégovine. Par la suite, désapprouvant le bellicisme de Conrad, il se prononce contre une intervention de la Monarchie dans les conflits balkaniques.

Cette hostilité s'explique d'abord par la conviction que la Monarchie doit éviter de se laisser entraîner dans un conflit extérieur aussi longtemps qu'elle n'aura pas réglé ses problèmes intérieurs.

Il ne lui échappe pas non plus qu'un conflit avec la Serbie ruinerait probablement tout espoir d'un rapprochement avec la Russie. Or François-Ferdinand aspire justement à renouer le fil cassé à l'époque de la guerre de Crimée afin que les deux puissances retrouvent le chemin de l'entente comme au temps où elles faisaient front ensemble contre la révolution. Au-delà, il souhaite l'élargissement de l'alliance austro-allemande à la Russie, par quoi serait établie la solidarité des trois grandes monarchies de l'Europe du Centre et du Nord.

Les chancelleries européennes sont donc fondées à penser que l'arrivée de François-Ferdinand sur le trône sera l'annonce d'importants changements. Dans aucune capitale, toutefois, cette échéance n'est attendue avec autant d'anxiété qu'à Belgrade. Le plan imaginé par François-Ferdinand pour résoudre le problème des Slaves du Sud à l'avantage de la Monarchie fait de lui un homme dangereux pour la Serbie.

JEAN-PAUL BLED

***François-Joseph*, Fayard 1987.**

sécurité ? Je n'en ai que faire. Nous sommes partout dans les mains de Dieu.

Sophie est très inquiète. A plusieurs reprises elle a interrogé son mari sur la nécessité de ce voyage à Sarajevo. Le vieil empereur François-Joseph lui-même a conseillé à son neveu d'y renoncer. Il parle d'expérience : c'est à Sarajevo, déjà que naguère on a tenté de l'assassiner. François-Ferdinand a répondu :

– *Je suis inspecteur général des forces armées austro-hongroises. Je dois aller à Sarajevo. Les soldats ne pourraient jamais comprendre mon absence !*

Ce qu'il a annoncé, il l'accompli donc. Le jour même où débutent les grandes manœuvres – le 26 juin – François-Ferdinand descend de son train spécial à la station thermale d'Ildizé. Où l'attend Sophie, sa femme toujours aimée.

Dans l'ombre, l'attentat se prépare. Non sans mal. Avec une détermination calme, Princip attend que vienne le moment d'agir. Les bombes et les pistolets, il les garde sous son lit.

Au cours de la nuit du 26 au 27 juin, les conjurés parlent entre eux jusqu'à 3 heures du matin. Ilitch raconte à ses compagnons la vie des révolutionnaires. En même temps, on arrête les endroits qui se prêtent le mieux à l'attentat. Quant à l'itinéraire suivi par l'archiduc, ils n'éprouvent pas le moindre doute. Il leur a suffi d'ouvrir les journaux : le parcours exact y est soigneusement indiqué. Ilitch pense que l'endroit le mieux approprié est le quai Appel, qui va de la gare à l'hôtel de ville. Le cortège doit l'emprunter à deux reprises. On décide d'y placer six conspirateurs, répartis en trois groupes de deux. Chaque groupe devra attaquer simultanément. Si l'un manque son coup, le groupe suivant agira. On précise les emplacements réservés à chacun. Les groupes s'échelonneront sur une distance de trois cents mètres.

Le 27 juin, entre 3 et 4 heures de l'après-midi, on distribue les armes aux plus jeunes. Chacun reçoit une bombe et un pistolet. Le soir, Ilitch remettra une dernière bombe à un autre volontaire.

Princip, qui d'évidence ne déteste pas les symboles, s'en va déposer des fleurs sur la tombe de Zerajitch. En 1910, celui-ci avait tiré sur le gouverneur autrichien de Sarajevo, l'avait manqué et s'était suicidé. Ilitch et Chabrinovitch iront, eux aussi, se recueillir sur la tombe.

Princip rentre chez lui, lit quelques pages de l'anarchiste Kropotkine et s'endort.

LE COUP DE PISTOLET DE MME CAILLAUX

Il était 18 heures, le 16 mars 1914. Dans le salon d'attente du *Figaro*, rue Drouot, une femme élégante et encore jeune attendait depuis plusieurs minutes, feuilletant des revues. Elle n'avait pas donné son nom et voulait parler au directeur, Gaston Calmette.

Justement, celui-ci arrivait, accompagné de son ami, l'écrivain Paul Bourget. Ils bavardèrent quelques instants et s'apprêtaient à repartir quand l'huissier tendit à Calmette une enveloppe :

– *C'est une dame,* murmura-t-il.

Calmette tira de l'enveloppe une carte de visite. Stupéfait, il lut le nom de Mme Caillaux, épouse du ministre des Finances, l'homme contre qui le *Figaro* s'acharnait quotidiennement depuis quatre mois.

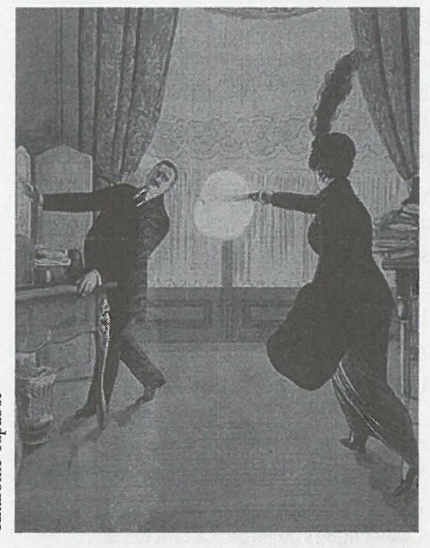
– *Vous n'allez pas la recevoir ?* suggéra Bourget.

– *Pourquoi ne recevrais-je pas cette femme ?*

– *En ce cas, faites vite, je vous attends.*

On introduisit Henriette Caillaux, pâle et tendue. La porte se referma. Quelques secondes s'écoulèrent, puis on entendit successivement six coups de feu. On accourut. Gaston Calmette gisait dans une mare de sang. Mme Caillaux tenait encore à la main un petit pistolet Browning 6,35 mm acheté deux heures plus tôt chez Gastinne-Renette. Comme on l'entraînait pour la conduire au commissariat de police, elle articula d'une voix blanche :

– *Puisqu'il n'y a plus de justice en France, je me suis fait justice !*



Kharbine Tapabor

Le soir même, Joseph Caillaux, homme politique de premier plan, offrait sa démission au président de la République, Raymond Poincaré. Le duel implacable qui les opposait depuis dix-huit mois trouvait ainsi une issue inattendue et dramatique, par la victoire écrasante du second. Une victoire aux conséquences incalculables quand surviendra un autre meurtre, commis à des milliers de kilomètres sur la personne d'un archiduc inconnu. Si Caillaux était l'homme de la paix, Poincaré était celui de la guerre (1).

(1) Cf. D. Venner, *Treize meurtres exemplaires, Terreur et crimes politiques au XXe siècle* (Plon).

Le lendemain, 28 juin, Chabrinovitch va se faire photographier en compagnie d'un ami. Dès 9 heures, Princip s'est porté sur le quai Appel, ayant sur lui sa bombe et son pistolet.

Un voyage qui commence bien

Les autres prennent position. La foule grossit peu à peu : des curieux qui veulent à tout prix voir l'archiduc.

On n'a pris que peu de précautions. Trop peu, dira-t-on à Vienne. Sur le parcours on a placé cent vingt policiers. Il y a soixante-dix mille hommes dans les environs de Sarajevo...

Il est 10 heures du matin quand François-Ferdinand, en compagnie de Sophie, arrive à la gare de Sarajevo. Ce qui frappe, c'est la sérénité de l'archiduc. A cette foule qui l'attend, il apparaît sanglé dans l'uniforme de cérémonie de la cavalerie autrichienne : tunique bleue, col montant frappé de trois étoiles, chapeau à plumes vert pâle, pantalon à bandes rouges et, autour de la taille, une ceinture d'or terminée par des glands. Il a 50 ans. Il a beaucoup grossi. Mais le regard est toujours bleu. Sophie, elle, est coiffée d'une vaste capeline blanche que prolonge un voile. Elle porte une robe de satin blanc ceinturée de rouge et, sur les épaules, une cape de queues d'hermine. A la main, elle tient un éventail noir fermé.

À la gare, c'est le général Potiorek qui les a accueillis. Aussitôt, l'archiduc, son épouse et leur suite sont montés dans les six automobiles qui les attendaient. Dans la première prennent place le chef des policiers préposés à la garde particulière de l'archiduc et trois policiers de la police locale. Dans la deuxième voiture montent le maire de Sarajevo et le chef de la police de la ville. Dans la troisième s'installent l'archiduc et la duchesse. Il s'agit d'une Graef und Stifi fabriquée spécialement par un carrossier viennois, avec un toit de toile qui, pour l'heure, est replié à l'arrière de l'automobile. Au-dessus du capot flotte le drapeau impérial

noir et jaune brodé de rouge, avec, en son milieu, l'aigle autrichienne. L'archiduc s'assied à l'arrière, à la gauche de la duchesse. Le général Potiorek utilise le strapontin situé en face de François-Ferdinand, cependant que le lieutenant-colonel Harrach est assis à côté du chauffeur. Derrière s'avancent trois voitures dans lesquelles a pris place la suite de l'archiduc.

Le temps est magnifique. Un radieux soleil d'été. De la foule s'élèvent des vivats où domine le cri traditionnel : « *Zivio !* » Sur tout

L'AME SERBE

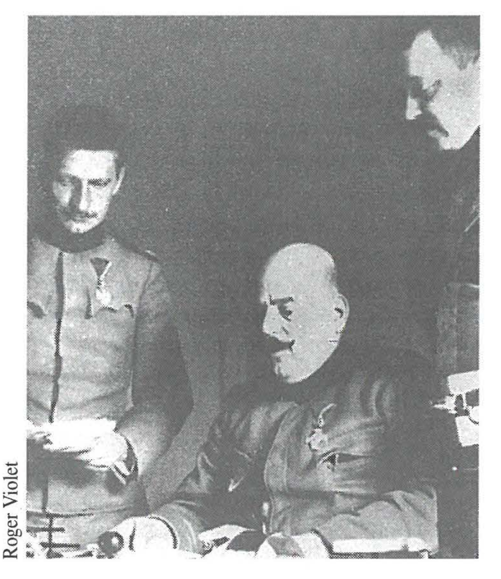
Deux lignes de force courent dans la littérature serbe depuis la nuit des temps : l'enracinement, la « terre des ancêtres », sur laquelle les Serbes se sont battus puis ont subi, sans jamais totalement l'accepter, la tutelle ottomane ; le rejet du nomadisme, de la conversion « des renégats » et de toute autorité supranationale, assimilés, dans leur histoire, aux cinq siècles de l'occupation turque.

C'est dans ce patriotisme exacerbé que la doctrine serbe plonge ses racines. La géographie originale de la Serbie est présentée comme une des racines de l'être serbe. Aucun peuple d'Europe n'est aussi mal installé et n'a choisi un si mauvais endroit pour y bâtir sa maison, remarquent les auteurs serbes : au milieu d'une route, la plus fréquentée, la plus importante entre l'Europe et l'Orient, à la charnière de deux mondes, chrétiens au nord et à l'ouest, musulman au sud et à l'est.

Spectateurs, témoins, acteurs, dans cette région de confrontations, les Serbes ne se sont pas définis comme des sentinelles ou des douaniers, mais comme des hommes injustement choisis pour subsister dans un lieu redoutable. Cette « injustice », commentée depuis le XVe siècle, reflète toute la complexité de leur histoire, de leur caractère et de leur choix.

Depuis la perte de leur indépendance et la colonisation turque dans les Balkans (vers 1450) jusqu'à l'insurrection de Karageorge en 1804, depuis la nouvelle indépendance (1834) jusqu'à nos jours, la nation serbe s'est donné un seul but : se libérer et garder son identité.

MIODRAG YANKOVITCH
***Valeurs Actuelles*, 19 avril 1993.**


Roger Violet

Le colonel serbe Drajutin Dimitrievitch, dit Apis. Assassin du roi de Serbie Alexandre Obrenovitch et de la reine Draga en 1903, il dirige l'espionnage de son pays et anime des sociétés secrètes comme la « Main Noire » ou « la Mort ou la Vie ». Elles armeront le bras de Princip et de ses complices.

le parcours, on applaudit le couple impérial, on jette des fleurs. Certes, les autorités se sont dépensées pour amener là le plus possible de partisans de l'Autriche. Malgré tout, ce voyage si controversé semble être un succès. Sophie, très crispée au début, se détend et sourit largement.

L'archiduc échappe à un premier attentat

Les meurtriers, eux, attendent. C'est entre une véritable haie d'assassins que l'archiduc va défiler.

La voiture ! En la voyant s'approcher, le premier volontaire hésite, car un gendarme vient de se planter derrière lui. Sauvé, l'archiduc. Le deuxième hésite, lui aussi : on ne lui a pas dit que la duchesse serait là. A-t-il le droit de tuer une femme ? Sauvé une seconde fois, l'archiduc. La voiture est passée. Personne n'a tiré, personne n'a lancé sa bombe. L'un des volontaires dira :

– *Au dernier moment, je n'ai pas pu.*

Maintenant, le cortège passe à la hauteur de Chabrinovitch. De tous les conspirateurs, il était le seul qui n'inspirait pas confiance. Princip lui-même le trouvait trop bavard, trop léger. Chabrinovitch, tranquillement, demande à un policier :

– *Dans quelle voiture se trouve l'archiduc ?*

– *Dans la troisième.*

Avec le même étonnant sang-froid, Chabrinovich sort une grenade à main de sa poche, frappe le détonateur contre un réverbère tout proche, il sait que douze secondes sont nécessaires. Il attend ce qu'il faut. Après quoi, d'une main sûre, il lance la grenade vers la voiture de l'archiduc. Le chauffeur, un Tchèque, voit un objet voler dans sa direction. Mû par un réflexe excellent, il accélère. Il s'en faut de quelques centimètres : la grenade atterrit sur la capote repliée à l'arrière. Elle rebondit sur la chaussée et explose sous la roue gauche arrière de la voiture suivante, blessant une douzaine de personnes. Le pavé est défoncé, des carreaux ont éclaté. Deux ou trois poteaux électriques se sont abattus sur la chaussée ou sur les toits des maisons voisines. Aussitôt, François-Ferdinand a fait arrêter la voiture. Erreur qui pourrait se révéler fatale. Même il s'est mis debout sur le marchepied pour mieux apercevoir ce qui se passe autour de lui. Impérieusement, il demande au comte Harrach de prendre des nouvelles des blessés, autour desquels s'affaire déjà le docteur Fisher.

Alors seulement François-Ferdinand s'aperçoit que Sophie est blessée au cou. Au vrai, ce n'est qu'une égratignure et elle tente aussitôt de le rassurer. Mais François-Ferdinand entre dans une colère violente. Il crie :

– *À l'hôtel de ville ! À toute allure !*

Pendant ce temps, Chabrinovitch a avalé la capsule de cyanure qu'il portait sur lui. Faisant bonne mesure, il saute dans la rivière, accomplissant un bond de sept à huit mètres. Les policiers sautent derrière lui, le rattrapent, le ceinturent. Il hurle :

– *Je suis un héros serbe !*

Pendant qu'on l'emmène, il attend la mort qu'aurait dû lui ménager le cyanure. En vain. Le poison, sans doute éventé, ne produit aucun effet.

La voiture de l'archiduc s'est arrêtée. Erreur. Princip n'est pas loin. Pourquoi ne tire-t-il pas ? En fait il s'interroge : il n'a pas reconnu François-Ferdinand et se demande dans quelle voiture l'archiduc peut bien se trouver ! Il n'a guère le temps de résoudre le problème : la voiture a redémarré et roule à vive allure vers l'hôtel de ville. Princip a raté son coup.

À l'hôtel de ville, le maire attend, entouré de ses conseillers municipaux, les chrétiens d'un côté, en habit, chapeau haut de forme à la main, les musulmans de l'autre, avec leur fez, leur veste ouverte et leur pantalon bouffant. Dès qu'il aperçoit l'archiduc, le maire entame le discours préparé de longue date et qui doit marquer l'heure suprême de sa vie :

– *Votre Altesse Impériale et Royale ! Votre*

Altesse ! A l'occasion de la gracieuse visite dont Vos Altesses ont daigné honorer la capitale de notre pays, nos cœurs débordent de bonheur...

Il n'ira pas loin. Furieux, l'archiduc l'interrompt :

– Monsieur le Maire, à quoi bon ce discours ? Je viens à Sarajevo en visite amicale et on me lance une bombe ! C'est indigne...

Bouche bée, l'infortuné maire semble frappé par la foudre. La duchesse s'avance, murmure quelques mots à l'oreille de François-Ferdinand. Il semble hésiter, puis, plus calme :

– Maintenant, vous pouvez continuer votre discours.

Le maire obéit de son mieux. Il transpire à grosses gouttes, parvient enfin au bout de son épreuve. L'archiduc doit lui répondre. Il cherche le chambellan qu'il a chargé de lui remettre le texte de l'allocution. Il n'est pas là – et pour cause : il se trouvait dans la voiture sous laquelle la grenade a explosé ! On attend, de longues minutes. Hors d'haleine, le chambellan apparaît enfin. L'archiduc lui arrache son papier et tressaille : les feuilles sont humides du sang versé par les officiers blessés dans la même voiture.

François-Ferdinand lit le texte préparé et, arrivé à la péroraison, improvise :

– C'est avec un plaisir tout particulier que j'ai reçu l'assurance de votre indéfectible attachement à Sa Majesté, notre gracieux empereur et roi, et je vous remercie du fond du cœur, monsieur le Maire, de l'ovation enthousiaste que la population nous réservée, à mon épouse et à moi-même. Je le dis d'autant plus volontiers que je vois l'expression de sa joie devant l'échec de l'attentat.

Un peu plus tard, l'archiduc demandera à Potiorek :

– Pensez-vous qu'il y aura d'autres attentats contre moi ?

Le gouverneur se récrie : tout danger est désormais passé ! Cependant, il suggère de modifier l'itinéraire préalablement annoncé.

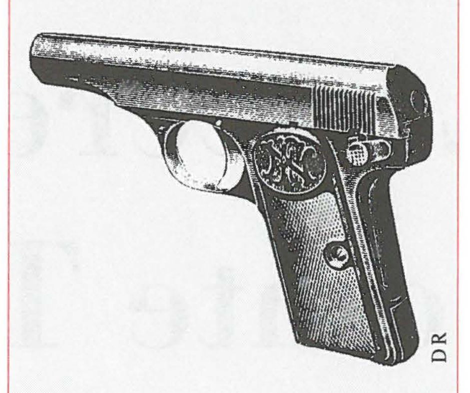
L'archiduc acquiesce, exprimant son désir d'aller saluer les officiers blessés à l'hôpital militaire.

Il est 10 h 45, lorsque le cortège quitte l'hôtel de ville. De nouveau, l'archiduc et sa femme montent dans la troisième voiture. Le lieutenant-colonel Harrach se tient debout sur le marchepied, du côté du fleuve.

Les voitures roulent à toute allure sur le quai Appel. Le chauffeur de l'archiduc constate que, contrairement à ce qui lui a été indiqué, les deux premières voitures tournent à droite dans la rue François-Joseph. Pourquoi cette fausse manœuvre ? Est-elle le résultat d'une erreur ou bien faut-il penser qu'elle a été délibérée ? Personne ne l'a jamais su. Le chauffeur de l'archiduc va suivre lorsque Potiorek crie :

– Arrêtez ! Vous prenez la mauvaise direction ! Nous devons longer le quai Appel !

LE PISTOLET DE SARAJEVO : UN BROWNING FOURNI PAR LA MAIN NOIRE



DR

Pendant tout le mois de mai, Princip et deux autres terroristes furent entraînés en Serbie au tir au pistolet. Le 27 mai, le commandant Tankositch leur remit des bombes et quatre pistolets *Browning* modèle 1910 calibre 9 mm court, le dernier cri en matière d'arme de poing. Ces pistolets portaient les numéros 19074, 19075, 19120 et 10126. Ils avaient été livrés le 3 décembre 1913 par la Fabrique nationale d'Herstal (fabricant des pistolets *Browning*) à une armurerie de Koksijde en Belgique, la maison Doucet. C'est là qu'un émissaire de la « Main Noire » était venu discrètement les acheter pour les faire passer en Serbie.

Un enchaînement imprévisible et fatal

Le chauffeur freine brutalement. Il arrête la voiture en face d'une boucherie, près du trottoir où une petite foule est encore amassée. Or, dans cette foule, il y a Princip. Il s'avance. Il dira qu'il a d'abord l'intention de lancer sa bombe. Mais il est difficile de la sortir de sa poche dans cette foule. C'est donc son pistolet qu'il brandit. Il le braque sur la voiture, tire. Affolé, Potiorek voit l'archiduc et sa femme tout à coup figés sur leur siège. Le gouverneur crie au chauffeur de remettre en marche. La voiture roule à toute vitesse. A l'aide de son mouchoir, le lieutenant-colonel Harrach essuie le sang qui coule des lèvres de l'archiduc. La duchesse s'écrie :

– Pour l'amour de Dieu, qu'est-ce qui est arrivé ?

Puis elle glisse sur son siège, la tête entre les genoux de l'archiduc. Harrach entend François-Ferdinand murmurer :

– Soferl, Soferl, ne meurs pas ! Vis pour mes enfants !

La duchesse a été frappée d'une balle qui, traversant le flanc de la voiture, avait pénétré dans son côté droit. Quant à l'archiduc, la balle a percé le col de sa capote, tranché la veine jugulaire, se logeant enfin dans la colonne vertébrale.

Et Princip ? La foule furieuse s'est ruée sur lui, l'a frappé, jeté à terre, piétiné. Des policiers l'ont frappé à coups de sabre. Il est blessé gravement. Il perd son sang abondamment. Ceux qui l'entourent sont persuadés qu'il ne survivra pas. Ils se trompent

Tous les conjurés – sauf un – sont arrêtés. Princip, Chabrinovich et Grabez n'ont pas 20 ans. En raison de leur âge, ils ne seront condamnés qu'à vingt années de prison. Cinq autres, en revanche, sont promis à la pendaison, dont Danilo Ilitch. Plusieurs autres accompliront de lourdes peines de prison.

Princip, Chabrinovich et Grabez sont jetés dans une forteresse. Ils sont chargés de chaînes, ils subissent un froid intense, on les nourrit à peine, Chabrinovich mourra le premier, en 1916. Grabez et Princip le suivront dans la tombe en 1918.

Quand, dans l'Europe nouvelle, la Yougoslavie aura été constituée – leur rêve ! – on exhumera leurs corps et on leur fera des funérailles en grande pompe. Ils seront célébrés comme les héros de l'unité nationale.

Certes, ils avaient réussi. Mais il est légitime de se demander à quel prix. L'Autriche a adressé à la Serbie un ultimatum. La Serbie est entrée en guerre. Et puis, c'est le jeu implacable des alliances : la Russie contre l'Autriche, l'Allemagne contre la Russie, la France et l'Angleterre contre l'Autriche et l'Allemagne. Quatre années de guerre vont en découler. Et d'abominables souffrances. La conséquence la plus directe de l'attentat de Princip, Grabez, Chabrinovitch et Ilitch ? Dix millions de morts.

ALAIN DECAUX
de l'Académie française

Le secret du comte Tisza

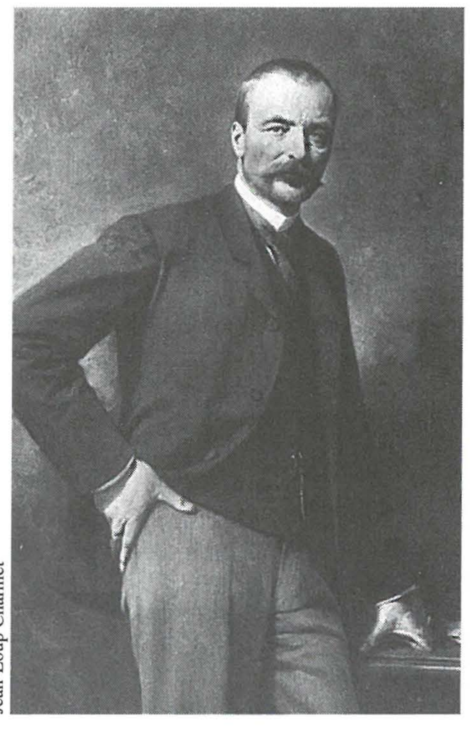
PAR NICOLAS ANDRASSY

Son destin fut celui d'une époque, d'une caste, d'une nation. Austère, difficile, obstiné, le comte Tisza était ce que l'ancienne noblesse terrienne avait produit de mieux. Homme fort de la Hongrie au temps de son alliance avec l'Autriche, ferme soutien du vieil empereur François-Joseph, il fut tenu à tort pour responsable de la guerre en 1914. Il paya cette fausse réputation de sa vie quand le malheur s'abattit sur son pays en 1918.

Patriote ombrageux, calviniste rigide, le comte Etienne Tisza fut l'homme clef de l'association austro-hongroise jusqu'aux échéances fatales de 1918.

Sa famille appartenait à la noblesse terrienne. On voyait peu les Tisza à la cour. Ils avaient cependant joué un rôle depuis toujours dans les synodes calvinistes de Hongrie. En 1848, quand les Hongrois, à la voix de Kossuth, se soulevèrent contre l'Autriche, trois frères Tisza s'engagèrent dans l'armée de l'Indépendance.

Le plus jeune, Kalman Tisza, demeura longtemps fidèle aux idées pour lesquelles il avait combattu. Il se rallia pourtant au compromis de 1867 dans l'espoir de l'améliorer au bénéfice de sa patrie. Le compromis laissait à la Hongrie sa liberté intérieure mais la subordonnait à l'Autriche dans toutes les questions concernant l'armée et la politique étrangère. Il devint premier ministre de Hongrie en 1875 avec le soutien d'une confortable majorité au parlement. Son fils Etienne lui succéda après sa mort (1902), à la suite d'une nouvelle crise qui empoisonna les relations entre Vienne et Budapest. Le statut de l'armée hongroise au sein de l'armée impériale en était le prétexte.


Jean-Loup Charmet

Le comte Etienne Tisza (1861-1918). On mit à son crédit l'entrée en guerre de son pays qu'il avait pourtant cherché à éviter. Très populaire en 1914, il fut assassiné en 1918.

Les négociations en vue d'un compromis furent conduites du côté magyar par le comte Etienne Tisza (1861-1918), qui était déjà président du parlement hongrois. En 1903, François-Joseph lui confie le gouvernement de la Hongrie.

« *Dépositaire de l'héritage de son père, cet ardent patriote est convaincu que la grandeur de son pays passe par le maintien de liens organiques avec l'Autriche. Livrée à elle-même, la Hongrie ne résisterait pas longtemps à l'assaut des nationalités, sans compter qu'il lui faudrait alors affronter seule les menées de la Russie.* » (1).

Le comte Tisza se heurte à une opposition virulente qui lui inflige un sévère désaveu lors des élections de 1905. Voici Tisza à son tour dans l'opposition jusqu'à un renversement de tendance qui donne la majorité absolue à son parti en 1910. Trois ans plus tard, en juin 1913, il retrouve le poste de Premier ministre.

Tisza jouissait de l'estime du vieil empereur François-Joseph qui appréciait la loyauté du grand Hongrois. Celui-ci ne craignait jamais dans les circonstances difficiles, de braver l'impopularité. Il représentait un capital

dont la double monarchie ne pouvait pas se passer.

Conduire les affaires de la Hongrie n'était pas une tâche facile. La nation magyare, si fière de dominer les Serbes, les Roumains, les Croates et tous les peuples que dix siècles de vie commune avaient amalgamés chez elle sans les confondre, subissait à son tour sa vassalité comme une insupportable vexation.

En 1914, quand la guerre éclata, tout le monde pensa que Tisza y avait prêté la main. François-Joseph, qui avait en lui toute confiance, aurait-il passé outre aux avis de son ministre si celui-ci avait plaidé pour une solution pacifique ?

Il semblait évident que, dans les heures tragiques de juillet 1914, le comte Tisza avait assumé toute la responsabilité de la guerre. À l'époque, d'ailleurs, on lui en faisait honneur.

Tous les Hongrois pensaient que l'assassinat à Sarajevo de l'archiduc héritier Francois-Ferdinand par des extrémistes serbes était un acte de guerre qui appelait de terribles représailles.

Avocat de la paix

Depuis octobre 1913, après ses foudroyantes victoires dans les deux guerres balkaniques et sa vertigineuse ascension, la Serbie, soutenue par la Russie, représentait une menace directe pour la Hongrie. Celle-ci ne pouvait compter que sur l'Allemagne pour rompre le « cercle de fer » des peuples slaves autour d'elle. La guerre contre la Serbie fut donc saluée avec ferveur et Tisza devint soudainement populaire.

Or, Tisza n'avait pas voulu la guerre, il l'avait même combattue avec acharnement. Mais c'était là un secret qu'il ne pouvait dire à personne. Il ne l'a pas même livré en 1918, alors que sa divulgation aurait pu détourner de lui le coup de ses meurtriers. Et le drame de sa destinée, c'est moins son sinistre assassinat que le cas de conscience, d'une haute beauté morale, qui l'a retenu de parler.

Le secret du comte Tisza, nous le connaissons aujourd'hui par la publication de ce qui s'est passé au Conseil de la Couronne, tenu à Vienne le 7 juillet 1914 sous la présidence du comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères et de la Maison impériale (2).

C'était peu de jours après l'assassinat à Sarajevo de l'archiduc François-Ferdinand.

Aucun homme d'État en Europe ne fit autant que Tisza pour empêcher la guerre. Une fois le conflit déclenché, il fut encore le seul en Europe à refuser d'avance pour son pays toute annexion territoriale, ne cessant tout au long de la guerre de réclamer une « paix blanche » en faveur de tous les belligérants. En 1917, il tenta de mettre en échec la décision allemande de la guerre sous-marine. Le rôle réel du comte Tisza dans la crise de 1914 fut très tôt mis en lumière par les reportages des frères Tharaud, puis par tous les historiens honnêtes jusqu'à Jean-Paul Bled. Rôle que résume Gabriel Gobron : *« Un seul homme, en Europe Centrale a désespérément voulu la paix : l'honnête Tisza !... »* (3). Il fut en effet le seul, parmi les membres du Conseil des ministres de la Double Monarchie, à protester dès le premier jour contre la guerre et à tout tenter pour l'empêcher, allant jusqu'à offrir sa démission et rédigeant un mémoire pour convaincre François-Joseph. Dès le 7 juillet 1914, il s'était opposé à l'envoi d'un ultimatum trop dur à la Serbie, ne s'y ralliant à contrecœur le 19 juillet suivant qu'après avoir eu la certitude que la mobilisation russe avait déjà commencé (4). *« Au demeurant, le comte Tisza comprit parfaitement, et tous ses écrits le prouvent, que l'avenir de la Hongrie, son existence même, allaient se jouer durant cette guerre, qui ne pouvait de toute façon être, quelle qu'en fût l'issue, qu'"une mauvaise affaire" pour sa patrie et une "épouvantable calamité" pour toute l'Europe, mais à laquelle elle ne pouvait hélas se soustraire étant étroitement associée à l'Autriche par le Compromis de 1867. »* (5).



Jean-Loup Charmet

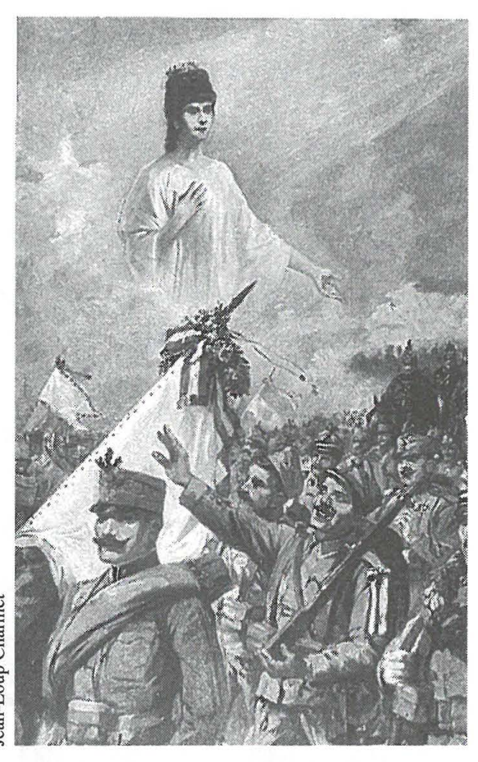
L'Empereur François-Joseph lors du mariage de l'archiduc Charles et de la princesse Zita de Bourbon-Parme. Petit neveu de l'Empereur, Charles lui succéda à sa mort, en 1916, et renonça au trône en 1918. Au nom du principe des nationalités, et surtout soucieux de détruire une puissance catholique, Clemenceau poussa à cette époque au démantèlement de la Double-Monarchie. Une issue que le comte Tisza, écarté par Charles Ier en 1917, avait redouté dès 1914.

Le jour de la déclaration de guerre, une foule immense, à Budapest, vint l'acclamer sous ses fenêtres. Pour la première fois dans sa vie politique, la nation semblait d'accord avec lui. Mais un soir qu'il rentrait chez lui, à la campagne, son automobile remplie des fleurs qu'on lui avait apportées en chemin, il eut un mot qui en dit long sur ses sentiments profonds : *« Pourvu qu'un jour toutes ces fleurs ne se changent pas en pierres ! »* (6).

Dès les premiers mois de la guerre, la Hongrie fut en péril. Après leurs succès de Galicie, les Russes tentèrent de forcer les Carpates. Dans ce chaos de glace, de rochers et de forêts, s'engagea une lutte atroce contre les éléments et les hommes, et aussi contre la mort foudroyante et ignoble apportée par le typhus. Seuls les Hongrois tenaient inflexiblement là-haut. C'est leur endurance qui a barré la route aux Russes, et tourné pour longtemps les chances du combat à l'avantage des Centraux.

Dans ces circonstances tragiques, Tisza fut l'homme qu'on pouvait imaginer. L'énergie qu'il déploya ne put que fortifier l'idée qu'il était responsable de cette guerre dont il appréhendait si vivement l'issue.

La mort de François-Joseph (21 novembre 1916) vint lui enlever ses appuis à la cour. Jusqu'à ses derniers moments, le vieux souverain n'avait cessé de lui témoigner sa confiance.



Jean-Loup Charmet

Assassinée à Genève le 10 septembre 1898 par l'anarchiste Luigi Luccheni, l'Impératice Elisabeth d'Autriche, « Sissi » (1837-1898) était considérée comme la protectrice de la Hongrie. Cette image lui survécut comme le montre cette gravure de 1914, où elle veille sur les destinées des soldats hongrois montant au front. Dans toute l'Europe, la guerre fut au début très populaire.

Révolution à Budapest

Le premier soin du nouvel empereur (7) fut de congédier le personnel qui avait vieilli avec son oncle. Il apparut bien vite que le comte Tisza serait, lui aussi, sacrifié. Le coup lui fut porté avec une brutalité extrême. Au mois de mai 1917, Charles lui donna audience dans son wagon, et là, sans plus d'explications, lui signifia son congé.

Quelles conséquences eut ce renvoi brutal sur la suite des événements, lorsque vinrent les échéances dramatiques de l'automne 1918 ? Désormais Tisza était loin de la cour. Il avait rejoint dans les Carpates, en qualité de colonel, le régiment des hussards de Debreczen, où il avait fait son service, menant la vie des soldats, partageant leurs souffrances, se nourrissant comme eux, ne quittant l'armée qu'à de rares intervalles pour se rendre au Parlement.

Il était à Budapest lorsqu'arriva la nouvelle que le général Franchet d'Esperey avait brisé le front bulgare. En France, les Allemands reculaient, les Autrichiens cédaient sur la Piave, la Hongrie était perdue. À mesure que la catastrophe devenait plus évidente, un profond mouvement de haine s'élevait contre Tisza. On lui demandait compte aujourd'hui du désastre où il avait précipité la patrie.

Une âme moins forte que la sienne aurait songé à se défendre, en apportant la preuve qu'en juillet 1914 il n'avait pas tenu à lui que la guerre fût évitée. Il s'y refusa.

Des soldats mutinés affluaient à Budapest, apportant avec eux les fureurs amassées pendant quatre années atroces qui aboutissaient à la défaite. Partout on sentait dans la ville l'émeute et la révolution. Ses amis le pressaient de quitter la capitale où il n'était plus en sûreté, et de se réfugier sur ses terres : il ne voulut rien entendre. Pourtant il n'avait pas d'illusion sur le sort qui lui était réservé. *« Si les partis extrêmes arrivent au pouvoir, leurs chefs s'accorderont au moins sur un point, c'est que je dois être écartelé et mes membres cloués aux quatre coins de la ville. »*

Ce jour-là ne tarda guère. Sous les auspices du comte Karolyi, démagogue pourri d'ambition, s'était formé, à Budapest, un Conseil national qui se substitua au gouvernement régulier. Ce Conseil décida, en séance secrète, de se défaire du seul homme capable de s'opposer à ses desseins. Un officier déserteur, le capitaine Cszerniak, qui se donnait le titre de président du soviet des soldats, recruta quelques tueurs conduits par un journaliste, Joseph Pogany, fils d'un laveur de cadavres d'une synagogue de Pest.

Dans la nuit du 30 au 31 octobre 1918, la révolution préparée par Karolyi et ses amis éclatait à Budapest. Le matin, comme à son habitude, Tisza se leva de bonne heure pour se mettre au travail. Le temps était maussade, humide et froid.

Bientôt arriva sa nièce, la comtesse Denise Almassy. Elle venait de traverser une partie de la ville à pied, et ne cacha pas à son oncle qu'on en voulait à sa vie. Elle le supplia de se réfugier chez des amis. Il remercia sa nièce de sa sollicitude, mais il lui dit qu'il ne s'était jamais embusqué et qu'il mourrait comme il avait vécu.

Là-dessus, il vérifia son pistolet, rangea quelques papiers, en jeta d'autres au feu. Sa femme le supplia de ne rien anéantir de ce qui justifiait son passé. *« Ces documents,* répondit-il, *ne me servent plus de rien, et pour d'autres ils sont très compromettants ».* Et il jeta au feu la copie de la lettre qu'il avait adressée à l'Empereur en juillet 1914, pour l'incliner à la modération, et aussi le compte-rendu du fameux Conseil où il s'était opposé à la guerre.

Les trois hommes ouvrirent le feu

Des bandes de manifestants passaient devant la maison en poussant des cris injurieux. Les deux femmes auprès de Tisza attendaient, le cœur angoissé. Sur les cinq heures du soir, son valet de chambre entra, tremblant d'émotion, disant que des soldats avaient forcé la porte et demandaient à lui parler. Alors Tisza se leva, d'un pas décidé, le pistolet à la main, suivi de sa femme et de sa nièce, il passa dans le salon voisin, où l'on entendait des bruits de voix, des pas et des crosses de fusils qui tombaient sur le plancher. Trois hommes armés étaient au milieu de la pièce, trois autres se tenaient près de la porte. D'autres encore attendaient dans le vestibule et le jardin.

« Que me voulez-vous, Messieurs ? demanda le comte Tisza.

« Nous venons vous juger, dit celui qui semblait conduire la bande, car vous êtes la cause de la guerre. »

Un autre cria en le menaçant de son fusil :

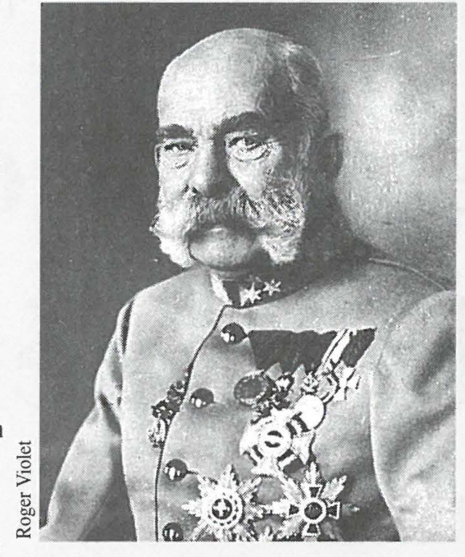
« C'est votre faute si je suis resté quatre

FRANÇOIS-JOSEPH DEVANT LA GUERRE

Après l'attentat de Sarajevo, François-Joseph s'est rapidement convaincu que l'épreuve de force ne pourra plus être différée sans danger. Il n'y va pas seulement de l'honneur de la dynastie et de la crédibilité de l'Autriche-Hongrie comme grande puissance. C'est l'existence même de la Monarchie comme ensemble multinational qui est en question. Si la Serbie est laissée libre de développer son travail de sape, il deviendra vite impossible d'arrêter la progression du mouvement séparatiste chez les Slaves du Sud, leur sécession risquant alors de provoquer un phénomène de gangrène qui, de proche en proche, atteindrait tout le corps de la Monarchie. Pour celle-ci, l'attentat de Sarajevo a donc la signification d'une rencontre avec son destin. [...]

S'il estime n'avoir d'autre choix que de crever l'abcès, François-Joseph ne cherche pas pour autant à s'illusionner. Les raisons qui l'ont amené, dans un proche passé, à s'opposer à la guerre subsistent.

Avant que la guerre n'éclate, François-Joseph a un geste de gentilhomme qui montre que ses choix ne sont pas dictés par la passion. Le hasard veut que la crise surprenne le commandant en chef de l'armée serbe, le général Putnik, dans l'une des nombreuses villes d'eau de la Monarchie. À la veille d'un conflit avec la Serbie, il pourrait y avoir là une


Roger Violet

prise propre à désorganiser le dispositif ennemi. Aussi, lorsque le général Putnik est rappelé par son gouvernement, les autorités militaires de Budapest prennent-elles sur elles de le retenir. Mais l'Autriche de François-Joseph ne connaît pas le système des otages. Sur intervention personnelle de l'empereur, le généralissime serbe est libéré, puis reconduit avec les honneurs dus à son rang jusqu'à la frontière de son pays.

JEAN-PAUL BLED,
***François-Joseph*, Fayard, 1987, pp. 675-676.**

ans dans les tranchées et si ma femme a mal tourné. »

Et le troisième lui reprocha la mort de son fils. Le comte Tisza tenta de répondre, mais Pogany lui coupa la parole : *« On ne discute pas avec un homme qui a un pistolet dans la main. Jetez votre arme ! »* Tisza hésita une seconde, et puis réfléchissant que, s'il n'obéissait pas, un massacre allait suivre, où sa femme et sa nièce tomberaient avec lui, il fit deux pas vers une table et posa son pistolet. Aussitôt les trois hommes ouvrirent le feu à bout portant sur lui. Il s'abattit, la poitrine fracassée. Sa femme et la comtesse Almassy, celle-ci légèrement blessée, se jetèrent sur son corps. Il murmura : *« Je le savais. Cela devait arriver. »* Quelques instants plus tard il expirait.

Plus personne ne pouvait désormais s'opposer au flot des événements. Tandis qu'abandonné de tous, à Vienne, l'empereur Charles était contraint d'abdiquer, la Hongrie fut proclamée république indépendante le 16 novembre 1918. Indépendance fictive que son armée vaincue et décomposée par les mutineries n'était plus capable de faire respecter.

Le gouvernement du comte Karolyi fut mis devant le fait accompli d'une rupture des liens avec la Croatie, la Slovénie (bientôt rattachées au royaume serbo-croate, future Yougoslavie), avec la Slovaquie occupée par les Tchèques, la Transylvanie occupée par les Roumains. Toutes ces amputations seront consacrées par le traité de Trianon (4 juin 1920) qui réduira la Hongrie à un tiers de son ancien territoire, créant de nouvelles causes irréductibles de conflit dans l'Europe danubienne.

De Bela Kun au régent Horthy

Le triomphe du comte Karolyi, président de la nouvelle république, fut de courte durée. Il joua en Hongrie le rôle de Kerensky en Russie, ouvrant la route du pouvoir au communiste Bela Kun. La « république des conseils » proclamée le 20 mars 1919 ne dura que 133 jours, mais laissa un souvenir sanglant. La participation trop visible de nombreux Juifs à cette brève et violente dictature communiste entraîna par réaction une cruelle flambée d'antisémitisme qui frappa naturellement des innocents (8).

La « république des conseils » s'effondra devant une intervention militaire roumaine, avec occupation de Budapest (1er août 1919). Une petite armée hongroise contre-révolutionnaire formée à Szeged, sous l'autorité de l'amiral Horthy occupa à son tour Budapest en novembre 1919.

La Hongrie devint alors un royaume sans roi sous la régence de l'amiral Horthy (1920-1945) ancien commandant en chef de la flotte austro-hongroise.

Victime de sa situation au cœur de l'Europe et du jeu des grandes puissances, l'héroïque nation magyare devait connaître un sort dramatique à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'occupation de son territoire par l'Armée Rouge et l'instauration d'une cruelle dictature communiste. À la fin de ce bref rappel historique, on ne saurait oublier le soulèvement national de novembre 1956 par quoi a commencé le mouvement de libération qui devait aboutir, 33 ans plus tard, à l'effondrement du système soviétique.

Par contraste avec ce que les Hongrois ont subi depuis la fin de la Double Monarchie, l'époque symbolisée par l'empereur François-Joseph et le comte Tisza, apparaît aujourd'hui comme un âge d'or capable d'enfanter les rêves d'un avenir différent.

NICOLAS ANDRASSY

---

(1) Jean-Paul Bled, *François-Joseph,* Fayard 1987, p. 606.

(2) Pièces diplomatiques concernant les événements qui ont précédé la guerre de 1914, publiés par le ministère des Affaires étrangères de la République autrichienne.

(3) Gabriel Gobron, *La Hongrie mystérieuse*, Ed. Rivière, Paris 1933, p. 135.

(4) Henri Pozzi, *Les coupables*, Ed. Berger, Paris 1934, p. 25.

(5) Yves de Daruvar, *Le Destin dramatique de la Hongrie*, Ed. Albatros, 1972, p. 55.

(6) Jérôme et Jean Tharaud, *Quand Israël est roi*, Plon, 1921, p. 76.

(7) Charles Ier de Habsbourg (1887-1922) succéda à son grand-oncle François-Joseph en novembre 1916. Il chercha à conclure une paix séparée avec la France, mais ses offres furent repoussées. Il fut contraint d'abdiquer en novembre 1918. Voir François Fejtö, *Requiem pour un empire défunt,* Lieu commun, Paris 1988.

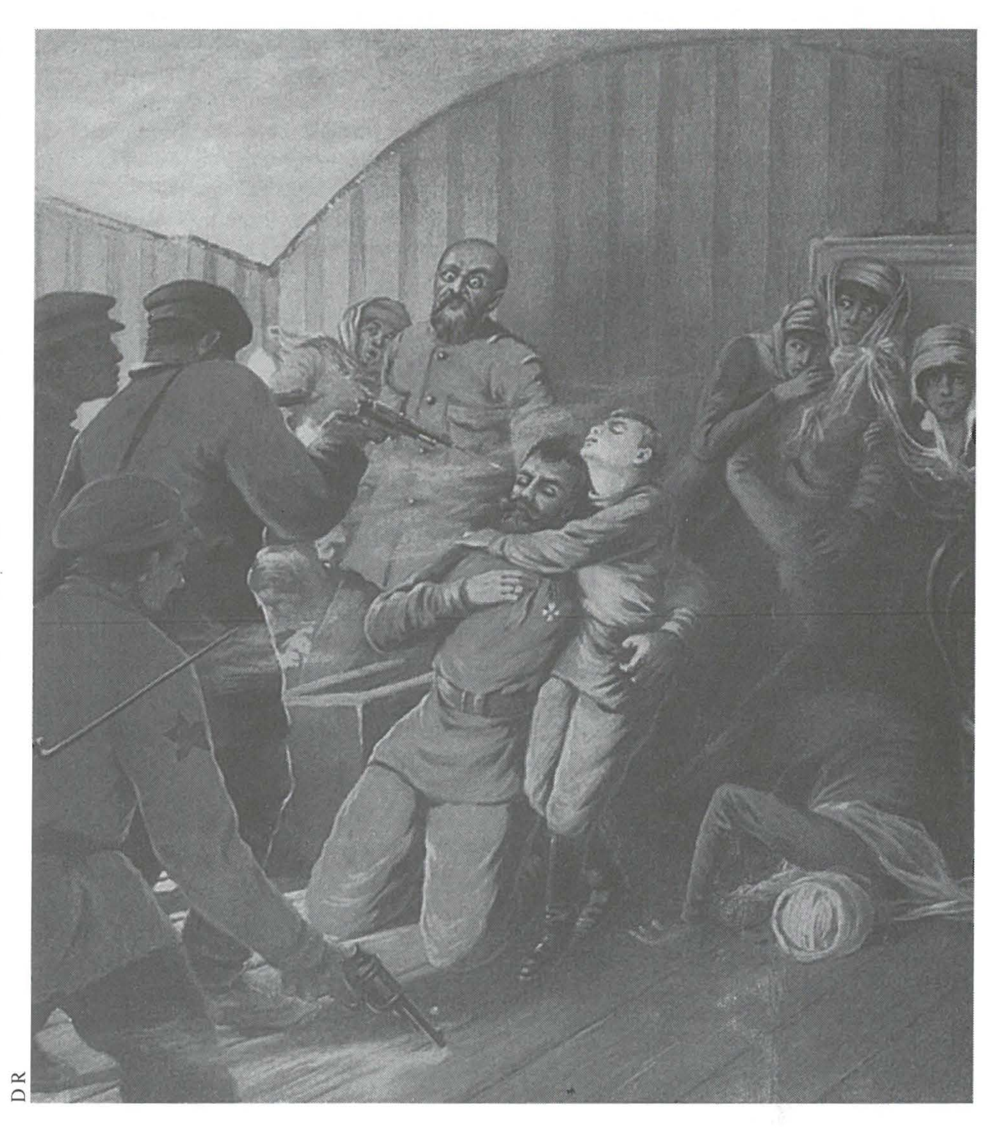
(8) Selon Arpad Szelpal (*Les 133 jours de Bela Kun*, Fayard 1959, p. 235), sur 45 membres du gouvernement révolutionnaire, 31 étaient d'origine israélite.

Le martyre de la famille impériale

PAR DOMINIQUE VENNER

Les Russes d'aujourd'hui en ont fait un lieu de pèlerinage. C'est là, dans la sinistre maison Ipatiev, à Ekaterinbourg, que le 16 juillet 1918, Nicolas II, Alexandra, leurs quatre filles ravissantes et le petit tsarévitch ont été immolés au dieu sanguinaire d'une utopie démente. Le calvaire de la famille impériale durait déjà depuis quinze mois. Récit d'un long martyre et d'un rare courage.

Pièce du rez-de-chaussée de la maison Ipatiev à Ekaterinbourg où fut massacrée la famille impériale dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918. On voit les emplacements des balles sur le mur du fond. En 1978, Boris Eltsine, alors secrétaire du parti à Sverdlosk (nom soviétique d'Ekaterinbourg), en exécution d'une décision secrète du bureau politique, ordonna la destruction de la maison. Trop de gens venaient chaque année s'y recueillir... Une grande croix orthodoxe



DR

Yourovsky entra dans la pièce avec les tchékistes, revolver au poing. Le tsar voulut se lever. Yourovsky lui tira une balle dans la tête. À ce signal, les tueurs se déchaînèrent.

s'élève désormais sur le site en attendant l'édification d'une église.

La révolution de 1917 était prévisible, mais elle prit tout le monde au dépourvu. Cela se fit à la russe, dans une bacchanale d'anarchie et avec pas mal de sang sur les trottoirs. Tout commença à Pétrograd par une grève générale et des manifestations tournant à l'émeute. Dès le deuxième jour, l'Etat s'était évanoui dans les contre-ordres, l'incurie et l'affolement. Au troisième jour, la Garde, qui n'était plus que l'ombre d'elle-même, passa aux émeutiers. Les esprits raisonnables, qui sont rarement de bon conseil dans les situations d'exception, estimèrent que tout était perdu. Et, puisqu'ils le pensaient, ils mirent leurs actes en accord avec ce sentiment, et il en fut ainsi. Le vaincu est toujours celui qui se reconnaît comme tel.

« Je ne vois que trahison »

Abandonné de tous, bousculé par ses propres généraux, Nicolas II signa son abdication le 15 mars 1917, à Pskov, au quartier général du général Rousski, commandant en chef du front Nord. Dans le train qui l'entraînait vers un lugubre destin, l'empereur déchu jeta ces mots sur son journal : « Autour de moi, je ne vois que trahison, lâcheté, tromperie... » (1).

Le 20 mars, le gouvernement provisoire, sur pression du Soviet – les deux autorités se partageant désormais le pouvoir – décidait l'arrestation de l'ex-couple impérial et de leurs cinq enfants. Tandis que le tsar rejoignait Tsarskoïé Sélo, les unités de garde autour du palais furent remplacées par des troupes débraillées et indisciplinées, prélevées sur celles qui avaient montré le plus d'ardeur révolutionnaire au cours des émeutes.

Le 12 août 1917, la famille captive avait fêté tristement le treizième anniversaire du tsarévitch. Le lendemain, sur décision de Kerenski, elle embarquait dans un train à destination de la Sibérie. Quelques rares fidèles avaient reçu l'autorisation de l'accompagner. Dans la soirée du 18 août, après avoir franchi les monts Oural, et tandis que la température commençait à fraîchir, le train arriva en vue de Tobolsk. Les Romanov devaient y rester huit mois.

L'atmosphère, relativement correcte à l'origine, se dégrada après la prise de pouvoir par les bolcheviks. Au début de 1918, le détachement du 4e régiment de tirailleurs qui assurait la garde des captifs depuis leur arrivée fut remplacé par une soldatesque rouge hostile et ordurière. La nourriture fut étroitement rationnée.

Lénine, dont le frère avait été pendu jadis pour avoir comploté l'assassinat d'un autre tsar, père de Nicolas II, tenait maintenant à sa main tous les membres de la famille impériale.

À la fin d'avril 1918, le gouvernement bolchevique, qui siégeait désormais au Kremlin de Moscou, plaça ces prisonniers de marque sous le contrôle du soviet du centre minier d'Ekaterinbourg, réputé pour sa férocité. Le but était de les éloigner pour les mettre hors d'atteinte d'une possible intervention allemande comme de divers complots monarchistes visant à les libérer.

Justement, les Allemands s'intéressaient au sort de la famille impériale. Le Kaiser Guillaume II avait de bonnes raisons pour cela. Il lui était difficile de ne pas nourrir un sentiment de culpabilité vis-à-vis de son cousin le tsar, au malheur duquel il avait contribué en favorisant la prise du pouvoir par les bolcheviks (2). Ces derniers étaient bien conscients de la situation. Ils s'entendirent à utiliser la famille impériale comme un otage dans la poursuite de difficiles négociations avec l'Allemagne.

Aux remontrances du comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne (3), Iakob Sverdlov, président du Comité exécutif central des Soviets et deuxième personnage du régime après Lénine, affirmait effrontément que la famille impériale avait été enlevée par le soviet autonome d'Ekaterinbourg. Tout en rassurant Guillaume II sur la sécurité des captifs, il ajoutait que dans l'état d'anarchie du pays, il n'était pas au pouvoir de Moscou d'imposer sa volonté dans la lointaine Sibérie.

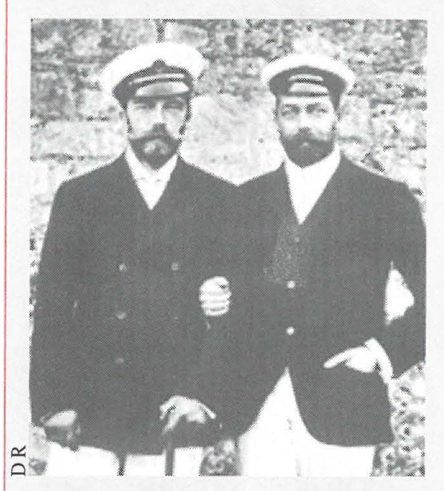
La maison Ipatiev

Ekaterinbourg est bâtie sur des collines des contreforts orientaux de l'Oural. Au sommet de la plus haute de ces collines, un commerçant nommé Ipatiev avait fait construire une assez vaste demeure. C'est dans cette maison que le tsar et sa famille furent séquestrés à partir de mai 1918.

Cinq pièces de la maison Ipatiev étaient destinées aux prisonniers et à leur suite, en tout douze personnes : le tsar, son épouse, leurs cinq enfants, le docteur Botkine, le matelot Nagorny qui prenait soin du tsarévitch, et trois fidèles domestiques. Malgré l'hostilité épaisse qui les entourait, les basses grossièretés des gardes rouges et l'inquiétude lancinante du lendemain, la famille était plus unie que jamais dans le malheur.

Il faudrait avoir le cœur cuirassé pour ne pas éprouver aujourd'hui une tristesse infinie à

L'ANGLETERRE ABANDONNE LA FAMILLE IMPÉRIALE



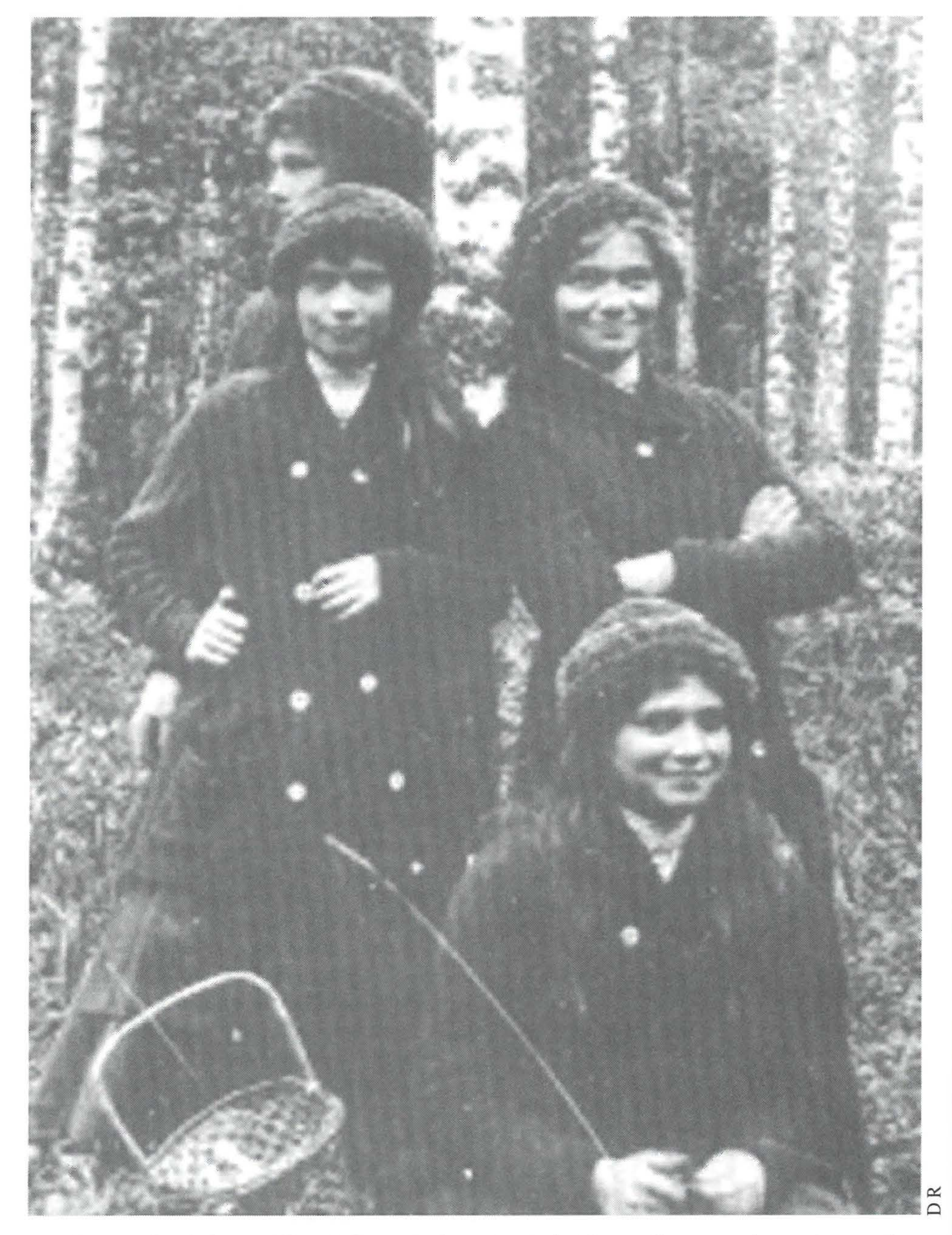
DR

Nicolas II et son cousin le prince de Galles. Comme des frères jumeaux.

Le roi George V et Nicolas II étaient cousins germains par leurs mères, toutes deux princesses de la famille royale de Danemark. La ressemblance physique des deux souverains était d'ailleurs frappante. L'impératrice Alexandra, petite-fille de la reine Victoria – sa petite-fille préférée, était également cousine de George V. Le roi et le tsar éprouvaient l'un pour l'autre une grande amitié depuis l'adolescence. Cependant, avec la guerre les choses avaient changé du côté anglais. George V était sensible à l'opinion de son pays. Depuis longtemps l'Angleterre accueillait des révolutionnaires et des anarchistes russes qui faisaient sur place du prosélytisme actif. En 1917, le mouvement socialiste était devenu puissant en Grande-Bretagne. Une agitation active se développait dans les grands centres industriels, qui n'épargnait pas la personne du roi.

Quand le gouvernement provisoire russe, né de la révolution de février, demanda officiellement au gouvernement de Sa Majesté d'accueillir la famille impériale, Georges V fit répondre par son ambassadeur à Petrograd, Sir George Buchanan (15 avril 1917), qu'il serait préférable qu'un autre pays accueillît Nicolas et sa famille... Au mois de juin, une nouvelle demande pressante du gouvernement provisoire obtint la même réponse.

Ainsi, l'Angleterre, en la personne de son roi, abandonna-t-elle délibérément la famille impériale à son sort atroce, alors qu'un simple geste d'humanité eut permis de la sauver.



D R

Les grandes-duchesses Olga, Tatiana, Marie et Anastasia. Visages fins, yeux rieurs, cheveux d'or sombre. Ni leur simplicité ni leur douceur ni leur jeunesse n'apitoieront les meurtriers.

regarder les photos jaunies sur lesquelles sourient les visages fins, lumineux et très modernes des quatre grandes-duchesses. Cheveux d'or sombre, épais et souples, d'où s'échappent quelques mèches espiègles ; grands yeux rieurs d'un bleu profond ; corps souples et déliés formés par une éducation spartiate. À Tsarskoïé Sélo, toutes quatre couchaient sur de simples lits de camp, sans oreiller et prenaient chaque jour un bain d'eau froide. Naturelles et spontanées, elles avaient grandi loin de la Cour et du luxe, dans la douceur, la confiance et la tendresse du cercle familial. Au début du fatidique été 1918, Olga, l'aînée, douce et réservée, avait vingt-deux ans. Tatiana, vingt ans, la plus jolie, avait une personnalité rayonnante et assurée. Marie, dix-huit ans, était la plus mignonne et la plus gaie. Quant à Anastasia, dont le nom fera tellement couler d'encre, elle était le boute-en-train de la famille. Elle avait seize ans.

« *Alexis était le centre de cette famille si étroitement unie ; c'était sur lui que se concentraient toutes les affections et tous les espoirs* », écrit Pierre Gilliard, le précepteur suisse des enfants impériaux, en se souvenant de Tsarskoïé Sélo (4).

Dans les périodes de rémission accordées par sa maladie, Alexis semblait un enfant tout à fait normal. Par nature, il était aussi vif et espiègle que sa sœur Anastasia.

À la maison à destination spéciale d'Ekaterinbourg, il n'y avait plus ni joie ni jeux. Les gardes rouges étaient haineux et endurcis jusqu'à l'os. « *L'attitude des gardiens était particulièrement ignoble à l'égard des grandes-duchesses* », révéla le matelot Nagorny avant sa mort (5). « *Elles ne pouvaient aller aux toilettes sans être accompagnées d'un garde rouge. Ils écrivaient des graffiti dégoûtants sur les murs, représentant l'impératrice en compagnie de Raspoutine, épiaient les jeunes filles et leur chantaient des chansons obscènes.* » Le chef des gardes rouges était un certain Avadeyev, un ivrogne fort en gueule, devenu commissaire du soviet de l'usine Zlokazovsky. Il haïssait le tsar qu'il appelait « Nicolas le vampire ». Chaque soir, il

CRIMES ET BONIMENTS

La captivité de la famille impériale s'est déroulée en trois phases. D'abord à Tsarskoïé Sélo (21 mars 1917-26 avril 1917) puis à Tobolsk, en Sibérie (19 août 1917-26 avril 1918). Enfin, les Romanov furent transférés à Ekaterinbourg, une ville minière de l'Oural, où ils furent massacrés le mardi 16 juillet 1918, sous prétexte de l'arrivée imminente des armées Blanches. Le massacre d'Ekaterinbourg a été parfois contesté, notamment dans un livre partial où affleure le désir de blanchir les dirigeants bolcheviques, *Le dossier Romanov*, par Anthony Summers et Tom Gold (Albin Michel, 1980).

Il faut signaler aussi l'interprétation de Marina Grey, fille du général Dénikine (*Enquête sur le massacre des Romanov*, Perrin 1987) reprise par Marc Ferro (*Nicolas II*, Payot, 1990).

Pour ces auteurs, il serait possible que seul Nicolas II ait été tué à Ekaterinbourg, les autres membres de la famille n'ayant péri qu'ultérieurement. Ces fragiles hypothèses s'appuient notamment sur des déclarations intentionnellement mensongères de dirigeants bolcheviques. Elles ne tiennent pas compte des aveux de Trotsky et des recherches conduites en Russie depuis l'effondrement du système communiste, lesquelles confirment pour l'essentiel l'enquête du juge Nicolas Sokolov qui reste à ce jour, malgré des imperfections de détail, la seule version digne de foi.

LE MYSTÈRE ANASTASIA

Morte le 12 février 1984 dans un hôpital de Virginie, la vieille dame a emporté son secret dans la tombe. Était-elle réellement la fille cadette du dernier tsar, Nicolas II, la plus jeune des quatre grandes-duchesses qui aurait échappé par miracle au massacre de la famille impériale le 16 juillet 1918 à Ekaterinbourg ? Ou bien n'était-elle qu'un imposteur, instrument d'une tentative d'escroquerie ? Des années de polémique, de controverses et de procès devaient aboutir à l'arrêt de la Cour suprême d'Allemagne fédérale rendu en 1970 : l'inconnue n'était pas celle qu'elle prétendait être devant les tribunaux et le monde depuis 1933.

Repêchée à Berlin, dans un canal, en 1920, elle s'est toujours voulue Anastasia mais elle vécut sous trois identités successives : Mme Tchaikovsky, Mme Anderson (la plus connue) et, jusqu'à sa mort, Mme Manahan, épouse d'un professeur américain de l'université de Virginie qui lui avait donné son nom pour mieux la défendre. Et défendre *« ses droits »*.

Les membres de la famille impériale qui la reconnurent, tels le grand-duc André, cousin germain du tsar, se méfiaient cependant et certains changèrent d'avis. Pour ceux-là, Mme Anna Anderson n'était qu'une simulatrice. À l'opposé, des familiers de la cour de Russie ont tranché positivement, en particulier Mme Tatiana Botkine-Melnik, fille du médecin de Nicolas II (auteur de *Anastasia retrouvée*, Grasset 1985). D'autres n'ont jamais pu trancher dans un sens ou dans l'autre, telle la grande-duchesse Olga, sœur du tsar, bouleversée après sa première entrevue avec l'inconnue : *« Je ne peux pas dire que c'est elle, je ne peux pas dire que ce n'est pas elle. »*

On a également avancé l'hypothèse de la manipulation. Amnésique répétant inlassablement ce qu'on lui aurait appris, l'inconnue serait une pauvre femme présentant une ressemblance physique avec la cadette du tsar et ayant fini par croire qu'elle était Anastasia. En psychiatrie, le cas est connu de gens qui, à la suite d'un traumatisme, revendiquent l'identité d'un personnage célèbre. La malheureuse aurait été alors manipulée dans le but de récupérer *« légitimement »* la fortune que le tsar avait déposée avant 1914 dans des banques étrangères...

Des dizaines de livres pour ou contre, un film avec Ingrid Bergman, un autre avec Lili Palmer, des émissions de télévision n'ont pas résolu l'énigme qui rejoint le placard des grandes affaires du passé.

s'enivrait avec ses hommes, puis il pénétrait dans les chambres des prisonniers pour les injurier et fouiller leurs bagages à la recherche de quelque objet de valeur à dérober.

Ces brutes prenaient un plaisir visible à inventer brimades et vexations et s'en vantaient entre eux : *« T'as vu ce que je lui ai mis au Nicolas... »*. Les prisonniers ne pouvaient sortir dans la cour que pour une courte promenade d'une demi-heure par jour. Le reste du temps, il fallait rester enfermé. Si la chaleur de l'été était suffocante, les gardiens interdisaient d'ouvrir les fenêtres. La nourriture était pauvre et insuffisante, mais Avadeyev faisait souvent irruption pendant le repas, allongeait le bras devant le tsar qu'il bousculait pour prendre un morceau, en disant : *« Suffit pour toi, riche faignant ! À mon tour de me servir ! »*

Le matelot Nagorny qui avait voulu s'interposer un jour que l'un des sbires arrachait une petite chaîne en or appartenant au tsarévitch, fut emmené et fusillé peu après.

Après l'élimination de Nagorny, c'est dans les bras de son père que le tsarévitch descendait chaque jour, quelques instants, dans la cour. Témoin quotidien de la vie de cette famille, l'un des gardes nommé Yakimov s'ouvrit à la pitié : *« J'ai gardé d'eux une impression qui ne s'effacera jamais de ma mémoire*, dira-t-il par la suite. *Le tsar n'était plus jeune. Sa barbe grisonnait. Il portait une chemise de soldat avec un ceinturon d'officier et des vieilles bottes éculées. Il avait un bon regard, toute son expression d'ailleurs était empreinte de bonté. Il avait l'air d'un homme simple et direct, aimant parler... »* Mais Yakimov était une exception.

Le 4 juillet, Avadeyev et ses ivrognes furent brusquement remplacés pour la garde à l'intérieur de la maison par un nouveau détachement composé de dix « Lettons » de la Tchéka, la police secrète bolchevique.

Liquider toute la famille

Les Russes appelaient « Letton » tout étranger parlant une langue vaguement germanique. Sur les dix « Lettons » de la maison Ipatiev, il y avait au moins cinq Hongrois, anciens prisonniers de guerre de l'Empire autrichien, dont la Tchéka monnayait les services pour les besognes qui eussent pu répugner à des vrais Russes. Parmi eux, un certain Imre Nagy, futur dirigeant communiste, puis héros de la révolution hongroise de 1956...

Leur chef, un certain Jacob Yourovsky, petit-fils de rabbin et ancien horloger de Tobolsk, était entré à la Tchéka dès sa création. C'était un homme de main froid et venimeux.

Yourovsky était en contact direct à Moscou avec le deuxième personnage du pouvoir bolchevique, Jacob Sverdlov, secrétaire du Comité central du parti et président du Comité exécutif central des Soviets. En ordre d'importance, *« cet homme brun, de petite taille, à l'aspect sémite prononcé »* (6), venait immédiatement après Lénine. Affichant un goût morbide pour les marques extérieures de la terreur, il avait été le premier à se vêtir intégralement de cuir noir, ce qui allait devenir l'uniforme des commissaires politiques et des tchékistes.

Yourovsky dépendait officiellement du soviet de l'Oural. Celui-ci n'avait jamais hésité sur le sort à réserver à la famille impériale. Peu après le transfert à Ekaterinbourg, il avait réclamé à l'unanimité l'exécution des prisonniers. Mais il ne voulait pas se charger seul d'une responsabilité aussi lourde. À Moscou, la décision n'avait pas encore été prise. Trotsky penchait pour un énorme procès public où il eut joué le rôle vedette de procureur. Mais les événements et ses collègues ne lui en laissèrent pas le temps. Depuis le mois de mai, le pouvoir bolchevique devait affronter des soulèvements armés sur tout le territoire, avec constitutions d'armées Blanches sur le Don et en Sibérie. Jacob Sverdlov était né en 1885 dans une famille juive de Nijni Novgorod. Membre du parti bolchevique depuis l'origine, plusieurs fois arrêté, il devint l'un de ses principaux dirigeants en 1917 avec Lénine et Trotsky. Son rôle fut essentiel lors de la prise du pouvoir et durant la guerre civile. Il mourut de maladie, le 16 mars 1919, à 34 ans.

Sverdlov, en accord avec Lénine, fit savoir au soviet de l'Oural qu'en aucun cas la famille impériale ne devait tomber aux mains des Blancs. Devant une telle menace, ordre était donné de liquider *toute la famille*. Le 12 juillet, les avant-gardes blanches approchèrent d'Ekaterinbourg par le sud. Le commandant des forces rouges estima que les Blancs risquaient de se rendre maîtres de la ville dans un délai de trois jours. Le soviet décida aussitôt d'exécuter toute la famille sans laisser de trace.

La décision fut communiquée à Yourovsky le 13 juillet. Il commença immédiatement les préparatifs. Pendant deux jours, il chercha un lieu retiré pour y faire disparaître les restes des victimes. Il découvrit la cachette idéale près



Dans son Journal d'exil *(1935), Trotsky justifiait en ces termes le massacre de la famille impériale :* **« L'exécution de la famille du tsar offrait l'avantage non seulement d'effrayer l'ennemi, de lui inspirer de l'horreur, de le démoraliser, mais encore de frapper nos propres partisans, de leur montrer qu'aucun retour en arrière n'était possible, et qu'il n'y avait pour nous d'autre alternative que la victoire complète ou la ruine complète... »** ***En application de ces principes, Trotsky fut lui-même assassiné sur ordre de Staline, à Mexico, le 20 août 1940.***

du village de Koptyaki. À une vingtaine de kilomètres d'Ekaterinbourg, il découvrit un puits de mine abandonné au lieu-dit « Les Quatre Frères ». Un autre membre du soviet de l'Oural, nommé Voïkov, fit l'achat de 600 litres d'essence et de 400 litres d'acide sulfurique.

« Nous sommes obligés de vous mettre à mort »

À la maison Ipatiev, l'atmosphère avait brusquement changé. Un prêtre, le père Storojef, qui vint célébrer la messe le dimanche 14 juillet, fut frappé par l'abattement et l'inquiétude des prisonniers.

Le 16 juillet, à 19 heures, Yourovsky rassembla les hommes de la Tchéka et leur commanda d'apporter les revolvers des gardes postés à l'extérieur de la maison. Un moment plus tard, douze revolvers militaires étaient déposés devant lui. Il les fit distribuer à ses hommes en plus de leur revolver personnel. Chaque tchékiste disposait donc de deux revolvers et pouvait ainsi tirer quatorze coups sans recharger (7). Yourovsky révéla alors le programme de la soirée : *« Cette nuit, nous les tuons tous ! Prévenez les gardes de ne pas s'inquiéter du bruit des détonations ».*

À 22 h 30, le tsar et les siens se retirèrent comme d'habitude dans leurs chambres et se couchèrent. À minuit, Yakovlev les réveilla et leur dit de s'habiller en hâte : *« Les Blancs approchent d'Ekaterinbourg, on évacue ! »* Les malheureux, mal réveillés, crurent ce qu'on leur disait et s'habillèrent. Le tsar descendit le premier portant Alexis dans ses bras. Les femmes suivirent, accompagnées du docteur Botkine, du valet Troupp, du cuisinier Kharitonov et de la femme de chambre Demidova. Yourovsky les fit entrer dans une petite pièce du rez-de-chaussée, dont la fenêtre était obstruée par un grillage. Il leur dit d'attendre l'arrivée des voitures. Le tsar demanda des chaises. Yourovsky en fit porter trois sur lesquelles s'assirent l'impératrice, le tsar et leur fils, à demi allongé.

Quand tout le monde fut réuni, Yourovsky rentra dans la pièce avec les tchékistes revolvers aux poings. Il s'avança vers le tsar et dit : *« Les vôtres ont voulu vous libérer, nous sommes obligés de vous mettre à mort ».*

Le tsar voulut se lever. Yourovsky lui tira une balle dans la tête à bout portant. À ce signal, les tueurs se déchaînèrent. Il semble que l'impératrice fut tuée instantanément, ainsi qu'Olga, Tatiana et Maria qui se trouvaient derrière elle. Le docteur Botkine s'effondra avec Troupp et Kharitonov. Les revolvers étaient vides et lents à recharger, les tueurs allèrent prendre leurs fusils dans la pièce voisine. Demidova, blessée, hurlait. Ils achevèrent la malheureuse à coups de crosse.

Dans la pièce obscurcie par l'âcre fumée de la poudre, les tchékistes, ivres de sang, frappaient les corps à coups de baïonnettes. Du monceau de morts, une plainte sortit. Le tsarévitch respirait encore. L'un des bourreaux lui envoya de toutes ses forces un coup de botte dans la tête, et Yourovsky tira deux balles dans l'oreille de l'enfant. Les tueurs palpèrent les corps un à un pour s'assurer qu'ils n'étaient plus en vie.

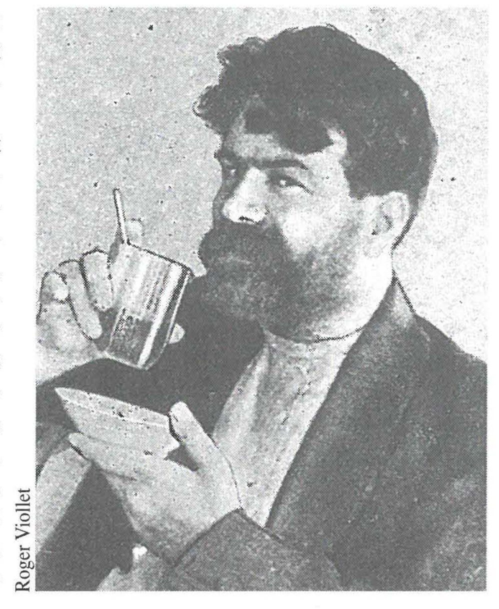
Les corps ensanglantés furent enveloppés dans des draps et jetés dans un camion qui attendait dans la cour. À l'aube, le chargement arriva aux « Quatre Frères ». Les corps furent-ils incinérés sur un bûcher arrosé d'essence, comme on le pense habituellement ou enterrés dans une fosse sous une route comme le croient certains ? Le doute persiste. Voïkov, le délégué du soviet de l'Oural qui avait trouvé l'essence et l'acide, n'avait-il pas dit : *« Le monde ne saura jamais ce que nous avons fait d'eux »* (8) ? .

Le puits des « Quatre Frères »

Une semaine après cette boucherie, les Blancs entraient dans Ekaterinbourg. La chambre du crime avait été abondamment lavée et frottée, mais les murs et le plancher restaient criblés de balles et de traces de baïonnettes. De grands lambeaux de plâtre étaient tombés d'un des murs. Les premières recherches pour découvrir la vérité donnèrent peu de résultats. Mais, avec le temps, des langues se délièrent. Comme on était sans aucune nouvelle de la famille impériale, on pouvait craindre le pire. En janvier 1919, l'amiral Koltchak, chef suprême des armées blanches, ordonna au juge d'instruction Sokolov de reprendre systématiquement l'enquête.

Il fut assisté des deux précepteurs des enfants : Pierre Gilliard et Sidney Gibbs. Il découvrit bientôt le puits des « Quatre Frères » et retrouva un nombre important de témoins.

Quand on eut exhumé tout ce que recelait le puits des « Quatre Frères » et classé des centaines d'objets et de fragments, le cœur déchiré, Pierre Gilliard reconnut la boucle de ceinturon du tsar et celle du tsarévitch, que, ni le feu, ni l'acide n'avaient pu détruire. Il identifia également une croix d'émeraude offerte par l'impératrice douairière à Alexandra, ainsi que l'une des boucles d'oreille de la tsarine, présent de sa propre garde de Uhlans. On retrouva encore un fragment d'une bague de l'empereur, des boucles de souliers des grandes-duchesses, le lorgnon et le dentier du docteur Botkine et quantité d'autres restes identifiables, dont un étrange assortiment de clous et de piécettes de cuivre que Pierre Gilliard reconnut aussitôt. C'était une partie du trésor qui gonflait toujours les poches du tsarévitch.



Roger Viollet

Yourovsky. Brute fanatisée, il s'ingénia à faire subir au tsar et à sa famille de quotidiennes humiliations. C'est lui qui tua Nicolas II de sa main avant d'achever le tsarévitch.

« Nous les avons tous fusillés »

Les dépositions des gardes de la maison Ipatiev retrouvés par les autorités blanches devaient confirmer les découvertes du juge Sokolov et apporter des informations sur les circonstances du massacre. Les résultats de l'enquête de Sokolov furent ultérieurement confirmés par Bykov, président du soviet d'Ekaterinbourg (9) ainsi que par les mémoires de Yourovski publiées par Riakov. Les révélations récentes (*Figaro Magazine* du 4 juillet 1992) d'Avdonine et Riakov sur la découverte des restes de la famille impériale sous une route dans les environs d'Ekaterinbourg, ne changent rien au fond de l'affaire.

Moscou avait été averti par télégramme dans les heures qui suivirent le massacre mais l'annonce n'en fut officiellement et partiellement faite que le 18 juillet, d'abord devant le Présidium du Soviet central, puis lors de la réunion du Conseil des commissaires du peuple (équivalent d'un Conseil des ministres).

Seul le meurtre du tsar fut annoncé mais Lénine et Sverdlov savaient que toute la famille avait été assassinée. En évacuant Ekaterinbourg en catastrophe, les Rouges avaient oublié les bandes de plusieurs télégrammes échangés avec Moscou après le massacre : *« Dites à Sverdlov,* précisait l'un d'eux *que toute la famille a subi le sort de son chef. Officiellement, la famille aura péri pendant l'évacuation ».* Dans un autre, le soviet d'Ekaterinbourg demandait au Kremlin en quels termes il convenait de divulguer la nouvelle.

En 1919, les bolcheviks finirent par reconnaître que la famille entière avait été massacrée. Ils tentèrent cependant d'en faire porter la responsabilité par d'autres ; Bykov devait révéler que vingt-huit socialistes-révolutionnaires en avaient été officiellement accusés et cinq d'entre eux exécutés.

En 1935, dans son *Journal d'exil*, Trotzky devait apporter les précisions qui manquaient encore sur les circonstances de la décision. Le 16 juillet 1918, lui même se trouvait dans son train blindé, loin du Kremlin.

« Je ne revins à Moscou qu'après la chute d'Ekaterinbourg. Au cours d'une conversation avec Sverdlov, je demandai incidemment : "… et alors, où est le tsar ?

– C'est fini, répondit-il, on l'a fusillé.

– Et la famille, où se trouve-t-elle ?

– On a fusillé aussi la famille.

– Tous ? demandai-je. Je devais avoir l'air quelque peu surpris.

– Tous, reprit Sverdlov, et alors ? Il attendait de voir quelle serait ma réaction mais je ne répondis pas à sa dernière question.

– Et qui a pris cette décision ? demandai-je.

– Nous avons décidé cela ici. Ilyitch (prénom de Lénine) a estimé que nous ne pouvions pas laisser les Blancs se rallier autour de ce drapeau vivant, surtout dans les circonstances difficiles que nous traversons actuellement.

Je ne posai pas d'autre question. Pour moi, l'affaire était close. En réalité cette mesure était non seulement opportune mais nécessaire, ajoute Trotsky. *La sévérité de cet acte sommaire prouvait au monde que nous étions déterminés à poursuivre la lutte, impitoyablement, sans nous arrêter à aucun obstacle. L'exécution de la famille du tsar offrait l'avantage non seulement d'effrayer l'ennemi, de lui inspirer de l'horreur, de le démoraliser, mais encore de frapper nos propres partisans, de leur montrer qu'aucun retour en arrière n'était possible, et qu'il n'y avait pour nous d'autre alternative que la victoire complète ou la ruine complète… Cela Lénine l'avait fort bien compris »* (10).

À l'époque, les révélations sur le massacre d'Ekaterinbourg donnèrent au monde un avant-goût de l'ère nouvelle ouverte par la révolution communiste de 1917. La boucle de l'utopie révolutionnaire était bien refermée. Ouverte au nom de l'amour de l'humanité absolue, elle aboutissait à une inhumanité absolue.

DOMINIQUE VENNER

---

(1) Robert K. Massie, *Nicolas et Alexandra*, Stock 1971.

(2) Cf. Michael Pearson, *Le wagon plombé*, Paris 1987.

(3) Le comte Mirbach fut assassiné à Moscou en juillet 1918 par deux socialistes-révolutionnaires partisans de la guerre contre l'Allemagne.

(4) Pierre Gilliard, *Treize années à la cour de Russie*, Paris 1921.

(5) Les témoignages proviennent pour l'essentiel du rapport Sokolov, *Enquête judiciaire sur l'assassinat de la famille impériale russe*, Paris 1929.

(6) G. Haupt et J.J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Paris 1969. Jakob Sverdlov était né en 1885 dans une famille juive de Nijni Novgorod. Membre du parti bolchevique depuis l'origine, plusieurs fois arrêté, il devint l'un de ses principaux dirigeants en 1917 avec Lénine et Trotsky. Son rôle fut essentiel lors de la prise du pouvoir et durant la guerre civile. Il est mort de maladie, le 16 mars 1919, à 34 ans.

(7) le revolver militaire russe *Nagant Modèle 1895* est équipé d'un barillet contenant sept cartouches.

(8) Voïkov fera carrière dans la diplomatie. Il fut plus tard nommé ambassadeur des Soviets en Pologne.

(9) P.M. Bykov, *The last days of Tsardom*, Londres 1934, Martin Lawrence.

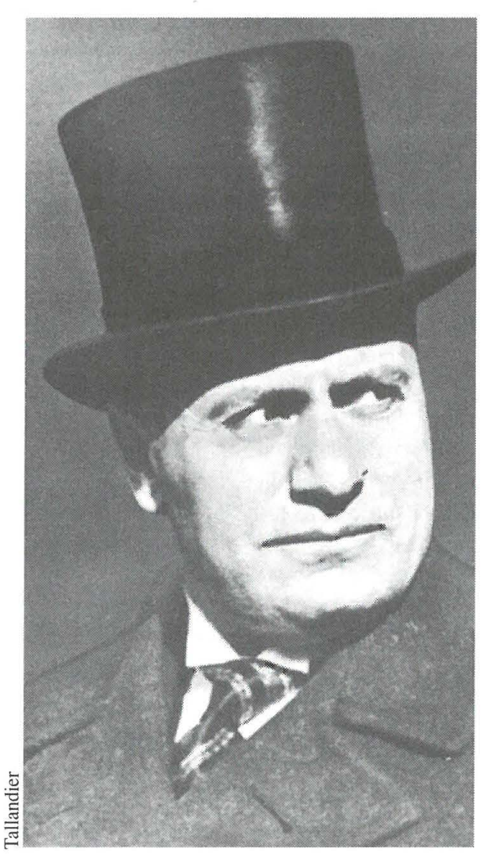
(10) Léon Trotsky, *Journal d'exil*, 1935.

L'ASSASSINAT DE MATTEOTTI

Le crime qui ébranla Mussolini

PAR XAVIER RIHOIT

Au pouvoir depuis moins de deux ans, Benito Mussolini et le mouvement fasciste, ont entrepris une reconstruction nationale, sous l'œil généralement bienveillant des chancelleries étrangères. Le fascisme naissant a été bien accueilli. On lui sait gré d'avoir su restaurer l'ordre dans l'État et dans une Italie en pleine anarchie, tout en respectant le pluralisme des opinions. L'assassinat mystérieux du député socialiste Matteotti, qu'on impute à tort à Mussolini, semble tout remettre en question. Un moment déstabilisé, le nouveau régime va cependant tirer une nouvelle vigueur de cette épreuve.


Tallandier

Benito Mussolini (1883-1945). Fils d'un pauvre forgeron romagnol, instituteur puis journaliste socialiste et dirigeant du parti, il est partisan de l'intervention dans la guerre en 1914. Il combat dans les bersaglieri *et est grièvement blessé en 1917. Ayant rompu avec le P.S. pour fonder les* Faisceaux *en 1919, il donne à ce mouvement composite un dynamisme irrésistible. Le 30 octobre 1922, en pleine crise nationale, il est appelé par le roi à la direction du gouvernement au lendemain de la « marche sur Rome ».*

Malgré deux procès (celui de Chieti en 1926 et celui de Rome en 1947), le meurtre du député socialiste Giacomo Matteotti, appartient à la catégorie des assassinats politiques non encore élucidés. En l'occurrence, l'abondance des indices matériels tendrait à occulter plutôt qu'à révéler l'essentiel : l'identité des commanditaires du crime.

Matteotti est enlevé à Rome, dans l'après-midi du 10 juin 1924, non loin de son domicile. On retrouve son cadavre le 16 août suivant, à 23 kilomètres de la capitale. L'autopsie permet d'établir que le leader socialiste a été tué à coups de poignard. Cet assassinat a des répercussions politiques immédiates.

Dix-sept jours après les faits, 127 députés de l'opposition, communistes non compris, décident de ne plus participer aux travaux de la Chambre. Cette « sécession sur l'Aventin », par allusion à celle de la plèbe romaine en lutte contre les patriciens (494 av. J.-C.) va en réalité priver l'opposition d'une tribune et favoriser le fascisme.

Président du Conseil depuis le 30 octobre 1922, Mussolini n'en affronte pas moins, de juin à décembre 1924, une situation très délicate : il manque encore du consensus politique nécessaire, notamment du côté de la droite conservatrice, pour procéder à une véritable « normalisation ». Par ailleurs, il n'a pas suffisamment assis son autorité sur le mouvement fasciste pour poursuivre dans la voie de « la révolution au pouvoir ».

Plusieurs thèses ont été avancées pour expliquer les mobiles de l'assassinat. Ainsi a-t-on dit que les meurtriers auraient voulu ven-


LE PETIT JOURNAL
ILLUSTRÉ
UNE IMPORTANTE DÉCLARATION DE M. MUSSOLINI

Kharbine Tapabor

Trois ans après, les effets de l'assassinat de Matteotti sont effacés, comme en témoigne la couverture du* Petit Journal *du 25 décembre 1927. L'entente avec la France contre l'Allemagne sera la politique suivie par Mussolini jusqu'à la crise éthiopienne de 1935-1936.

Sygma

Giacomo Matteotti (1885-1924), chef de l'opposition parlementaire socialiste au fascisme. Après avoir été déstabilisé par son assassinat, Mussolini ripostera. Il livrera à la justice les meurtriers, et imposera son autorité au mouvement fasciste qui la contestait.

ger le meurtre du secrétaire du *Fascio* italien de Paris, estimant que Matteotti y était impliqué.

En fait, il semble bien que le dirigeant socialiste fut assassiné parce qu'il s'apprêtait à dénoncer publiquement, sur la base d'une importante documentation, les fortunes rapides et illicites nées à l'ombre du nouveau pouvoir. Plus précisément, il était sur le point de s'attaquer à l'affairisme maçonnico-fasciste. On pense aujourd'hui que le commanditaire de son exécution fut le dirigeant fasciste Cesare Rossi, affilié aux loges comme de nombreuses « chemises noires » de la première heure, qui voyaient dans le fascisme le véritable héritier de la tradition républicaine nationaliste et anticléricale illustrée au XIX[e] siècle par Mazzini et Garibaldi. Le fait est que le chef des exécutants, Amerigo Dumini, était également franc-maçon, de même qu'Albino Volpi, ancien des *Arditi* fascistes milanais qui aurait poignardé Matteotti.

Quant à Mussolini, il fut parfaitement étranger à cet assassinat. Quelques jours après les faits, il déclara à la Chambre : *« Seul un ennemi à moi, qui a pensé, pendant de longues nuits, à quelque chose de diabolique, pouvait commettre ce crime qui aujourd'hui nous remplit d'horreur. »*

Le Duce n'était pas loin de penser que l'assassinat de Matteotti aurait été commandité par une fraction du mouvement fasciste désireuse de l'évincer.

Ce crime, évidemment sans commune mesure avec les atrocités que commettaient à l'époque les bolcheviques en Union soviétique, eut cependant un impact considérable sur l'opinion internationale. Après avoir été fortement ébranlé, Mussolini contre-attaquera. Prenant prétexte du danger qui menaçait le nouveau régime, il sut imposer son autorité au sein du mouvement fasciste. Mais c'est alors qu'il s'est peu à peu engagé sur la voie de la dictature.

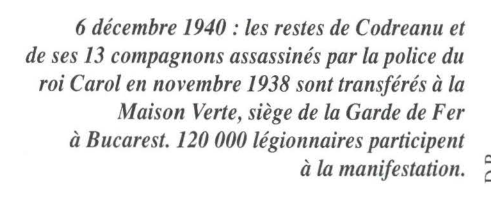
X. R.

Sous le signe de l'archange

PAR XAVIER RIHOIT

Codreanu et la Garde de Fer. Noms mystérieux et lointains qui soulèvent encore les passions. Tout commence à la fin des années vingt dans une Roumanie affranchie depuis moins d'un siècle du joug ottoman. Une Roumanie orthodoxe, paysanne et dure, jalouse d'une longue identité toujours reconquise sur l'adversité. C'est là que surgit et meurt assassiné un personnage à nul autre pareil, plus mystique que politique. Pour son malheur peut-être.





6 décembre 1940 : les restes de Codreanu et de ses 13 compagnons assassinés par la police du roi Carol en novembre 1938 sont transférés à la Maison Verte, siège de la Garde de Fer à Bucarest. 120 000 légionnaires participent à la manifestation.

DR

Contrairement à une légende tenace, la Légion de l'archange Michel, fondée en 1927 par un jeune avocat pauvre, Corneliu Codreanu, ne fut pas un fascisme roumain, mais un « faux fascisme ». Cette Légion n'empruntait au fascisme italien que des éléments extérieurs et superficiels, comme le port d'une chemise verte. Elle s'enracinait en réalité dans les traditions roumaines, plus précisément dans le terreau orthodoxe. En Roumanie, celui-ci avait donné naissance à un « christianisme cosmique » (Eliade) très particulier, centré sur une doctrine du sacrifice charriant de nombreux éléments archaïques souvent d'origine préchrétienne. À la différence encore du fascisme, la Légion avait une base sociale formée de paysans et d'étudiants. Sa vocation était plus celle d'une secte religieuse que d'un mouvement politique, ce qui ne la dispensait pas d'utiliser alternativement le revolver et le bulletin de vote.

En 1930, une sorte de milice, la « Garde de Fer », fut constituée au sein de la Légion pour se prémunir contre la crainte d'un coup de force soviétique. Cette dénomination finira par l'emporter pour désigner le mouvement de Codreanu.

« *L'idéal de la Garde*, écrivent les frères Tharaud, *était de créer l'homme nouveau, le Roumain sans peur et sans reproche, qui se dévouerait avec un désintéressement total aux intérêts supérieurs de la patrie, ferait la guerre aux Juifs, aux politiciens corrupteurs et corrompus, et militerait pour la Croix.* » (1)

Les affaires de la Roumanie étaient au plus bas. Sa monnaie ne valait rien et son gouvernement guère mieux. Chaque jour éclatait un nouveau scandale politique ou financier. Aux élections de 1928, le parti libéral au pouvoir depuis la guerre fut battu par les nationaux-paysans de M. Maniu. Mais ces derniers s'effondrèrent à leur tour dans les scandales. Face à ce monde corrompu, la légion de Codreanu, avec son mysticisme religieux, ses appels à la pureté, son refus même du discours politique, apparut peu à peu comme une promesse de propreté et de renouveau.

L'envoyé de l'archange

Le 31 août 1931, Codreanu est élu à l'occasion d'élections partielles. Dès lors, la progression du mouvement ne va plus cesser.

Le 15 novembre 1933, I.G. Duca, chef du parti libéral, qu'exècrent les partisans de Codreanu, est nommé Premier ministre par le roi Carol II. C'est alors que se met en branle la



Corneliu Codreanu. L'« envoyé de l'Archange » s'était vu attribuer par les masses paysannes le titre de « capitaine » qui désigne les défenseurs de la nation, de l'honneur et de la justice.

sanglante « liturgie politique » qui reste indissolublement liée à l'histoire de la Garde de Fer.

De nouvelles élections générales sont prévues pour le 20 décembre 1933. La campagne électorale est d'une extrême violence. Trois légionnaires sont tués. Le chef du gouvernement dissout la Légion et annule les élections qui risquaient de lui être favorables.

Agissant de leur propre chef, trois légionnaires vont abattre le Premier ministre dans la nuit du 29 au 30 décembre. En représailles, la police assassine le secrétaire de Codreanu, Sterie Ciumeti.

Aux yeux des masses paysannes misérables, Codreanu est déjà « le capitaine », titre attribué, dans la tradition populaire roumaine, aux défenseurs de la nation, de l'honneur et de la justice. Quant à ses partisans, ils l'appellent depuis longtemps « l'envoyé de l'Archange ».

La popularité du Mouvement légionnaire ne cesse de croître. Peu avant les élections de l'automne 1937, Codreanu et Maniu, chef du parti national-paysan, concluent un accord électoral. Le succès dépasse toutes les prévisions. La coalition nationale emporte la majorité. Avec 16 % des voix, le mouvement devient le troisième parti roumain.

Le roi et son entourage regardent la progression du Mouvement avec une hostilité grandissante. Malgré les apparences du système constitutionnel, Carol II est le contraire d'un monarque fantoche. C'est lui qui détient la réalité du pouvoir en s'abritant derrière des hommes de paille et en jouant avec virtuosité des partis les uns contre les autres. Il comprend que la victoire d'un mouvement rompant avec les conventions du système mettrait son pouvoir en danger. Il est conforté dans cette idée par sa maîtresse, Magda Lupesco, dont la maison est un centre de corruption florissant dénoncé par la propagande légionnaire.

Faute d'une majorité à sa dévotion, le roi Carol II annule les élections. Après diverses manœuvres, en février 1938, il suspend la constitution et instaure une dictature personnelle.

Finalité sacrificielle du martyre

Le roi confie les pleins pouvoirs à son ministre de l'Intérieur Calinescu. Celui-ci fait arrêter Codreanu qui, entre temps, a opté pour la non-violence, ordonnant aux siens de supporter stoïquement la répression sans riposter.

Jugé par un conseil de guerre sous l'accusation fantaisiste de « trahison au profit de l'Allemagne », le chef de la Garde de Fer est condamné sans preuve le 27 mai à dix ans de détention. La plupart des cadres de son mouvement sont arrêtés et jetés dans des camps de concentration, comme l'historien des religions Mircea Eliade, alors membre de la Légion.

Le 10 novembre 1938, un « manifeste » du commandement légionnaire clandestin accuse Calinescu, ministre de l'Intérieur, de préparer l'assassinat de Codreanu. Dans la nuit du 30 novembre, celui-ci et treize autres légionnaires, tous détenus à la prison de Râmnicul-Sarat, sont brusquement réveillés pour être parait-il, transférés à la prison de Jilava, près de Bucarest.

Pendant le transfert, Codreanu et ses camarades qui sont ligotés dans un camion,

sont tous étranglés par des gendarmes que commande le major Dinulescu. Les cadavres sont ensuite jetés dans une fosse commune, au fort de Jilava, après avoir été criblés de balles pour accréditer la thèse d'une tentative de fuite.

Dans les semaines suivantes, plusieurs centaines de Légionnaires sont exécutés sans jugement sans que le mouvement réagisse, son chef ayant renoncé à la violence. *« Rarement dans l'histoire du christianisme moderne*, écrira Mircea Eliade (p. 39), *les jeûnes, les prières et la foi aveugle en la toute-puissance de Dieu furent payés de plus de sang »*. (2)

La riposte viendra cependant avec l'assassinat de Calinescu en septembre 1939. Mais à ce moment, le destin de la Roumanie a viré sous l'emprise de ses puissants voisins. Le pacte germano-soviétique (août 1939) isole le pays qui doit composer avec une Allemagne toute puissante. Dès la défaite française de juin 1940, le roi constitue un gouvernement avec la participation d'Horia Sima, successeur de l'envoyé de l'archange à la tête de la Garde de Fer. Les prisons s'ouvrent, les langues se délient, libérant un terrible besoin de vengeance. Le 30 novembre 1940, jour anniversaire de l'assassinat de Codreanu, alors que Carol, complètement déconsidéré, a été contraint d'abdiquer en faveur de son fils Michel et qu'un gouvernement est constitué sous la direction du général Antonesco, la Garde de Fer règle ses comptes et tue plusieurs personnalités politiques du régime déchu. Dans ses Mémoires Mircea Eliade condamnera fermement les chefs légionnaires qui, en commanditant ces « meurtres odieux » ont annulé tout ce qu'il y avait de grand dans la finalité sacrificielle du martyre de Codreanu et des siens. *« Cette tragédie elle-même*, écrit-il, *fait partie du destin des Roumains, nation malheureuse à laquelle n'a même pas été donnée la chance de préserver la pureté du plus récent de ses innombrables sacrifices »* (3).

XAVIER RIHOIT



Roger Viollet

Carol II : en rompant avec le système de corruption qu'il avait instauré, Codreanu menaçait son pouvoir. En 1938, il instaura une dictature personnelle. Il abdiqua finalement le 30 novembre 1940, en faveur de son fils Michel.

LA ROUMANIE VERS 1930

En Roumanie, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les idées démocratiques n'ont pas encore pris racine. Les réformes politiques et sociales y remontent seulement à quelques décennies.

En 1859 a été fondé l'État unitaire roumain, de l'association des principautés de Valachie et de Moldavie. C'est de 1864 seulement que date une importante réforme agraire, adoptée afin d'éliminer les formes de production féodales qui, dans les campagnes notamment, font obstacle au développement du capitalisme.

En 1920, au terme de cette ouverture aux courants modernes, la Roumanie présente des traits bien spécifiques : une aristocratie frivole et corrompue plus ou moins acquise aux Lumières ; une bourgeoisie naissante essentiellement parasitaire ; un prolétariat industriel sensible aux sirènes de la récente et proche révolution bolchevique de Russie. Mais aussi d'importantes masses paysannes, souvent misérables, où l'on ne plaisante pas avec le respect du trône et de l'autel. Enfin, une jeunesse estudiantine en partie gagnée à la cause nationaliste.

Tout au long du XIXe siècle, l'arrivée d'un grand nombre de Juifs venant de Pologne et d'Ukraine, ne sera pas sans poser de difficiles problèmes. Les nouveaux venus s'attirent l'hostilité des paysans dans leur rôle de prêteurs sur gages, et celle de la jeune intelligentsia nationaliste qui leur reproche de prêcher une révolution destructrice de l'antique tradition orthodoxe et roumaine.

LA MYSTIQUE ET LE REVOLVER

Au début de 1924 avec ses camarades de l'université de Iassi, Codreanu décide la construction d'un foyer des Etudiants chrétiens. Ne disposant d'aucun financement, ils ouvrent un camp de travail dans les environs pour la fabrication de briques. Sur ce camp, vingt-six étudiants vont vivre en communauté. Une initiative que réprouve le préfet de police, Manciu, qui flaire une conspiration. Le 31 mai, il arrête tous les travailleurs du camp qui sont brutalisés par ses policiers, puis traînés, menottes aux poignets, dans les rues de Iassi. Aucune infraction ne pouvant être retenue contre eux, les étudiants sont relâchés. Codreanu porte plainte contre le préfet. Mais le tribunal administratif le déboute tandis que Manciu et ses policiers sont décorés.

Le 24 octobre suivant, devenu avocat, Codreanu plaide pour un étudiant victime de violences policières. A l'audience, Manciu se présente escorté de policiers. A peine entré dans l'enceinte, ils se ruent sur Codreanu qui sort un revolver et tire. Manciu est tué sur le coup.

Codreanu passe en jugement le 20 mai 1925 à l'autre extrémité du pays. Un formidable mouvement s'est mobilisé en sa faveur. Tout les avocats chrétiens, ils sont plus de 19 000, se sont inscrits pour le défendre bénévolement ! Il est acquitté aux applaudissements de la foule. Dès lors, son nom est célèbre dans toute la Roumanie.

---

(1) Jérôme et Jean Tharaud, *L'envoyé de l'Archange*, Plon, Paris 1939, p. 79-80.

(2) Mircea Eliade, *Les moissons du solstice. Mémoires II. 1937-1960*, Gallimard, Paris 1988, p.39.

(3) Op. cité, p. 40.

DES COMPLOTS DE SAMOURAÏ

Tueries à Tokyo

PAR JEAN MABIRE

Après avoir créé l'armée de sa politique, le Japon impérial, à la suite d'une série de meurtres, fera la politique de son armée. L'âme du complot est le général Araki Sadao, héritier de la société secrète du Dragon Noir. Il fascine les jeunes officiers qui vont tout sacrifier à un retour au vieil ordre des Samouraï.

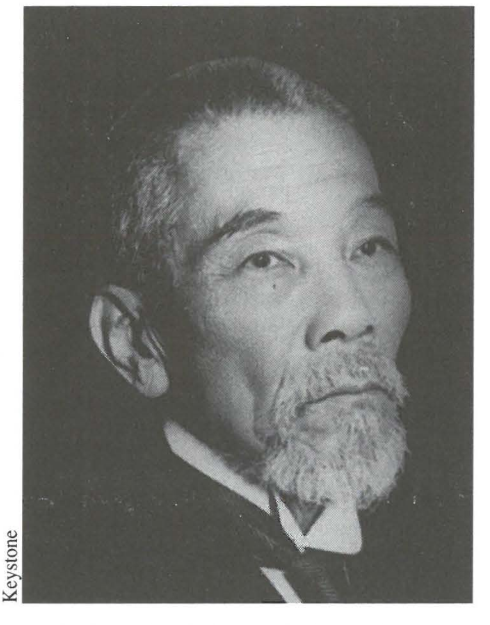
Rancœur, rancœur dans toutes les garnisons de l'Empire ! Surgissant de la longue nuit de l'histoire, les Japonais ont battu les Chinois en 1895 et les Russes dix ans plus tard. Pourtant, les effroyables sacrifices consentis par les marins et les soldats de l'Empereur ne se soldent que par de misérables gains territoriaux : Formose, les Pescadores, quelques concessions en Mandchourie. Les officiers dénoncent les ministres, les financiers, les profiteurs.

Ils sont hantés par le souvenir des rônin de la légende héroïque. Ils veulent, en plein XXe siècle, vivre – et mourir – selon les enseignements du *bushidô*. Attachés à la tradition la plus ancienne, il désirent en même temps que leur pays soit le plus moderne de l'Asie. Pour frapper le public, il faut du sang. Celui qui coule, dès 1921, est hautement symbolique : sont ainsi assassinés l'homme le plus riche du Japon, Yasuda Zenjiro, et le président du conseil des ministres, Hara Kei.

En 1926, un nouvel empereur-dieu de 25 ans, Hiro-Hito, inaugure l'ère Showa. Ce sera celle de la conquête. Elle commence par un attentat qui coûte la vie au maréchal-dictateur chinois Chang Tso-Lin, une provocation montée par un officier supérieur japonais, qui espère ainsi donner à son pays le prétexte d'intervenir en Mandchourie.

Son geste fascine les jeunes lieutenants et capitaines surgis du peuple des campagnes. Patriotes et mystiques, ils se veulent *« impérialistes-prolétariens »*.

Sans rien connaître de l'Occident et même en réaction contre lui, ils sont en train d'inventer un « national-socialisme nippon ». Point n'est besoin pour ces modernes « rônin » d'un parti. C'est un esprit et une méthode qui doivent conquérir de l'intérieur l'Etat japonais. Le cheminement vers le pouvoir se fera d'une manière étrange : par vagues successives. Et quand tout le pays sera submergé par le flot irrésistible du militarisme, ce sera la guerre, la conquête de la Chine, des mers du Sud, de l'Inde.



Le Premier ministre Inukai Tsuyshi.* « Enlevez vos chaussures, vous salissez mes nattes ! » *lance-t-il à ses assassins, le 15 mai 1932.

Un homme incarne le pouvoir civil : le Premier ministre Hamaguchi Osachi. Le 14 novembre 1930, il est mortellement blessé par un étudiant dans la gare de Tokyo. L'assassin fait partie d'une de ces multiples sociétés secrètes contrôlées par les jeunes cadres révolutionnaires.

Une nouvelle association clandestine est créée par une vingtaine d'officiers, qui vont rapidement devenir une centaine. Son nom : la « Sakura kai » ou « Société du Cerisier », cette fleur qui meurt au plus haut de son éclat.

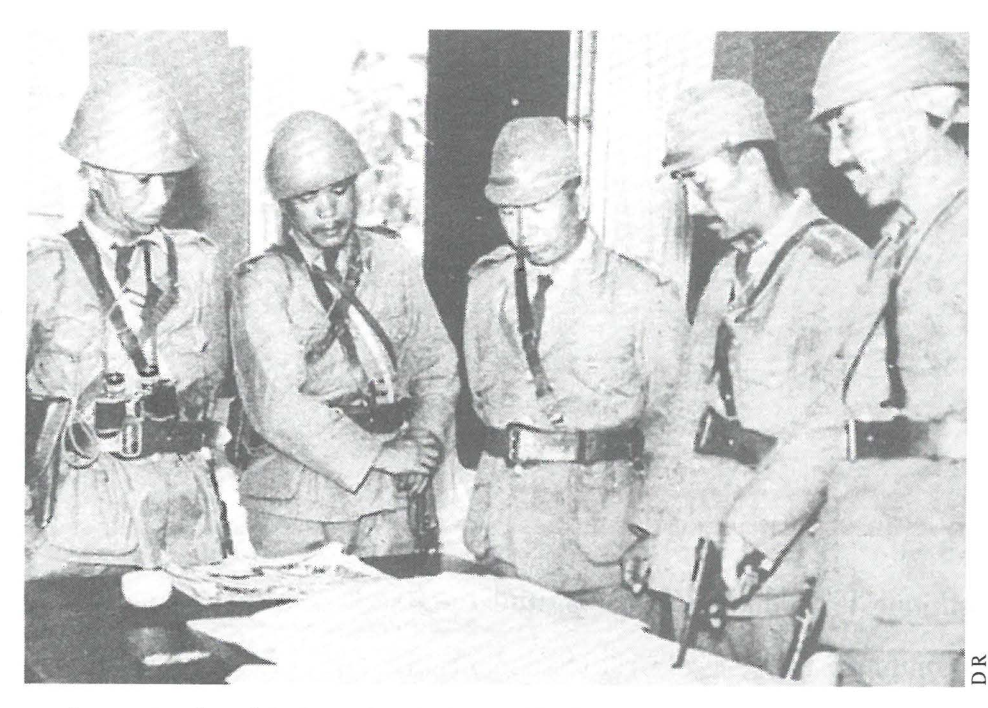
Un sabotage sur la voie ferrée de Mandchourie sert de prétexte à l'occupation par les Japonais des casernes chinoises de Mukden. Rapidement, les troupes nippones contrôlent les trois provinces de Mandchourie. A Tokyo, le gouvernement ne peut qu'entériner l'initiative des militaires. Reste à prendre le pouvoir au Japon même. Il faut un chef à la conjuration. Ce sera le général Araki Sadao, le directeur de l'Ecole de Guerre, un robuste quinquagénaire au crâne rasé et à la moustache en bataille.

Fils d'un pauvre instituteur de village, il aime se proclamer *« le plus plébéien des diplômés de l'Académie militaire »*.

C'est un nationaliste fanatique. Il fonde un nouveau groupuscule clandestin, la « Société de la Voie impériale » ou « Kôdogikai ». Son programme a le mérite de la simplicité : *« Nous sommes les descendants des dieux. Nous devons régner sur le monde ! »*

Sa théorie favorite est l'union des extrémistes de droite et de gauche : *« Les étudiants progressistes doivent se joindre aux officiers nationalistes »*, répète-t-il à ses partisans.

Il est question de créer un État « socialiste et impérial ». Les événements sanglants de Shanghai vont faciliter le projet des conjurés :



Commandos d'une brigade navale spéciale, en 1937, à Shanghai. Les jeunes officiers japonais rêvaient d'un Japon « socialiste et impérial ».

une série d'assassinats politiques doit précéder un coup d'État militaire. Les premières victimes sont des hommes de droite jugés trop libéraux. D'autres suivront.

Le Premier ministre Inukai Tsuyshi est le plus menacé. Ne désire-t-il pas faire la paix avec les Chinois en leur proposant d'évacuer en même temps qu'eux la Mandchourie ?

Un groupe de cadets de l'aéronavale forment un groupe clandestin à l'objectif ouvertement terroriste : la « Kotsumeidan » ou « Fraternité du sang ».

Le 15 mai 1932, il sont neuf « frères » réunis sous les ordres du lieutenant Koga au sanctuaire Yasukuni. Puis ils se rendent à Sannô, résidence du Premier ministre. C'est dimanche. La plupart des gardes sont en congé. Les conjurés enfoncent les portes et bondissent à l'intérieur, revolver au poing. Ils trouvent le président Inukai, qui leur dit seulement :

« – Enlevez vos chaussures, vous salissez mes nattes ! »

Un second groupe de conjurés dirigé par le lieutenant Yamagishi, fait irruption.

« – Tirez ! »

Les armes crépitent. Le sang de la victime recouvre la boue laissée par les souliers de ses assassins.

Pendant ce temps, des étudiants et des paysans forment des commandos et attaquent les édifices officiels. Des explosions retentissent. Pourtant, presque tous les assaillants vont ensuite se rendre à la police. Quelques-uns d'entre eux gagnent les bâtiments de l'état-major impérial.

« – Nous voulons que l'armée se soulève et prenne le pouvoir.

– Avez-vous un chef ? »

Les conjurés lancent le nom du général Mazaki. Mais celui-ci décline l'offre des jeunes officiers :

« – Je refuse... Mais vous avez ma sympathie. »

Le coup d'État semble avoir échoué. Pourtant, c'est à partir de là que commence la conquête du pouvoir par l'armée. En refusant de suivre les extrémistes, elle va faire figure d'arbitre suprême.

L'empereur reste silencieux

En Mandchourie, l'avance japonaise se poursuit. Il est bientôt possible d'y créer un État satellite, auquel on donne le nom de Manchukuo.

Deux groupes s'affrontent au sein de l'armée : les jeunes officiers, surtout lieutenants et capitaines, que l'on peut qualifier de « nationaux-socialistes nippons », qui forment le Kôdôha ou « Groupe de la Voie impériale ». En face d'eux, les conservateurs, officiers plus anciens qui n'admettent pas les idées révolutionnaires de leurs cadets.

Le général Nagata, nouveau ministre de la Guerre, entend briser le complot permanent des jeunes cadres.

L'un d'eux, le lieutenant-colonel Aizawa Saburo, prend les devants le 12 août 1935, il se présente au bureau du général Napata à l'état-major général. Il franchit le barrage des secrétaires et entre. Il tue le ministre d'un coup de sabre. Puis il quitte la pièce.

Le soir même, la police l'appréhende. Son procès devient une tribune.

Aizawa, le « lieutenant-colonel justicier » fait des émules.

Dans la nuit du 26 février 1936, le capitaine Nonaka Shirô réunit des officiers et des soldats de la 1ère division d'infanterie.

Avec mille cinq cents hommes, il occupe la plupart des points clefs de la capitale et expédie à travers la ville des petites équipes de tueurs.

Vont tomber sous leurs pistolets le financier Takahashi, le général Watanabe, l'amiral Saitô. Le premier ministre Okada Keisuke, réussit à se cacher dans un placard de sa demeure.

A l'aube de cette nuit sanglante, la neige tombe sur Tokyo. Les putschistes ont dressé des barricades. Les mutins semblent maîtres de la rue. Mais la Garde impériale reste fidèle au gouvernement. On s'observe.

L'empereur, lui, reste silencieux, invisible. Des camions chargés de troupes parcourent la ville. Le Premier ministre, miraculeusement indemne, prépare la riposte. La marine ne bouge pas et seule une division de l'armée de terre participe à la tentative de coup d'État. Pendant quatre jours, les deux camps s'observent sans tirer un coup de feu. Les autorités laissent pourrir la révolte.

L'étau se resserre autour des mutins. Le capitaine Nonaka a compris qu'il a perdu et se suicide. Les troupes loyales s'emparent des barricades. Dix-sept officiers rebelles sont fusillés après un jugement sommaire. Le lieutenant-colonel Aizawa est lui aussi exécuté. Le général Mazaki est arrêté.

Seulement, le nouveau Premier ministre, Hirota Kôki, partage au fond de lui-même les idées des comploteurs. Et l'on commence à beaucoup parler d'un général qui est resté prudent pendant la crise mais n'en est pas moins décidé à réaliser l'idéal des rebelles. Ce général quasi inconnu se nomme Tôjô Hideki. Il va favoriser la promotion des jeunes officiers révolutionnaires d'origine paysanne.

En 1937, les Japonais s'emparent de Shanghai puis de Nankin. En 1938, le vieux général comploteur Araki Sadao est nommé ministre de l'Éducation. Et le général Tôjô sera bientôt ministre de la Guerre.

JEAN MABIRE

Jean Mabire est l'auteur des *Samouraï*, Balland, 1974. Il vient de publier *Stalingrad, la bataille décisive de la Seconde Guerre mondiale*, Presses de la Cité, Paris, 1993.

La vengeance croate

PAR GUY CHAMBARLAC

Serbes contre Croates, Serbes contre Bosniaques, Serbes contre un peu tout le monde dans l'ancienne Yougoslavie éclatée. L'actualité rejoint l'histoire. À deux heures d'avion de Paris, dans une Europe récemment libérée, ces massacres paraissent aberrants. En fait, les conflits d'aujourd'hui plongent dans le terreau d'une histoire que l'on connaît mal, dont les blessures n'ont jamais été cicatrisées. Les épisodes vieux de 50 ou 60 ans s'en trouvent relativisés. Les « bons » en ce temps-là étaient les Serbes sur qui s'appuyait la diplomatie française en Europe centrale, et les « méchants » étaient leurs adversaires croates.

Vers 1930, déjà, les Balkans formaient un conglomérat explosif de nationalités hostiles et de religions opposées. Leurs conflits avaient embrasé l'Europe et le monde en 1914. Ce qui sortit de cette guerre, la disparition de l'Empire austro-hongrois et de l'Empire ottoman, avec la création artificielle de nouveaux États, n'avait fait qu'attiser de nouveaux antagonismes.

À elle seule, la Yougoslavie constituait un condensé des inextricables différends balkaniques. Création arbitraire, elle avait vu le jour à la fin de 1918, lors de l'effondrement de l'Empire des Habsbourg. Son existence précaire reposait en grande partie sur le soutien de la France qui faisait alors figure de première puissance en Europe, et tentait de bâtir un cordon de sécurité face aux influences germaniques.

La réunion en un seul État des Slovènes, des Serbes, des Croates et de quelques autres nationalités mineures n'allait pas de soi, même si cela correspondait au vieux rêve des Serbes. Il avait fallu des circonstances tout à fait extraordinaires et des pressions non moins extraordinaires pour faire oublier un instant – un instant seulement – les différences et les oppositions irréductibles créées par l'histoire et la culture entre des peuples qui n'avaient jamais été réunis au sein d'un même État.

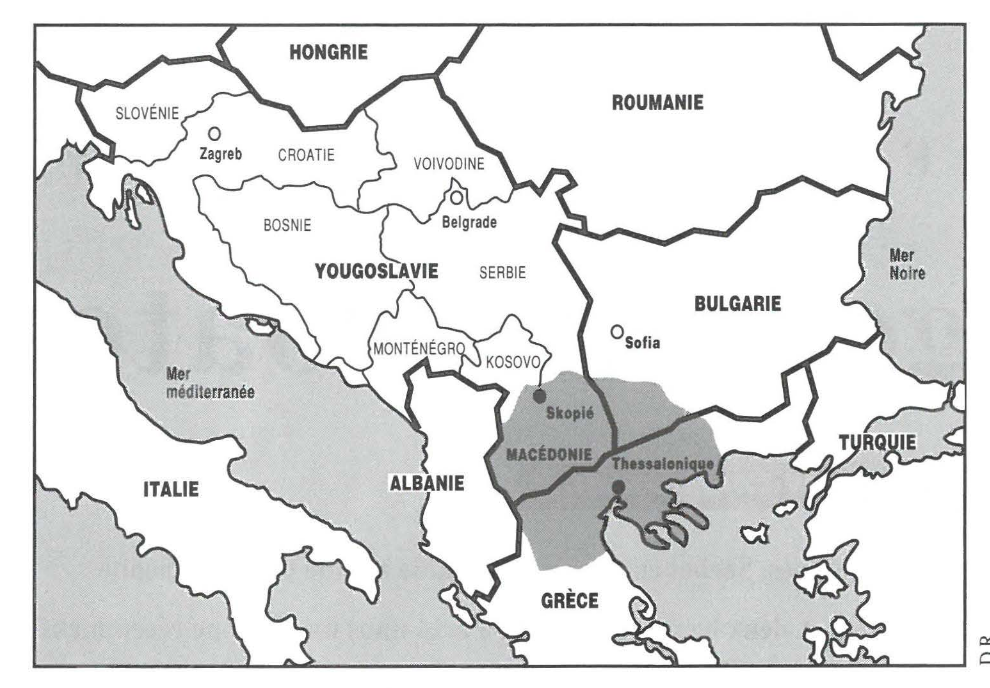
Les Croates appartenaient au monde latin occidental catholique et les Serbes au monde byzantin oriental orthodoxe. Les premiers se servaient de l'écriture latine alors que les Serbes utilisaient l'alphabet cyrillique. Durant des siècles, les Croates avaient bénéficié de l'influence civilisatrice des Habsbourg. Fiers de leur supériorité intellectuelle, de leur Université, de leur enseignement, de leurs journaux, de leurs culture, les Croates n'avaient que mépris pour la « barbarie » des Serbes, marqués par plusieurs siècles de domination turque.

En 1918, dans la future Yougoslavie, on comptait six millions de Serbes orthodoxes, en majorité de rudes paysans tirant fierté de leur combat libérateur contre les Turcs et convaincus que leur mission historique était de domi-



Roger Viollet

Le roi Alexandre de Yougoslavie, accueilli à Marseille par Louis Barthou, le 9 octobre 1934. Dans quelques instants, le monarque tombera sous les balles des Oustachis. Barthou, lui, sera tué par un projectile de la police française…



La Yougoslavie, création arbitraire de 1918, plaçait la Slovénie, la Croatie, la Bosnie et une partie de la Macédoine sous la domination de la Serbie.

ner les autres peuples de la région. Au nord, un million et demi de Slovènes, catholiques, évolués, avaient emprunté à une influence germanique séculaire le sens de l'organisation et de la discipline. Les Croates catholiques, comptant une importante bourgeoisie, étaient plus de quatre millions. On dénombrait encore de fortes minorités allogènes : plus de cinq cent mille Magyars, près de cinq cent mille Allemands, plus de quatre cent mille Turcs et Albanais, plus de deux cent mille Roumains, sans compter les Macédoniens, eux-mêmes mélangés (1).

Le massacre des députés croates au Parlement

En octobre 1918, avant de se mettre en congé, la Diète croate de Zagreb décida la séparation avec l'Empire austro-hongrois en pleine débâcle. Le 24 novembre, un groupe d'hommes politiques croates, serbes et slovènes, sans consulter personne, se constitua en « Conseil national » et proclama la création d'un royaume fédératif « serbo-croate-slovène » (on ne dira Yougoslavie qu'à partir du 9 octobre 1929) sous la dynastie des Karageorges.

Seulement, la masse du peuple croate ne ratifia nullement cette décision pour laquelle on ne l'avait pas consultée. Il y eut aussitôt des manifestations spontanées de protestation. Elles furent dispersées à coups de crosses et de mitrailleuses par les troupes serbes. La cause de l'indépendance croate avait trouvé ses premiers martyrs, mais qui s'en souciait ?

Les élections de 1920 et de 1925 soulignèrent le refus total de l'idée yougoslave. La formation qui lui était le plus hostile, le Parti paysan républicain croate, dirigé depuis sa création en 1904 par Stepian Raditch, arriva très largement en tête. Par deux fois les députés croates refusèrent de siéger au Parlement de Belgrade pour montrer qu'ils considéraient l'État yougoslave comme illégal. Le roi Alexandre I[er] riposta en faisant emprisonner Raditch et les principaux dirigeants croates.

Paris intervint auprès d'Alexandre I[er] pour l'inciter à un arrangement. Le D[r] Raditch, dont la prison avait fait un héros national, accepta des ouvertures d'union nationale. En échange de promesses sur le futur statut de la Croatie, il reconnut la légitimité de la dynastie des Karageorges et accepta que les députés croates viennent siéger au Parlement de Belgrade, la *Skouptchina.*

Une paix précaire s'instaura jusqu'au drame épouvantable du 20 juin 1928. Ce jour-là, à Belgrade, en pleine séance de la *Skouptchina*, un député du Parti radical pan-serbe, le Monténégrin Punitcha Ratchitch, alors qu'il se trouvait à la tribune, sortit un revolver et entreprit d'abattre, posément, ses collègues croates comme des pipes à la foire. Tandis que des députés se précipitaient vers la sortie, les gardes serbes regardaient paisiblement le spectacle. À la tribune, le tueur monténégrin continuait son carton. Le D[r] Stepian Raditch, chef incontesté de l'opposition nationale croate, tomba le dernier, mortellement touché au ventre.

Le revolver était vide. Calmement, l'assassin remit l'arme sous sa veste. Il descendit de la tribune et, sous la protection des gardes, il quitta librement la salle.

L'image de la Yougoslavie et de son roi ne souffrit pas de cet incroyable massacre. En France, personne ne se souciait de la Croatie, une province arriérée, dont la veille on ignorait jusqu'à l'existence.

La « Main Noire » serbe et la dictature royale

Punitcha Ratchitch, le tueur du Parlement de Belgrade, n'était pas un fou. Appointé par les services secrets, il travaillait pour la « Main Noire », cette organisation serbe qui avait entre autre à son palmarès l'assassinat du roi Alexandre Obrénovitch, et de la reine Draga en 1903 (2) et celui de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche à Sarajevo en 1914. Depuis 1918, elle sévissait en Croatie comme en pays conquis, multipliant meurtres et opérations punitives contre les nationalistes. Elle était dirigée par le chef de la Garde royale, le général Pierre Jivkovitch, dont le roi devait faire, en 1929, son Premier ministre.

Le général Jivkovitch avait sciemment programmé l'assassinat de Stepian Raditch afin de provoquer un soulèvement, ce qui permettrait de traiter les Croates en insurgés.

La provocation réussit au-delà de toute espérance. Les députés croates démissionnèrent en bloc. Avant de mourir, Stepian Raditch leur avait légué cette ultime recommandation : *« Plus jamais à Belgrade ! »* Ils l'écoutèrent. C'en était fini de la relative paix civile.

Alexandre I[er] profita de la crise pour réaliser son ambition : une dictature royale. Le 5 janvier 1929, la constitution fut abolie et le roi déclara prendre en charge *« provisoirement »* toutes les responsabilités du pouvoir.

Il ne restait plus qu'une seule voie aux Croates : la violence.

Macédoniens et Croates, même combat

Dans les Balkans, la violence était la tradition commune à tous les peuples, la seule sans doute. Depuis toujours, les Turcs avaient gouverné par la terreur.

Les guerres balkaniques de 1912 et 1913 avaient chassé les Turcs et opposé ensuite Serbes et Bulgares, sans apporter l'indépendance aux Macédoniens dont le territoire était partagé entre la Bulgarie, la Grèce et la Serbie.

Après la Première Guerre mondiale, les

Macédoniens et leur efficace organisation de résistance, l'Orim (Organisation révolutionnaire pour l'indépendance de la Macédoine, VRMO en macédonien), tournèrent leurs coups contre l'État yougoslave, ennemi principal de l'indépendance macédonienne.

Contrairement aux Macédoniens et aux autres peuples balkaniques naguère soumis aux Turcs, les Croates n'avaient pas une tradition de violence ni de secret. Il leur fallait donc tout apprendre. L'Orim allait s'en charger. Encadrés par des instructeurs macédoniens, les Croates entrèrent dans la carrière du terrorisme quelques jours après le coup d'État du roi. En janvier 1929, ils assassinaient à Zagreb un proche du général Jivkovitch, Tony Schlegel, directeur du journal proserbe *Novosti*. En mesure de représailles, la « Main noire » tua deux personnalités de l'opposition croate, l'universitaire Chouflay et l'écrivain Boudak. Quant au roi, il fit déporter dans l'île de Hoar plusieurs dirigeants croates, slovènes et bosniaques.

La machine de la terreur était lancée. À Omiche, en Dalmatie, au cours d'un congrès eucharistique, les gendarmes serbes ouvrirent le feu sur une procession en découvrant sur une bannière, encadré par Jésus et Marie, le blason croate ! Bilan : deux enfants tués et quarante blessés.

Le 17 décembre 1929, l'Orim aidait les Croates à faire sauter un train transportant une délégation de « traîtres » partant pour Belgrade. Le gouvernement tenait un bon prétexte pour sévir. On arrêta le Dr Matchnek, chef du parti paysan, ainsi qu'un grand nombre d'opposants.

Parmi les parlementaires qui s'estimèrent menacés et prirent alors le chemin de l'exil, se trouvait un avocat croate de 40 ans, le Dr Ante Pavélitch.

Grand, massif, des mains de paysan et un regard flamboyant dans un visage rude empreint de réserve, telle était l'apparence de ce député de droite, dont Malaparte fera plus tard dans *Kaputt* un portrait à sa manière, jugeant que l'élément fondamental de son caractère était une humanité simple faite de timidité et de charité chrétienne.

Il était né le 14 juillet 1889 à Bradina-Herzatovina, dans une famille peu fortunée qui l'envoya suivre des études de droit à l'université de Zagreb. Devenu avocat, il adhéra au « Parti du droit », une organisation nationaliste croate, ce qui ne l'empêcha pas de servir loyalement l'Empereur pendant la Première Guerre mondiale.



Roger Viollet

À gauche, Vlada le Macédonien, alias Petrus Kalemen, futur assassin d'Alexandre de Yougoslavie pour le compte de l'Oustacha croate. Il est photographié ici en compagnie d'autres membres de l'Orim (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne), qui était liée aux résistants croates par une même hostilité à la domination serbe.

En 1918, croyant comme beaucoup d'autres aux promesses du président Wilson sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il participa aux manifestations de Zagreb durement dispersées par l'armée serbe. Il devint alors l'un des principaux animateurs des *Sokols,* organisations de jeunesses nationalistes comparables aux « sociétés de gymnastiques » créées jadis par Jahn en Allemagne.

Le Dr Pavélitch et l'Oustacha croate

Marié à une juive convertie au catholicisme, qui lui donnera trois enfants, il se servit de sa robe d'avocat pour défendre les patriotes croates, bosniaques et macédoniens poursuivis par les tribunaux serbes. Dans les Balkans, de tels services ne s'oublient pas. Il s'acquit ainsi un droit à la reconnaissance de l'Orim.

Le matin du 14 janvier 1929, le Dr Pavélitch descendit du train de Zagreb à la Südbahnhof de Vienne. Un long exil et un nouveau destin commençaient.

Peu après, à Sofia, l'exilé rencontra longuement le chef de l'Orim, Mikaïlov. Pour acquitter sa dette d'honneur vis-à-vis de l'ancien avocat de la cause macédonienne, Mikaïlov lui offrit le soutien de l'Orim : son expérience de la lutte clandestine, de l'argent, des armes et des instructeurs pour entraîner les futurs combattants croates.

Avec les conseils de l'Orim, Pavélitch allait désormais se vouer corps et âme à l'édification d'une organisation révolutionnaire nationaliste structurée par un secret et une discipline d'acier : l'*Oustacha*, dont le nom signifie « résistance » ou « rébellion » en langue croate.

Dès 1930, par son agent à Vienne, Alexandre fut informé. Il ordonna de prendre des dispositions pour abattre le Dr Pavélitch et, en attendant, d'exercer une pression diplomatique sur l'Autriche afin de le chasser loin des frontières de la Yougoslavie. Jugé indésirable, le chef de l'*Oustacha* fut prié de quitter l'Autriche dans les meilleurs délais.

Le Dr Pavélitch se tourna vers une autre puissance intéressée par la situation yougoslave : l'Italie fasciste. Depuis l'avènement du fascisme en 1922, l'Italie estimait que les Balkans faisaient partie de sa sphère d'influence. L'attention qu'elle portait à la Yougoslavie, sa voisine, était d'autant plus vive que de graves différends n'avaient cessé d'empoisonner les relations des deux pays depuis la fin de la guerre au sujet de Trieste et de Fiume.

Le gouvernement italien fit discrètement savoir qu'il accorderait volontiers l'asile politique au Dr Pavélitch et à ses amis.

Le chef de l'*Oustacha* n'avait guère le choix. Il arriva en Italie en 1930 avec sa famille. Ses délégués purent recruter militants et sympathisants parmi les nombreux émigrés croates chassés de leur pays et réfugiés jusqu'en Amérique du Sud.

Le Dr Pavélitch bénéficiera également de soutiens dans la Hongrie du régent Horthy. Malgré bien des vicissitudes, il existait des

liens séculaires entre la Croatie et le royaume de saint Étienne qui ne nourrissait aucune sympathie pour la Yougoslavie constituée en partie à ses dépens.

Une ferme située à Janka Puszka, à cinquante kilomètres de la frontière yougoslave, fut mise à la disposition de l'*Oustacha*. Une trentaine de soldats-paysans croates s'y entraînaient au maniement des explosifs et au tir rapide au pistolet sur des cibles à l'effigie du roi que les *Oustachis* appelaient entre eux en riant *« Alexandre le Dernier »*.

En 1931, plusieurs bombes explosèrent à Zagreb. Une autre sema la panique à Zemon, dans l'Orient-Express en direction de Paris. En 1932, la liste des attentats s'allongea. En 1933, l'*Oustacha* tenta de soulever la province de Lika. Après l'intervention de l'armée, ses commandos se replièrent sur la Hongrie. L'affaire fut portée devant la SDN. Mais la Hongrie rejeta les plaintes de Belgrade et l'affaire s'enlisa dans la procédure.

Hitler est hostile aux Croates

L'année 1933 avait vu en Europe un événement autrement gros de conséquences. Le 30 janvier, Adolf Hitler était devenu le plus légalement du monde chancelier du Reich. En politique étrangère, le but affiché du nouveau chef du gouvernement allemand était l'annulation des dispositions du traité de Versailles. Ce langage allait recueillir un écho profond auprès de nombreuses minorités qui s'estimaient brimées par le découpage arbitraire de l'Europe imposé après 1918. Les Croates suivaient eux-mêmes avec attention ce qui pouvait venir de Berlin. Pourtant, la diplomatie du III[e] Reich ne devait leur être en rien favorable jusqu'en 1941. Les nouveaux maîtres de l'Allemagne nourrissaient de l'estime pour les Serbes et ne portaient aucun intérêt aux Croates.

Présenter les *Oustachis* de 1934 comme des « nazis » est une absurdité et un anachronisme. Pavélitch ou son adjoint Kvaternik, mariés l'un et l'autre à des juives, avaient toutes les raisons personnelles de se défier des thèses racistes. Comme tant d'autres nationalités d'Europe centrale, les Croates furent entraînés à partir de 1941 par un déchaînement de forces qui devaient finalement les broyer. Mais en 1934, le III[e] Reich misait encore sur une alliance avec la Yougoslavie qui se concrétisa par le pacte du 25 mars 1941. C'est seulement à la suite du coup d'État militaire



Ante Pavélitch (1889-1959), fondateur et chef de l'Oustacha croate. Il avait été condamné à mort dès 1929.

du 27 mars favorable aux Alliés qu'Hitler fit envahir la Yougoslavie et procéda ultérieurement à son partage.

En Italie, un petit état-major s'était constitué autour du chef (*Poglavnik*), avec l'ancien colonel de l'armée autrichienne Slako Kvaternik, qui avait épousé, comme Pavélitch, une israélite autrichienne. Le fils de ce couple, Eugène Kvaternik, dit « le beau Dido », devait jouer un rôle important dans l'*Oustacha*. Il devint le bras droit du *Poglavnik* pour l'action terroriste.

Vlada le Macédonien

Au début de 1934, il reçut l'ordre de préparer l'assassinat d'Alexandre I[er]. L'occasion choisie était le voyage officiel que le roi devait effectuer en France à partir du 9 octobre. l'Orim offrit de lui apporter le concours du meilleur spécialiste de l'organisation macédonienne, un tueur infaillible, Vlada-le-Macédonien, surnommé par les siens le « Loup du Vardar ».

Aujourd'hui encore on ignore la véritable identité de cet homme insensible aux émotions et à la peur. Selon la police yougoslave, il s'appelait Vladimir Dimitri Kérim, et serait né le 18 octobre 1897 à Kamenica, au cœur de la Macédoine. Mais on lui connaît encore une bonne demi-douzaine d'identités différentes.

« Dido » Kvaternik avait prévu deux possibilités d'attentats durant le séjour d'Alexandre en France. L'un, à Marseille, où le roi devait débarquer, et, en cas d'échec, un autre lors de l'arrivée à Paris. Il fallait quatre hommes, deux pour Marseille et deux pour Paris. Les armes, acheminées discrètement par une autre voie, ne seraient distribuées qu'au dernier moment.

Kvaternik se rendit lui-même sous un faux nom au camp de Janka Puszka pour y recruter trois volontaires capables de se joindre à Vlada. Krajli, Pospitchil et Raitch furent ainsi désignés par tirage au sort. Kvaternik remit à chaque homme un passeport hongrois :

– Vous vous rendrez à Budapest, où vous prendrez le train pour Zürich via Munich. Là, on vous donnera d'autres passeports.

Une jeune femme énigmatique apporte les armes

Le 28 septembre, c'est Kvaternik qui les réceptionna en compagnie de Vlada. Les deux hommes avaient changé de nom. « Dido » était devenu Egon Kramer et le Macédonien : Petrus Kalemen. Élégant comme à son habitude, « Dido » vit descendre du train ses trois futurs compagnons fagotés comme des bandits de carte postale.

Après les avoir habillés de neuf, il les fit passer à Lausanne, distribua les nouveaux passeports et donna ses nouvelles instructions :

– Nous allons en France. Vous voyagerez tous sous une identité tchécoslovaque. Raitch, tu devient Benès, Pospitchil tu seras Nowak et Krajli tu t'appelleras désormais Malny.

En passant par les petits ports du lac Léman, tout le monde se retrouva à Évian comme prévu, sans avoir été inquiété ni par la douane ni par la police. De là, dispersion dans le train de nuit en direction de Paris et descente en gare de Fontainebleau au matin du 30 septembre.

« Dido » avait fait retenir des chambres dans trois hôtels différents. Il leur révéla le but de leur mission. Vlada et « Malny » iraient à Marseille pour l'exécution. Les deux autres resteraient à Paris pour prendre le relais si les premiers avaient échoué.

Après avoir passé la soirée avec ses compagnons, « Dido » Kvaternik appela l'hôtel Sainte-Anne et demanda la chambre d'une certaine Maria Vondracek.

« Dido » la retrouva à son hôtel dans la nuit. En la quittant, à l'aube, il emportait dans une petite valise de cuir, quatre pistolets et deux grenades destinés aux deux acteurs parisiens. Les « Marseillais » recevraient leur arsenal sur place.

Le compte à rebours avait commencé. Il ne restait que cinq jours avant l'arrivée du roi à Marseille, le 9 octobre.



Roger Viollet

Eugène Kvaternik, « le beau Dido ». Bras droit de Pavelitch pour l'action terroriste, il organisa l'attentat contre Alexandre de Yougoslavie.

Le samedi 6 octobre, tandis qu'Alexandre embarquait à Zenika sur le croiseur *Dubrovnik*, dans la soirée, « Dido », Vlada et « Malny » rejoignirent Aix-en-Provence suivis par Maria Vondracek.

Le lundi 8 octobre, la mer était mauvaise. Dans le détroit de Bonifacio, le *Dubrovnik* fut accueilli par une escadre française. Le roi semblait nerveux. Ce voyage avait été voulu par la France, à l'initiative de Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères, adversaire obstiné de l'Allemagne. La grande idée était de reconstituer en 1934 ce qui avait si bien réussi en 1914 : l'encerclement du Reich par l'alliance de la France, de l'URSS et de la Yougoslavie. Pour Alexandre, la pilule était amère. Il haïssait les Soviets qui avaient massacré son beau-frère Nicolas II et sa famille. Inversement, il avait une grande admiration pour l'Allemagne du chancelier Hitler. Mais le roi n'était pas en position de s'opposer aux vœux du gouvernement français.

À Aix-en-Provence, le matin du 8 octobre, les trois *Oustachis* prirent l'autocar de Marseille. Le programme détaillé du lendemain s'étalait dans tous les journaux.

En déambulant le long de l'itinéraire, les trois *Oustachis* débattirent longuement de tous les détails de l'attentat. Un seul point ne fut pas abordé : le repli des meurtriers. Il était implicitement admis qu'il s'agissait pour eux d'une opération suicide : vaincre et mourir.

Le soir, ils regagnèrent Aix-en-Provence. « Dido » fit un crochet par l'hôtel de Maria Vondracek pour prendre une petite valise. Dès son retour, il fit la distribution des armes. Pour Vlada, un long et lourd pistolet *Mauser* dernier cri, le modèle *Schnellfeuer* capable de tirer coup par coup ou par rafale. Une arme superbe, créée deux ans plus tôt. Ses cartouches de calibre 7,63 mm Mauser étaient capables de perforer la cotte de mailles que portait souvent Alexandre dans ses déplacements.

Vlada reçut encore une grenade et un deuxième pistolet de secours, lui aussi très moderne : un *Walther PP* beaucoup moins encombrant, tirant les cartouches moins puissantes de calibre 7,65 mm Browning.

« Malny » reçut également un *Walther PP*, une grenade et un pistolet hongrois, un *Frommer 1902*.

En dehors du *Frommer,* les pistolets avaient été achetés à Trieste le 18 août 1932 auprès de l'armurerie Angelini-Bernardon. Mais le nom de l'acquéreur n'avait pas été porté sur le registre de l'armurier.

Les trois *Oustachis* dînèrent ensemble, puis, « Dido » Kvaternik prit un taxi pour Avignon, et de là, un train pour l'Italie. Maria Vondracek l'avait précédé de quelques heures semble-t-il sur le même itinéraire.

Le mardi 9 octobre, Vlada et « Malny » déjeunèrent à 13 heures au restaurant de leur hôtel, puis ils montèrent dans un autocar pour Marseille.

Un service d'ordre complètement dépassé

Plusieurs services de police devaient collaborer au succès de la visite. La police municipale, aux ordres du maire, le Dr Ribot. La Sûreté nationale, dépendant du préfet. Enfin, les gardes mobiles (prédécesseurs des gendarmes mobiles) également à la disposition du préfet.

Le commandement des forces de l'ordre se trouvait concentré dans les mains de M. Sisteron, contrôleur général de la Sûreté nationale. Son chef, M. Berthouin, directeur de la Sûreté nationale supervisait.

Le dispositif de M. Sisteron avait prévu un agent ou un garde mobile tous les deux mètres. Dans la pratique, il y en aura tous les cinq ou six mètres.

La voiture serait escortée, devant et derrière, par un escadron monté de la garde mobile.

Pour protéger l'automobile, on désigna une garde d'honneur composée de deux officiers : le colonel Piollet, du 141e régiment d'infanterie alpine, prévenu le matin même, et le chef d'escadron Vigouroux commandant les gardes mobiles.



Roger Viollet

Vlada le Macédonien, dit Kalemen, et surnommé par les siens le « loup du Vardar ». Il tua le roi Alexandre avec un sang-froid étonnant.

Sur les trottoirs de la Canebière, la foule s'était massée. Vlada s'était placé à l'angle de l'avenue et de la place de la Bourse. Il avait désigné à « Malny » l'angle de la rue Saint-Ferréol.

Sur le quai des Belges, le ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou, barbiche au vent, attendait en compagnie du général Georges et d'une nuée d'officiels dans un beau désordre.

La voiture destinée au roi était là, elle aussi, une vieille Delage découverte, aux sièges fatigués, avec de larges marchepieds.

La vedette royale se rangea le long du quai. Le roi et sa suite sautèrent à terre. Alexandre échangea une longue et cordiale poignée de main avec Louis Barthou qui l'entraîna vers la vieille Delage, prenant place à sa gauche. Le général Georges se contenta d'un strapontin en face de Barthou.

Le cortège s'ébranla lentement, au pas des chevaux. La foule qui n'aime rien tant que les rois étrangers, hurlait, acclamait. Alexandre répondait avec un sourire crispé.

Il était 16 h 15. Face à la Bourse, la limousine royale obliqua pour contourner un refuge placé au milieu de la chaussée. Soudain, un individu, tête nue et chauve, sortit de la foule, fonça vers la Delage, passa sous l'encolure du cheval du colonel Piollet qui le prit pour un photographe. Il sauta sur le marchepied en criant *« Vive le roi ! »*. Le général Georges aperçut alors le canon du *Mauser*. Agrippé de la main gauche à la portière, Vlada-le-Macédonien tirait sur le roi. Les coups de feu se mêlaient aux vivats de la foule qui ne voyait rien, ne comprenait rien et continuait ses ovations. Le général Georges tenta de faire dévier

l'arme, Vlada lui expédia une balle dans la poitrine. Un agent, nommé Galy, accourut et ceintura l'assassin qui tourna son arme vers lui et l'abattit. Le colonel Piollet qui avait enfin compris, fit pivoter sa jument pour être à bonne main et, de toutes ses forces, il frappa à deux fois du tranchant de son sabre. Le crâne ouvert, Vlada s'effondra.

Louis Barthou est tué par une arme de la police

Les policiers, maintenant, accouraient, tirant au hasard dans toutes les directions. Ce tir stupide, alors que l'assassin était à terre, allait tuer et blesser plusieurs innocents, dont Louis Barthou. Du haut de sa monture, le colonel Piollet hurlait :

– *Cessez le feu, nom de Dieu ! Mais cessez le feu !*

Plusieurs balles furent encore tirées sur le corps pantelant du Macédonien que la police traîna vers le kiosque à journaux du square.

Le cheval du commandant Vigouroux s'était emballé dès les premiers coups de feu et avait disparu avec son cavalier. La Delage sanglante continua à rouler vers l'angle de la rue Saint-Ferréol ou « Malny » attendait avec sa grenade. Mais l'*Oustachi* avait pris la fuite à travers la foule.

La Delage s'arrêta enfin. Le roi et le général Georges étaient affalés sur les sièges, couverts de sang. Des officiels se penchaient vers eux. Louis Barthou descendit. Il avait une blessure d'apparence superficielle au bras, mais avec une artère sectionnée, il perdait son sang en abondance. Personne ne se souciait de lui.

On emmena le général Georges à l'hôpital militaire où il put être sauvé. Quant au roi, il était mort.

Louis Barthou trouva finalement un taxi pour le transporter à l'Hôtel-Dieu. Il avait perdu trop de sang. On avait bien placé un garrot, mais au niveau du poignet alors qu'il était blessé au coude. Tout avait fonctionné de travers durant cette journée, en dehors du *Mauser* de Vlada. À 16 h 40, le ministre des Affaires étrangères rendit le dernier soupir.

Mais on n'avait pas encore touché le fond de l'absurdité. Au cours de l'enquête, on devait découvrir que le ministre français n'avait pas été tué comme on l'avait cru par le *Mauser* de l'*Oustachi*, mais par un revolver de la police française. C'est ce que révéla le rapport d'expertise balistique, remis le 9 octobre 1935 par le directeur du laboratoire de police



Kharbine Tapabor

Une histoire en or pour la presse à sensation. L'hebdomadaire Police Magazine *en fait la une de son numéro du 21 octobre 1934.*

technique de Marseille, le docteur Béroud et par l'expert armurier Gatinel.

Au cours de cette brillante journée, après avoir laissé assassiner le roi Alexandre de Yougoslavie, la police avait donc inscrit à son tableau personnel la mort du ministre français des Affaires étrangères ainsi que quatre autres victimes dans l'assistance, deux tués et deux blessés.

L'assassin avait été transporté dans les locaux de la Sûreté. Allongé sur le parquet, il devait agoniser tout l'après-midi. Il mourut à 19 h sans avoir prononcé un mot, mais en sachant peut-être qu'il avait gagné.

L'étonnante journée du 9 octobre 1934 devait avoir plusieurs conséquences inattendues.

Au cours du Conseil des ministres exceptionnel qui suivit l'attentat de Marseille, le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut donna sa démission ; les responsables de la police, Berthoin et Sisteron ainsi que le préfet Jouhannaud furent relevés de leurs fonctions.

Fouaillée du haut en bas de la hiérarchie, la police se ressaisit pour retrouver les complices de Vlada-le-Macédonien. Et cette fois, en appliquant les bonnes vieilles méthodes, elle prouva son efficacité. Les opérations de recherche dirigées par l'inspecteur général Mondanel furent menées tambour battant. D'un bout à l'autre du territoire, avec le concours de la population, on lança une chasse aux étrangers. Les trois *Oustachis* se firent prendre avant d'avoir franchi les frontières et ils passèrent aux aveux. Ils furent tous les trois condamnés à la prison à perpétuité. L'un d'entre eux mourut en prison. Les deux autres furent relâchés en 1941 sur intervention des autorités croates, lorsque celles-ci parvinrent momentanément au pouvoir à la faveur de la Seconde Guerre mondiale. Personne ne retrouva jamais la trace de la mystérieuse et jolie Maria Vondracek.

Hitler visionne le film de l'attentat

Plusieurs films des événements de Marseille avaient été tournés sur place par des cameramen d'actualité. Les spectateurs des salles françaises n'eurent pas le loisir de les voir dans leur intégralité. Ils étaient par trop accablants. Ces séquences interdites eurent en Allemagne un spectateur particulièrement attentif. Hitler les visionna plusieurs fois. La panique de la foule et du service d'ordre contribuèrent fortement à modifier l'idée que le Führer se faisait de l'ancienne nation victorieuse de 1918. Il y avait donc quelque chose de profondément pourri dans ce pays.

Quant au Dr Pavélitch, emprisonné quelque temps en Italie, il pouvait s'estimer pleinement satisfait. En créant l'*Oustacha*, il visait entre autre à attirer l'attention de l'opinion mondiale sur le problème croate jusqu'alors ignoré. La série d'attentats perpétrés contre les chemins de fer et les services publics yougoslaves n'avaient pu être passés sous silence. Mais l'assassinat réussi du roi dans les minutes qui avaient suivi son arrivée en France eurent un retentissement autrement considérable. En Croatie même ce meurtre fut accueilli comme un geste de justice et l'*Oustacha* s'acquit un immense capital de popularité. Dans le monde, la presse s'intéressa tout à coup à la Yougoslavie et à la Croatie, tandis qu'en Europe occidentale, le crédit politique et économique de l'État yougoslave chuta brutalement. La question de la viabilité de cette création composite était posée. Et l'assassinat de Stepian Raditch était vengé.

GUY CHAMBARLAC

---

(1) Les Monténégrins étaient des Serbes et les Bosniaques en partie des Croates.

(2) Tout au long du XIXe siècle, l'histoire de la Serbie s'était confondue avec la lutte sanglante des deux dynastie concurrentes des Obrénovitch favorables à l'Autriche et des Karageorges, partisans de la Russie. Le massacre du couple royal en 1903 avait remis sur le trône de Serbie un prince de la dynastie ennemie des Karageorges, le futur Pierre Ier, père d'Alexandre de Yougoslavie.

LA MORT DE CALVO SOTELO

Prélude à la guerre d'Espagne

PAR ARNAUD IMATZ

À droite comme à gauche, la proclamation de la république, en 1931, avait été saluée comme une espérance. Il fallut vite déchanter. En fait de progrès, l'Espagne sombra dans l'anarchie. La fragile victoire du Front populaire, en février 1936, mit le comble au chaos. Le 16 juin 1936, Calvo Sotelo, ténor de la droite, dénombrait aux Cortès 353 attentats, 269 meurtres politiques et la destruction de 160 églises, en quatre mois. Peu après, il était lui-même assassiné par des policiers. Un meurtre qui allait déclencher la guerre civile.



Tallandier

Calvo Sotelo (1893-1936). Chef de l'opposition parlementaire au Frente popular.

Selon l'historiographie courante de la guerre civile espagnole, cette terrible tragédie n'aurait été que la conséquence d'un coup d'État militaire contre un régime parfaitement démocratique et progressiste. L'armée, appuyée par une poignée de fascistes, se serait soulevée contre le peuple sans défense qui aurait courageusement résisté et repoussé les rebelles. Finalement, Franco n'avait vaincu qu'avec l'aide décisive de l'Allemagne et de l'Italie fasciste.

Avec la collaboration de quelques-uns des meilleurs spécialistes du sujet, nous avons démontré dans un livre récemment réédité (*La guerre d'Espagne revisitée*, Édition Economica) que la légende ne correspondait pas à la réalité des faits.

À l'image de la société espagnole, l'armée de 1936 est très divisée et les deux camps bénéficient de puissants appuis populaires. Si la légende bâtie par les propagandistes espagnols et soviétiques du Frente popular était exacte, il n'y aurait pas eu de guerre civile, l'armée unanime se serait soulevée et la victoire des nationaux aurait été acquise en quarante-huit heures. Mais il n'en fut rien. Les chiffres, qui ne plaisaient ni aux hagiographes franquistes, ni aux propagandistes marxistes, sont irréfutables. Dès les premiers jours de l'insurrection, les zones nationales et républicaines sont clairement délimitées : 52,8 % du territoire aux gouvernementaux, 47,2 % aux nationaux, avec 58,6 % de la population d'un côté, 41,4 % de l'autre. La quasi totalité de l'industrie et toutes les réserves d'or sont aux mains des républicains. 54,7 % de l'armée s'insurge, alors que 45,3 % demeure fidèle à la République. Celle-ci dispose de 70 % de la flotte et de 350 des 450 avions. Une minorité d'officiers supérieurs et une majorité de jeunes officiers se soulèvent. Si le peuple avait été d'un seul côté, avec de tels rapports de force, le camp du *Frente popular* aurait triomphé sans peine.

L'assassinat de Calvo Sotelo, prélude à la guerre civile, est en lui-même une bonne illustration de la réalité des faits.

Membre du parti monarchiste de la *Reno-*

vación Española, et collaborateur de la revue intellectuelle *Accion Española*, ancien ministre de l'Économie et des Finances, José Calvo Sotelo est, à 43 ans, l'une des figures les plus prestigieuses de la droite conservatrice espagnole. Parlementaire courageux et éloquent, il polarise toute la haine du Front populaire. Ses discours ont un impact si profond sur l'opinion, que Santiago Casares Quiroga, chef du gouvernement et ministre de la Défense, n'hésite pas à le menacer en pleine séance des Cortès le 16 juin 1936. La réponse de sa future victime est restée fameuse. *« Monsieur Casares Quiroga, j'ai les épaules larges. Vous êtes un homme prompt au défi et à la menace... je prends bonne note de votre avertissement... Je vous répondrai comme saint Dominique de Silos au roi de Castille :* "Seigneur, vous pouvez m'ôter la vie mais pas davantage". *Mieux vaut mourir avec honneur que vivre sans dignité ».*

Le 23 juin 1936, Calvo Sotelo est à nouveau menacé dans les colonnes du journal de Madrid *El Socialista*.



Tallandier

Mobilisation à Madrid en 1936. On a beaucoup exagéré la popularité du* Frente popular. *Les exactions en tout genre dont ses partisans se rendirent coupables dès avant la guerre aboutirent à convaincre une large partie de la population espagnole qu'il n'existait de réponse que violente.

Un garde du corps gouvernemental

Le soir du 12 juillet, le lieutenant de la Garde d'assaut, José del Castillo, instructeur des milices du Frente popular est tué en représailles à l'assassinat d'un jeune étudiant carliste, Llaguno.

La Garde d'assaut est une force de police spéciale, très politisée. À la caserne de Pontejos les camarades du lieutenant del Castillo crient vengeance. Ce sont tous des hommes de confiance du gouvernement. Il s'agit du commandant Ricardo Burillo Stolle, du lieutenant Maximo Moreno et du capitaine de la garde civile Fernando Condès. Les deux derniers ont participé activement à la tentative de soulèvement socialiste contre la République en octobre 1934.

Le 13 juillet 1936, vers deux heures du matin, l'autocar n° 17 des Gardes d'assaut sort de la caserne de Pontejos. À l'intérieur, huit gardes d'assaut et quatre durs du parti socialiste sous le commandement du capitaine Fernando Condès, en civil.

Quelques minutes plus tard, sous le commandement du lieutenant Maximo Moreno, un second commando roule dans la nuit. Il est chargé d'éliminer l'autre grand leader de la droite, le chef de la CEDA (Coalition des droites conservatrices et démocrates-chrétiennes), Gil Roblès. Par chance, celui-ci se trouve alors à Biarritz. Il échappe ainsi miraculeusement à la mort.

L'autocar n° 17 poursuit sa route. Il se dirige vers la rue Velazquez où se trouve le domicile de Calvo Sotelo. Devant le numéro 89, le véhicule s'arrête. Le capitaine Condès et plusieurs de ses hommes descendent. Sommé d'ouvrir la porte de l'immeuble, le veilleur de nuit obtempère. Les gardes s'engouffrent dans l'escalier, sonnent à la porte du député monarchiste et exigent d'entrer sous prétexte d'une perquisition. Réveillé par le bruit, Calvo Sotelo ouvre la porte. Aussitôt, les gardes s'engouffrent dans l'appartement et coupent le téléphone. Le capitaine Condès demande à l'homme politique de le suivre à la Sécurité. Calvo Sotelo se méfie. Un député ne peut être arrêté sauf cas de flagrant délit. Il exige d'appeler la direction générale de la Sécurité, mais le téléphone ne fonctionne plus. Sa femme tente de sortir pour chercher du secours. Des gardes l'en empêchent. La résistance du leader du Bloc national cède devant les assurances sur l'honneur du capitaine. Calvo Sotelo achève de s'habiller, puis il embrasse ses enfants et sa femme.

Il monte dans l'autocar. On le fait asseoir sur la troisième banquette, encadré par deux gardes d'assaut. Derrière lui, se place Victoriano Cuenca, connu comme un garde du corps du leader socialiste Prieto. Le capitaine Condès prend un siège à côté du conducteur. Les autres occupent les banquettes du fond.

Le véhicule démarre et parcourt quelques mètres. À hauteur du croisement des rues Ayala et Velazquez, Victoriano Cuenca sort un pistolet, le pointe sur la nuque de Calvo Sotelo et fait feu à deux reprises, le tuant sur le coup. Le corps de la victime s'effondre entre les sièges.

Imperturbable, le conducteur poursuit sa route. Au carrefour des rues Velazquez et Alcala, un camion bourré de gardes d'assaut filtre la circulation. Mais pour l'autocar n° 17, la voie est libre. Parvenu au cimetière de l'Est, le capitaine Condès fait ouvrir les grilles. L'autocar pénètre dans l'enceinte du cimetière. Le cadavre est jeté sur le sol et le véhicule s'éloigne aussitôt.

Les assassins sont récompensés

Sur le chemin du retour, comme le conducteur s'inquiète, Condès le rassure : *« Ne t'inquiète pas, il n'arrivera rien. »*

Arrivés à la caserne de Pontejos, les assassins vont rendre compte à leur chef, le lieutenant-colonel Sanchez Plaza. En bas, le garde Tomas Pérez fait disparaître les taches de sang dans l'autocar.

L'épouse de Calvo Sotelo n'est pas restée inactive. Elle est entrée immédiatement en contact avec sa famille et ses proches. À toutes leurs demandes la direction générale de la

Sécurité et le ministère de l'Intérieur répondent invariablement : *« Il n'est pas arrivé... Il ne se trouve dans aucun commissariat »*...

Dans la matinée du 13 juillet, l'identification du cadavre abandonné au cimetière de l'Est provoque la stupeur et une intense émotion. Tandis que le socialiste Prieto demande que l'on distribue des armes aux organisations « ouvrières » qui en regorgent déjà, les obsèques se préparent pour le lendemain. Elles se dérouleront devant une foule énorme.

L'instruction judiciaire sera rapidement enterrée. La guerre civile suspend les dernières apparences de légalité.

Le 25 juillet 1936, à 12 h 45, en plein jour, une dizaine de miliciens du Front populaire, pénétreront dans le Palais de justice par la porte principale, conduits par un homme en civil. Dans le bureau du juge chargé d'instruire l'affaire, ils s'empareront du dossier par la force, l'emporteront et le feront disparaître.

Le choc de l'événement

La plupart des responsables du meurtre seront récompensés après le soulèvement.

L'assassinat de Calvo Sotelo sera le détonateur de l'insurrection nationale du 18 juillet 1936.

Des conspirations étaient en marche depuis longtemps et le soulèvement aurait certainement eu lieu sans cet assassinat. Mais le choc de cet événement contribua de manière décisive à effacer les désaccords, à aplanir les difficultés et à dissiper les doutes des conspirateurs. Il accéléra les préparatifs et imposa définitivement le jour et l'heure. Il augmenta considérablement le courant de sympathie et la participation populaire au projet des militaires. À partir de ce crime ourdi et couvert par l'État, il est clair que tous les adversaires du *Frente popular* sont en danger de mort. Comme le dira Gil Roblès au Parlement : *« La moitié de l'Espagne ne se résigne pas à mourir »*. L'un des observateurs les plus clairvoyants de l'époque, le ministre du Front populaire Julian Zugazagoitia, déclare à l'un de ses visiteurs : *« Cet attentat, c'est la guerre »*.

ARNAUD IMATZ

Arnaud Imatz est docteur d'État en Sciences politiques. Il est l'auteur, avec la participation de Ricardo de la Cierva, Gonzalo Fernandez de la Mora, Ramon Salas, Jesus Salas et Luis Suarez Fernandez, de *La guerre d'Espagne revisitée*. Préface de Pierre Chaunu. Édition mise à jour et augmentée, Economica, Paris 1993.

LA MARCHE VERS LA GUERRE CIVILE

Tout a débuté le 14 avril 1931 avec le départ d'Alphonse XIII. Des élections municipales gagnées dans les grandes villes par l'opposition républicaine, des manifestations houleuses qu'il se refuse à réprimer, ont précipité la décision de ce roi libéral, champion de tir au fusil, mais de tempérament peu résolu. Il prend cependant la précaution de ne pas renoncer à ses droits. C'est un départ, pas une abdication.

L'avènement de la République fut salué par beaucoup comme une grande espérance. José Antonio Primo de Rivera, futur fondateur de la Phalange, voyait en elle *« l'aurore de la politique espagnole »*. La bourgeoisie et les intellectuels rêvaient d'une démocratie idéale. Les ouvriers attendaient des satisfactions immédiates. Le monde rural misait sur une redistribution des terres. Plusieurs régions espéraient se voir accorder une rapide autonomie.

Élues deux mois après le départ du roi, les nouvelles Cortès se révéleront incapables de susciter une majorité stable de gouvernement. Les forces républicaines n'eurent ni le temps ni la volonté réelle de s'organiser pour faire face aux responsabilités gouvernementales. La République se trouva immédiatement à la merci des factions anarchistes et communistes, acharnées à créer les conditions d'un « 1917 » espagnol. Les socialistes espagnols, contrairement à leurs homologues français, sont des admirateurs de Lénine et attendent impatiemment le « Grand Soir ». Tandis que grèves et manifestations violentes se succédaient, une véritable furie antireligieuse se déchaînait partout, ainsi qu'un puissant mouvement séparatiste en Catalogne et au Pays basque.

Les élections de 1931 avaient donné une majorité indécise de centre gauche. Celles de novembre 1933 désigneront une majorité de droite tout aussi instable et inapte au gouvernement. C'est alors que certains Espagnols commencèrent à rejeter la République, estimant que le pays ne pouvait être sauvé que par une autorité ferme au seul service de la nation. Cette évolution des esprits allait s'accélérer à la fin de 1934 avec le sanglant soulèvement anarchiste des Asturies soutenu par les socialistes et les communistes, que le gouvernement centriste d'Alejandro Lerroux fit réprimer militairement. Cette répression fut confiée au général Franco qui, depuis ses succès au Maroc, était le plus populaire des chefs militaires espagnols. Elle ne fit qu'exacerber les passions et les



Tallandier

Le général Franco (1892-1975) à l'époque de la guerre du Rif.

rancœurs. D'autant que le gouvernement centriste, tiraillé entre son conservatisme social et son désir de plaire à la gauche, se montrait excessif en tout, usant tour à tour de violence et de laxisme, décevant ses partisans et excitant la haine de ses adversaires.

C'est au milieu de désordres indescriptibles que de nouvelles élections furent organisées en février 1936. Une coalition de *Frente popular*, suscitée par le Komintern, s'opposait à une alliance du centre et de la droite. Celle-ci obtint 4 464 468 voix, plus que l'ensemble des forces de gauche qui totalisèrent, avec les nationalistes basques, 4 306 156 voix. Mais une « bonne » loi électorale avait inversé ces résultats en donnant une nette majorité parlementaire au Frente popular : 278 sièges contre 134 pour la droite et 58 pour le centre.

Un gouvernement de gauche, aussitôt dominé par la pression des communistes (qui n'avaient pourtant que 30 députés), entra en fonction au milieu des incendies et des tueries. Le socialiste Prieto lui-même déclara que le pays était en train de sombrer.

Le 13 juillet 1936, Calvo Soleto, figure emblématique de la droite était assassiné par des policiers. Trois jours plus tard, l'armée se soulevait.

Contrairement à une opinion répandue par la suite, ses chefs, pour la plupart, n'étaient ni fascistes ni monarchistes. Sur les cinq principaux, trois étaient même des républicains notoires (Mola, Cabanellas et Queipo de Llano). Franco lui-même, quoique monarchiste modéré, avait jusqu'alors servi loyalement le régime. Seul Sanjurjo était antirépublicain. Mais il trouva la mort dans un accident d'avion le jour même du soulèvement.

D.V.

DE FANNY KAPLAN À KIROV

La recette de Lénine

PAR BORIS BOLDYREV

En matière de massacres, Staline n'a rien inventé. Lénine avait mis au point la recette. Le meurtre de Kirov, en 1934, servit de prétexte aux grandes purges. Quelques années plus tôt, la tentative d'assassinat de Lénine par Fanny Kaplan avait donné le départ à la première terreur.

Le pouvoir bolchevique a neuf mois. L'euphorie du début fait place aux déceptions et aux révoltes. La rupture avec les socialistes-révolutionnaires (SR), les débuts de la collectivisation forcée, la dictature alimentaire et les réquisitions dans les campagnes, le mécontentement des cosaques du Don et de l'Oural et la révolte de la légion tchèque en Sibérie vont provoquer une série de soulèvements et le début d'une guerre civile de trois ans.

Dans cette ambiance tendue, alors que la révolution semble menacée, le 30 août 1918, une jeune femme, Fanny Kaplan, membre des SR de gauche, blesse Lénine d'un coup de pistolet. Aussitôt arrêtée, elle s'écriera avant d'être fusillée : « *J'ai tiré sur Lénine parce que je le considère comme un traître au socialisme* »...

Le lendemain de l'attentat, la *Krasnaïa Gazeta* de Petrograd écrit : « *À la mort d'un seul, disions-nous naguère, nous répondrons par la mort d'un millier. Nous voici contraints à l'action. Que de vies perdues de femmes et*



Roger Viollet

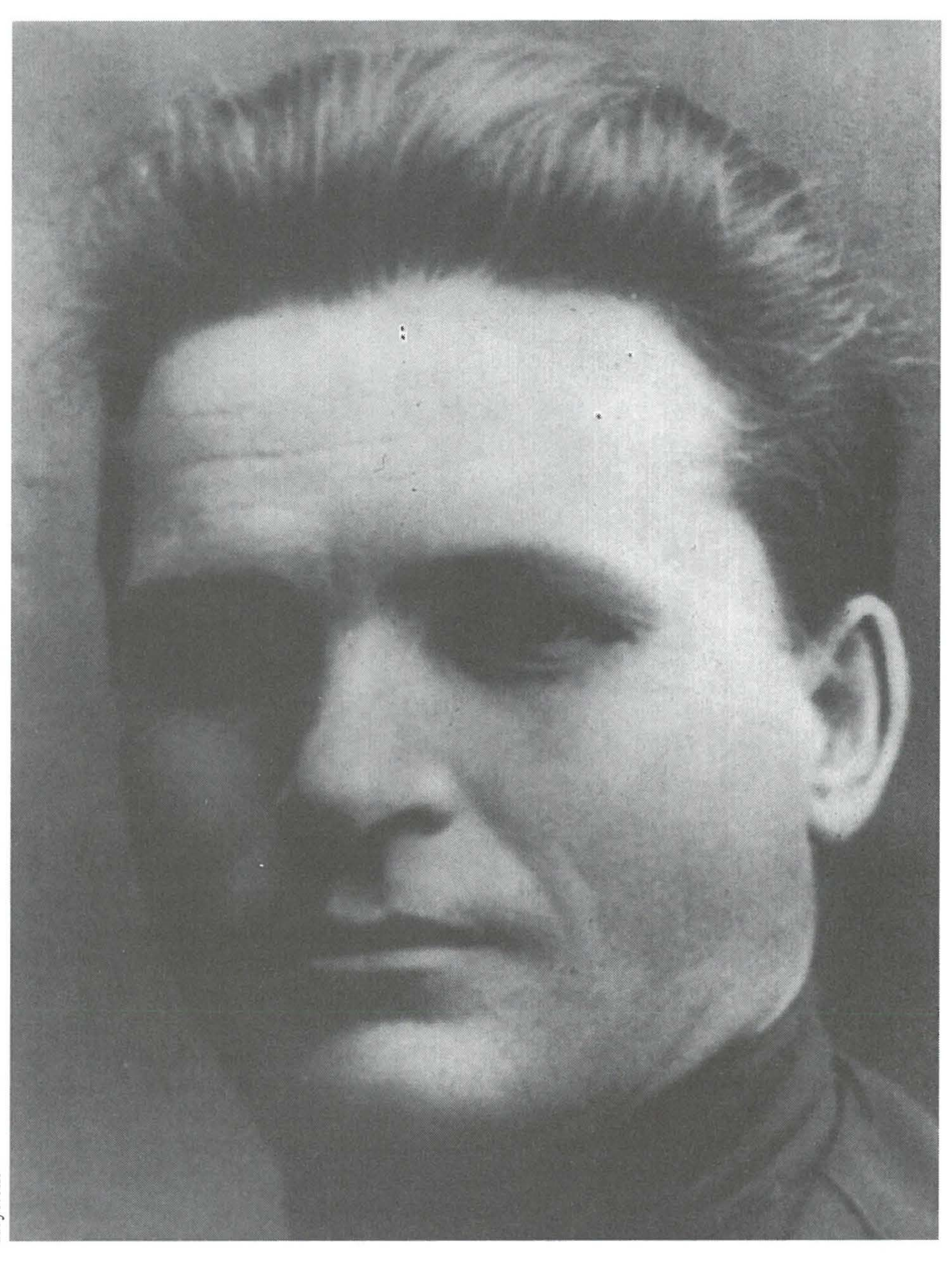
Fanny Kaplan. Cette militante socialiste-révolutionnaire considérait Lénine comme **« un traître au socialisme ».** *Le coup de pistolet qu'elle tira sur lui le 30 août 1918, servit de prétexte à la première grande vague de répression bolchevique.*

d'enfants de la classe ouvrière, chaque bourgeois n'a-t-il pas sur la conscience ? Il n'y a pas d'innocents. Chaque goutte de sang de Lénine doit coûter aux bourgeois et aux blancs des centaines de morts. Les intérêts de la révolution exigent l'extermination physique de la classe bourgeoise... »

Cet appel n'est pas de la littérature de circonstance. Le 7 septembre, la seule Tchéka de Petrograd communique que 512 « contre-révolutionnaires » ont déjà été passés par les armes. Il apparaît bien, en effet, que chaque goutte de sang perdue par Lénine doit être payée par des centaines de morts. Et ce n'est qu'un début.

Les journaux qui ne disent pas tout publient jour après jour d'interminables listes d'otages : grands-ducs, membres de l'aristocratie, officiers de tous grades, journalistes opposants, industriels, médecins, simples commerçants, rentiers. Cinq cents officiers sont fusillés par les matelots rouges à la forteresse de Kronstadt. À Moscou, on se contente, si l'on peut dire, de massacrer une soixantaine d'otages. À Perm, on en exécute 86, et 152 à Penza, 41 à Nijni-Novgorod, 23 à Orlov, petit bourg près de Viatka. À Riazan, le tchékiste Stelmakh fusille en plein jour dans la cour de la prison, sous les fenêtres de ceux qui attendent leur tour.

Le successeur présomptif de Staline



Keystone

Sergheï Mironovitch Kostrikov, dit Kirov (1886-1934). Proche collaborateur de Staline, son assassinat par Leonid Nicolaïev fut utilisé pour justifier les grandes purges. Le « petit père des peuples » avait retenu la leçon de Lénine.

C'est au cours de ces journées que la Tchéka, ancêtre du KGB, va se voir conférer le pouvoir exorbitant de pouvoir arrêter et exécuter qui elle veut, sans jugement, sans aucun contrôle, sur la seule imputation de suspicion contre-révolutionnaire ou de sabotage.

Cette leçon, Staline ne l'oubliera pas. Le 1er décembre 1934, Kirov, chef du parti à Leningrad et numéro deux du parti immédiatement après Staline, est assassiné dans son bureau, d'un coup de revolver par un bolchevik mécontent, Nikolaïev. Cet assassinat servira de prétexte au déchaînement des grandes purges jusqu'en 1939.

Longtemps après, Nikita Khrouchtchev se souviendra : « *Tout a commencé un soir de 1934. Le téléphone sonna. C'était Kaganovitch.* "J'appelle du Politburo. Venez-y immédiatement. C'est urgent."

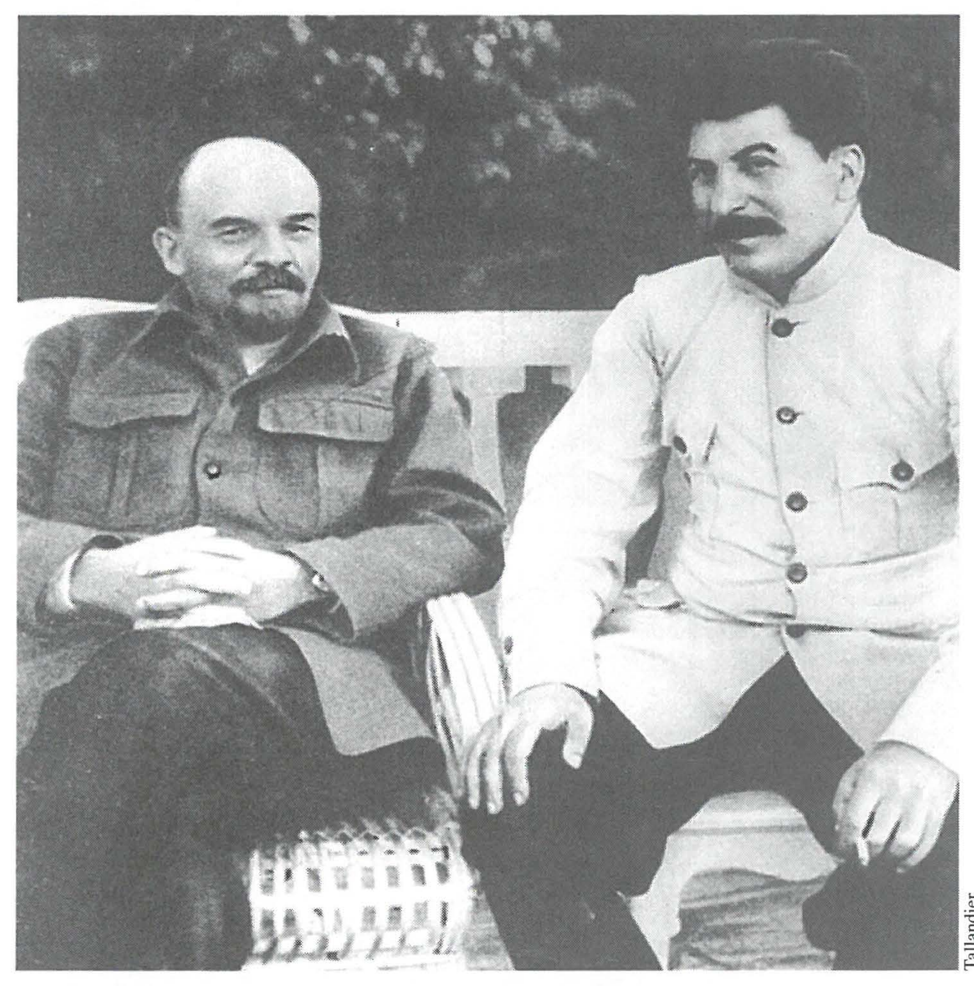
« *Je me rendis immédiatement au Kremlin. Kaganovitch vint au-devant de moi. Ses yeux étaient emplis de peur. Je fus immédiatement sur mes gardes, prêt à tout.* "Qu'est-il arrivé ?" *lui demandai-je.* "Il y a eu une terrible tragédie", *dit-il.* "Kirov a été assassiné à Leningrad..." »

« *Au sujet de ce qui s'était passé, nous étions tous dans la plus parfaite ignorance. Nous savions seulement que l'assassin de Kirov était un nommé Nikolaïev, qui avait été exclu du Parti pour appartenance à l'opposition trotskiste – ce qui laissait entendre que les trotskistes étaient derrière toute l'affaire. Nous ressentions une indignation sincère.* » (1)

En réalité, Nikolaïev n'était nullement trotskiste, mais cette imputation devait permettre de coller une étiquette haïssable suffisante aux futures victimes.

Kirov était acquis de longue date à Staline. Il avait établi fortement sa position dans ses fonctions de chef du parti de Leningrad où il avait succédé à Zinoviev. Après avoir aidé Staline à vaincre l'opposition, il récusa l'idée qu'il était nécessaire et désirable de poursuivre une politique de répression et de règlements de comptes. C'était le seul homme proche de Staline qui fût assez puissant pour exprimer ce qu'il ressentait et pour être considéré par ceux qui partageaient ses opinions comme capable d'assurer la relève à la tête du parti.

On fit à Kirov des funérailles officielles avec tous les honneurs et Staline parut profondément affecté. Mais dès cette époque, nombreux furent ceux qui pensèrent que Staline lui-même était derrière l'assassinat : il est cer-



Lénine et Staline : le maître et son élève.

tain que Nikolaïev n'avait pas agi au nom d'une quelconque faction d'opposition. Plus tard, en 1938, Yagoda, chef de police à l'époque de l'attentat, fut accusé d'avoir facilité le meurtre. Dans son fameux rapport au XX[e] Congrès, en 1956, Khrouchtchev laissa entendre que Staline avait inspiré le meurtre, et promit une enquête judiciaire complète. Si celle-ci a eu lieu, il n'en a jamais été fait état.

L'assassinat de Kirov déclencha la grande purge qui, partant de Leningrad s'étendit sous des chefs de la police successifs à l'ensemble du pays.

Désormais, la terreur ne frappait plus, comme dans le passé, les « ennemis de classe », mais le parti lui-même.

Tandis que la purge s'intensifiait en 1935, Staline préparait le premier procès à grand spectacle. Son instrument fut Yagoda, chef du NKVD (nouveau nom de la police politique). Ce procès, qui se tint en août 1936, fut officiellement désigné sous le nom de procès du *« centre terroriste trotskiste-zinovieviste »*, et se termina par l'exécution de Zinoviev et Kamenev ainsi que de quatorze autres accusés.

Immédiatement après, Yagoda fut destitué pour défaut de zèle et remplacé par Iejov, un cas pathologique. Avec lui, la purge ne connut plus de limites et la terreur devint universelle. Le second procès à grand spectacle, préparé par Iejov, eut lieu en janvier 1937 et fut connu sous le nom de procès du « centre antisoviétique trotskiste ». Les principales victimes en furent Pyatakov, qu'on avait auparavant obligé à demander la peine de mort pour Zinoviev ; Sokolnikov, membre du premier Politburo, Radek et quatorze autres.

Des accusés s'avilissant jusqu'à l'abjection

Le troisième grand procès en trahison, et le plus spectaculaire, également préparé par Iejov, se déroula en mars 1938. Ce fut le procès du « bloc antisoviétique des droitiers et des trotskistes ». Il y avait vingt et un accusés, parmi lesquels, cette fois, Boukharine, Rykov et Yagoda, prédécesseur de Iejov dans les fonctions de chef du NKVD.

Au cours de l'été 1937, entre les procès spectaculaires de 1937 et 1938, s'inscrivirent le jugement secret et l'exécution de l'élite du haut-commandement de l'Armée Rouge avec, à sa tête, le maréchal Toukhatchevsky, vice-commissaire à la Défense, geste qui précéda la liquidation, tenue secrète, d'environ la moitié du corps des officiers.

La purge se poursuivit en s'amplifiant de manière démentielle jusqu'à la liquidation de Iejov lui-même, fin 1938. Le premier travail de son successeur, Lavrenti Pavlovitch Beria, chef du NKVD de Géorgie, consista à éliminer les éliminateurs (réglant, soit dit en passant, tous ses vieux comptes personnels). La grande masse des victimes – et parmi elles, nombre des plus ardents staliniens occupant de hautes fonctions qui s'étaient lancés dans les premières purges avec enthousiasme – furent arrêtées, torturées et fusillées sans procès et sans publicité.

« Pour une pareille purge, écrira Soljenitsyne, il fallait certes un Staline, mais il fallait aussi un pareil parti. La plupart de ceux qui étaient au pouvoir avaient eux-mêmes, jusqu'à leur propre emprisonnement, jeté sans pitié des gens en prison, docilement anéanti leurs semblables, appliquant ces mêmes instructions en vertu desquelles ils furent arrêtés à leur tour, livré au massacre leurs propres amis et compagnons d'armes de la veille. Et tous les bolcheviks importants, nimbés aujourd'hui de l'auréole du martyre, avaient eu le temps de se faire les bourreaux des autres bolcheviks (sans compter le rôle de bourreaux des sans-parti qu'ils avaient tous joué auparavant). Peut-être l'année 1937 était-elle effectivement nécessaire pour montrer tout ce que valait cette idéologie qu'ils portaient si fièrement en bandoulière, tandis qu'ils saccageaient la Russie, démembraient ses forteresses et profanaient ses trésors, la Russie où eux-mêmes n'avaient jamais eu à craindre pareil traitement. Les victimes des bolcheviks, entre 1918 et 1936, ne se sont jamais conduites de façon aussi lamentable que les grands responsables bolcheviks lorsque l'orage s'est abattu sur eux. Si l'on examine en détail toute l'histoire des arrestations et des procès de 1936-1938, ce n'est pas pour Staline et ses subordonnés que l'on éprouve le plus d'aversion et de dégoût, mais pour ces accusés s'avilissant jusqu'à l'abjection, pour leur bassesse morale succédant à leur fierté et à leur inflexibilité d'antan. » (2)

BORIS BOLDYREV

---

(1) N. Khrouchtchev, *Souvenirs*, Robert Laffont, Paris 1971.

(2) Alexandre Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*, tome 1, Éditions du Seuil, Paris 1974, p. 101.

ALGER, 24 DÉCEMBRE 1942

Meurtre au Palais d'Été

PAR CHARLES VAUGEOIS

À l'aube du 8 novembre 1942, les Américains débarquent en Algérie et au Maroc. Alger devient vite un centre d'intrigues où se croisent et s'affrontent giraudistes, gaullistes et royalistes. Un gêneur : l'amiral Darlan, dauphin du maréchal Pétain. Histoire d'un assassinat controversé.

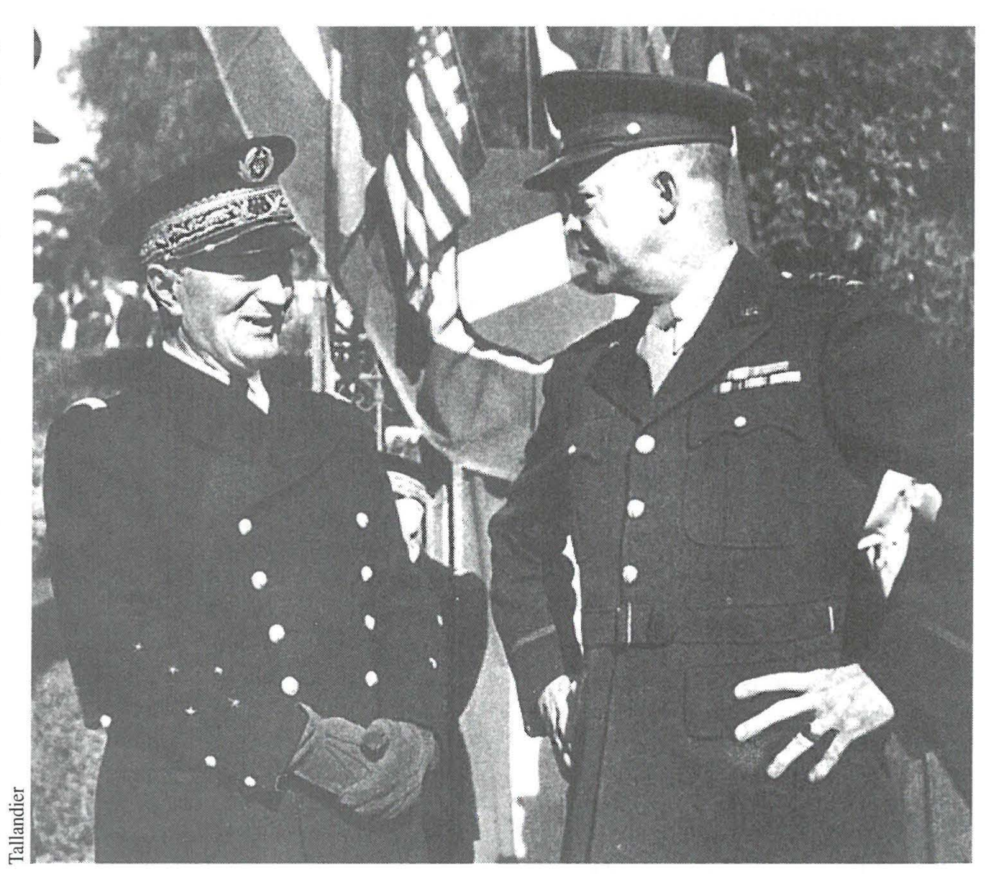
Les dés de la fortune ont roulé dans l'atmosphère tumultueuse d'Alger des mois de novembre et décembre 1942, parmi cent complots, sous un soleil indifférent. Ballet de policiers, d'espions couleur de muraille et d'étudiants survoltés.

L'un de ces garçons s'appelait Mario Faivre. À 20 ans, il avait déjà à son actif plus d'aventures que beaucoup de ses aînés. Le 8 novembre 1942, il dirigeait l'un des groupes de jeunes activistes recrutés aux Chantiers de Jeunesse (1), qui avaient favorisé le débarquement allié.

La réussite militaire des insurgés du 8 novembre avait été complète. En revanche, politiquement, c'était un échec. Ils attendaient le général Giraud, ou quelque héros auréolé par la lutte contre l'Allemagne. Et voici que les Américains, piétinant tous leurs engagements, s'entendaient avec un homme que personne n'attendait : l'amiral Darlan, venant tout droit de Vichy.

Le 6 novembre 1942, François Darlan, amiral de la Flotte, commandant suprême des armées de Terre et de Mer, dauphin du maréchal Pétain, était arrivé à Alger au chevet de son fils que l'on croyait mourant. Énigmatique, ambitieux et secret, il a suscité les opinions les plus contradictoires (2).

Né à Nérac en 1881, fils d'un Garde des



Tallandier

Alger, 2 décembre 1942. L'amiral Darlan et le général Eisenhower. Ce dernier écrivait à Washington : « Le nom du maréchal Pétain représente quelque chose de surnaturel... Les chefs militaires et navals admettent qu'un seul homme a le droit de représenter Pétain, et cet homme, c'est Darlan ! »

Sceaux de la IIIe République, François Darlan avait été élevé dans le sérail politique. Léon Blum le fit en 1936 chef d'état-major général de la Marine et lui confia en 1937 le commandement en chef des forces maritimes françaises avec le titre exceptionnel d'« amiral de la Flotte ».

Son acceptation de l'armistice de juin 1940 fut dictée par la confiance qu'il vouait au maréchal Pétain et par la certitude que ce choix était le meilleur pour préparer dans l'unité une future revanche.

Rien n'annonçait alors une possible défaite de l'Allemagne. La Grande-Bretagne luttait seule contre elle et n'était pas en mesure de la vaincre par ses propres forces. Avant que ne se produise un retournement, il y aurait nécessairement un long délai pendant lequel il fallait bien que la France survive, refasse ses forces et se prépare, comme la Prusse après 1806, à reprendre le combat. Telle était la façon de voir de Darlan. Elle justifiait à ses yeux une politique momentanée de collaboration avec l'Allemagne.

Il devait réviser ce jugement dès juin 1941. En apprenant que le Reich se lançait dans la guerre contre la Russie, l'amiral s'était écrié : *« Enfin ! Alors l'Allemagne a perdu la guerre ! Il va falloir dès maintenant amorcer le virage de notre politique. »*

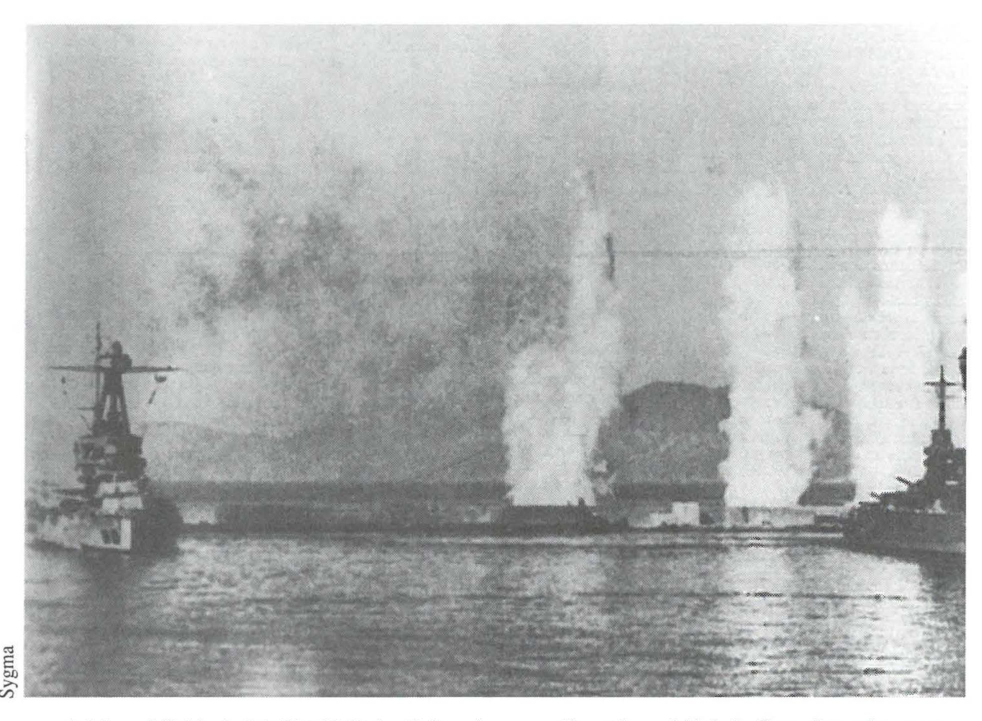
Il s'orienta alors vers des négociations avec les Américains, engagées dès le mois d'octobre 1941.

Le 11 avril 1942, son fils Alain Darlan, dûment mandaté, rencontrait Robert Murphy, consul des États-Unis à Alger et homme de confiance de Roosevelt.

Le 17 octobre 1942, trois semaines donc avant le débarquement, Murphy demandait à Washington l'autorisation de traiter directement avec Darlan. Le jour même, Leahy lui transmit l'approbation de Roosevelt.

Le complot des « Cinq »

Vingt jours plus tard, des circonstances fortuites allaient précipiter la rencontre. Le 5 novembre l'amiral Darlan apprenait que son fils, frappé de poliomyélite, était mourant à Alger. Il obtenait de Laval un avion. Dans la soirée du 6, à son arrivée, le général Bergeret, secrétaire d'État à l'Air en inspection, l'avertissait de l'approche d'une importante flotte alliée. On pensait qu'elle se dirigeait vers la Libye. Mais, sait-on jamais ? Darlan câbla à Vichy qu'il restait quelques jours à Alger pour y surveiller la situation et prendre éventuellement des décisions.


Sygma

A Mers el-Kebir, le 3 juillet 1940, les Britanniques coulèrent la moitié de la flotte française, provoquant la mort de 1 300 marins français. Darlan ne le pardonna jamais à l'ancienne alliée.

Le 8 novembre 1942, les Américains débarquaient en Algérie et au Maroc. L'opération avait été préparée sur place par le « Groupe des Cinq » qui comprenait Jean Rigault, Henri d'Astier de La Vigerie, Jacques Lemaire-Dubreuil, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin et le général Van Hecke qui apportait l'appui des Chantiers de Jeunesse. Tous des hommes de droite, voire de droite extrême, mais aucun gaulliste. Ils travaillaient en liaison étroite avec Robert Murphy. Le plan américain, approuvé par les « Cinq », prévoyait de confier tous les pouvoirs civils et militaires au général Giraud qui ne s'était compromis ni avec Vichy ni avec le petit groupe équivoque et turbulent des gaullistes de Londres. Il pouvait en principe faire l'unanimité sur son nom dans l'armée d'Afrique. Mais ce plan allait se trouver bouleverser par un retard imprévu dans son acheminement et par la présence inopinée de Darlan à Alger.

Dans la nuit du 7 au 8, Darlan et Juin, commandant en chef des forces françaises d'Afrique du Nord, étaient réveillés par Murphy quelques heures avant le débarquement. L'amiral était fou de rage. *« Pourquoi avoir agi trop tôt et sans prévenir la France ? »*

Obéissant aux ordres antérieurs, les forces françaises s'opposèrent par la force au débarquement. Des deux côtés, le sang coula. La marge de manœuvre de l'amiral devenait extrêmement ténue. Rien ne pouvait encore l'assurer d'un succès américain. Traiter avec les assaillants, les accueillir, c'était rompre avec l'armistice de juin 1940, ce qui entraînerait l'occupation de la zone libre. En avait-il le droit, alors qu'il ne disposait d'aucune certitude sur les intentions et la force des Américains ? Pouvait-il enfin, sans déshonneur, agir contre son chef, le maréchal Pétain ?

Au nom du maréchal Pétain

Inversement, si ce débarquement était réellement le prélude à la libération de la France, il serait impensable de ne pas saisir l'occasion d'une rentrée dans la guerre, officiellement et dans l'unité de la nation.

Tel était le dilemme dans lequel se trouvait enfermé l'amiral. Les conseils du général Juin allaient l'aider à trouver une issue. Dès le 8 novembre, il ordonnait une suspension d'armes limitée à la ville d'Alger. À Vichy, le maréchal Pétain fut contraint de désavouer officiellement Darlan pour donner le change aux occupants. Mais l'amiral Auphan, secrétaire d'État à la Marine, était détenteur d'un code secret qui n'avait pas été livré aux Allemands lors de l'armistice. Ce code allait permettre à Vichy de « doubler » chaque message qui désavouait Darlan, d'un message codé annulant le premier et renouvelant la confiance du maréchal à l'amiral.

Le 11 novembre, l'invasion de la zone libre créa une situation nouvelle. Un acte constitutionnel du 10 février 1941 avait prévu l'avènement de Darlan en cas d'incapacité de

Pétain. Le maréchal n'étant plus libre de ses mouvements, Darlan avait le droit de se substituer à lui. Au même moment, il recevait un dernier télégramme codé l'assurant de « l'accord intime » du chef de l'État français. Désormais, Darlan se sentait libre de traiter avec les Alliés et de proclamer la rentrée de la France dans la guerre contre l'Axe.

Ce même 11 novembre, Darlan assuma tous les pouvoirs *« au nom du maréchal Pétain »*, et reçut la reconnaissance officielle des Alliés. Le général Giraud, arrivé entretemps, prenait le commandement en chef des forces qui allaient combattre les Allemands en Tunisie.

De Gaulle ne décolère pas

Le 16, Darlan se donnait un cadre légal de gouvernement, avec l'institution d'un haut-commissariat dont il prit la direction, assisté d'un Conseil d'Empire (3). Le haut-commissariat, sorte de gouvernement, comportait plusieurs ministères appelés secrétariats dont Darlan allait confier certains postes essentiels à plusieurs membres du « Groupe des Cinq ». Jean Rigault devenait secrétaire à l'Intérieur, avec Henri d'Astier de la Vigerie comme adjoint pour la police et le renseignement. Tarbé de Saint-Hardouin était nommé aux Affaires étrangères. Tous trois étaient de fervents monarchistes, comme l'était également le banquier Alfred Pose, nommé aux Finances.

Les Américains n'avaient pas été longs à apprécier la situation. Dès le 14 novembre, dans un rapport adressé à Washington, le général Eisenhower écrivait :

« En Afrique du Nord, le nom du maréchal Pétain représente quelque chose de surnaturel. Les chefs militaires et navals comme les gouverneurs civils admettent qu'un seul homme a le droit de représenter Pétain, et cet homme c'est Darlan. »

Le 17 novembre, après la consultation avec Churchill, le président Roosevelt acceptait, suivant son expression, *« l'expédient provisoire »* représenté par Darlan, qui lui paraissait la condition pour que l'Afrique française fasse efficacement sa rentrée dans la guerre.

À Londres, ces nouvelles étaient accueillies sombrement au quartier général gaulliste, où l'on ne décolérait pas depuis le débarquement. Les Alliés avaient décidé de tenir De Gaulle totalement à l'écart de leurs projets. En apprenant le débarquement par la radio, le général s'était écrié devant ses



En novembre 1942, le général de Gaulle craignait d'être marginalisé. Sur son chemin, Darlan devenait un obstacle incontournable.

intimes : *« Ah, les salauds ! J'espère que les gens de Vichy vont les foutre à la mer... »* Cependant, les officines de propagande gaulliste allaient se déchaîner contre Darlan.

La hantise du général de Gaulle était alors de se laisser marginaliser. Devant cette menace, il avait songé un moment à se tourner vers l'URSS en transportant son quartier général à Moscou.

À partir de novembre 1942, le général trouvait en Darlan un rival inquiétant. Le bienfaisant hasard voulut qu'à ce moment apparaisse un nouvel acteur qui allait modifier la situation : le comte de Paris.

Le destin de la France à la courte paille

Depuis la mort de son père, le duc de Guise, en 1940, le comte de Paris était le chef de la Maison royale de France et le prétendant au trône. De son exil du Maroc espagnol, il suivait avec faveur l'action du maréchal Pétain auquel il ne désespérait pas de succéder un jour. L'amiral Darlan, successeur désigné du maréchal, ne pouvait qu'être un rival, ou pire, un usurpateur.

À Alger, depuis le débarquement, le prétendant ne manquait pas de partisans bien placés avec Alfred Pose, Jean Rigault, Tarbé de Saint-Hardouin et Henri d'Astier. Dans la situation mouvante créée par l'intervention alliée, tout paraissait possible. Encore fallait-il supprimer l'obstacle Darlan.

Si l'armée, la population et les Alliés s'étaient ralliés à l'amiral, plusieurs clans lui étaient farouchement hostiles. Les communistes et les juifs qui haïssaient tout ce qui rappelait le régime de Vichy. Les notables de la III[e] République qui reprochaient à l'amiral de les négliger. Le petit cercle des gaullistes réunis autour de René Capitant. Enfin, la poignée de jeunes activistes qui avaient favorisé le débarquement les armes à la main et qui se sentaient frustrés de leur victoire et de leurs rêves par le retour à l'ordre. Une quarantaine d'entre eux, basés à Cap Matifou, avaient formé un corps-franc qui avait obtenu d'être rattaché à la I[ère] armée britannique. S'échauffant au cours de discussions interminables, certains de ces garçons avaient projeté d'assassiner l'amiral Darlan, symbole à leurs yeux des compromissions de Vichy et peut-être plus encore de leurs frustrations. *« Nous étions quatre,* racontera Philippe Ragueneau *: Tournier, Gross, Bonnier de La Chapelle et moi. Nous avons tiré à la courte paille pour savoir qui de nous abattrait l'amiral... Le sort a désigné Fernand Bonnier de La Chapelle. C'était dans la nuit du 18 au 19 novembre 1942, à notre base de cap Matifou (4). »*

Le comte de Paris entre en scène

Un fait nouveau allait précipiter la décision, transformer les velléités en acte. Désigné comme agent de liaison des Chantiers de Jeunesse, Bonnier de la Chapelle se rendit chez Henri d'Astier de la Vigerie au 2, rue La Fayette, à l'angle du boulevard Saint-Saëns. Il allait y retrouver son ami Jean-Bernard d'Astier, le fils d'Henri, jeune officier des Chantiers de Jeunesse, engagé lui aussi dans l'action. Bonnier fut bientôt reçu comme un fils chez les d'Astier. Il y fit la connaissance du personnage qui fera basculer son destin. C'était un prêtre, l'abbé Pierre-Marie Cordier, docteur en théologie, ancien vicaire lyonnais et, pour l'heure, lieutenant de la Sécurité militaire et bras droit d'Henri d'Astier de la Vigerie. Une nature de feu, ce Cordier. De celles qui ont le privilège redoutable de porter l'incendie au cœur des autres.

Durant deux années, avec Henri d'Astier, au 2[e] Bureau de la division d'Oran, puis à la Sécurité militaire d'Alger, ils avaient mené une lutte opiniâtre contre les agents de l'Axe

en Afrique du Nord, avant de devenir les organisateurs de la « cinquième colonne » du débarquement.

Sous le secret de la confession, Bonnier de La Chapelle révéla à l'abbé Cordier sa volonté d'abattre Darlan. Nous ne savons pas ce que se sont dit le prêtre et le pénitent. Nous savons seulement que Bonnier ne fut pas découragé dans son projet, bien au contraire. Tout au plus fut-il invité à la patience.

Un autre habitué de l'appartement des d'Astier était Mario Faivre, que nous connaissons déjà, grand ami de Jean-Bernard d'Astier. Celui-ci lui demanda de lui procurer un pistolet.

Au début de décembre, l'abbé Cordier s'absenta quelques jours, puis, le 10 au matin, il fit sa réapparition rue La Fayette, chez les d'Astier. Survinrent Jean-Bernard d'Astier et son copain Mario Faivre.

Sous le sceau du secret, il leur révéla que venait d'arriver un homme capable à ses yeux d'être un fédérateur : le comte de Paris.

L'idée de faire appel au comte de Paris avait pris corps dans le cerveau d'Alfred Pose au cours de conversations avec Henri d'Astier, le général Van Hecke, Marc Jacquet et Pierre Alexandre, représentant le Consistoire israélite. Avec une auto et un chauffeur fournis par Van Hecke, un ordre de mission signé du général de Monsabert, Cordier était allé au Maroc pour décider et ramener le prince.

« Darlan doit disparaître ! »

À Alger, durant la semaine suivante, le comte de Paris consulta et reçut beaucoup. Un scénario d'apparence légale fut imaginé (5). Henri d'Astier se faisait fort de pousser Darlan à la démission en lui soumettant des rapports sur des projets d'assassinat. Les Américains, placés devant le fait accompli, s'inclineraient. Mais cette partie du plan allait se révéler fausse.

Après sondages, les Américains avaient fermement laissé entendre que leur confiance restait acquise à Darlan, seul capable à leurs yeux de soutenir leurs objectifs de guerre.

Il fallait donc trouver un soutien dans une autre direction. Le 14, pour la première fois, l'opportunité d'une liaison avec De Gaulle apparut nécessaire. Pierre Alexandre n'avait pas caché au comte de Paris que son appui ne lui serait acquis qu'à la condition d'une participation du général de Gaulle. Le poids de cette intervention n'échappait pas au prince.

On annonçait d'ailleurs le déplacement prochain à Alger d'un émissaire de la France Libre. Il arriva le 19 décembre. Mais cet émissaire avait des relations privilégiées au sein des services de sécurité. N'était-il pas le propre frère d'Henri d'Astier ?

Officiellement, François d'Astier était venu s'entretenir avec Darlan, mais il révéla à son frère que l'objet réel de sa visite était de traiter avec le prince. Dans ses *Mémoires* celui-ci résume les termes de l'accord : *« Il convenait, le plus tôt possible, d'écarter l'amiral Darlan d'un pouvoir illégitime. »* Mais un visiteur de François d'Astier à l'Aletti, Paul Saurin, président du conseil général d'Oran, a apporté un témoignage plus précis, qu'Alain Decaux a recueilli pour son émission télévisée de mai 1979 : *« Qu'est-ce que vous faites de Darlan ?* avait demandé Saurin, et François d'Astier avait répondu :

– Il va disparaître.

– Politiquement ou physiquement.

– Physiquement.

Pour financer l'ensemble de l'opération, François d'Astier remit à son frère Henri 40 000 dollars en billets, dont les numéros se suivaient. Le 24 décembre, on devait en retrouver quelques-uns dans la poche de l'assassin.

Le 19 au soir, à sa demande, François d'Astier eut un entretien de deux heures avec le comte de Paris chez son frère Henri. Le prétendant en sortit transformé. C'est à partir de ce moment seulement que prit corps le projet d'assassiner Darlan.

Le 21 décembre vers dix heures du matin, le prince, toujours hébergé chez les d'Astier, convoqua ses hôtes dans sa chambre pour leur faire une communication importante. Se trouvaient présents, Henri d'Astier, son épouse et l'abbé Cordier. Le prince, souffrant de paludisme et de furonculose, était alité.

« Alors que le comte de Paris nous avait paru jusqu'à présent un peu velléitaire et sans grande initiative, témoignera Mme d'Astier, *son attitude décidée et tranchante nous a tout de suite frappés. Il semblait transformé. Nous nous tenions debout autour de lui. Le prince nous a déclaré sans préambule :* "J'ai maintenant la certitude que Darlan est un traître. Son maintien au pouvoir empêche toute solution. Je vous donne l'ordre de l'éliminer sans délai. Tout doit être terminé pour le 24." *Mon mari lui a demandé ce qu'il entendait par* "éliminer". *Le comte de Paris a répondu :* "Le faire disparaître." *De nouveau, Henri l'a interrogé :* "Par tous les moyens ? Est-ce cela que vous voulez dire ?" *Alors le prince a déclaré :* "Oui, c'est cela, le faire disparaître par tous les moyens."

« Mon mari, après un silence, poursuit Mme d'Astier, *s'adressant à l'abbé Cordier, lui dit :*

– Alors l'abbé, à vous de jouer (6) ! »


Tallandier

Depuis la mort de son père, le duc de Guise, en 1940, le comte de Paris était le chef de la Maison royale de France et le prétendant au trône. Il avait 32 ans.

Un plan minutieux

Le 22 décembre, tandis que François d'Astier était expulsé vers l'Angleterre, l'abbé Cordier confiait à Mario Faivre que l'émissaire du général de Gaulle avait transmis l'ordre d' « éliminer » l'amiral : *« Il faut faire en sorte,* explique Cordier, *que ne puissent être mis en cause ni De Gaulle ni le comte de Paris. Ce doit être classé comme l'acte d'un*

isolé. Il faut quelqu'un de très décidé. » Ce sera Bonnier de La Chapelle.

L'abbé Cordier expliqua encore à Mario Faivre comment devait se dérouler l'attentat. Par Henri d'Astier, chargé de la police, on connaissait les habitudes de Darlan au palais d'Été. On possédait un plan des lieux. Un policier de la DST fournirait des faux papiers au nom de Morand. Le faux Morand invoquerait un rendez-vous avec Louis Joxe, qui serait absent. Le meurtrier demanderait à l'attendre. Il s'assoirait dans le patio où devait passer l'amiral. Quand ce dernier s'approcherait, il l'abattrait avec un pistolet, ouvrirait la porte du bureau, sauterait par la fenêtre, franchirait un petit mur et se trouverait hors de portée. Il aurait sur lui des devises étrangères (les dollars de François d'Astier) et un passeport en règle avec les visas nécessaires pour se rendre au Maroc espagnol. S'il était arrêté, on le ferait évader et l'on abattrait à sa place un espion italien. Tout le monde serait ainsi couvert. Officiellement, Darlan aurait été tué par un agent de l'Axe. Les conjurés prenant le pouvoir à l'issue de l'attentat, le meurtrier serait blanchi par leurs soins…

Deux coups à bout portant

Le 22 décembre, après avoir quitté l'abbé Cordier, Mario Faivre alla récupérer son pistolet *Ruby* (7), une prise de guerre qu'il avait fait réviser et le donna à Jean-Bernard d'Astier.

Le 24 décembre, jour fixé pour l'attentat, Mario Faivre déjeunait au restaurant *le Paris* en compagnie du lieutenant-abbé Cordier, d'Henri et de Jean-Bernard d'Astier. À la fin du repas, arriva Bonnier de la Chapelle. Dans la matinée, l'abbé, déposant ses galons de lieutenant, l'avait entendu de nouveau en confession. Après un signe de croix, il avait réintégré sans transition son deuxième personnage pour remettre à Bonnier des devises, un revolver et des faux papiers.

Mario Faivre et Jean-Bernard d'Astier furent chargés d'escorter Bonnier jusqu'au Palais d'Été. *« J'arrête devant la petite place de l'église à l'entrée de la grille où, en plus des gardes mobiles, un char a pris position,* poursuit Mario Faivre. *Bonnier sort de l'auto et nous demande de ne pas stationner. Il nous dit adieu, puis s'approche du portail. À regret, le cœur serré, nous partons. »*

Quelques heures plus tard, la rumeur commençait à courir en ville : Darlan était mort !

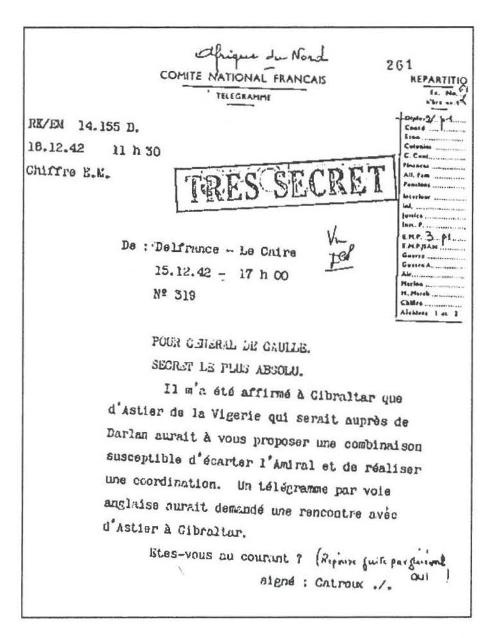
Bonnier avait tiré deux fois à bout portant,


Tallandier

Fernand Bonnier de La Chapelle (1922-1942), instrument et victime d'une machination politique de haute volée.

dans le dos. L'amiral mourut avant d'arriver à l'hôpital Maillot.

Contrairement au plan, le meurtrier n'avait pu s'enfuir. Des gardes l'avaient ceinturé. Embarqué par la police judiciaire, ce que ne prévoyait pas le plan des conjurés, il était confié au commissaire Garidacci pour interrogatoire :


Afrique du Nord
COMITE NATIONAL FRANCAIS
TELEGRAMME

261
REPARTITION

RE/EM 14.155 D.
16.12.42 11 h 30
Chiffre E.M.

TRES SECRET

De : Delfrance - Le Caire
15.12.42 - 17 h 00
N° 319

POUR GENERAL DE GAULLE.
SECRET LE PLUS ABSOLU.

Il m'a été affirmé à Gibraltar que d'Astier de la Vigerie qui serait auprès de Darlan aurait à vous proposer une combinaison susceptible d'écarter l'Amiral et de réaliser une coordination. Un télégramme par voie anglaise aurait demandé une rencontre avec d'Astier à Gibraltar.

Etes-vous au courant ? (Réponse faite par général oui !)
signé : Catroux ./.

Présent à Gibraltar le 15 décembre 1942, le général Catroux envoie au général de Gaulle un message codé :* « Pour général de Gaulle. Secret le plus absolu. Il m'a été affirmé à Gibraltar que d'Astier de La Vigerie qui serait auprès de Darlan a à vous proposer une combinaison susceptible d'écarter l'amiral et de réaliser une coordination. Un télégramme par voie anglaise aurait demandé une rencontre avec d'Astier à Gibraltar : Êtes-vous au courant ? Signé : Catroux. »** ***Suit cette note manuscrite : **« Réponse du général : oui. »**

– Je m'appelle Morand. Je suis instituteur. J'ai agi seul…

Il suffit d'une demi-heure pour établir sa véritable identité. Mais Bonnier refusa de répondre hors la présence du commissaire principal Esquerré. Celui-là appartenait au complot. Du moins, c'est ce que pensait Bonnier.

Garidacci alla chercher Esquerré. Cette fois, le prisonnier parla. *« J'affirme avoir tué Darlan après en avoir référé à l'abbé Cordier sous la forme d'une confession. C'est M. Cordier qui m'a remis les plans des bureaux du cabinet de l'amiral… Je sais que MM. Cordier et d'Astier ont rencontré récemment le comte de Paris… »*

Resté seul avec Garidacci, il signa cette confession en partie véridique. Mais, en homme prudent, le commissaire préféra la garder pour lui et l'enferma dans son coffre. Il en avait compris le caractère explosif. Son avenir pouvait dépendre de son silence. Il fit donc signer une deuxième déposition dans laquelle Bonnier déclarait seulement : *« J'ai agi seul. »* C'est celle-là qui sera transmise au juge d'instruction. Devant celui-ci, Bonnier respecta la consigne de silence qui lui avait été conseillée. Il était alors convaincu que ses amis allaient intervenir pour le faire libérer. La nuit passa sur cette espérance.

Le lendemain, 25 décembre 1942, tandis qu'une foule énorme et recueillie défilait devant le cercueil de l'amiral exposé dans le hall du gouvernement général, le dossier était confié à la justice militaire. Arrivé dans la nuit du front de Tunisie, où se battait l'armée française, le général Giraud, craignant d'autres attentats, décida de faire un exemple. Un Conseil de guerre se réunit à 18 h. On entendit un réquisitoire de pure forme. Les avocats de l'accusé, Mes Sansonnetti et Viala, avaient vainement demandé un supplément d'information. Le Conseil se déclara suffisamment informé : le meurtrier avait été pris en flagrant délit, il avouait et déclarait lui-même qu'il n'avait rien d'autre à dire. Le tribunal délibéra cinq minutes et rendit son arrêt : la mort.

Se servir de l'un pour abattre l'autre

La sentence devait être exécutée militairement, le lendemain à l'aube, peu avant les obsèques officielles de l'amiral.

Pendant toute la journée, Henri d'Astier et l'abbé Cordier tentèrent fébrilement d'intervenir. Au tribunal, la garde avait été doublée. Les

Américains eux-mêmes, qui craignaient un putsch, étaient en alerte.

Rue La Fayette, chez les d'Astier, on ne dormit pas cette nuit-là. Tous les conjurés s'y retrouvèrent pour tenter l'impossible. À mesure que les heures passaient, ils sentaient s'effondrer leurs espoirs.

Dans sa cellule, Bonnier guettait les bruits en se demandant quand on viendrait le libérer. Deux officiers de la garde passèrent cette dernière nuit auprès de lui. Plus tard, ils témoigneront. Le prisonnier, peu à peu, s'était laissé aller aux confidences. Au début, il avait dit : *« Je suis tranquille, Londres est prévenu. »* Mais comme l'aube approchait, il s'inquiéta : *« Ils échoueront peut-être faute de temps. »*

Le père de Bonnier, désespéré, essaya vainement de joindre Giraud. À 6 h 04, on réveilla le général. Tout était accompli. Au polygone d'Hussein-Dey, Fernand Bonnier de La Chapelle venait de mourir. Courageusement.

À onze heures, ce 26 décembre 1942, le général Giraud reçut le comte de Paris qui lui demanda la grâce de Bonnier. Il lui répondit que son protégé venait d'être fusillé.

Le prince, tout à son projet, espérait encore que le général s'effacerait pour lui remettre le pouvoir.

Giraud refusa avec hauteur et se leva pour mettre fin à l'entretien :

– Je suis monarchiste, Monseigneur, et pourtant je vous demande de partir, votre place n'est pas ici.

Le prince allait prétexter le paludisme pour prolonger son séjour à Alger. Mais le 10 janvier, le général Bergeret le faisait reconduire à la frontière marocaine. Henri d'Astier tirera plus tard la conclusion de l'affaire : *« De Gaulle s'est servi de l'un pour abattre l'autre. »*

À Londres, à l'annonce de l'assassinat de Darlan, la réaction de De Gaulle fut instantanée. Le jour même, il rédigeait un télégramme à l'adresse de Giraud. Celui-ci le recevait le lendemain, 26 décembre.

« L'attentat d'Alger est un indice et un avertissement. »

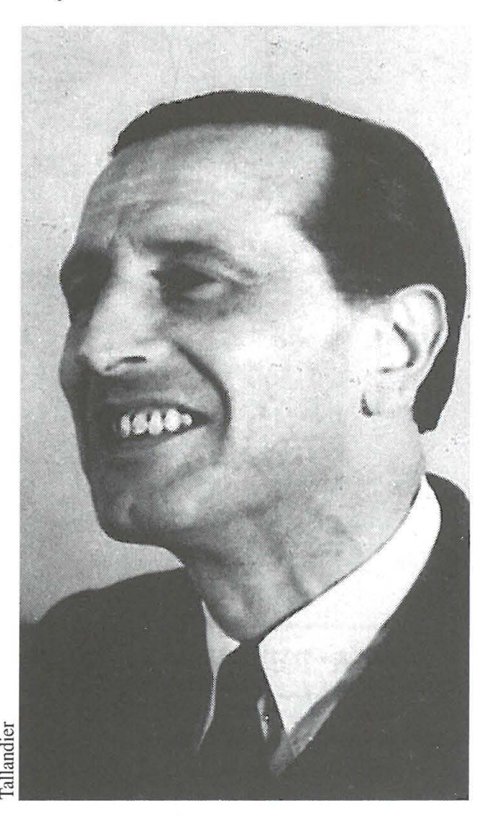
Le général Giraud ne pouvait manquer d'être sensible au choix des mots, notamment celui d'*avertissement*. Quelques mois plus tard, le général de Gaulle allait régner seul à Alger.

Pendant que chez les gaullistes la mort de Darlan relançait l'espérance, à Washington, Roosevelt exprimait avec véhémence sa colère et son indignation : *« Le lâche assassinat de l'amiral Darlan est un crime impardonnable. »*



Roger Viollet

Le général François d'Astier de La Vigerie. Émissaire de Londres à Alger. Il sut convaincre son frère Henri et le comte de Paris.



Tallandier

Henri d'Astier de La Vigerie (1897-1952). Généreux, séduisant, passionné. Un « homme de la Renaissance florentine, bien sanglé dans son justaucorps noir, collerette en nid d'abeille et... la dague au flanc ! » (Louis Jarraux).

Quant à Churchill, bien des années après, dans ses *Mémoires*, il écrira : *« Il n'appartient pas à ceux qui ont tant bénéficié de son concours d'avilir sa mémoire... Qu'il repose en paix, et soyons tous reconnaissants de n'avoir pas subi les épreuves qui le brisèrent* (8). *»*

Le 21 décembre 1945, la chambre de révision de la cour d'appel d'Alger annulait le jugement de la cour martiale condamnant Bonnier de La Chapelle avec ce considérant : *« Il apparaît certain que l'acte ayant entraîné la condamnation de Bonnier de La Chapelle a bien été accompli dans l'intérêt de la libération de la France. »*

Vingt ans après les événements de décembre 1942, l'abbé Cordier confiera à Jean-Bernard d'Astier : *« Tu vois, si nous n'avions pas tué Darlan, De Gaulle serait resté un petit général en exil. »*

CHARLES VAUGEOIS

---

(1) Les Chantiers de Jeunesse avaient été créés par Vichy sur le territoire métropolitain et en Afrique du Nord pour tourner les conventions d'armistice limitant les effectifs de l'armée.

(2) Cf. Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan, *Darlan*, Fayard, Paris 1989.

(3) Comprenant les gouverneurs Châtel et Boisson, les généraux Noguès, Bergeret et Giraud.

(4) Philippe Ragueneau, *Julien ou la route à l'envers*, Albin Michel, Paris, 1976. Dans ce livre de souvenirs, Ragueneau conteste le rôle du comte de Paris et des agents de Londres dans l'assassinat de Darlan. Mais il n'était plus à Alger depuis un mois lorsque l'attentat fut perpétré. Pour cette affaire, son témoignage n'a d'intérêt que jusqu'au 21 novembre 1942.

(5) Il s'agit de la loi Tréveneuc de 1875, prévoyant que *« dans le cas où le gouvernement légal deviendrait incapable d'exercer le pouvoir, ce pouvoir serait rapporté aux conseillers généraux qui nommeraient d'autres représentants »*. Mais, si les conseillers généraux d'Algérie n'étaient guère favorables à Darlan, rien ne disait que ces vieux républicains seraient beaucoup plus tentés par le comte de Paris...

(6) Témoignage de M[me] d'Astier rapporté par Mario Faivre et confirmé par une lettre manuscrite à Alain Decaux, le 17 mai 1979. Voir Mario Faivre, *Nous avons tué Darlan*, La Table Ronde, 1975 ; Jean-Bernard d'Astier de La Vigerie, *Qui a tué Darlan ?* Ed. de l'Atlanthrope, BP 165, 78001 Versailles Cedex.

(7) Les pistolets *Ruby*, calibre 7,65 mm, avaient été fabriqués en Espagne de 1915 à 1918 pour le compte de l'armée française.

(8) La thèse d'Anthony Verrier, *Hinge of Fate, North Africa and France, 1940-1943* (Macmillan, Londres et New-York, 1989) qui tend à accuser Churchill et les services secrets britanniques, comporte trop d'erreurs factuelles pour être crédible.

Qui a ordonné de tuer Darlan ?

ENTRETIEN AVEC JEAN-BERNARD D'ASTIER DE LA VIGERIE

Jean-Bernard d'Astier de la Vigerie est le dernier grand acteur et témoin de l'assassinat de l'amiral Darlan. Son père, Henri d'Astier de la Vigerie, organisateur du débarquement allié du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord, fut l'homme qui transmit à l'abbé Cordier l'ordre d'abattre l'amiral. Son oncle, le général François d'Astier de La Vigerie, était l'émissaire du général de Gaulle qui, au cours d'une conversation en tête à tête avec le Comte de Paris, à Alger, dans la soirée du 19 décembre, sut apparemment le convaincre de la nécessité de faire disparaître l'ancien dauphin du maréchal Pétain. Enfin, Jean-Bernard d'Astier de la Vigerie était l'ami de Bonnier de la Chapelle. C'est lui qui, une heure avant le meurtre, lui confia son pistolet personnel, instrument de l'attentat. Il répond à nos questions.

Enquête sur l'histoire : ***Certains historiens font de votre père, Henri d'Astier de La Vigerie, une sorte d'agent gaulliste.***

Jean-Bernard d'Astier : C'est absurde et insultant. Contrairement à ses frères Emmanuel et François, mon père n'a jamais été gaulliste, à plus forte raison jamais un agent gaulliste. Il se méfiait du général de Gaulle dont il désapprouvait les menées partisanes. De Gaulle lui en a d'ailleurs tenu rigueur. Sans doute l'a-t-il fait Compagnon de la Libération, mais il était difficile de faire moins. Par la suite, mon père, après s'être couvert de gloire à la tête des Commandos de France jusqu'en 1945, s'est élevé contre les excès de l'épuration. Il a demandé publiquement la libération du maréchal Pétain pour qui il avait toujours eu le plus grand respect. Non, mon père n'a jamais été gaulliste, mais il est certain, en revanche, que, devant la situation inextricable créée par Darlan à Alger, il a cherché à nouer une entente avec les généraux de Gaulle et Giraud autour du comte de Paris sans se faire d'ailleurs d'illusions sur ce dernier.



Ludovic Marin

Jean-Bernard d'Astier : « les consignes apportées de Londres furent décisives. »

■ ***L'une des énigmes reste le ralliement soudain de votre père au vœu d'élimination de Darlan exprimé par le comte de Paris, le 21 décembre, en présence de votre mère et de l'abbé Cordier. Selon vos propres termes (1), votre père le reçut comme*** « un ordre auquel il ne pouvait pas se soustraire ». ***Or, il n'avait pas confiance dans la personne du prétendant. On ne comprend plus.***

– C'est en effet troublant et je n'ai pas moi-même une réponse claire. Il est exact que mon père, bien que monarchiste convaincu, n'avait guère confiance dans les aptitudes du prince.

■ ***Et pourtant, il va exécuter l'« ordre ». Plutôt, il va le transmettre à son subordonné, le capitaine-abbé Cordier.***

– Oui, ma mère lui a même reproché cette façon de passer la consigne à Cordier : *« Henri, vous faites Ponce-Pilate ».* Aujourd'hui, à froid, tout cela parait absurde et monstrueux. À l'époque, en pleine guerre, alors que tant d'hommes mouraient chaque jour et dans l'atmosphère survoltée d'Alger, on sentait les choses autrement. Il n'existait plus aucune autorité légitime reconnue. La mort de l'amiral, personnage honni et jugé néfaste, ne posait aucun problème de conscience et semblait le préalable à toute solution. Nous étions pris dans une sorte de spirale folle. Les consignes apportées de Londres par mon oncle, le général François d'Astier de la Vigerie, furent déterminantes. Après l'assassinat, comme subitement réveillé, mon père me dira : *« Nous avons fait une connerie ! »*

■ ***Vous semblez accuser directement le général de Gaulle ?***

– C'est évident. Les témoignages sur ce point ne manquent pas. M. Saurin, président du conseil général d'Oran a formellement rapporté que mon oncle François, émissaire du général, lui avait annoncé la disparition physique de Darlan. C'est également après sa longue entrevue avec mon oncle François que le comte de Paris, transformé, se rallie soudain au meurtre de l'amiral, comme le fera aussi mon père. Dans les conversations familiales, par la suite, mon oncle n'a jamais fait mystère des pressantes incitations dont il était le messager, je peux en témoigner, comme l'a fait également son petit fils Geoffroy d'Astier de la Vigerie. Le général de Gaulle, lui-même, n'a pas vraiment caché son jeu. Dans ses *Lettres, notes et carnets, juillet 41-mai 1943* (Plon, Paris 1982), p. 438, on lit sous sa signature : *« Tout le monde en France est unanime : Darlan est un traître qui doit être liquidé ».* On sait que sous la plume du général, la formule *« la France unanime »* s'entend comme un pluriel de majesté qui désigne sa personne…

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE VENNER

(1) J-B d'Astier, *Qui a tué Darlan ?* L'Atlanthrope, Versailles 1992, p. 32.

HENRI D'ASTIER, UN CONSPIRATEUR-NÉ

Un conspirateur-né comme Henri d'Astier de La Vigerie à la tête des services policiers de l'« État »…, la belle gageure en réalité ! C'était par trop « tenter le diable » ! Cela devint terriblement sensible à l'observateur attentif quand s'afficha l'hostilité d'Henri à l'égard de l'amiral, et surtout après l'arrivée en Alger d'un très fraternel messager de Londres, général de haut grade, chargé d'étranges missions, et lesté de « messages » lourds de menaces hautaines, d'investitures plus ou moins clandestines, de sollicitantes mises en demeure et… de subsides copieux sinon généreux…, dont Henri « sacré » dès lors dirigeant gaulliste, n'était du reste pas le destinataire…

L'évolution était rapide, la volte-face formelle, la cassure très grave, car Henri, précédemment, n'était pas gaulliste du tout, bien que non anti-gaulliste…

La plupart des convives présents à tel repas officiel présidé par l'amiral Darlan, le 19 décembre 1942, ne soupçonnèrent pas l'outrage et la menace contenus dans la frémissante intervention oratoire absolument non prévue d'Henri.

J'en eu personnellement froid dans le dos… d'autant que cela faisait suite – à peu de jours d'intervalle – à tel conciliabule d'arrière-magasin…, auquel je m'étais trouvé par lui fortuitement convié, et au cours duquel l'« élimination » de Darlan avait été présentée comme une nécessité absolue…

Nous avons quelque motif de croire que, survenant à une heure où depuis peu, Henri n'était plus maître de son destin ni seul maître de son action…, ce meurtre a dévasté et enténébré le reste de sa vie…

LOUIS JARRAUX
Revue *Patrie*, octobre 1952.

JE NE CROIS PAS DE GAULLE CAPABLE DE PATRONNER UN CRIME POLITIQUE…

Le général de Gaulle, je le juge absolument incapable de patronner un crime politique.

Le 15 décembre 1942, reçu par le comte de Paris chez Henri d'Astier, j'ai dit au prince qui m'entretenait du fameux projet : *« Monseigneur, Darlan ne vous gênera pas. Il ne peut évidemment pas rester, mais il ne défendra pas sa place… »*

Il ne fait aucun doute dans mon esprit que, tant chez de Gaulle que chez le Prince, l'« élimination » indispensable de Darlan ne pouvait être que politique et non physique.

Oui, l'assassinat de Darlan a été une erreur. Darlan éliminé vif rendait possible la solution d'un arbitrage du comte de Paris. Quels qu'en fussent les résultats, ils n'auraient pu être pires que ce duel entre un imbécile et un homme de génie prisonnier de ses rancunes, de sa mémoire et de son orgueil (1).

J'ai servi de Gaulle avec loyalisme, mais ne l'ai pas suivi en politique. Sénateur, je n'ai pas adhéré à son parti car j'étais avant tout européen, alors qu'il en était resté au nationalisme plus ou moins intégral de notre jeunesse.

De Gaulle était d'une vieille famille légitimiste. Quand sur le bateau anglais qui me ramenait au Maroc en juillet 1940 j'entendais ses discours à la radio se terminant par des *« Vive la République »*, je n'ai pas compris. J'ai su depuis qu'il jouait déjà la vieille masse radicale du sud de la France qui dans la résistance luttait davantage contre les tendances « réactionnaires » de Vichy que contre les Allemands. Il a bien joué et a pu, grâce à cela, nous préserver d'un communisme que les socialistes ont achevé sous Ramadier.

GÉNÉRAL BÉTHOUARD
Lettre à Mario Faivre, 11 décembre 1975

(1) Allusions aux généraux Giraud et de Gaulle.

ATTENTAT CONTRE HITLER

Le coup manqué de von Tresckow

PAR WOLFGANG VENOHR

Le général Henning von Tresckow était un Prussien de vieille souche. Jeune officier brûlant d'espérance pour l'Allemagne, il s'était rallié d'enthousiasme au national-socialisme dès 1929. La première faille dans sa foi apparut en 1934 avec la « nuit des longs couteaux » qui choqua son sens moral. Le piège infâme tendu aux généraux Blomberg et Fritsch acheva de le dégoûter. Ce qu'il vit en Russie et la certitude d'une défaite catastrophique pour sa patrie le décidèrent à l'action. Quatre fois, il organisa des attentats avant celui du 20 juillet 1944 dans l'espoir de changer l'histoire.



Le Matin

LE MIEUX INFORMÉ DES JOURNAUX FRANÇAIS

61e ANNÉE – N° 21.849 — SAMEDI 22 DIMANCHE 23 JUILLET 1944 — 5F

Le complot tramé contre le Führer a complètement échoué

Il avait été ourdi par une petite clique criminelle qui a été fusillée aussitôt

Adolf Hitler s'adresse au peuple allemand

APRÈS L'ÉCHEC DE LEUR ATTENTAT QUELQUES-UNS DES CONJURÉS SE SONT SUICIDÉS

Le calme règne à Berlin

Le complot a été étouffé en six heures

Une entreprise aventureuse et ridicule

Je n'ai qu'une pensée

Pour assurer l'ordre

L'ATTENTAT NE SUSCITE EN EUROPE QUE LE MÉPRIS

L'ennemi multiplie en vain ses assauts au sud de Caen

Au nord-ouest de Saint-Lô, la Wehrmacht taille en pièces les groupes d'attaque de l'adversaire

Le tir des « V-1 » contre Londres se poursuit

EN ITALIE

L'ALLEMAGNE RIPOSTE !

Tandis que les soucis de ses ennemis sont plus grands que jamais, elle déploie sa force et conduira la guerre jusqu'au bout

Les restrictions électriques pour la semaine du 23 au 30 juillet

Pas de métro les dimanches 23 et 30 juillet

TOUS LES SPECTACLES SERONT FERMÉS

Une contre-attaque allemande repousse les bolcheviks au nord de Brest-Litovsk

L'ENQUÊTE DU Matin EN NORMANDIE (V)

Une dévastation sans nom un horrible bouleversement c'est tout ce qui reste de Vire

Ne gaspillez pas l'eau

22 MORTS 30 BLESSÉS à la suite de plusieurs raids anglo-américains

90 assistantes sociales

Kharbine Tapabor

Le Matin *des samedi 22 et dimanche 23 juillet 1943.*

Autour du colonel d'état-major Henning von Tresckow se cristallisa en 1942 dans l'état-major du groupe d'armées du Centre un cercle d'opposants et de résistants de l'aristocratie prussienne. Les autres conjurés étaient les commandants Berndt von Kleist, Rudolf von Gersdorff et Hans von Hardenberg, ainsi que les lieutenants Fabian von Schlabrendorff et Heinrich, comte Lehndorff. Aucun d'entre eux ne se trompait sur la vraie situation de l'Allemagne.

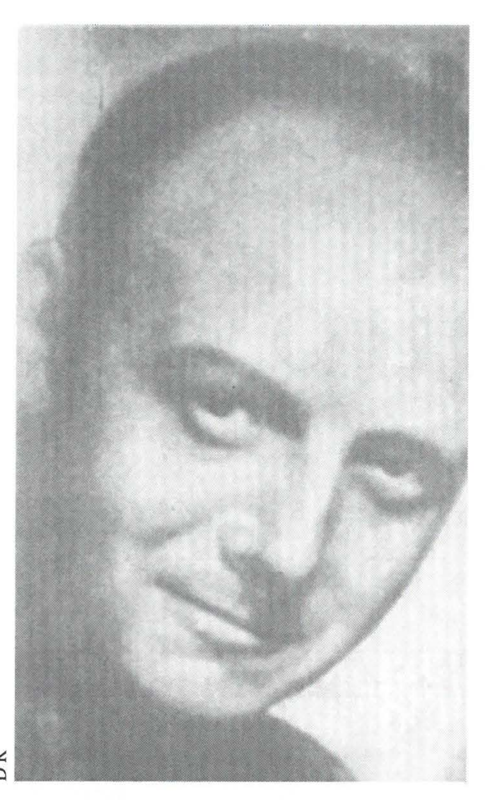
Tresckow était le personnage principal du cercle de conjurés. Il ne faut pas croire cependant qu'il ait été « aimé » de tous les officiers de l'état-major du groupe d'armées du Centre. Beaucoup d'entre eux étaient offusqués par son genre froid et prussien, peu enclin à la bonhomie et aux compromis, ou bien prenaient ombrage de sa supériorité intellectuelle : supériorité qu'il ne cachait guère et qu'il drapait d'ironie. L'un de ses collaborateurs a dit de lui : *« Tresckow était le prototype de l'officier prussien ! Entêtement et ténacité marquaient la droiture de son caractère. Il défendait ses convictions ouvertement et durement, même si cela était parfois désagréable aux autres. »*

C'est avec la même franchise que Tresckow exprimait ses opinions politiques à l'état-major du groupe d'armées. Il en appelait – ce en quoi il était également tout à fait prussien – non pas aux sentiments, mais à la raison. *« C'est qu'il était,* dira plus tard Karl Silex, *un homme froid jusqu'au fond de son être, un homme qui montrait rarement ses émotions. Et ce qui m'a toujours étonné, c'est que le nombre de ses confidents était pourtant extraordinairement élevé. Pourtant personne, parmi tant de monde, n'a trahi cette confiance. »*

Accord avec Stauffenberg

À la fin de l'été 1943, le colonel von Tresckow se rendit compte que toutes les actions de conjuration avaient échoué et qu'il était inutile d'attendre des généraux ou des maréchaux qu'ils se soulèvent. Ni Kluge ni personne d'autre n'était prêt, quand cela devenait sérieux, à trahir son serment d'obéissance et de fidélité.

Mais le 10 août 1943, Tresckow rencontra enfin à Berlin un conjuré de son acabit : le colonel d'état-major Claus comte von Stauffenberg, grand blessé de guerre mais dévoré du besoin d'agir. En cet officier cultivé de 35 ans, Tresckow ne rencontra pas seulement quelqu'un avec qui il avait des affinités, mais surtout une personnalité douée d'une forte volonté, un homme que n'effrayait pas la perspective d'une entreprise de caractère violent. Plus encore : en la personne de Stauffenberg s'offrait pour la première fois la chance d'organiser, non plus des attentats ou des actions de protestation ne visant que la personne d'Hitler, mais un soulèvement de vaste envergure par lequel on pouvait renverser le système ; car Stauffenberg était prévu comme nouveau chef d'état-major au quartier général des troupes stationnées en Allemagne, fonction militaire centrale où convergeaient tous les fils de commande de la Wehrmacht.



DR

Aristocrate prussien, le général Henning von Tresckow se montra d'abord favorable au national-socialisme, avant de participer activement à l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944.

Erika von Tresckow et Margarethe von Owen écrivirent sous la dictée de Tresckow et de Stauffenberg, dans le plus grand secret, les ordres de subversion destinés aux responsables civils et militaires du Reich. Tous commençaient par la phrase : *« Le Führer Adolf Hitler est mort ».*

Car Tresckow et Stauffenberg étaient là aussi d'accord : sans l'éviction physique du dictateur rien n'était à espérer, sans elle tous les projets de putsch et de révolte étaient construits sur du sable !

En tout point, les idées de Tresckow coïncidaient avec celles de son ami Stauffenberg qui depuis le début de 1944 avait de plus en plus acquis la certitude qu'une fureur de des-

LE 20 JUILLET 1944

Nuit d'insomnie. Capitulation sans condition : c'est la conséquence inéluctable de l'effort total et de l'accentuation de ses tendances destructrices.

L'exigence d'une capitulation sans condition dénote le dessein de soumettre l'ennemi au régime du droit de propriété ; le droit de l'homme et celui des gens, y compris le caractère inviolable des prisonniers, sont suspendus – on constate un fait du domaine physique, zoologique ou technique. On peut exterminer le vaincu ou l'expulser, comme il arrive dans nos provinces de l'Est, on peut l'anéantir économiquement et le réduire en esclavage, comme le prévoient des plans élaborés à New York.

Chez nous, on s'est comporté suivant la nature des adversaires : il semble qu'en Prusse orientale, le *Volkssturm* se soit sacrifié jusqu'au dernier homme tandis qu'à l'Ouest, il a rarement vu le feu. Il faut y ajouter le nombre énorme de ces suicides que ne relève aucune statistique.

Rétrospectivement, la question se pose de savoir si la catastrophe n'eût pas, à quelque époque de la guerre, pu être écartée, ou tout au moins limitée. C'était l'un des grands sujets de conversation au *Raphaël* et au *George V* (1), et ce problème a fini par amener le 20 juillet 1944, qui aggrave plutôt la situation. On était assis dans un train dont la vitesse s'accélérait follement ; de mois en mois, la tentative d'en sauter devenait plus désespérée, plus proche du suicide. Il faut donc répondre par « non » à notre question.

La conscience d'appartenir au plus faible moralement des deux partis, de devoir contresigner des forfaits dont les rumeurs filtraient de plus en plus, de façon toujours plus étouffante, était l'un des présages funestes. À cet égard, et dans son jugement stratégique sur la situation, Hitler se heurtait à une résistance qui, sans certes pouvoir triompher, n'en entravait pas moins bien des opérations. C'était l'une des raisons pour lesquelles il tenait l'état-major pour rétrograde, la majorité des généraux pour suspects. Il avait raison en cela, de son point de vue de risque-tout.

ERNST JÜNGER

Journal de guerre et d'occupation, Julliard, Paris, 1965. À la date du 22 août 1945.

(1) Hôtels parisiens réquisitionnés par les états-majors allemands où se préparait le complot du 20 juillet 1944.

LA VENGEANCE DE GRYNSZPAN

Il faut pourtant apporter une correction à cette évaluation (des « effets pervers » du terrorisme). En 1938, le jeune Juif Herschel Grynszpan tue à Paris un conseiller d'ambassade nazi, von Rath. C'est le prétexte rêvé pour le déclenchement du pogrom de la « Nuit de cristal » dans toute l'Allemagne. Ainsi son acte est détourné, il devient maudit, provocateur. Pire, il est déformé : on le présente comme une affaire de mœurs. Mais jusque dans les camps de concentration où Herschel est conservé comme une sorte de pièce à conviction, son acte reste double : il y a ce que l'information en dit, les nazis d'abord qui intoxiquent le public sur cette affaire, puis des historiens avides de scandale ; et il y a le symbole. Aujourd'hui « l'efficacité symbolique » de l'acte de Grynszpan a fini par l'emporter sur le reste. Nous savons que les nazis avaient préparé la Nuit de cristal de très longue date et qu'ils l'auraient faite de toute façon. Et nous voyons qu'à l'orée de la Barbarie, il y a quand même le geste de Grynszpan. C'est en maintenant tout ce que je dis du terrorisme, en le « condamnant » (cela ne veut rien dire), que je pose quand même cette question : y a-t-il aujourd'hui des Juifs qui réprouvent Herschel Grynszpan ?

LAURENT DISPOT
***La machine à terreur*, Grasset 1978.**

DR

L'amiral Canaris (1887-1945), chef des Services de renseignements de l'armée allemande, incarne l'une des seules véritables oppositions au régime : une opposition dont les membres les plus actifs se sont recrutés dans les milieux de la droite conservatrice allemande.

truction aveugle animait les Alliés occidentaux. Mais tout comme Stauffenberg, il ressentait la conviction que l'Allemagne devait respecter son originalité et son indépendance entre l'Est et l'Ouest ! La résistance de Tresckow se nourrissait moralement de sa conscience, et politiquement de la volonté d'empêcher l'Allemagne de devenir une proie des Russes ou des Anglo-Américains.

Il importe de montrer au monde...

Alexander Stahlberg, parent de Tresckow et pendant longtemps officier d'ordonnance du maréchal von Manstein, participa à une des dernières promenades à travers le parc de Sans-Souci en fleurs. Ils parlèrent abondamment de la conjuration, du plan et du but de la tentative de soulèvement que Tresckow attendait pour les semaines à venir. Quand Stahlberg lui demanda : *« Penses-tu que le coup d'État aura une chance de réussir ? »*, Tresckow s'arrêta, fixa Stahlberg pendant quelques secondes et répondit : *« Il échouera très probablement... »*

Pensait-il alors que cela valait la peine de trahir le serment militaire, de charger sa conscience d'un attentat ? Même un homme aussi fougueux et véhément que Stauffenberg était tourmenté par ces doutes après le succès du débarquement des Alliés occidentaux le 6 juin 1944 en Normandie. Par l'entremise du comte Lehndorff, il s'informa auprès de Tresckow, entre-temps nommé général de brigade et retourné sur le front oriental, pour savoir si la poursuite du plan de soulèvement et l'éviction du dictateur avaient encore un *« but pratique »*. La réponse que donna Tresckow devint le testament moral de la résistance allemande :

« L'attentat doit avoir lieu, coûte que coûte. Même s'il échoue, il faut quand même agir à Berlin. Car il ne s'agit plus de but pratique. Mais il importe de montrer au monde que le mouvement de résistance allemande a osé porter le coup décisif. »

Stauffenberg osa porter ce coup : le 20 juillet 1944. Et tout à fait dans l'esprit de Tresckow, il agit encore à Berlin après qu'on sut que l'attentat avait échoué – tout comme Tresckow l'avait pressenti et exigé.

Le lendemain, aux premières heures du 21 juillet 1944, le général de brigade Henning von Tresckow, chef de l'état-major de la IIe armée, s'était mis en route avec deux *command-cars* pour mettre fin lui-même à sa vie dans la forêt au nord-est de Novosiolski. À Schlabrendorff il avait dit auparavant : *« Je vais donc me suicider. Car à l'instruction ils tomberont nécessairement sur moi et essaieront de m'arracher quelques autres noms. »* Après un moment, pâle, mais avec la froideur qui le caractérisait, il avait ajouté : *« Personne d'entre nous ne peut se plaindre de sa mort. Celui qui entre dans notre cercle endosse de ce fait la tunique de Nessus. »*

Dans l'après-midi du 21 juillet, Tresckow avait alors simulé dans la forêt, par des coups de pistolet, une attaque de partisans et s'était tiré une balle dans la tête. Les deux chauffeurs et le commandant d'état-major le trouvèrent sur le talus, gisant sur le dos, les bras étendus ; le pistolet à côté de lui. Lentement ils ramenèrent le corps à la voiture. Il était 15 h 45 quand la IIe armée reçut la nouvelle par radiotéléphonie : *« Le général de brigade von Tresckow est tombé au cours d'une patrouille dans la forêt au nord-est de Novosiolski. »*

WOLFGANG VENOHR

Wolfgang Venohr est né à Berlin en 1925. Docteur en histoire. Il a publié de nombreux ouvrages, dont une biographie de Frédéric II. Il est l'auteur avec Sébastien Haffner de *Profils prussiens* (Gallimard, 1983), ouvrage préfacé par Michel Tournier.

LE COMTE BERNADOTTE

La dramatique naissance d'Israël

PAR JEAN-FRANÇOIS GAUTIER

Comme la Serbie aujourd'hui, l'État d'Israël a lutté, tout au long de son histoire, pour conquérir un territoire cohérent en imposant silence aux minorités. Lors de l'indépendance, en 1948, le comte Bernadotte, médiateur de l'ONU, s'efforça de trouver une solution juste pour les Juifs et les Palestiniens. Il le paya de sa vie. Histoire d'un assassinat programmé.

« *Sa mort sera douloureusement ressentie partout où il y a des gens de cœur.* » Le 18 septembre 1948, André François-Poncet, ancien ambassadeur de France à Berlin et membre du Comité français pour la défense des droits de l'homme, salue en ces termes la mémoire du comte Folke Bernadotte, neveu de Gustave V de Suède et président de la Croix-Rouge de son pays. Bernadotte est tombé la veille sous les balles de terroristes à Jérusalem. Explicitement menacé, il avait assuré à ceux qui le pressaient de ne pas se rendre en Palestine sans assurer plus avant sa sécurité : « *Tout ceci est manifestement destiné à m'effrayer. C'est une erreur : je ne me laisserai pas impressionner.* »

Le 20 mai précédent, Bernadotte avait été nommé médiateur de l'ONU en Palestine. La guerre d'indépendance israélienne battait son plein. Six jours plus tôt en effet, le Conseil national juif avait proclamé une indépendance unilatérale avant le retrait officiel du protectorat britannique. Une guerre s'en était suivie avec les pays arabes, principalement avec les armées égyptiennes. Pour les terroristes indépendantistes juifs, la médiation de l'ONU dans l'affaire risquait d'imposer une politique négociée. Ils n'en voulaient à aucun prix.

Bernadotte, en Europe et à New York, avait pourtant multiplié les contacts durant plusieurs mois. Conciliateur de métier, il doublait son talent de diplomate d'une intégrité toute protestante et d'un complet désintéressement. Il avait exercé la fonction de délégué général de la Croix-Rouge en Allemagne durant la guerre et avait sorti des camps des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, dont près de trente mille de confession juive qui échappaient ainsi à la mort. Sa stature internationale lui donnait une autorité sans équivalent à l'époque.

À la recherche d'une solution juste

Acceptant sa mission de médiation sans idée préconçue, il était néanmoins sensible à l'effort d'installation des populations juives qui avaient, disait-il, « *fait refleurir ce pays désertique* ». Il entreprit au cours de ses voyages à Jérusalem le dur apprentissage de la réalité locale. Il s'étonna notamment du fait que le peuple juif « *qui pourtant a tant souffert* » fasse preuve d'autant « *de dureté et d'intransigeance* » envers les populations palestiniennes.

Désireux d'obtenir une solution juste à l'égard des réfugiés chassés de leurs terres, Bernadotte s'orienta vers une proposition de fédération assurant un foyer aux Palestiniens. Il suggéra la restitution du Néguev occupé par Ben Gourion, en échange de la Galilée qui reviendrait à Israël. Les deux parties refusèrent en juin 1948 et les hostilités reprirent. Les nationalistes entamèrent alors une virulente campagne en Israël, allant jusqu'à qualifier Bernadotte d'« *agent nazi* ».

La situation s'envenima lorsque Abba Eban, représentant israélien à l'ONU, perçut l'influence grandissante des analyses de Bernadotte sur les puissances arbitrant le Conseil de sécurité. Il écrivit le 10 juillet au chef de la diplomatie israélienne, Shertok, qu'il était dans l'intérêt de son pays « *que prenne fin rapidement la mission Bernadotte* ». Officiellement, Israël continua à participer aux négociations, même après le 18 juillet lorsque le Conseil de sécurité eut imposé un nouveau cessez-le-feu. Mais le 6 septembre, le bulletin des terroristes du Lehi, plus connus sous le nom de « groupe Stern », publia une impla-



***Le comte Folke Bernadotte, médiateur de l'ONU en Palestine. Après avoir travaillé à sauver de nombreux Juifs pendant la guerre, il s'étonna qu'un peuple* « qui pourtant a tant souffert » *ait pu montrer autant* « de dureté et d'intransigeance ».**

cable consigne : *« Le devoir de l'heure est de chasser Bernadotte et ses observateurs. Bénie soit la main qui agira. »*

Shamir et le groupe Stern

Le Lehi regroupe des Combattants pour la liberté d'Israël. Il est dirigé par Itzhak Shamir, polonais d'origine et ancien combattant de l'Organisation militaire juive en Palestine (la fameuse Irgoun), qu'il a quittée en 1940 avec Abraham Stern pour protester contre la « modération » ambiante. Passés au terrorisme, Shamir et Stern attaquèrent sans relâche les forces britanniques. Stern abattu, Shamir et Yellin-Mor, qui deviendra par la suite « journaliste », reconstitueront le groupe démantelé. Pris et interné par les Anglais en 1946, Shamir s'évadera et se réfugiera à Djibouti, puis en France où il ne sera pas inquiété.

En mai 1948, Shamir reviendra à Jérusalem, retrouvera Yellin-Mor devenu député à la première Knesset et reprendra ses activités paramilitaires à la tête du groupe Stern dont l'hymne résume le programme : *« Sur les ailes de l'Aigle, Jérusalem nous reviendrons vers toi ! »* dit le refrain, et l'un des couplets, faisant allusion à la forteresse juive détruite par les Romains en 70, assure : *« Jamais plus Matsadah ne tombera !»* En d'autres termes, la victoire ou la mort. Folke Bernadotte étant, selon Yellin-Mor, *« le dernier obstacle à l'existence de notre État »*, son assassinat est programmé. L'intéressé est prévenu indirectement qu'il sera tué *« s'il met encore une fois les pieds à Jérusalem »*.

Ce sera donc le 17 septembre 1948. La veille, Bernadotte a négocié à l'ONU un texte préconisant l'internationalisation de Jérusalem et le retour des réfugiés. Mais Israël s'oppose à toute partition qui rendrait aux Palestiniens des territoires conquis *manu militari* par les colons juifs. Bernadotte décide d'aller sur place convaincre les parties intéressées. Arrivé au matin du 17 septembre à l'aéroport de Kalandia, il se rend dans l'ex-résidence du gouvernement britannique où il souhaite installer son QG puis, l'après-midi, se dirige vers le gouvernorat de la partie juive de Jérusalem où l'attend le négociateur Dov Joseph. Son convoi sous couleurs de l'ONU est arrêté à un barrage de contrôle par des soldats en uniforme de l'armée juive. L'un d'eux s'approche de la voiture de Bernadotte. Une vitre a été abaissée pour répondre au contrôle. Il arrose l'intérieur au pistolet-mitrailleur. Le colonel André Sérot, chef des observateurs français de l'ONU, succombe à une rafale de dix-sept balles. Bernadotte s'affaisse sur son siège. Il saigne abondamment. Six balles sont logées dans la région du cœur. Moshé Hillmann, officier juif de liaison chargé de la sécurité du convoi, s'approche avec retard et circonspection. Il ordonne un déplacement vers l'hôpital Hadassah. Bernadotte est déjà mort.

Du terrorisme au gouvernement

Avec la disparition du diplomate et le scandale international qui l'accompagne, c'est tout le plan pacificateur de l'ONU, patiemment échafaudé, qui disparaît. Le groupe Stern revendique le meurtre. Pour répondre au scandale le gouvernement israélien demande une enquête. Des seconds couteaux du groupe Stern, déclaré hors-la-loi, sont arrêtés les jours suivants. La voiture criblée ne sera examinée qu'après sa réparation, et le lieu du crime ne sera jamais interdit à la circulation aux fins de reconstitution.

Shamir se cache. Yellin-Mor, arrêté le 30 septembre, sera condamné dans l'hilarité générale à huit ans de prison pour participation à une organisation illégale... On apprendra en 1968 que les acteurs de l'assassinat durent bénéficier de quelques hautes protections puisque Yeoshua Cohen, qui vida son chargeur sur le diplomate libérateur des Juifs déportés et sur le colonel représentant la nation qui hébergea Shamir, continua sa carrière comme garde du corps de Ben Gourion lorsque celui-ci prit sa retraite dans le Néguev. Parmi les autres membres du groupe, Gueoula Cohen mènera plus tard une carrière politique et Matti Schmuelevitz dirigera le cabinet du Premier ministre Menahem Beguin. Quant à Itzhak Shamir, devenu pourfendeur du terrorisme palestinien, il sera « retrouvé » en 1955 par le service secret Mossad dans lequel il servira durant dix ans, avant de se reconvertir dans la politique, de présider la Knesset, de diriger la diplomatie israélienne et d'occuper, une fois Begin parti, la fonction de Premier ministre.

JEAN-FRANÇOIS GAUTIER

LES « LIONS » SE VENGENT

Indira Gandhi

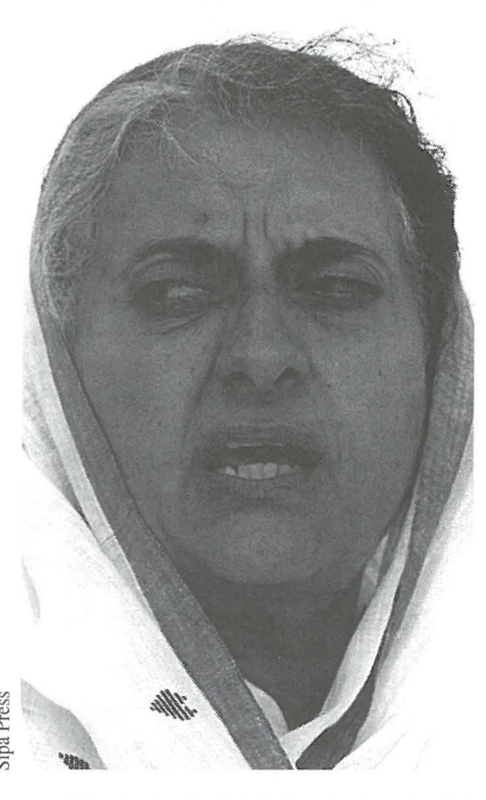
PAR JENNIFER SCOTT

On espérait la paix et la démocratie, on récolta des conflits sans fin et le règne du népotisme. En 1947, l'indépendance de l'Inde et la sécession du Pakistan sont payées de 500 000 morts entre hindous et musulmans. Puis viendront les conflits avec les Sikhs du Pendjab et la révolte des Tamouls, en attendant le réveil du fondamentalisme hindou. L'Inde immense possède l'arme nucléaire, mais c'est un simple pistolet qui tuera Indira Gandhi en 1984. Meurtre imparable perpétré par les propres gardes du corps de la dame de fer indienne.

Il est exactement 9 h 07 à New Delhi ce 31 octobre 1984 et le soleil grille déjà les jardins de la résidence d'Indira Gandhi, Premier ministre de l'Inde. Elle a annulé sa rencontre quotidienne avec les visiteurs qu'elle a l'habitude de recevoir collectivement sur sa pelouse pour le *darshan*, la « visite » traditionnelle.

De l'autre côté du jardin, à cent mètres de la résidence privée, se trouve le bureau officiel où l'attend Peter Ustinov pour un entretien destiné à la télévision irlandaise. Sari orange, démarche vive comme à l'ordinaire, Indira s'approche du petit portail blanc qui sépare le périmètre familial du secteur officiel. Elle est suivie de cinq personnes : son valet de pied, un gendarme porteur d'ombrelle pour la protéger du soleil, un policier en civil et deux secrétaires politiques.

Devant le portail, comme d'habitude, il y a deux gardes : l'un en civil, Beant, et l'autre en uniforme, Satwant. Tous deux sont des « lions », membres de la secte guerrière et religieuse des Sikhs du Pendjab. Satwant est un gendarme de deuxième classe. Beant a le grade de sous-inspecteur. Il est dans la police depuis douze ans. Il fait partie des gardes du corps personnels du Premier ministre qu'il a même accompagnée deux fois à l'étranger. Indira le connaît et l'apprécie.



Sipa Press

Fille de Jawaharlal Nehru, Indira Gandhi n'avait aucun lien de parenté avec le mahatma Gandhi, lui-même assassiné en 1948.

En l'apercevant elle joint les mains pour le traditionnel salut indien. Mais en guise de réponse, Beant sort son pistolet de service, un *Walther P. 38*, et tire cinq fois, très rapidement. Indira s'écroule. Au même instant, Satwant, qui a enclenché son pistolet-mitrailleur *Sterling* 9 mm sur la position de tir en rafales, arrose le corps. En quatre secondes il a vidé son chargeur. On retrouvera vingt-quatre projectiles dans le cadavre.

Selon tous les témoins, leur forfait accompli, les deux « lions » jettent leurs armes et lèvent les mains. *« Nous avons fait ce que nous devions. Faites de nous ce que vous voulez »*, lâchent-ils aux commandos indo-tibétains accourus du jardin. On les traîne au poste de garde, à cent mètres de là. On entend des cris et des détonations. Cinq minutes plus tard, Beant est mort, l'abdomen éclaté et la tête trouée. Satwant est dans un état critique avec six balles dans le corps. Il s'en tirera. Jugé en juillet 1985, au cours d'un procès retentissant, il sera pendu en janvier 1989 avec l'un de ses complices.

L'assassinat d'Indira Gandhi répondait au massacre des Sikhs du Temple d'Or

d'Amritsar au Pendjab, ordonné par la dame de fer indienne.

Au cours de cette opération punitive, le 7 juin 1984, près de 2 000 Sikhs dont le gourou de la secte, Jarnail Singh Bhindranwale, avaient trouvé la mort. Quatre mois plus tard, ils étaient vengés par Beant, garde du corps personnel du Premier ministre.

Le massacre du Temple d'Or était la riposte de l'État fédéral indien au soulèvement d'une partie du Pendjab, l'État le plus prospère de l'Inde où les Sikhs sont majoritaires (53 %). Reprochant au gouvernement de les traiter en « citoyens de seconde zone » depuis la guerre d'indépendance, au cours de laquelle ils s'étaient battus « comme des lions » contre les Pakistanais, ils rêvent d'un État indépendant, complètement séparé de la masse des Hindous qu'ils exècrent. En attendant, le gourou Bhindranwale avait proclamé la guerre sainte au gouvernement.

Étonnante histoire que celle de cet immense pays ! Voué par ses pères spirituels au culte médiatique de la paix, de l'amour et de la démocratie, il est ensanglanté depuis l'indépendance par des haines ethniques et religieuses, dont la constance pose naturellement la question de la survie d'un État multiculturel et de l'impossible cohabitation de communautés ethniques rendues antagonistes par le phénomène moderne de la mobilisation des masses.



Sipa Press

Indira et ses deux fil, Rajiv et Sanjay. Celui-ci se tua en 1980 dans un accident d'avion. On parla alors d'assassinat maquillé. Rajiv succéda à sa mère en 1984 et fut tué par une « bombe humaine » en 1991. Filiation sanglante.

Tout avait commencé lors de l'indépendance, en 1947, qui vit l'ancienne Inde des Anglais partagée en deux États hostiles et indépendants, un État musulman (le Pakistan) et un État majoritairement hindou (l'Inde actuelle). Les exhortations des Gandhi étaient restées parfaitement vaines. La religion de la non-violence débouchait sur les épouvantables massacres du partage qui firent plus de 500 000 morts avec le « déplacement » dans des conditions affreuses de 17 millions de personnes.

Une famille marquée par le destin

Pendant plus de quarante ans, l'Inde indépendante fut dirigée par une même famille. Le fondateur de la dynastie, Jawaharlal Nehru, fut Premier ministre pendant dix-sept ans. Ce brahmane du Cachemire, issu de la caste la

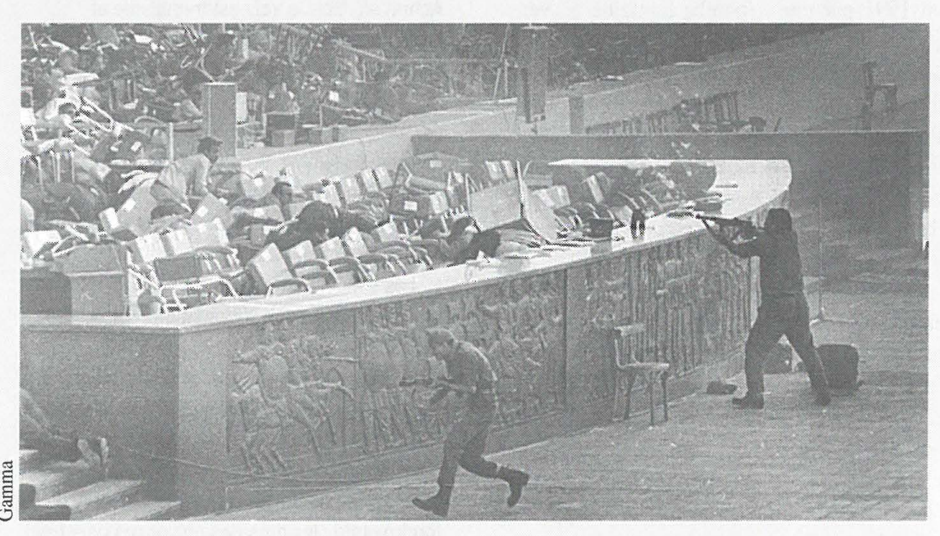
MASSACRE AU CAIRE, 6 OCTOBRE 1981

Il est treize heures, le 6 octobre 1981. L'Egypte célèbre le huitième anniversaire de sa « victoire » d'octobre 1973 sur Israël. Le président Sadate, entouré des membres de son gouvernement, d'officiers supérieurs et de diplomates étrangers, contemple le défilé.

Soudain, quatre militaires surgissent d'un camion et arrosent la tribune présidentielle à l'arme automatique. Touché à la tempe, au cou et à la poitrine, le Raïs est déjà mort quand la garde présidentielle, complètement surprise, commence à réagir. En Égypte, tout le monde a compris que Sadate est tombé sous les balles vengeresses de militants islamistes.

Depuis longtemps, la popularité qu'avait valu au président la guerre d'octobre 1973 puis son voyage en Israël, quatre ans plus tard, s'était évanouie. Certes, il avait obtenu la restitution du Sinaï, mais l'autre volet des accords de Camp David avec les États-Unis et Israël était resté au point mort.

L'autonomie palestinienne était remise à plus tard et le gouvernement israélien poursuivait imperturbablement sa politique du fait accompli, multipliant les colonies juives dans les territoires occupés.



Gamma

Quatre militaires, jaillis d'un camion, mitraillent la tribune présidentielle...

Après avoir un temps favorisé les Frères musulmans contre les vieux nassériens, Sadate s'était ravisé et leur avait déclaré la guerre dans son discours du 5 septembre 1981, précédé de nombreuses arrestations.

Parmi les militants emprisonnés, le jeune frère du lieutenant Khaled El Istambouli qui devait conduire l'attaque du 6 octobre avec quatre autres militants islamistes déguisés en militaires.

Tous les conjurés sont exécutés le 15 avril suivant. À leurs procès, ils ont plaidé non coupables, clamant leur fierté d'avoir tué Sadate et affirmant que leur but était de mettre en garde ses successeurs.

Apparemment, ils n'y ont pas réussi.

plus aristocratique, avait reçu une éducation britannique à la *public school* de Harrow puis à l'université de Cambridge. Il avait tout pour charmer le dernier vice-roi, Lord Mountbatten, chargé, en 1947, de ménager l'indépendance ; ainsi que la vice-reine, Lady Edwina, qui devint sa maîtresse. Installé à la tête de l'Inde nouvelle par les anciens maîtres anglais, Jawaharlal Nehru, qui pratiquait à la perfection le langage démocratique, exerça un pouvoir de droit divin jusqu'à sa mort, en 1964.

Après un intermède de deux ans, sa fille Indira, lui succéda. Éduquée à Genève et à Oxford, elle était devenue Mme Gandhi par son mariage avec un riche parti de Bombay. Elle régna de 1966 à 1977, puis de 1980 à 1984, en despote plus ou moins « éclairé ». On sait ce qu'il advint d'elle en octobre 1984.

Indira avait deux fils, Rajiv, né en 1944, et Sanjay, né en 1946. C'est le second qui devait lui succéder. Plus autoritaire encore que sa mère, il incarnait « l'Inde des jeunes », l'Inde des play-boys occidentalisés. Il se tua en 1980, dans un accident d'avion. Les mauvaises langues parlèrent d'assassinat maquillé.

L'aîné, Rajiv, qui avait jusque-là préféré les affaires à la politique, succéda en 1984 à sa mère. Écarté du pouvoir en 1989, il s'apprêtait à prendre sa revanche quand il fut assassiné en mai 1991 par une « bombe humaine ». Vengeance des Tamouls du Sri-Lanka (Ceylan) qui avaient quelques raisons de se plaindre de lui depuis qu'il avait dépêché contre cette minorité pugnace une armée aussi féroce qu'impuissante. En trente mois d'opérations, l'armée indienne avait tué environ 2 500 rebelles qui combattaient pour une indépendance tamoule.

L'assassin, une jeune femme, a utilisé une ceinture contenant plus de 500 grammes de plastic, additionné de centaines de billes d'acier. C'est en se courbant en signe de respect envers Rajiv Gandhi que la charge, placée dans son dos, a littéralement sauté au visage du fils d'Indira. Ce qui explique que la tête de celui-ci ait été réduite en bouillie mais que son corps n'ait pratiquement pas été touché.

Écartelée entre un laïcisme de façade et la réalité des conflits religieux et interethniques avivés par les calculs électoraux, la « plus grande démocratie du monde », comme les dirigeants de l'Inde aiment à l'appeler, s'enfonce dans l'imprévisible.

JENNIFER SCOTT

Jennifer Scott est journaliste, spécialiste des questions asiatiques.

LE MEURTRE DE BÉCHIR GEMAYEL


Sipa Press

Le mardi 14 septembre 1982 à 17 h 45, jour de la fête de La Croix, *La Voix du Liban* (du parti phalangiste) annonce que Béchir Gemayel vient d'échapper à un attentat à l'explosif qui a touché « la maison des Kataëb », QG du parti à Achrafieh. Mais la voix est tremblante et incertaine. Béchir – qui pour certains aurait dit en sortant des décombres : *« Je suis sain et sauf. Je remercie Dieu ! »* – va mourir à l'instant même avec un vingtaine de ses collaborateurs intimes. Sa femme, Solange, et son père, le chef des phalanges, Pierre Gemayel, reconnaissent le cadavre défiguré du mari, du fils chéri, que le Liban vient de perdre.

Les conséquences énormes seront aussi nombreuses que les suppositions sur l'auteur de l'attentat :

Première thèse : ce sont les Palestiniens qui se vengent du siège de Beyrouth par l'armée israélienne, qui a envahi le Liban en juin 1982 pour détruire l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). La conséquence est foudroyante : les durs des phalanges pénètrent le camp palestinien de Sabra et Chatila sous contrôle israélien et se vengent sur les Palestiniens.

Deuxième thèse : ce sont les Syriens qui ne peuvent accepter Béchir comme président du Liban. C'est l'allié d'Israël, et donc de l'ennemi. La Syrie aurait exécuté son plan par l'intermédiaire de Habib Chartouni, un jeune chrétien libanais maronite membre du PNSS (Parti national social syrien), qui sera arrêté et emprisonné au ministère de la Défense. Conséquence immédiate : grande tension dans les régions sous occupation syrienne, où les minorités chrétiennes sont menacées de massacre.

Troisième thèse : ce sont les Israéliens qui font payer à Béchir son changement de politique après sa réunion secrète en Israël avec Begin, deux jours avant son assassinat. Béchir ne voulait pas dans l'immédiat signer des accords de paix avec l'État juif, mais simplement entretenir de bonnes relations, pour ne pas se couper du monde arabe. Conséquence : tout en regrettant la mort de Béchir, l'armée d'Israël annonce son intention de se retirer du Liban si les accords du 17 mai ne sont pas signés.

L'assassinat de Béchir Gemayel va marquer l'évolution future de la guerre du Liban :

1982-1986 : Amine Gemayel, président du Liban, refuse de signer les accords de paix avec Israël et ajourne les accords privilégiés avec les Syriens.

1986-1990 : le général Aoun, qui assure le pouvoir en tant que Premier ministre par intérim, déclare, à la Syrie, une guerre de libération qu'il perd. Israël et les États-Unis donnent à la Syrie le feu vert pour occuper le Liban.

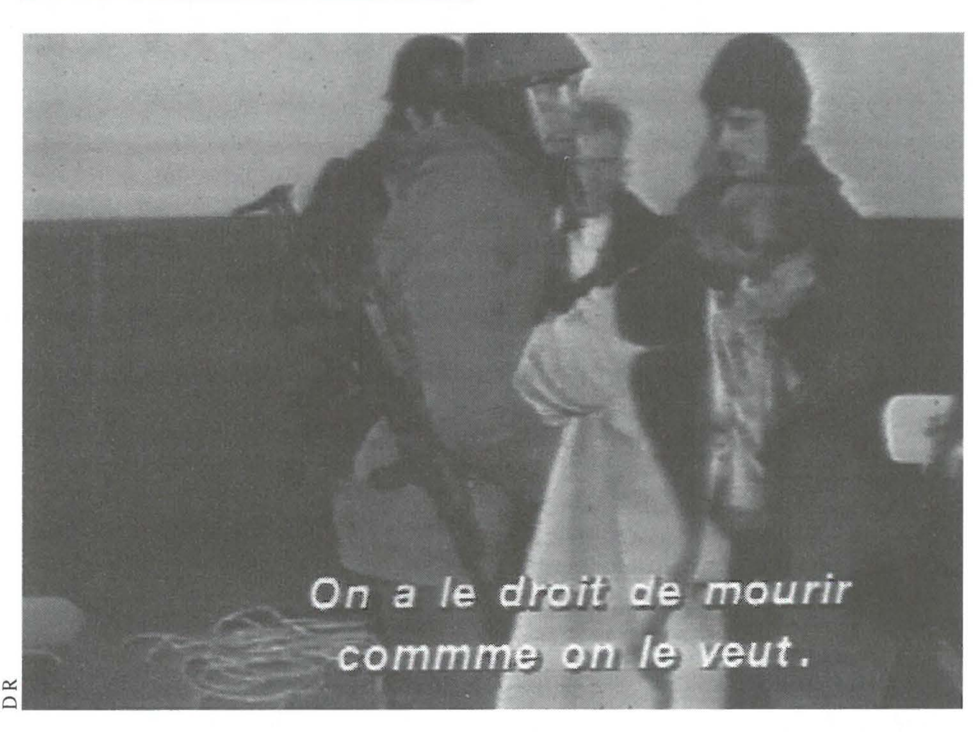
ANTOINE DE SAINT-ELIE

MEURTRE LÉGAL LE 25 DÉCEMBRE 1989

La fin des Ceausescu

PAR GUY CHAMBARLAC

En trois jours, du 22 au 25 décembre 1989, Nicolas et Elena Ceausescu, maîtres de la Roumanie depuis vingt-cinq ans, perdirent à la fois le pouvoir et la vie au milieu d'un grand concours de désinformation médiatique.



DR

Le film télévisé du pseudo procès et de l'exécution des époux Ceausescu jettera une lumière crue sur la réalité de la « révolution » roumaine de 1989.

Tout commence à Timisoara, à la frontière hongroise, le 16 décembre 1989, par des manifestations qui tournent à l'émeute. En quelques jours, celles-ci se propagent dans tout le pays. Sur la foi d'informations de l'agence soviétique Tass, on parle de plusieurs milliers de morts.

Le 21 décembre, tandis que l'état d'urgence est décrété, Ceausescu organise à Bucarest un meeting de soutien sur la place de la République. Le discours est télévisé. Il ne durera que quelques minutes. Le dictateur est interrompu par le public, sifflé, hué. Le son est coupé. L'homme hésite, puis se retire. Sur la place, l'armée et la police chargent la foule. On tire un peu partout, sans savoir qui est à l'origine des coups de feu.

Le vendredi 22, la révolution est maîtresse de la rue. En fin de matinée, Nicolas et Elena s'enfuient en hélicoptère. On saura par la suite que leur fuite a été entièrement contrôlée dès leur départ du palais. Arrêtés le jour même, jugés à huis clos dans le style des « procès de Moscou », ils sont exécutés le 25 décembre.

Pendant ce temps, les médias occidentaux propagent de sensationnelles « informations » et des images truquées sur la découverte imaginaire de milliers de victimes torturées par la Securitate à Timisoara. La télévision roumaine vend dans le monde entier des séquences tronquées du « procès » des époux Ceausescu. On les voit tenir tête à des juges qui les injurient, tandis que leur « avocat » fait chorus avec l'accusation.

Une révolution programmée

La lumière se fera lentement au cours des semaines suivantes. On apprendra peu à peu que la grande « révolution populaire » roumaine avait été entièrement programmée à Moscou qui voyait dans la rébellion larvée de Ceausescu un danger pour la « perestroïka » soviétique.

En 1987, Ceausescu avait épuré le parti des tenants d'une ligne « gorbatchévienne ». Moscou s'appuiera sur ces exclus qui s'organisent durant l'été 1989 en « Front de salut national ». Ce sont eux qui prendront le pouvoir en décembre, conseillés par le KGB. Ian Illescu, leur président, est un pur « apparatchik », ancien condisciple de Gorbatchev à l'École des cadres du parti à Moscou. Petre Roman, nouveau Premier ministre, professeur d'université sans affiliation connue, francophone parfait, appartient en fait à la haute nomenklatura. Son père, Valter Roman, juif roumain, ancien des Brigades internationales, avait été en 1945 le fondateur de la future Securitate…

Loin de s'opposer à la « révolution » de 1989, la police politique en fut la véritable organisatrice. L'exécution des Ceausescu et de quelques comparses allait permettre à l'appareil politico-policier de se survivre sous de nouvelles apparences.

G. C.

DE STAVISKY AU PRINCE DE BROGLIE

L'argent et la politique

PAR ÉRIC VATRÉ

Ni l'affaire Stavisky (1934) ni le sombre assassinat du prince de Broglie (1976) n'ont changé l'histoire, pas même celle des républiques. Ils éclairent néanmoins l'histoire d'une époque, celle des mœurs politiques, celle de l'État de droit, celle enfin de l'esprit public. Servie par une presse libre, l'opinion s'était insurgée en 1934. Elle ricane en 1976.

« A *bas les voleurs !* » Poussé par des milliers de voix le 6 février 1934, place de la Concorde à l'instigation de l'Action française qui titrait ainsi à la une dès le 9 janvier, ce cri traduit – selon le quotidien royaliste du 12 janvier – *« la révolte de Paris, contre les voleurs, pour l'honneur français »*. En ligne de mire : Stavisky et, plus outre, les « affaires » de la IIIe République entraînant la désaffection du grand nombre pour le régime.

L'affaire Stavisky ? La dernière escroquerie financière magistrale avant la guerre de 1939. Mais non la plus extravagante. *« En dehors des pertes éprouvées par de richissimes compagnies d'assurances,* écrit Galtier-Boissière, *l'épargne ne fut flouée que de soixante-cinq millions »* (1). Que dire, alors, de Panama et du milliard et demi or volatilisé ? Que penser des emprunts russes *« patronnés par les plus hautes personnalités »* (2) ? Et des affaires Oustric, Hannau, et des frères Lévy ?

Précisément, l'affaire Stavisky met au jour la crise de moralité affectant les centres de décision les plus différents. D'où Henri Béraud, à l'unisson des sensibilités, publiant dans *Gringoire*, un retentissant *« Assez ! »* : *« Qu'il s'agisse de catastrophes, de crimes crapuleux, de forfaiture politique, de trafic d'influences, l'esprit public ne croit plus à la punition des puissants »* (3).

Fils d'un dentiste juif ukrainien établi en France en 1900, Serge Alexandre Stavisky naît à Slobodka près de Kiev en 1886. Très jeune, il *« exerça*, selon Horace de Carbuccia, *mille métiers dont neuf cent quatre-vingt dix-neuf menaient à la correctionnelle »* (4). Il ouvre en 1912 un cabinet de contentieux, sans préparation, et deux ans après, se voit condamné pour abus de confiance. Mais il a pris la précaution de se réfugier à Bruxelles. La guerre déclarée, il s'engage dans la Légion étrangère, sert au train des équipages, est réformé. Pour avoir appartenu à une unité combattante il bénéficiera de l'amnistie.

Le curieux suicide d'un escroc gênant

Ses talents s'appliquent généralement au lavage des chèques et au maquillage des « brèmes ». Interdit de jeu, incarcéré à plusieurs reprises, il réfléchit, « au trou », sur son sort et accepte de collaborer en qualité d'indicateur de police. Le voilà nanti, en contrepartie, d'un sauf-conduit à en-tête du ministère de l'Intérieur. M. Serge Alexandre, désormais, vise à tenir son rang au sein de la haute pègre.

Premières machinations avec le Crédit municipal d'Orléans. La combinaison est simple. Elle consiste à engager des pierres fausses et, par d'utiles complicités, à les faire expertiser comme vraies afin de les surestimer. Cependant, l'opération se révèle décevante. Stavisky se tourne alors vers Garat, député maire de Bayonne, un ami de vingt ans. Grâce à lui, il obtient de la municipalité, en avril 1931, qu'elle autorise la fondation d'un Crédit municipal. C'est la grande idée de sa vie – celle qui fera sa fortune et causera sa perte.

Stavisky prend pour expert l'un de ses hommes de main, Samuel Cohen, ex-négociant en perles fines, lequel gonfle démesurément l'estimation d'une quelconque verroterie. *« L'expertise judiciaire,* observe Carbuccia, *estimera 39 500 F quatre cassettes contenant prétendument 1 500 000 F de bijoux »* (5).

Un certain Tissier, directeur du Crédit municipal placé là par Stavisky et Garat, émet en quantité des bons de caisse. Les dupes se pressent, nombreuses.

L'impunité est-elle totale ? Stavisky occupe une suite au *Claridge*, mène grand train, joue gros au casino, reçoit le Tout-Paris mais



Tallandier

Le corps de Stavisky après son « suicide ». L'opinion s'indigna. Le 6 février 1934, une immense manifestation mobilisa les ligues de droite et les anciens combattants. L'affrontement avec les forces de l'ordre fit 16 morts parmi les manifestants et près d'un millier de blessés. La gauche interpréta ces désordres comme le prélude à un vaste complot fasciste. Cet épouvantail allait favoriser la création du Front populaire.

se défie du préfet de police Jean Chiappe. Avec raison : le Quai des Orfèvres ayant adressé à la Rue des Saussaies et au Parquet pas moins de dix-huit rapports circonstanciés contre l'escroc. Vainement. Car le génie de Stavisky tient dans un maximum de précautions. *« Il a*, observe Xavier Vallat, *des créatures à lui dans tous les ministères chargés de le contrôler, dans les deux polices, au barreau, dans la magistrature, au Parlement, dans la presse »* (6). L'un de ses mercenaires les plus notoires, l'inspecteur véreux Bonny, lui a procuré un faux passeport. Au cas où.

Pourtant, en décembre 1931 une plainte est déposée contre Stavisky. Sans grand effet, au demeurant, puisqu'en janvier 1934, le rapport du Parquet n'est pas encore déposé. Une inertie singulière frappe simultanément le Parquet et la Sûreté générale. Jusqu'à ce qu'une inspection diligentée à la suite d'une plainte déposée par la société l'Urbaine-vie fasse découvrir la fraude. Sur le champ, Tissier passe aux aveux complets ; Stavisky, quant à lui, prend la fuite.

Sous le ministère Chautemps, qui reçoit mission de mener les perquisitions, de conduire l'audition des témoins ? L'inspecteur Bonny. Bien vite la rumeur publique associe Chautemps lui-même au scandale. Son propre frère n'a-t-il pas été l'avocat de Stavisky ? Son beau-frère, Pressard, chef du Parquet, n'est-il pas à l'origine des dix-neuf remises de l'un des procès de l'escroc ? Les radicaux-socialistes n'illustrent décidément plus la vertu. *« Tous les cartellistes ne sont pas des voleurs,* constate le député de droite Ybarnegaray, *mais tous les voleurs sont cartellistes »* (7).

Devenu gênant, Stavisky, aux abois, se cache dans un hôtel parisien puis gagne *Le Vieux Logis*, un chalet à Chamonix, le 23 décembre 1933. La police, sur sa trace, pourrait l'arrêter. Elle s'en garde. Volontairement. Au vrai, elle entend lui laisser l'initiative. Celle d'un suicide sous influence.

Le 8 janvier au matin, les forces de l'ordre encerclent la maison, l'investissent – l'un des policiers dira : *« Je l'ai entendu longtemps respirer derrière la porte »* – et procèdent aux sommations.

Un coup de feu. Tiré par qui ? Stavisky ou l'agent de la Sûreté ? La balle a pénétré par la tempe droite, traversé la tête. Monsieur Alexandre meurt la nuit suivante.

L'affaire s'achève par un procès de cour d'assises où comparaissent vingt accusés. Quelques condamnations à de fortes peines soulagent l'opinion. Mais de l'avis unanime, Marianne témoigna beaucoup d'indulgence aux caciques indélicats.

« De tous les escamotages policiers de notre histoire, de Stavisky à Ben Barka, ce fut le plus concerté, le plus spectaculaire, impliquant l'ensemble de la hiérarchie. La plupart des policiers qui se succédèrent à la barre du procès de Broglie, du haut en bas de l'échelle, des grands responsables à l'inspecteur subalterne opérant sur le terrain, mentirent avec un ensemble remarquable, comme des musiciens suivant la même partition » (8). Ainsi parle André Giresse qui présida la cour d'assises du procès de Broglie.

Député de la circonscription de l'Eure, politicien affairiste à Paris, le prince Jean de Broglie, né en 1921, ne présente à l'évidence aucune similitude avec Stavisky. N'était une commune dilection pour le (demi) monde, la classe politique et le milieu – en col blanc.

Des milliards passent entre ses mains

Son nom demeure attaché aux événements d'Algérie. Soutien du général de Gaulle, il préside en 1961 la Haute Cour de justice, juridiction d'exception créée pour juger les partisans de l'Algérie française. Il participe de même, avec Louis Joxe, à la rédaction des accords d'Évian. Membre du gouvernement jusqu'en 1967, il prend alors ses distances, se solidarise avec son cousin Valéry Giscard d'Estaing et fonde avec celui-ci et Michel Poniatowski le mouvement des Républicains indépendants. Chargé de réunir les fonds nécessaires à la promotion de son candidat, il crée des sociétés vouées à couvrir des opérations complexes. Des milliards, assure-t-on, passent entre ses mains.

Si Jean de Broglie n'est pas *« l'homme aux quarante-deux conseils d'administration »* comme la presse le rapporte, ses activités le conduisent à créer successivement la Sofradec, société d'import-export touchant aux armements, mise en liquidation le 2 février 1972 avec un trou de plusieurs dizaines de milliers de francs ; puis le Bricom, société dont les statuts rendent possibles tous les types de commerce en France et à l'étranger – à cette fin, le prince de Broglie s'est associé avec Akli Rahal, ancien chef des services spéciaux algériens et comme tel surveillé par la DST – et qui, selon certains, devait couvrir un trafic d'armes : ensuite, la Sodetex, destinée à dissimuler une opération d'évasion de capitaux, et qui se solda par un déficit de 450 millions de

francs : on parlera de trafic d'armes ; enfin, un montage financier autorisant le contrôle de la *Rôtisserie de la Reine Pédauque*.

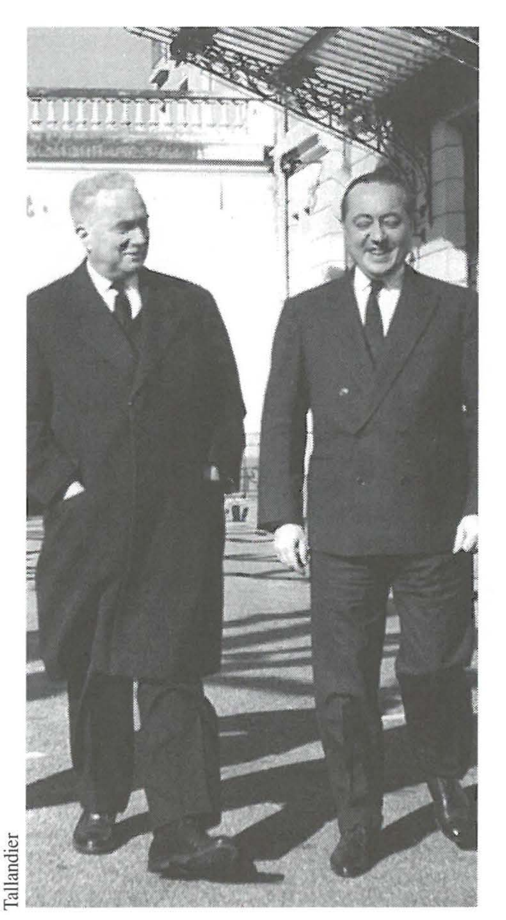
Reste, comme le note Dominique Venner, que *« l'état des dettes du prince au moment de sa mort ne laisse cependant guère l'impression que ces multiples affaires lui aient profité »* (9). Pour preuve, il doit à ses créanciers un milliard et demi d'anciens francs.

Convaincu d'être intouchable en raison de son titre, de sa position, de ses relations, il ne perçoit pas les premiers indices d'une chute annoncée. Briguant le 11 mars 1973 la présidence de la commission des Finances, il assiste stupéfait au vote hostile de ses propres amis. Peu après, on l'évince de la direction des Républicains indépendants.

Le 24 décembre 1976, à 9 h 20, comme il quitte son domicile, 2, rue des Dardanelles, Jean de Broglie est assassiné d'un coup de revolver tiré à bout portant.

Informée de longue date des menaces pesant sur le prince, la police adopte une attitude des plus confuses. Et d'abord pourquoi n'a-t-elle à aucun moment tenté d'intercepter le tueur, Gérard Frèche, connu de ses informateurs ? D'un mot terrible, le président Giresse évoque ceux qui étaient résolus *« à laisser se commettre le crime »* (10). Maladroitement – et très certainement sur ordre – Jean Ducret, directeur de la Police judiciaire, affirmera le 20 décembre 1977 : *« Je n'ai jamais été mis au courant d'un projet d'attentat contre Jean de Broglie, antérieurement au crime. »* ... Jusqu'à ce que le *Canard enchaîné* du 2 avril 1980 publie le rapport de l'inspecteur Michel Roux établissant tout le contraire.

E.V.


Tallandier

Hilares, épanouis, Louis Joxe (1901-1991) et Jean de Broglie (1921-1976), lors de la signature des Accords d'Evian qui cèdent l'Algérie au FLN en mars 1962.

(1) et (2) *Le Crapouillot*, « Histoire de la III[e] République », décembre 1935, p. 241.

(3) Horace de Carbuccia : *Le Massacre de la Victoire*, Plon, 1973, p. 412.

(4) *Op. cit.*, p. 398.

(5) *Op. cit .*, p. 401.

(6) Xavier Vallat : *Le Nez de Cléopâtre – Souvenirs d'un homme de droite*, les Quatre Fils Aymon, 1957, p. 112.

(7) Le Cartel des gauches, coalition de radicaux, radicaux-socialistes, républicains socialistes et socialistes SFIO, emportera les élections législatives du 11 mai 1924. Divers gouvernements de gauche, souvent accusés de malversations, se maintiendront jusqu'en juillet 1926.

(8) André Giresse et Philippe Bernert : *Seule la vérité blesse*, Plon, 1987, p. 336.

(9) Dominique Venner : *Treize meurtres exemplaires, Terreur et crimes politiques au XX[e] siècle*, Plon, 1988, p. 250.

(10) André Giresse : *Op. cit.* p. 336.

ROBERTO CALVI, LE BANQUIER DU VATICAN

Dénommé « le banquier du Vatican » à cause de ses liens privilégiés avec l'IOR (l'Institut pour les œuvres de religion), la banque du Vatican longtemps dirigée par l'archevêque américain Paul Marcinkus, Roberto Calvi ne faisait pas mystère de ses opinions anticommunistes.

Membre de la loge P2 depuis 1977 – loge dont le Vénérable Licio Gelli, a été surnommé dans la péninsule *« le grand tireur de ficelles »* – devenu le principal dirigeant du Banco Ambrosiano, dont il avait fait la plus importante banque privée d'Italie, Calvi aurait financé le syndicat polonais Solidarité et assuré la fourniture d'armes à des pays latino-américains. C'est du moins ce qu'affirment plusieurs articles récemment parus dans la revue internationale *30 jours dans l'Eglise et dans le monde*, généralement bien informée.

Le 22 juin 1982, Calvi quitte précipitamment l'Italie. Les affaires du Banco Ambrosiano sont alors au plus bas. Le 18 juin suivant, son cadavre est retrouvé pendu à un échafaudage sous le Black Friars Bridge, le pont des Frères noirs, à Londres. Les circonstances très particulières de la découverte du cadavre soulèvent aussitôt de nombreuses interrogations.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire catholique *Il Sabato* le 30 juin 1990, le professeur Aldo Mola, franc-maçon et auteur d'une monumentale histoire de la maçonnerie italienne, souligne les analogies existant entre les conditions du suicide présumé de Calvi et le serment d'un rituel maçonnique anglais, le rituel *Emulation*, remontant au XVIII[e] siècle.

Le serment dit en effet : *« Afin d'empêcher que nos arts secrets et nos mystères cachés puissent être improprement connus par la faute de mon imprudence, je jure solennellement d'observer ces différents points sans alléguer des prétextes, équivoque ou réserve mentale d'aucune sorte, sous peine, si je violais ne serait-ce que l'un deux, d'avoir la gorge coupée nette, la langue arrachée à sa racine, et d'être enterré au bord de la mer, au niveau de la marée basse, à la distance d'une amarre de la rive, là où le flux et le reflux de la marée arrivent régulièrement toutes les vingt-quatre heures »*.

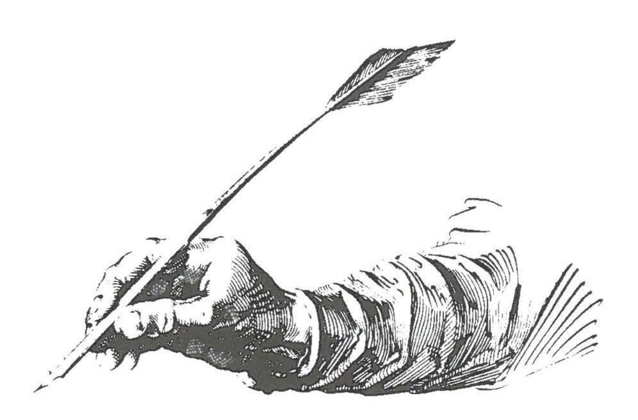
Depuis 1982, l'hypothèse de l'assassinat, et non du suicide, de Calvi s'est imposée comme la plus probable. Elle est soutenue par le député François d'Aubert, président de la commission d'enquête anti-mafia à l'Assemblée nationale, dans son livre *L'argent sale. Enquête sur un krach retentissant* (Plon, 1993).

L'affaire Calvi vient de connaître un nouvel épilogue provisoire : pour avoir tenté de récupérer, de mai 1984 à avril 1987, les documents contenus dans une précieuse mallette ayant appartenu à Calvi, l'évêque slovaque Pavel Hnilica, le financier Giulio Lena et l'intrigant Flavio Carboni (qui accompagna Calvi à Londres lors du voyage sans retour du banquier) ont été condamnés pour recel, le 23 mars dernier, par la justice italienne.

Selon le Vatican, Hnilica, titulaire d'un compte courant à l'IOR, aurait agi seul, sans mandat. Un démenti bien compréhensible, mais qui ne trompe personne.

XAVIER RIHOIT

Livres



Refaire la République André Tardieu, une dérive réactionnaire (1876-1945)
par François Monnet

Figure atypique de grand commis républicain, André Tardieu – le « mirobolant » d'après Léon Daudet – fit son entrée à l'Hotel Matignon en 1929 imbu des idées de Clemenceau, « tomba » pour avoir été mêlé à l'affaire Oustric, manifesta son admiration pour le modèle institutionnel américain, puis finit par rallier les vues contre-révolutionnaires d'un Burke et d'un Taine. Il n'en faut pas plus à cette heure pour que l'on crie a la dérive réactionnaire. Entre-temps, il fut en charge de divers ministères et réintégra brièvement la présidence du Conseil en 1932. Cette destinée chaotique guidée par le souci d'offrir des habits neufs à la République déconsidérée par un régime parlementaire obsolète, et dominée par une certaine idée de la grandeur nationale, pâtit d'abord, selon François Monnet, de ses propres exigences morales.
Fayard, 639 pages, 190 F.

E. V.

La Vendée 1789-1793
par Alain Gérard

L'égalité de ton d'Alain Gérard, la richesse de l'information, l'application à restituer fidèlement l'univers mental des nobles et des paysans, des politiques et des militaires, contribuent à rendre son essai utile à la compréhension du soulèvement vendéen. De plus, cet universitaire vendéen maîtrise une impeccable syntaxe. Son analyse fait justice des faux témoignages hérités de l'historiographie officielle de la IIIe République. Non, le peuple vendéen n'a pas été l'objet d'une « manipulation » des aristocrates et des curés. Certes, la disparition concertée de ses cadres naturels et l'annonce de la levée des trois cent mille hommes l'ont contrainte à s'insurger. Vu du dedans, l'activisme vendéen révèle ses paradoxes et la guerre des paysans contre les « patriotes » met souvent à mal les conceptions des Messieurs qui s'efforcent de les commander. Alain Gérard clôt son récit en dénonçant avec pertinence *« la victoire de l'utopie* [qui] *mène plus sûrement encore à l'univers concentrationnaire ».*
Champ Vallon, 258 pages, 158 F.

E. V.

Les grandes heures de la Chouannerie
par Anne Bernet

« Une chanson de geste », ainsi Jean-François Chiappe définit-il l'épopée chouanne dans la lettre-préface enthousiaste qu'il donne au livre d'Anne Bernet. Livre de chevet pour qui entend tirer au clair cette rébellion contre-révolutionnaire en sabots qui, de 1792 à 1804, de Jean Chouan à Cadoudal, embrasa l'Anjou, le Poitou, le Maine, la Basse-Normandie, la Bretagne. Anne Bernet excelle à camper l'esprit du lieu à travers la description psychologique des premiers et seconds rôles. Car l'unité chouanne, on le sait, relève du mythe. Que l'on ne confonde pas un Mainiau avec un Breton, un Bas-Normand avec un Sancerrois ! Que l'on ne mêle pas la première et la deuxième chouannerie, ni celles-ci avec la troisième! Témoignant une intelligence aiguë des situations, l'auteur restitue l'ensemble des décisions des brigands, leurs mouvements de troupes, leurs temps d'incertitude sur le mode d'un récit étayé aux Mémoires des survivants. D'où un exposé impeccablement construit, rigoureux et fervent, où la nébuleuse chouanne confesse ses ressorts profonds.
Perrin, 375 pages, 155 F.

E. V.

Erwan Bergot

Erwan Bergot, écrivain de récits et romans de guerre, est mort le 1er mai, à 63 ans. Depuis son premier livre, *Deuxième classe à Dien Bien Phu* (La Table Ronde, 1964), on savait qu'il était un conteur exceptionnel et un irremplaçable témoin. Dix ans plus tôt, le lieutenant Bergot, 24 ans, commandait la compagnie des mortiers lourds des paras Légion du camp retranché. Capturé le 7 mai 1954, il fut l'un des rares rescapés du Convoi 42, un convoi de la mort vers les camps viets où périrent en quatre mois 90 % des prisonniers français. Ce combat, qui le hantera à tout jamais, sera souvent présent dans la quarantaine d'ouvrage qu'il publiera pour la plupart aux Presses de la Cité dans la collection « Troupes de choc » dirigée par Jeannine Balland.

Après l'Indo, Erwan Bergot partit se battre en Algérie où il fut grièvement blessé. Vint l'année 1962. Il n'y avait plus de place pour lui dans une armée ingrate qu'il n'a pourtant jamais cessé d'aimer et de célébrer à travers les obscurs, les sans grades, les « deuxième classe », ses préférés. Personne n'a exprimé autant de fraternelle et pudique pitié pour le sort du soldat. Sans emphase jamais, toute l'œuvre de Bergot est un long poème pour célébrer ces incompris et ces oubliés qui ne se savaient même pas héroïques.

D.V.

L'honneur de Saint-Arnaud
par François Maspero

Naguère connu comme l'éditeur des intellectuels tiers-mondistes, François Maspero signe une étonnante biographie. Entre fascination et répulsion. Son modèle ? *« Gentilhomme et bourgeois, chrétien et cynique, loyal et corrompu »*. Réputé pour d'aucuns « massacreur exemplaire » et « chacal » selon Hugo, Saint-Arnaud né Armand Jacques Leroy, mourut en 1854 dans la dignité de maréchal de France et le titre de comte Achille Le Roy de Saint-Arnaud. Sa vie militaire coïncide avec la pacification de l'Algérie et, singulièrement, la prise de Constantine. Aussi bien cet aventurier haut en couleurs inspire-t-il à Maspero un essai idéologiquement hostile mais non dénué d'estime.
Plon, 438 pages, 145 F.

E.V.

Le grand recrutement
par Thierry Wolton

Spécialisé dans l'étude de l'espionnage soviétique en France, Thierry Wolton révèle ici l'existence et la personnalité de celui qui fut sans doute avant 1939 l'espion soviétique le mieux implanté en France, Henri Robinson dit « Harry ». Recoupant avec des documents anglo-saxons qu'il a découvert à Moscou dans les archives soviétiques, Thierry Wolton décrit un vaste réseau d'informateurs et d'agents d'influence recrutés dans l'aile gauche du parti radical (« Jeunes Turcs ») autour de Pierre Cot, ministre de l'Air du Front populaire, dont le chef de cabinet, devenu son ami intime, était Jean Moulin. Ce dernier fut-il un agent soviétique ? Cette question a soulevé des tempêtes. Thierry Wolton expose honnêtement ce qu'il sait et cela ne manque pas d'être troublant. Chemin faisant il met à mal la légende de

Trepper pseudo « grand chef », coupable, pour sauver sa tête, de l'arrestation par la Gestapo des membres de son réseau et de « Harry » qui disparut mystérieusement. On ne se débarrassera pas facilement de ce livre en faisant passer son auteur pour un illuminé de l'anticommunisme. Sa conclusion : au nom de l'antifascisme, la France fut aussi gangrenée par les services soviétiques que la Grande-Bretagne et les États-Unis. Mais ici, cela fut étouffé. Il est temps de savoir la vérité.

Grasset, 399 pages, 140 F.

J.-P. A.

La Terreur judiciaire, la Révolution contre les droits de l'homme

par Jean Marc Varaut

Me Jean-Marc Varaut tient la Déclaration des droits de l'homme et les « immortels » principes de 1789 pour la dimension lumineuse de la Révolution. Et puis il distingue, parallèlement, une zone d'ombre, des « dérapages », en un mot le règne de la Terreur. Comme si les Lumières n'avaient pas postulé d'emblée Un homme nouveau, « régénéré ». Comme si les méthodes destinées à servir cet objectif n'étaient pas implicitement annoncées. De la machine à Guillotin au populicide planifié.

Perrin, 286 pages, 130 F.

E.V.

Journal 1940-1950

par Jean Galtier-Boissière

Boulevardier et montmartrois, amateur de repues franches et de belles lippées, Galtier-Boissière campe l'archétype du polémiste de tempérament – sorte de Rochefort gourmand, de l'éternel Français à qui « on ne la fait pas ». Formation professionnelle ? La guerre de 14. États de service ? *Le Crapouillot*, brûlot conçu dans les tranchées aux fins d'un rude débourrage de crâne. Ce *Crapouillot*, politiquement inclassable mais fort goûté à droite, un rien cocardier, survivra non sans heurts à son vénéré directeur, mort en 1966. Lequel rédigea par ailleurs un étonnant *Journal*. Du désastre de 40 aux scènes de la Libération, Galtier-Boissière y croque au fil de la plume et des rencontres une étonnante fresque. On y découvre une autre image de l'Epuration où une bande de gamins rescapés de la LVF et de la Milice rappelle à l'ordre des matons FTP peu martiaux. Dénominateur commun de ce millier de pages : une belle insolence de ton.

Quai Voltaire, 1077 pages, 295 F.

E. V.

Les enfants de l'épuration

par Pierre Rigoulot

« Tu vas avoir un nom bien lourd à porter », a dit Joseph Darnand à son fils, avant son exécution. Il sont ainsi des milliers de Françaises et de Français à porter en eux les stigmates de cette époque. Ce sont les enfants de l'épuration, ceux que Pierre Rigoulot a rencontrés.
Leurs noms ? Célèbres pour certains (Anne Sylvestre et Marie Chaix, filles d'Albert Beugras, adjoint de Doriot et condamné à perpétuité en 1950 ; Emmanuel Le Roy Ladurie, l'historien, fils du ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement en 1942 ; Dominique Jamet ; Evelyne Le Garrec, dont le père, Jean David, cadre du PPF, est tué par la Résistance en septembre 1943, etc.) D'autres sont inconnus.
Avec Rigoulot, ces enfants ont parlé. De leur enfance, de la découverte de la particularité paternelle, des difficultés et des joies qu'ils ont eues. Ce n'est jamais racoleur ni complaisant, mais pudique, dramatique même.

Plon, 533 pages, 145 F.

F.V.

Souvenirs

de Maurice Bardèche

La République a déçu Maurice Bardèche. Elle l'a parfaitement instruit dans ses bonnes écoles laïques et obligatoires.
L'intelligence du petit Maurice a pu se nourrir d'exemples civiques tel qu'en donnait la démocratie grecque et la République romaine. L'exigence spartiate le comble. Mais, adulte, il découvre qu'on ne meurt plus pour la République mais par la République. La déception est grande et il est dangereux de décevoir Maurice Bardèche…
Son itinéraire personnel en présence de l'histoire, en marge de l'histoire, part du Berry, de la petite ville de Dun-sur-Auron si proche des romans balzaciens pour aboutir au Ve arrondissement où a lieu sa rencontre lumineuse avec Robert Brasillach.
Ce regard décapant sur une longue vie nous assène quelques vérités : *« Toutes les après-guerres sont mensonges »*… Des jugements feront frémir certains : *« Clemenceau, Churchill, Hitler, adorés ou maudits ont été pour leur pays la même catastrophe… Ils ont été par leur acharnement, des cavaliers de la mort, des broyeurs d'hommes. »* Ou celui-ci : *« Peut-être l'histoire d'un peuple n'est-elle que le défilé des illusions qu'il s'est faites sur lui-même ou qu'on lui a imposées. »*
À l'opposé de maintes voix médiatiques qui savent toujours tout, Maurice Bardèche répète inlassablement, *« nous ne savions pas, nous n'imaginions pas »*. Le seul habit de l'intelligence est la modestie. Les autres la font trébucher.
Ce révolté s'est soumis au destin. À sa célébrité d'abord.
Pendant l'Occupation, il y avait foule et de tout bord à la Sorbonne pour écouter l'extraordinaire maître.
On ne lui pardonnera pas sa profonde amitié pour Robert Brasillach et pour tous les épurés dont il va devenir le porte-drapeau.
Maurice Bardèche ne se considère pas comme un écrivain et pourtant il deviendra l'un des grands avec son imaginaire, ses fougues, son style insolent et plein d'humour et ses essais politiques prémonitoires.
Et le récit continue, à la fois insolent et rieur, courtois et terrible. Ses souvenirs qui s'arrêtent en 1958 sont une explication de notre époque contemporaine, ce qui était déjà le but de sa revue, *Défense de l'Occident*.
Pour lui le destin du monde bascule en 1870 non pas dans la cuvette de Sedan mais dans la plaine de Gettysburg avec la prise d'Atlanta. Elle marque la victoire d'un nouveau monde mercantile. C'est le sujet de *Sparte et les Sudistes*.
« Laissé à moi-même, je fus au régiment comme ailleurs une sale petite bête, méchante et griffue, résurrection intempestive du rebelle que j'avais été à quinze ans ». Maurice Bardèche est resté rebelle et son livre restera comme une superbe leçon de rébellion.

ANNE BRASSIÉ

Buchet-Chastel, 272 pages, 145 F.

La guerre en Algérie

par Georges Fleury

Un gros livre sur le conflit algérien. Mais original. Profitant de son expérience personnelle (de fusilier marin) et d'une abondante documentation, Georges Fleury, excellent écrivain de guerre, retrace les années 1954-1962 aux côtés du contingent. Et pas seulement avec les troupes de choc (paras, commandos) mais en évoquant aussi les éléments de quadrillage, les SAS, le service de santé, voire la poste aux armées (remarquable et efficace). Certes le conflit fut peu meurtrier, mais des millions d'appelés ont vécu de longs mois une expérience qui les marqua pour la vie. À souligner que le livre offre aussi une chronologie exacte d'une drôle de guerre mal comprise en Métropole. D'où, trente ans après, pour ceux qui y participèrent, réserve et amertume.

Plon, 643 pages, 150 F.

J.-P. A.

La Russophobie

par Igor Chafarévitch

Le mouvement national en Russie est un phénomène très mal connu en Occident. Profondément enraciné, il bénéficie du soutien d'artistes (tel le peintre Ilya Glazounov) et d'écrivains (notamment ceux de l'école « ruraliste ») célèbre dans leur patrie. Il s'exprime d'ailleurs à travers des journaux et revues qui ont un tirage important.
La Russophobie tombe à point nommé pour combler en partie notre

ignorance. Ce livre est appelé à faire date, ne serait-ce que par la personnalité de son auteur, mathématicien de renommée mondiale, membre de l'Académie des Sciences de Russie, lauréat du Prix Lénine et titulaire des plus hautes distinctions scientifiques internationales
De Chafarévitch, avaient déjà été traduits trois articles parus dans le recueil *Des voix sous les décombres*, *La Législation sur la religion en URSS* et, surtout, *Le Phénomène socialiste*, tous textes publiés, respectivement en 1975, 1974 et 1977, par les éditions du Seuil. Figure de proue de la dissidence, ancien collaborateur de Sakharov, ami de Soljenitsyne, Chafarévitch a écrit, avec *La Russophobie*, une espèce de manifeste du courant anti-occidentaliste en Russie que d'aucuns qualifient d'antisémite. Son livre est une œuvre historiographique qui propose une interprétation de soixante-dix ans d'histoire russe et qui témoigne d'une volonté pathétique de réappropriation du passé.
Editions Chapitre Douze, (8, rue Boutarel, 75004 Paris), 288 pages, 160 F.

X.R.

Ernst Jünger

À Wilflingen, dans cette Souabe qui a donné tant de grands noms aux lettres allemandes, Ernst Jünger a fêté ses 98 printemps. À cette occasion, plusieurs éditeurs français lui ont rendu hommage en publiant des textes inédits ou des rééditions : *Les Ciseaux* (traduit par Julien Hervier, Christian Bourgois), *Exposition* (traduit par Éric Heitz, Julliard), *Passage de la ligne* (traduit par Henri Plard, Le Passeur) et *Voyage atlantique* (traduit par Yves de Chateaubriant, la Table ronde). Entre de longues promenades dans les forêts des Stauffenberg, Jünger continue à écrire chaque jour. À l'égard des fureurs du monde comme de ce qui se dit sur lui, il manifeste un détachement goethéen digne de l'homme du *« recours aux forêts »*.

J.J.M.

Sélection

L'Europe, histoire de ses peuples
Jean Baptiste Duroselle

De la préhistoire à l'effondrement du communisme, une histoire analytique qui prend en compte ce que les peuples européens ont en commun plutôt que ce qui les éloigne. Chronologique détaillée d'une communauté de civilisation. Un instrument de référence que ne parvient pas à gâcher le désir visible d'être « politiquement correct ».
Perrin, 706 pages. Tableaux et index, 180 F.

Les animaux qui ont une histoire
Michel de Decker

Par le biographe de la princesse de Lamballe, à travers une vingtaine de brillants tableaux, l'évocation souriante des animaux qui ont joué un rôle dans la petite histoire des hommes et dans la grande histoire des lettres.
Jean Picollec, 325 pages, 130 F.

Les Guillotinés de la foi
Jean Peyrade

Historique et description précise des persécutions subies par l'Eglise de France de 1792 à 1794.
C.L.D. 42, av. des platanes, 37170 Chambray. 124 pages, 90 F.

La Bataille de Cholet
Gilbert Prouteau

Voici conté avec talent le soulèvement vendéen jusqu'à la bataille de Cholet, tombeau de la Vendée. Les « carnets de route » des généraux révolutionnaires que publie l'auteur sont autant d'aveux de « crimes contre l'humanité ».
Le Rocher, 282 pages, 130 F.

Les Colonnes infernales
Louis-Marie Clénet

Comment la Révolution a-t-elle engendré le plan d'extermination de toute une province ? C'est à cette question que répond avec rigueur l'universitaire Louis-Marie Clénet. Il s'appuie sur le dépouillement d'archives inédites et décrit minutieusement l'action épouvantable des colonnes infernales.
Perrin, 327 pages, 140 F.

Georges Cadoudal et la chouannerie
par son neveu

Fac-similé de l'édition originale de 1887 depuis longtemps introuvable. Un document incontournable sur l'histoire de Georges et de la chouannerie bretonne.
Éd. Jean d'Orcival, 3, rue du Moulin Grosse Tête, 49 300 Cholet. 500 pages, 198 F.

Morny, le roi du Second Empire
Claude Dufresne

Demi-frère du futur Napoléon III, né des amours clandestines de la reine Hortense et du général de Flahaut, Morny fut l'organisateur du coup d'Etat de 1851, mais aussi l'initiateur de la folle expédition du Mexique. Histoire d'un aventurier de gros calibre.
Jean Picollec, 358 pages, 150 F.

Histoire mondiale du renseignement Tome 1 : 1870-1939
Roger Faligot/Rémi Kauffer

De 1870 à 1939, un fait nouveau domine les relations et conflits entre puissances : l'expansion des services secrets. Par deux bons journalistes d'investigation, une mine de faits, d'affaires et de portraits.
Robert Laffont, 570 pages, Index 149 F.

Les Cadets de Saumur
Patrick de Gméline

Le 19 juin 1940, à 0 h 15, sur la Loire, les Panzer de la Ière Kavallerie Division se heurtent soudain à une résistance fougueuse et imprévue. Les Cadets de Saumur, comme vont les nommer leurs chevaleresques adversaires, entrent dans la légende. Récit impeccable étayé sur le dépouillement des archives de l'armée et servi par une fraternelle connivence.
Presses de la Cité, 395 pages, 130 F.

La mission des Chantiers de jeunesse en Allemagne, 1943-1945
Pierre Martin

Un ensemble unique de témoignages sur cet aspect inconnu de l'Occupation et de la Résistance à l'ombre de Vichy. Historique de la mission d'encadrement et de protection de 70 000 jeunes requis du STO en vue de poursuivre la lutte.
Lavauzelle, 546 pages.

Vichy capitale, 1940-1944
Michèle Cointet

Essai sur la vie quotidienne dans la bizarre capitale du royaume de Vichy. Une foule d'anecdotes et l'évocation d'acteurs ou de visiteurs inattendus.
Perrin. 300 pages, Index 130 F.

La Libération confisquée, Le Languedoc 1944-1945
Jacques-Augustin Bailly

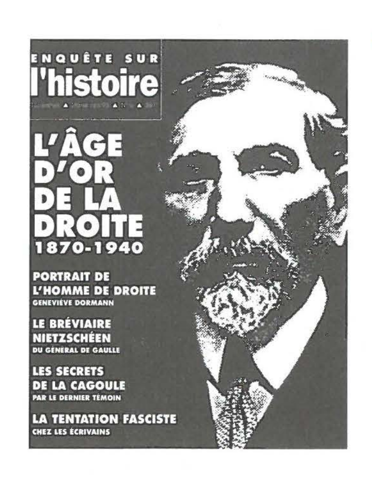
Bousculant des idées reçues, cette étude d'une des régions les plus chaudes de la Libération montre l'envers du décors : les complots et les intrigues des communistes et des clans qui veulent s'emparer du pouvoir. On découvre que les excès de l'épuration ne sont pas seulement imputables à la fureur populaire, mais que certains chefs de la Résistance en furent les instigateurs.
Albin-Michel, 477 pages, Index 150 F.

Là où la piste s'arrête
France Parisy-Vinchon

Témoignages et souvenirs d'une jeune femme attachée à une SAS dans l'Algérie de 1960. L'histoire d'un combat quotidien contre la mort et pour la dignité.
Muller 300 pages, 150 F.

D.V.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Anne Brassié, Bruno Chossat, Jean-Jacques Mourreau, Xavier Rihoit, Frédéric Valloire, Eric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner.



Vos réactions au n°6 sur « L'âge d'or de la droite »

Qu'est-ce que la droite ?

Votre numéro sur la droite m'a laissé sur ma faim. J'ai été surpris de voir mêler Drumont et Mandel ou encore Rebatet et de Gaulle, bien que, à la réflexion, ça se tienne. Par contre, j'ai cherché en vain une définition claire de la droite.

Jacques Delavenne,
75005 Paris.

Il est très arbitraire de vouloir donner une définition de la droite. Nous l'avons souligné, aucun thème, aucun mot n'est spécifiquement lié à la gauche ou à la droite. Tour à tour la gauche et la droite ont été bellicistes, pacifistes, colonialistes et anticolonialistes, libérales ou autoritaires.

Pourtant, depuis la fracture de 1789, gauche et droite me semblent se caractériser par certaines constances. Alors que la gauche recherche l'affrontement camp contre camp, bien contre mal, dans une logique de guerre civile qui convoque la morale à son service, la droite, elle, éprouve la nostalgie de l'ancienne unité perdue, c'est pourquoi elle est inconsciemment unanimiste. Seconde constante : la droite intellectuelle s'est toujours définie en opposition au mythe dominant de la gauche, celui du Progrès (avec une majuscule). La religion du Progrès repose sur un axiome : demain sera plus beau qu'aujourd'hui grâce aux lumières de la science et de la raison. Son corollaire est l'utopie de la table rase, la haine du passé national, le refus des racines, le mépris des ancêtres. Aujourd'hui, le mythe du Progrès est mort, tué par les menaces terrifiantes qu'il fait peser sur l'avenir. Nous sommes au début d'une immense révolution spirituelle, dont on n'a pas encore pris la mesure. Mais la conception nouvelle qui en surgira va très au-delà de la simple division entre droite et gauche. Elle postule, à mon sens une nouvelle sagesse reposant sur la quête de la tradition enracinée particulière à chaque peuple et à chaque culture.

D.V.

Pierre Louÿs et François Coppée

Dans votre galerie insolite des hommes de droite, vous auriez pu citer Pierre Louÿs, l'auteur des Chansons de Bilitis *(1894), et d'*Aphrodite *(1896) et des* Aventures du roi Pausole *(1900). Ce dandy, dont la littérature licencieuse choquait les bien-pensants, était en politique à la fois républicain, patriote et militariste – c'était tout un à la fin du XIXe siècle – en même temps qu'un partisan du vers classique (et romantique). Il était antidreyfusard, sinon même antisémite, et quand il prit François Coppée pour témoin de son mariage, ce n'était pas seulement un geste de reconnaissance (François Coppée avait lancé* Aphrodite *par un article retentissant dans* Le Journal*), mais aussi, en pleine affaire Dreyfus, une affirmation politique, Coppée étant l'un des fondateurs de la Ligue de la Patrie française.*

Julien Hermant,
Lille.

Le Bon et la droite

Il y a un oublié dans votre excellent numéro consacré à la droite, c'est Le Bon, l'auteur de Psychologie des foules *et de* Psychologie du socialisme. *Intuitif plus que démonstratif, maniant des concepts parfois pris en défaut d'élaboration, il fut néanmoins l'incomparable analyste d'un caractère « de droite » : la défiance envers les motivations rationnelles. Pour lui, les* idéaux *de la raison, justice ou bonheur, servent à discuter ; il relèvent de l'analyse critique, du raisonnement argumenté, non de l'opinion générale. À l'inverse,* les concepts ancestraux *légués par l'expérience historique fondent l'unité nationale, l'élan à la guerre, la personnalité collective ; ce sont des valeurs régulatrices transmises par les préjugés, les coutumes, les sentiments, parant aux retournements erratiques de l'opinion. Ces valeurs irrationnelles sont fragiles et peuvent être manipulées. Le Bon percevait déjà le futur rôle de la presse dans le maniement populaire des concepts métaphysiques et moraux. Il datait de la Révolution l'émergence de la masse, c'est-à-dire la conformation de la force collective d'un peuple aux intérêts particuliers des sectateurs d'idéaux. À bien lire Le Bon, on peut définir comme socialistes ceux pour qui, l'ordre ne dépendant que de contrats transitoires, il suffit de modifier les conventions politiques pour changer l'ordre social. Convaincre le grand nombre devient alors le travail principal. Les libéraux modernes ont la même métaphysique des quantités arithmétiques. Les techniques d'incantation audiovisuelle en ont étendu les effets à la planète entière. (…)*

Il faut enfin signaler que, contrairement à ce que l'on dit (votre n° 5, p. 27), le « docteur » Le Bon n'était pas médecin. Non bachelier, il suivit pour partie le cursus des officiers de santé, puis obtint en 1866 un certificat d'études « médicales » signé du Pr Piorry, dont il usa abondamment…

Jean-François Gautier.

Pamphlets céliniens

Quel dommage pour une revue de qualité comme Enquête sur l'Histoire *de publier un tel article sur un écrivain comme Céline…*

Comment est-il possible d'aborder le Céline d'avant 1940 en évoquant exclusivement ses pamphlets alors qu'il a déjà écrit deux œuvres majeures du XXe siècle. Le Voyage au bout de la nuit *(1932) et* Mort à crédit *(1936) ?…*

« Céline a été fait par Dieu pour scandaliser » *disait Bernanos (*Le Figaro *du 13/12/1932), et comment s'étonner que des pamphlets soient* « primaires et sans nuances » *quand le propre du pamphlet est l'excès, la dérision, le désespoir, la fureur, la caricature, l'ironie féroce…*

Je comprends fort bien que Maurice Bardèche soit ulcéré et révolté par l'antisémitisme des pamphlets, mais limiter les pamphlets à « ça » reste quelque peu réducteur et simpliste. Il faut sans doute dépasser la lecture « primaire » des pamphlets pour en apprécier les phrases polémiques bien senties, pertinentes, sûres de leurs objectifs et délicieusement saignantes ! Le cas Céline est bien plus complexe et surtout beaucoup plus riche que ce que laisse transparaître cet entretien…

Robert Kandal,
Clermont-Ferrand.

L'Oréal et la Cagoule

Au sujet de l'encadré p. 63 du numéro 6, extrait de *Rivarol*, qui faisait état du conflit ayant opposé Jean Frydman à François Dalle, Jean-Paul Angelelli apporte les précisions suivantes : *« J'écrivais qu'il y avait eu "accord à l'amiable" entre les intéressés. Or, renseignements pris à bonne source, je peux affirmer qu'il n'en a rien été. Le non-lieu du 5 décembre était dans la logique d'un dossier qui ne pouvait aboutir à des poursuites sérieuses. L'évocation et l'utilisation du passé "cagoulard" (notamment de Jacques Corrèze) démontrent combien l'histoire contemporaine peut être l'objet de "manipulations" ou de procès d'intention. Et finalement dans l'épilogue de cette affaire la justice clot une controverse hors de saison. »*

Coquilles

Au sujet de la calamité des coquilles d'imprimerie, que vous évoquez dans votre dernier courrier des lecteurs (ESH n° 6), et dont vous avez été une nouvelle fois victime, me revient l'histoire célèbre rapportée naguère par Jean d'Ormesson. À l'occasion de la dernière représentation d'une actrice, un critique théâtral, dans un article d'adieu, avait parlé des services infinis *qu'elle avait rendus au théâtre. Le lendemain, il découvrait avec horreur dans son journal qu'elle avait rendu* des services infimes *! Il rédige sur le champ un rectificatif. Le journal imprime le lendemain qu'il fallait lire* services intimes au lieu de services infimes. *Furieux, notre critique rédige une deuxième mise au point. Des milliers de lecteurs liront le lendemain que l'actrice avait rendu au théâtre des* services infâmes. *Le critique abandonna. Pour se remonter le moral, il se remémora l'aventure d'un confrère – était-ce Lucien Descaves ? – qui, ayant publié une petite brochure sous le titre* Mes coquilles *découvrit avec désespoir que, sur la page de garde, le Q du titre avait sauté.*

Jean Lhomeau,
75015 Paris.

Le Docteur Martin et la Cagoule

Votre préoccupation devrait être de vérifier, avant publication d'extraits d'un livre, si celui-ci ne comporte pas d'inexactitudes. Ce qui n'est pas le cas en ce qui concerne l'ouvrage de Henry Charbonneau.

Charbonneau lui-même a convenu devant plusieurs personnes, en 1970, au cours d'un repas amical, que ce qu'il avait écrit du docteur Martin – mon père – avait été rédigé « de chic ». *Il m'a dit alors regretter de s'être laissé influencer dans ses* Mémoires *par les ragots répandus par la police. Dont ce terme de* « mythomane », *gratuitement injurieux, et qui a été repris à plaisir récemment encore dans une revue d'« histoire » dirigée par l'ineffable petit-fils d'un ancien président du Parlement. (…)*

Ce brave Charbonneau avait aussi oublié dans son récit qu'à la rencontre Giraud-Deloncle était présent un certain de Gaulle ; que si Groussard « ne voit plus Deloncle » *à partir de la fin 1937, c'est qu'il est en mission au Maroc, etc. Toutes précisions que vous auriez pu apporter.*

Danièle Martin.

Gringoire et Carbuccia



Dans votre numéro sur la droite (1870-1940) vous ne parlez jamais ou presque du journal Gringoire *souvent évoqué dans les livres d'histoire comme une abomination. Qu'est-ce qu'on peut en penser ?*

Guillaume Frémin, 17 ans,
75018 Paris.

Gringoire fut créé par Horace de Carbuccia, personnage truculent, courageux et cultivé, issu d'une ancienne et noble famille corse, né à Paris le 1er mars 1891.

En 1921, il fonde _La Revue de France_. En 1928 il lance _Gringoire_ qui atteint le plus grand tirage – jusqu'à 975 000 exemplaires – des hebdomadaires littéraires et politiques. Les éditoriaux sont rédigés par André Tardieu et Henri Béraud. _Gringoire_ prend violemment parti en 1932 contre le Cartel des Gauches et, en 1936, contre le Front populaire. Après l'armistice de 1940, il soutient le maréchal Pétain.

Carbuccia qui avait été élu député d'Ajaccio en 1932, publie, en février 1943, _Corse, Terre de fidélité_, pétition pour la Corse française : les autorités italiennes lancent alors contre lui un mandat d'arrêt. Après la Libération, le gouvernement exerça contre Carbuccia des poursuites, mais lorsque son procès vint devant le tribunal militaire de la Seine, l'accusation fut abandonnée et Carbuccia acquitté à l'unanimité.

1935 et non 1928

Je viens de recevoir votre numéro 6. Toutes mes félicitations ! J'éprouve beaucoup de plaisir et de satisfaction à le lire. Mon œil a été immédiatement attiré par la grande photo de la page 54 présentant une délégation des « J.P. » à Rome. Cette délégation dont je faisais partie (on me reconnaît sur la photo) était à Rome aux environ de Pâques 1935 (fin avril ou début mai) et non en 1928. Simple petite mise au point.

E. Raynaud,
92200 Neuilly.